

REPUBLIQUE UNIE
DU CAMEROUN

CENTRE ORSTOM
DE YAOUNDE
B.P 193

ATLAS DU CAMEROUN

PLANCHE XVII

LES VILLES ET LEURS FONCTIONS

COMMENTAIRE PROVISOIRE

CARTES EN NOIR ET BLANC

Y. MARGUERAT
GÉOGRAPHE



RÉALISE AU CENTRE ORSTOM
DE PETIT BASSAM B.P 4293 .ABIDJAN
COTE D'IVOIRE

Avertissement

Fin 1968, le Ministère du Plan, à Yaoundé, suggéra qu'un chercheur de l'ORSTOM vint faire une étude d'ensemble du système urbain camerounais, jusqu'alors très mal connu, afin d'éclairer les choix d'un aménagement rationnel du territoire.

Depuis, le vieux projet de l'Atlas national, en panne depuis assez longtemps, a été remis en chantier, et la réalisation d'une planche sur les villes fut naturellement confiée à celui d'entre nous qui - bien qu'affecté alors dans un autre pays - était probablement le mieux documenté pour l'élaborer.

Ce document est donc issu de la confluence de ces deux demandes, aussi imprécises au départ l'une que l'autre : la démarche cartographique a été le catalyseur d'une réflexion synthétique sur le phénomène urbain, dont nous espérons qu'elle répond à certaines des questions que l'on se posait à son sujet. Mais ce dualisme des objectifs donne évidemment à ce texte un aspect tout à fait bâtarde, où la continuité de la démonstration est sans cesse cassée par le découpage inévitable en cartes autonomes.

Il est trop tôt pour savoir ce qui, de cette version provisoire, deviendra effectivement définitif. Le grand nombre des gens qui se sont affirmés intéressés par notre problématique nous pousse cependant à le diffuser tel quel, quitte à le remanier ultérieurement. Mais quand une réflexion se veut en marche, cherchant sans cesse à s'approfondir, à s'élargir, à se complexifier, à quel moment pourra-t-on dire que ce que l'on a produit est "définitif" ?

TABLE DES MATIERES

<u>Introduction</u> : la notion de ville	2
LA POPULATION DES VILLES	
Carte n° 1 : taille et croissance des villes	11
Carte n° 2 : l'exode rural	22
Carte n° 3 : les courants migratoires principaux	27
Carte n° 4 : les bassins migratoires des villes	31
LES FONCTIONS SOCIALES DES VILLES	
Carte n° 5 : les fonctions administratives	37
Carte n° 6 : la mise en place des fonctions administratives.....	44
<u>Rappel</u> : l'infrastructure médicale	54
" les fonctions scolaires	55
" les autres fonctions culturelles	57
LES FONCTIONS ECONOMIQUES DES VILLES	
Carte n° 7 : l'activité économique générale	58
<u>Rappel</u> : les industries et les activités d'agro-exportation	63
Carte n° 8 : grandes compagnies commerciales et financières	72
Carte n° 9 : le réseau commercial et son évolution	77
LES FONCTIONS "RELATIONNELLES" DES VILLES	
Carte n° 10 : circulation et coût des marchandises importées	86
<u>Rappel</u> : le rôle des transports	90
Carte n° 11 : circulation de l'information : l'organisation postale	100
SYNTHESE - Carte n° 12 : le réseau urbain du Cameroun	104
<u>Conclusion</u>	114
Tableau récapitulatif	124
Bibliographie sélective	126
Index de localisation	128
Carte de repérage	131

Y. MARGUERAT
Géographe

O.R.S.T.O.M.
Centres de Yaoundé
et d'Abidjan - Petit-Bassam.

ATLAS DU CAMEROUN

=====

Planche N° XVII

LES VILLES ET LEURS FONCTIONS

Introduction :

La notion de ville

La première idée qui vient à l'esprit à l'évocation du mot "ville" est celle d'une certaine masse de population vivant rassemblée en un seul lieu, doté par cela même d'un paysage architectural spécifique et de modes de vie originaux, dont les activités agricoles sont plus ou moins exclues (1) du fait de l'utilisation particulière du sol ; d'où la nécessité pour le noyau urbain de faire venir d'ailleurs les denrées nécessaires à son alimentation et de payer celles-ci en biens et en services dont la campagne ne dispose pas : l'originalité de la ville est donc génératrice d'échanges, dont elle est elle-même le lieu privilégié.

(1) Jamais totalement dans les villes africaines. Pour le cas de Yaoundé, voir l'étude de J.L. MORINIERE : "la région maraîchère intra - et péri-urbaine de Yaoundé", in Travaux et Documents du CEGET n° 7 : "l'approvisionnement des villes tropicales", Bordeaux, 1972 (p.47-81).

Cette spécificité du milieu urbain est naturellement d'autant plus remarquable que la concentration humaine est importante : la taille des villes est un élément décisif de leur description, et leur position parmi les diverses catégories numériques (plus de 5 000 habitants, plus de 20 000, plus de 100 000, ...) est nécessairement révélatrice des nombreuses activités indispensables à la vie quotidienne et aux besoins exceptionnels d'une masse de gens donnée (1) ; c'est ce qu'exprimera notre première carte. Mais ces villes sont des organismes vivants, en perpétuelle mutation : l'indication des taux de croissance nous suggère la hiérarchie urbaine de demain.

D'où viennent ces hommes qui peuplent les villes en nombre toujours croissant ? Les cartes n° 2, 3 et 4 dessineront la répartition des **grandes** zones de départ des émigrants, leurs cheminements principaux et les "bassins" migratoires qui alimentent en hommes chacune des villes. Ce sera notre seul élément de description de la population urbaine, car, hélas, les informations permettant des comparaisons sur la répartition de celle-ci par âge, sexe ou catégories socio-professionnelles font complètement défaut à l'échelle nationale.

Cette idée qu'à un certain nombre d'habitants agglomérés correspond obligatoirement le qualificatif d'urbain doit cependant être nuancée. En effet, certaines concentrations humaines ne sont pas des villes : ainsi les camps organisés par les grandes plantations industrielles, qui offrent à leurs milliers de travailleurs et à leurs familles des logements, des coopératives d'achat, des services sociaux, sanitaires, culturels qui n'ont rien à envier à ceux du milieu de vie citadin. Malgré cela, il manque à ces camps quelque chose d'essentiel : pour qu'il y ait ville, il

(1) Ces "constantes" varient naturellement avec le degré d'"évolution" des entités humaines considérées : les besoins ressentis en opticiens ou en cinémas d'art et d'essai d'une ville africaine ne sont pas ceux d'une ville européenne de même taille.

faut que l'agglomération dispose - en plus des fonctions de base indispensables à ses propres besoins - de services spécifiques, absents du monde rural mais nécessaires à celui-ci. Si "moderne" qu'il soit, le milieu de vie des grandes plantations n'est qu'une oasis plus ou moins totalement étrangère aux régions qui l'environnent (1). La ville n'est pas seulement différente de la campagne, elle en est complémentaire, association au sein de laquelle c'est la ville qui est presque toujours l'élément dynamique.

Il n'y a donc ville que s'il y a relations avec l'espace qui la baigne : "attraction" pour les hommes et les produits de la campagne, "rayonnement" pour les services urbains qui desservent le territoire soumis à leur juridiction ou à leur

(1) Toutefois la nécessité de ravitailler ces vastes rassemblements a parfois - si les conditions locales s'y prêtaient - provoqué une réorganisation de la région vers la production massive de produits vivriers, comme on le voit dans la zone de Victoria-Tiko ; mais le champ de relations décisif des plantations, celui dont elles tirent leur existence même, se situe là où sont marchés et capitaux, hors des pays tropicaux.

influence. La ville est en effet l'emplacement préférentiel (1) d'implantation des fonctions sociales - chronologiquement les premières - qui gouvernent, soignent, éduquent, animent (comme nous le montreront les cartes n° 5 et 6) et des fonctions économiques - maintenant prépondérantes- qui gèrent, impulsent, drainent, diffusent (voir cartes n° 7, 8 et 9). L'activité des unes et des autres entre dans une circulation générale des hommes des biens, des idées, de l'argent, où les villes représentent les points forts d'un maillage d'une subtile complexité (cartes n° 10 et 11).

Si les campagnes sont fort diverses, les villes ne le sont pas moins. Chacune a sa personnalité originale, liée bien sûr à son histoire individuelle (riche parfois de nombreux aléas), conditionnée par ses liaisons banales avec un espace

(1) Du moins dans les territoires d'obédience française, à forte tradition centralisatrice : ce furent les chefs-lieux administratifs qui reçurent en priorité (voire en exclusivité) marchés, hôpitaux, collèges, chacun d'eux devenant ainsi une petite capitale locale. Au contraire, la colonisation anglaise, dépourvue de tout jacobinisme, a souvent laissé se disperser en rase-campagne un certain nombre d'éléments "urbains" (en particulier les collèges, directement inspirés des verdoyants "campus" britanniques). Un exemple frappant, la partie centrale du département de la Donga-and-Mantung : on y voit s'égrener successivement tout au long d'une cinquantaine de kilomètres un chef-lieu de "local council" (administration équivalent à peu près à un arrondissement) : Akweto ; la préfecture (Nkambé), dotée de l'hôpital départemental et d'un marché important ; la plus importante chefferie traditionnelle de la contrée (Mbot) ; un autre "local council", à peu près voisin du siège de la coopérative régionale d'achat du café (Mbyè) ; puis le plus gros marché juxtaposé au seul collège du département, issu d'une importante mission baptiste (Ndu) ; et enfin une grande plantation de thé, (Kakar) qui fait vivre un millier de travailleurs. Résultats : une demi-douzaine de gros villages, dont deux (Nkambé et Ndu) ont des allures de bourgade, mais aucune vraie ville dans un riche et actif département de 100 000 âmes. Le Cameroun anglophone est pour ces raisons beaucoup moins urbanisé que les provinces de culture française.

environnant aux aptitudes naturelles et aux réalisations humaines particulières (1) ; mais aussi commandée par sa place dans un système de relations avec les autres villes, où une hiérarchie enchevêtrée de primautés et de subordinations, de renforcements et de concurrences tisse un réseau urbain (carte n° 12), dont la structure est une traduction particulièrement facile à lire de l'équilibre général d'un pays, du niveau d'activité de ses régions et du degré de leur intégration dans les circuits d'échanges nationaux et internationaux.

L'armature urbaine est en effet l'expression spatiale de l'organisation socio-économique des entités territoriales à un moment historique précis. Elle est le reflet géographique des structures macro-sociales et des rapports de production(2), marqué cependant par l'intervention efficace d'un élément technologique et historique.

-
- (1) Ces rapports entre chaque ville et le territoire qui la jouxte sont fortement stéréotypés, liés simplement aux caractéristiques de l'une et de l'autre. Nous n'en parlerons donc guère.
- (2) La cité elle-même tout entière, son plan, sa silhouette, son allure, sa vie interne sont naturellement eux-aussi un produit de la société qui les a engendrés. Mais pour analyser ces phénomènes, le niveau pertinent n'est pas celui d'un Etat-même aussi diversifié que le Cameroun-avec toutes ses catégories de villes (car les thèmes urbanistiques sont assez peu différenciés), c'est l'appréhension simultanée de villes comparables dans plusieurs pays différents. Voir ainsi Ph. HAERINGER : "L'urbanisation de masse en question" (étude comparative d'Abidjan, Douala, Brazzaville et San Pédro) in "La croissance urbaine en Afrique Noire", CNRS, 1972, pp 625 à 651.

les transports, car l'espace - évidence qu'il est parfois bon de rappeler - n'est pas autre chose qu'un champ de distances. Toutefois les acquis (parc immobilier, infrastructures urbaines, axes routiers ou ferroviaires...), à la mise en place longue et onéreuse, opposent aux changements conjoncturels une formidable puissance d'inertie, qui aboutit à emmêler inextricablement facteurs dynamiques et données obsolètes. L'intérêt théorique particulier de l'Afrique Noire (1) dans ce domaine est la brièveté de son histoire urbaine (2) : une centaine d'années(3), dont seul le dernier quart est vraiment décisif. Les corrélations entre modifications de l'équilibre général et mutations du réseau urbain y présentent donc une simplicité sans pareille. Et l'intérêt

-
- (1) A la différence de, par exemple, l'Amérique Latine, dont les villes ont subi les interférences de plus de quatre siècles d'évolution.
 - (2) Ce qui ne veut certes pas dire, nous le verrons, que cette histoire soit sans intérêt ni importance actuelle.
 - (3) L'Afrique pré-coloniale n'ignorait pas le fait urbain, mais ses anciennes cités -capitales politiques, culturelles, religieuses, grands marchés au rayonnement presque continental, avec toujours une large assise agraire -n'ont survécu comme éléments actifs du réseau urbain actuel que si elles ont été reprises en charge par les nouveaux pouvoirs politiques, sociaux et économiques, maîtres du pouvoir urbanisant aujourd'hui. Cela a été le cas de Kumassi, Ibadan, Kano, Kankan, Tananarive... (au Cameroun : Maroua, Ngaoundéré, Foumban, Fort Foureaux-Kousséri) ; cela n'a pas été celui de Kong ou Djenné (au Cameroun : Mora, Logone Birni, Rey Bouba) réduites à de simples bourgades, voire comme Hamdallay, Ouadagost ou Ngazargamo (au Cameroun : Doulo), complètement disparues aujourd'hui.

scientifique propre à l'exemple camerounais est que l'exceptionnelle diversité régionale de ce pays, à l'intérieur d'un espace national bien délimité (1), permet, par l'analyse des cas concrets où l'on voit les phénomènes réagir localement de façon divergente aux mêmes impulsions globales, de mieux cerner les facteurs décisifs et l'échelle de leur intervention.

*

* *

Pour redescendre à un niveau plus pratique, choisir cette définition "relativiste" du phénomène urbain élimine le faux problème de la limite inférieure des villes quant au chiffre de leur population, car on trouve de grosses agglomérations, anciennes ou nées de l'agriculture moderne (2), qui peuvent réunir 2000, 3000, 5000 habitants et même davantage (3), mais dépourvues de toutes fonctions spécifiques, c'est-à-dire

-
- (1) A l'exception de certaines zones frontalières (Ndian et Logone-et-Chari essentiellement), l'influence des pays voisins est très faible. Le "Cameroun actif" est un ensemble clos, entouré de confins frontaliers plus ou moins déserts ou amorphes, à la différence de beaucoup d'Etats dont la sphère de relations déborde largement les limites (ainsi de gros bourgs du Togo sud-oriental, comme Anfoin ou Vogan, ont-ils une aire commerciale qui s'étire du Ghana central à la Nigéria du Sud-Ouest), ce qui rend fort difficile les enquêtes scientifiques, toujours ligotées par ce genre de contraintes administratives.
 - (2) En particulier dans le Mungo central, avec ses grosses agglomérations de planteurs : Nyombé, Penja, Loum-Chantiers, Nloé, ... plus populeuses que bien des villes.
 - (3) Notamment en pays bamiléké, où les troubles des premières années de l'Indépendance ont entraîné le regroupement autoritaire des populations (à l'habitat traditionnellement dispersé) en rassemblements qui pouvaient (comme Babadjou ou Bangang, dans les Bambouto) dépasser les 10 000 habitants, tout en restant à l'évidence purement ruraux. Avec le retour du calme et la diminution de la contrainte militaire, les paysans ont maintenant recommencé à se diluer dans la campagne, et ces "regroupements" vont se dissoudre sans laisser beaucoup de traces.

d'un niveau supérieur aux marchés d'intérêt local, écoles primaires ou dispensaires dont disposent aujourd'hui la majorité des gros villages ; alors que l'on trouvera des administrateurs, des grossistes, des transporteurs, des guichets de banque... dans de toutes petites villes, de moins de 4 000 âmes parfois.

Ne soyons cependant pas trop exigeants sur les caractéristiques minimales, car il ne nous resterait que bien peu de villes vraiment dignes de ce nom : 45 centres seulement regroupent plus de 100 fonctionnaires ; moins d'une vingtaine ont une agence bancaire permanente ; à peine une douzaine ont plus de dix entreprises économiques ; sept comptent plus de 100 salariés du grand commerce... Nous retiendrons donc comme ville des agglomérations d'au moins 2 500 habitants (1) dotées d'un certain nombre de services fondamentaux : préfectures en particulier (il y en a 39 (2)), sous-préfectures souvent, un minimum d'infrastructures sociales (hôpital, collège) et d'équipements économiques, un rôle dans la circulation générale... en se rappelant qu'un petit centre mal équipé

(1) En dessous de ce chiffre minimum, choisi le plus bas possible, il ne peut plus y avoir de ville mais seulement des services de type citadin en pleine campagne. Ainsi par exemple Méri, chef-lieu d'un arrondissement de 35 000 âmes, est-elle dotée des fonctions élémentaires : sous-préfecture, marché, école, dispensaire, gendarmerie, "campement" hôtelier, mais -à l'exception des fonctionnaires eux-mêmes- complètement privée de population. Dans cette région d'habitat rural dispersé à forte densité, on traverse pendant des kilomètres un semis serré de ces ravissantes petites cases à toit en poivrière, blotties les unes contre les autres, et ce n'est que lorsque l'on vient buter contre les bâtiments administratifs que l'on s'aperçoit que l'on est à Méri, sans qu'aucune intensification ou modification quelconque de l'habitat l'ait signalé. On a là un exemple caricatural du degré zéro de l'échelle urbaine.

(2) Mais quatre d'entre elles (Monatéfé, Mundemba, Mbengwi et Kumbo), toutes récentes (1968), n'ont pas encore les équipements correspondant à leur rang, et, sauf Kumbo, grosse et diffuse agglomération paysanne, ne peuvent encore prétendre au qualificatif d'urbain.

mais isolé pourra avoir un rôle urbain bien plus considérable qu'une grosse bourgade proche de grandes villes aux fonctions richement diversifiées (1). D'une grille d'analyse à l'autre, la liste de nos "villes" sera donc notablement différente -une trentaine d'entre elles revenant régulièrement- sans que nous nous sentions contraints par l'imposition d'étiquettes rigoureuses, toujours inadaptées à une réalité particulièrement fluide et évolutive.

*
* *

N.B. typographique : Les noms des provinces : Nord, Est, Centre-Sud, Ouest, Littoral, Sud-Ouest et Nord-Ouest (ces deux dernières formant de 1961 à 1972 l'Etat fédéré du Cameroun Occidental) seront toujours orthographiés avec une majuscule ; nord, est ou sud avec une minuscule correspondront simplement aux orientations. "Occidental" sera synonyme d'anglophone.

On trouvera à la fin de ce texte un index de repérage, avec lequel le lecteur qui ne connaîtrait pas bien le Cameroun aura intérêt à se familiariser pour éviter de butter à chaque ligne sur des localisations inconnues.

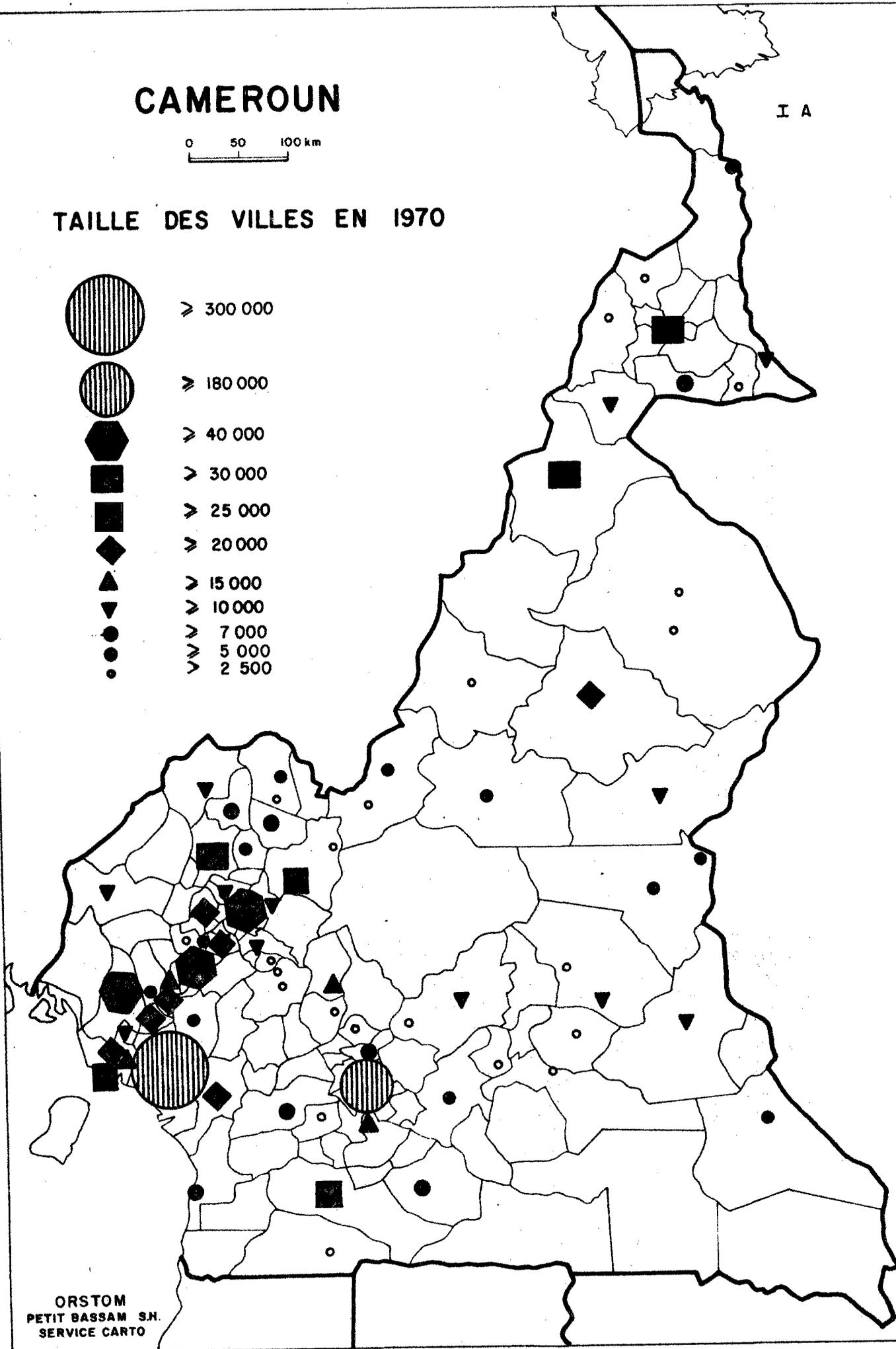
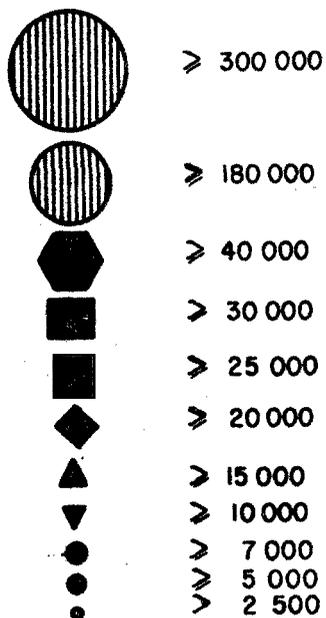
(1) C'est exactement ce qui se passe dans le Mungo, où les villes moyennes, elles-mêmes coincées entre Douala et Nkongsamba, étouffent les velléités urbaines des bourgs agricoles, plus gros que bien des préfectures.

CAMEROUN

0 50 100 km

I A

TAILLE DES VILLES EN 1970



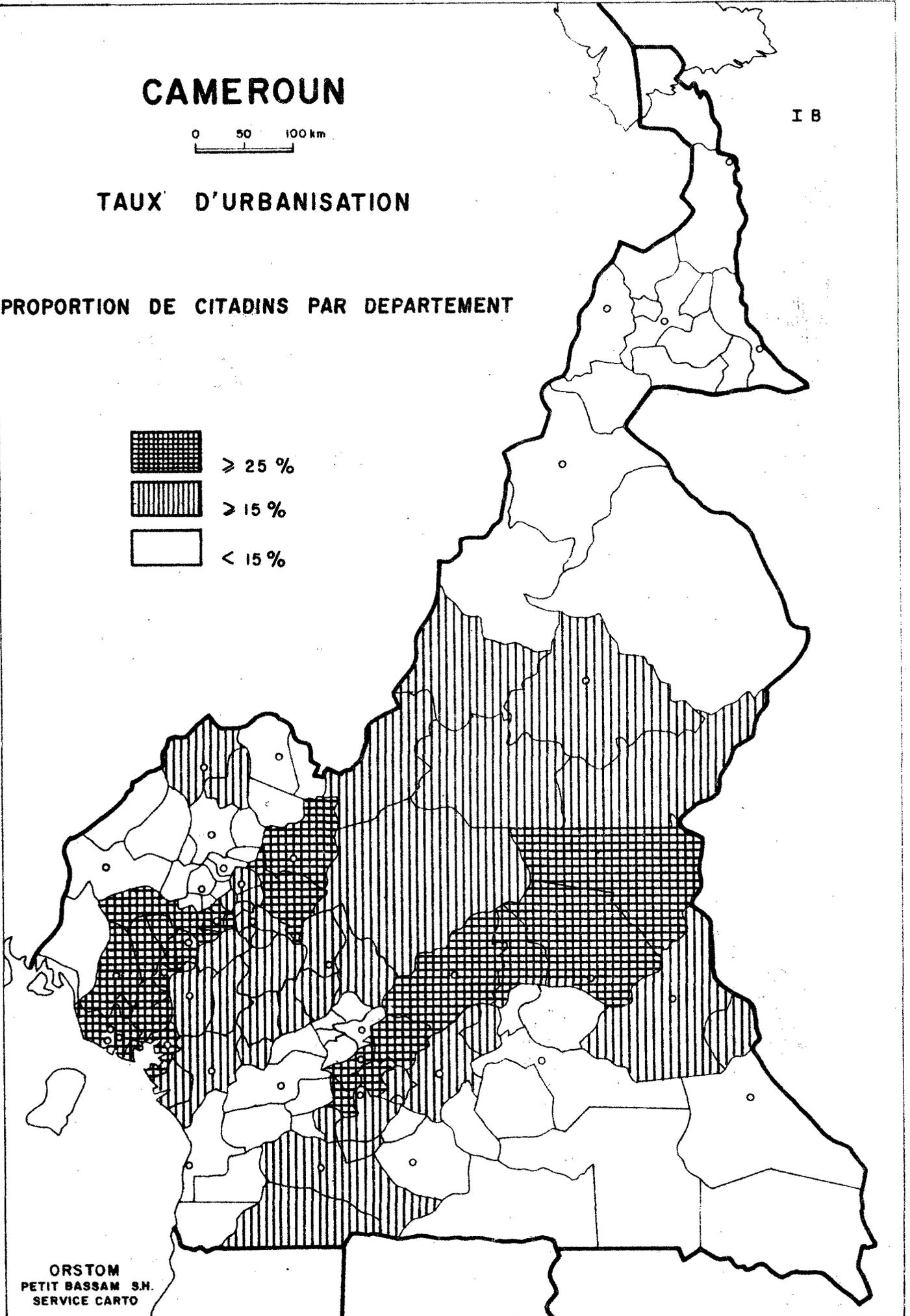
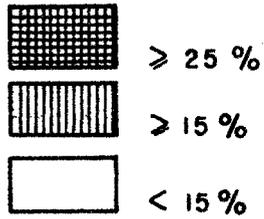
CAMEROUN

0 50 100 km

I B

TAUX D'URBANISATION

PROPORTION DE CITADINS PAR DEPARTEMENT

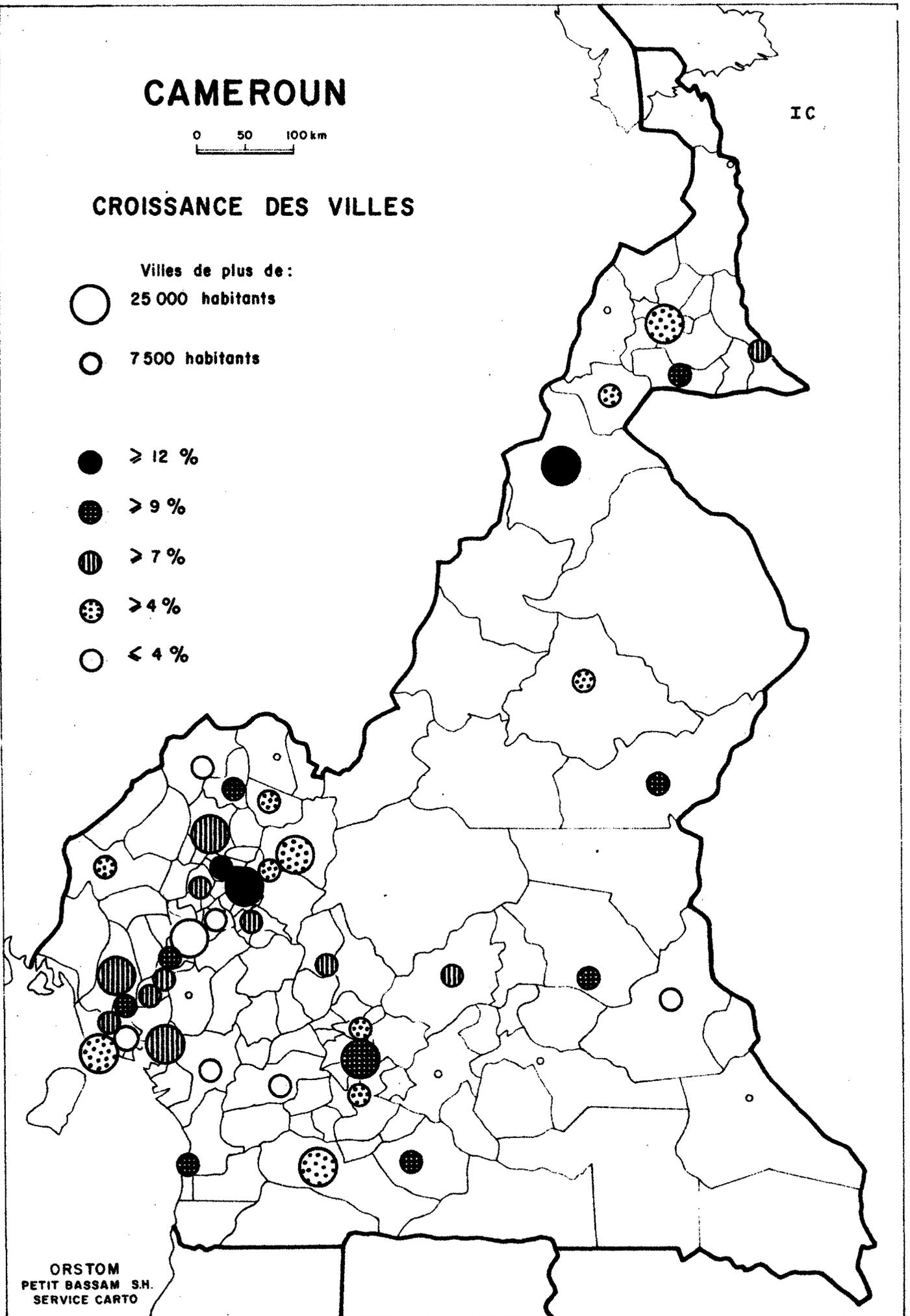
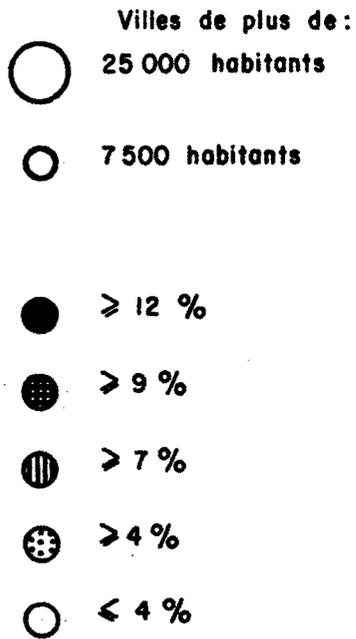


CAMEROUN

0 50 100 km

IC

CROISSANCE DES VILLES



TAILLE ET CROISSANCE DES VILLES

SOURCES : analyse critique de toutes les données démographiques (éparses ou rassemblées dans le "III^e tableau des populations du Cameroun" (1) d'après le recensement général de 1967-68, harmonisées, selon les taux de croissance antérieurs, à l'année 1970.

Moindre que dans d'autres pays africains (Sénégal, Côte d'Ivoire, RCA, Zaïre), le déséquilibre entre les deux métropoles (2) du pays et les centres secondaires est cependant fortement marqué : derrière les 300 000 habitants de Douala et les 180 000 de Yaoundé, on chute aux 55 000 de Nkongsamba, depuis longtemps troisième ville du pays, aujourd'hui talonnée par Kumba (45 000) et Bafoussam (42 000). Les villes moyennes sont cependant bien représentées : trois d'entre elles, Maroua, Garoua et Bamenda, dépassent les 30 000 habitants, dix autres en ont plus de 20 000 et seize plus de 10 000, enfin dix-neuf villes regroupent de 5 à 10 000 habitants, et vingt-deux centres plus ou moins vraiment "urbains" de 2 500 à 5 000.

Les cinq plus grandes villes totalisent donc 620 000 citadins, soit un peu plus du dixième de la population camerounaise si nous estimons celle-ci à six millions d'habitants en 1970 (3), et les onze premières 800 000. Il faut en compter vingt-et-une pour atteindre le million ; les vingt villes suivantes regroupent 200 000 personnes et si l'on additionne l'ensemble des soixante-quinze centres que nous admettons ici comme urbains, on arrive à

-
- (1) Centre ORSTOM de Yaoundé 1970. Nous avons également beaucoup utilisé les listes électorales pour la période 1967-1970. Tous ces chiffres doivent n'être acceptés qu'avec prudence.
- (2) Nous utiliserons ce terme pour désigner les agglomérations très nettement dominantes, celles que les anglo-saxons appellent "primate cities".
- (3) Le recensement général de 1967-68 en comptabilisait 5,33 millions, mais il semble généralement sous-évalué. Le taux de croissance de l'ensemble de la population est estimé à 2,1 % par les enquêtes démographiques régionales.

un chiffre d'environ 1 350 000 citoyens, soit un peu moins du quart (22-23 %) de population totale, valeur relativement forte pour un pays africain, mais dans laquelle, on le voit, les villes petites et surtout moyennes tiennent tout de même une place considérable.

*

* *

Les grandes agglomérations se répartissent très irrégulièrement dans l'espace camerounais : en dehors de Maroua, Garoua et Ngaoundéré, très isolées dans le Nord, et de Yaoundé, secondée de près par Mbalmayo et de plus loin par Ebolowa et Bafia, toutes les villes de plus de 15 000 habitants se concentrent sur l'axe essentiel du pays, le long de l'ancienne frontière entre les deux Etats fédérés : sur la Côte, ce sont les grands ports industrialisés : Douala, flanquée d'Edéa, et Victoria, organiquement liée à Tiko et à Buéa ; dans la très riche région agricole qui s'étend de part et d'autre du moyen Mungo, c'est, à l'ouest, Muyuka et Kumba (la première ville anglophone) et, à l'est, Mbanga, Loum, Manjo (1), puis Nkongsamba, troisième agglomération du pays, qui les domine dans tous les domaines ; sur les hauts plateaux très peuplés et très actifs des "Grassfields", c'est la capitale régionale de Bamenda d'un côté, Dschang, Bafang, Foumban et surtout Bafoussam de l'autre. Toutes ces grandes et prospères cités sont liées entre elles par un réseau serré de voies de communication au trafic intense. C'est naturellement là que se rencontrent les plus forts taux d'urbanisation : environ 95 % dans le Wouri, 46 % dans le Fako, 44 % dans le Mungo, 28 % dans le Mémé, le haut Nkam et le Bamoun, mais nettement moins dans la majeure partie des Grassfields.

Une autre ligne se révèle aussi sur la carte : celle qui longe la limite entre le monde de la forêt et celui de la savane, et que jalonnent Bafia (et dans une moindre mesure Obala), Nanga

(1) De plus s'y ajoutent les grosses agglomérations non-urbaines que sont Nyombé, Penja, Loum -Chantiers, Nlohé, ..., énormes villages regroupant plusieurs milliers de personnes travaillant les plantations de la région, mais à peu près dépourvus de "services".

Eboko, Bertoua et Batouri (1), mais ce contact important pour le paysage n'est, pour diverses raisons, guère significatif sur le plan humain et n'a donné naissance qu'à de médiocres cités (2). Plus au sud, un autre alignement s'étire au long de la vallée du Nyong : à l'écart du fleuve, Esèka et Makak, gares du chemin de fer du Centre ; sur le fleuve même, Mbalmayo, Akonolinga et Abong Mbang, qui en furent jadis des escales fréquentées.

Cette localisation sur les "têtes" de navigation est systématique : Mamfé sur la Cross River, Yabassi sur le Wouri, Edéa sur la Sanaga, Doumé sur la mince rivière du même nom, Moloundou -restée bourgade- sur la Ngoko, Garoua surtout sur la Bénoué, seule voie fluviale encore utilisée, si malcommode soit-elle (3). Pour les accostements maritimes, plus ou moins assidûment fréquentés par les navires jusqu'au début du XX^e siècle, la concentration a joué très vite : Rio del Rey, Mbongué, Grand Batanga, Campo... ont avorté dès les premiers temps de la période coloniale ; aujourd'hui Tiko s'étirole, Kribi et Victoria souffrent de la concurrence de Douala. Le chemin de fer aussi a été un grand créateur de villes, chacune des étapes de sa mise en service transformant en actif centre d'échanges son terminus provisoire, quitte à ce que celui-ci retombe durement par la suite (exemple typique : Esèka) : Nkongsamba et Mbalmayo sont nées de cette fonction de tête de ligne (de façon accidentelle pour la première (4)) et Yaoundé lui doit

(1) Cet axe se prolonge en R.C.A., par Berbérati et Mbaïki, jusqu'à Bangui.

(2) Qui regroupent néanmoins une part importante de la population : 27 % dans la Haute Sanaga, 28 % dans le Lom-et-Djerem, avec le renfort des deux cités de la savane, Bétaré Oya, née des gisements aurifères -aujourd'hui taris- et Garoua Boulay, **actif** carrefour routier.

(3) Seule Moundek, sur le Mungo, n'a pas vécu car elle a été très vite concurrencée par Mbanga, desservie par le chemin de fer dès 1909.

(4) Des impératifs techniques entraînent brusquement l'arrêt des travaux, en 1911, alors que la ligne devait continuer au moins jusqu'à Foumban. Nkongsamba alors n'était absolument rien, le chef-lieu régional étant Baré, à une dizaine de kilomètres plus au nord.

une grande part de sa prospérité. Bien qu'avec le développement de la route, le rôle de la voie ferrée soit moindre qu'autrefois(1), le mécanisme joue toujours : Nanga Eboko et surtout Kumba se renforcent de leurs nouvelles gares, et Ngaoundéré s'apprête à un important rôle de redistribution régionale, tandis que Bélabo, humble hameau promu en 1969 terminus temporaire du Transcamerounais, se transforme en ville-champignon de plusieurs milliers d'habitants, dont la grande majorité repartira certainement avec la mise en service de la deuxième tranche du nouvel axe ferroviaire Nord-Sud.

Le semis des autres villes, de celles qui ne sont pas nées expressément d'une voie de communication ou d'une cité qui existait déjà à l'époque pré-coloniale (comme Foumban, Ngaoundéré, Maroua, Fort Foureaux-Kousséri, Mora, Banyo ou Tibati) obéit aux nécessités que ressentait l'Administration qui les a fondées en vue d'un quadrillage efficace du pays, donc selon des normes de commodité de desserte, d'espacement régulier et de centralité par rapport aux zones à contrôler en fonction de vitesses de circulation bien moindres qu'aujourd'hui. Cette trame saupoudrant le pays de centres urbains, théoriquement homogène à l'origine, est donc depuis longtemps disfonctionnelle et a très vite évolué sous l'effet de causes multiples qui ont provoqué de formidables distorsions, faisant stagner certaines villes tandis que d'autres s'affirmaient puissamment.

*

* *

Les divergences historiques qui ont individualisé le destin -heureux ou malchanceux- de chacune de ces villes, font que la classification que nous décrivons aux alentours des années 1970 n'est en fait, dans l'optique longue nécessaire à l'appréhension des phénomènes, qu'un aspect fugitif d'une situation toujours mouvante.

(1) Ainsi a-t-on vu le centre actif de la ville de Loum glisser sur deux kilomètres de la gare jusqu'au carrefour routier.

En effet, si nous reprenons les chiffres de 1933 - les plus anciens que nous ayons pu trouver concernant un certain nombre de centres urbains - nous voyons que, certes, Douala dominait déjà du haut de ses 26 000 habitants, mais qu'ensuite venaient les vieilles citadelles du Nord : Maroua, avec 13 600 citadins (1), Ngaoundéré avec 8 400 (puis Garoua : 5 000) devançant nettement Yaoundé (6 500), Ebolowa (3 000) et Nkongsamba (2 100). Vingt ans plus tard, la révolution des transports due à la généralisation des camions et le brusque essor économique de l'Après-Guerre avaient bouleversé cet équilibre : Douala avait bondi à 120 000 âmes, ayant en quelques années comblé le recul des années de guerre (voir graphique simplifié ci-joint) et entamé pour de bon son ascension actuelle (2) ; Yaoundé, avec 30 000 habitants, avait depuis peu conquis la seconde place, suivie d'assez près par Nkongsamba (20 000) qui se nourrissait de l'éveil bamiléké ; Ebolowa, avec 10 000 citadins, entamait sa période la plus faste, celle du règne du cacao du Ntem, tandis que les trois villes du Nord n'avaient guère progressé : avec 17 000 personnes, Maroua rétrogradait à la quatrième place, Ngaoundéré plafonnait à 14 000, Garoua se hissait lentement à 9 000.

Dans la décennie suivante, le rapport des tailles se modifie assez peu : dans les années 1962-63, Douala frise les 200 000 habitants et Yaoundé s'est haussée à 100 000 ; Nkongsamba,

-
- (1) Fouban très ancienne capitale du royaume Bamoun dont l'idéal politique était de regrouper dans une seule cité fortifiée l'essentiel de la nation, devait avoir une taille semblable (mais nous n'avons pas retrouvé de chiffres). Malgré le développement des plantations de la région de Foubot, la capitale regroupe toujours un bon quart de la population du département. Ces villes pré-coloniales sont restées longtemps des centres importants : ainsi dans la Guinée de 1930, Kankan comptait-elle 20 000 habitants, contre 8 000 seulement à Conakry, qui ne la rattrapa que dans les années 1940.
- (2) Exactement parallèle à celle du trafic de son port (communication orale de G. MAINET).

bien que distancée, a conforté sa troisième position avec 40 000 âmes, mais se fait talonner par Kumba (30 000) qui n'en avait qu'une douzaine de milliers dix ans auparavant et vient de dépasser Maroua (28 000) ; une demi-douzaine de villes avoisinent les 20 000 citadins : Victoria, Fouban, Ngaoundéré, Ebolowa, Bamenda et une toute nouvelle venue à l'essor fracassant (quadruplement entre 1960 et 1970) : Bafoussam. Son irruption, ainsi que celle - moins brutale et plus tardive - de Garoua (qui ne fait "que" tripler en douze ans) est en train de bouleverser à nouveau la hiérarchie.

Les taux de croissance annuelle, calculés (1) sur la décennie écoulée, nous indiquent les grandes lignes de cette évolution.

Trois villes ont un taux tout-à-fait extraordinaire, supérieur à 12 % (lequel signifie déjà un doublement en six ans) : Mbouda, la plus petite et la plus chétive des préfectures bamiléké, qui visiblement met les bouchées doubles pour combler son retard dans un département resté jusqu'ici marginal et peu urbanisé, et Garoua, l'indiscutable capitale du Nord, connaissent toutes deux un accroissement annuel d'environ 13,5 % tandis que Bafoussam, métropole -champignon, atteint 15,5 % (doublement en moins de cinq ans). On a vu sur la carte que ces villes se trouvent dans des départements encore faiblement urbanisés (7 % pour les Bamouto, 12 % pour la Bénoué, 18 % pour la Mifi) : leurs ressources humaines proches sont donc à peine entamées. A un taux, un peu moins exorbitant mais néanmoins encore fort rapide, de 10 % par an, on ne trouve qu'une seule grande cité : Yaoundé (9,2 %), qui poursuit très régulièrement son essor, et de nombreuses villes moyennes : Bertoua, Mèganga, Muyuka, Manjo, et petites : Kribi, Sangmélina, Kaélé, ... pour lesquelles ces fortes valeurs d'accroissement ne représentent que de faibles masses humaines et ne modifient guère leur place dans la hiérarchie urbaine.

(1) Avec une importante marge d'imprécision.

Bon nombre de villes - et des plus notables - se retrouvent dans les valeurs moyennes de 7-8 % (égales au doublement décennal) : Douala (7,5 %), Kumba (7,6 %), Bamenda (8,5 %), Dschang, Loum, Mbanga, Buéa, Bafia, Yagoua, ... qui enfournent chaque année de gros bataillons d'immigrants. Mais bien des centres importants - et, nous l'avons vu, naguère encore prépondérants - n'ont que des taux plus faibles : Maroua, qui se laisse distancer par Garoua dans la domination sur le Nord, Foumban, qui n'a en fait jamais connu de véritable dynamisme urbain, Ebolowa, dont la somnolence est celle de toute sa région après l'apogée des années 1950-60, Mbal Mayo qu'étouffe lentement la proximité de Yaoundé, Victoria, dont la concurrence de Douala - directe depuis 1969, quand fut ouvert le pont sur le Mungo - capte les activités commerciales et portuaires, Batouri, ancienne métropole de l'Est, ruinée par sa destitution administrative, Mamfé, jadis porte de la Nigéria, cul-de-sac depuis la réunification...

Avec des taux bien plus faibles encore, correspondant à une quasi-stagnation, on trouve Nkongsamba (3,7 %), court-circuitée dans son rôle de tête de ligne par le déclin relatif de la voie ferrée, Edéa (2,8 %) qu'anime assez peu son industrie métallurgique, et surtout trop proche du pôle d'attraction qu'est Douala, Wum (2,5 %) qui, comme Foumban, n'a jamais été qu'une grosse agglomération paysanne, Bafang enfin (2 %), coincée entre Nkongsamba et Bafoussam, chef-lieu sans grand avenir d'un département qu'épuise profondément un violent exode rural.

*

* *

Tous ces mouvements n'ont a priori aucune raison de se modifier brutalement dans les années à venir, puisqu'ils sont le produit d'une situation bien caractérisée, celle du sous-développement actuel, où le choc des valeurs économiques et idéologiques imposées naguère par la colonisation frappe de plein fouet "la brousse", espace d'une tradition dévalorisée et d'une agriculture vacillante, au profit de la "ville", où miroitent les reflets des

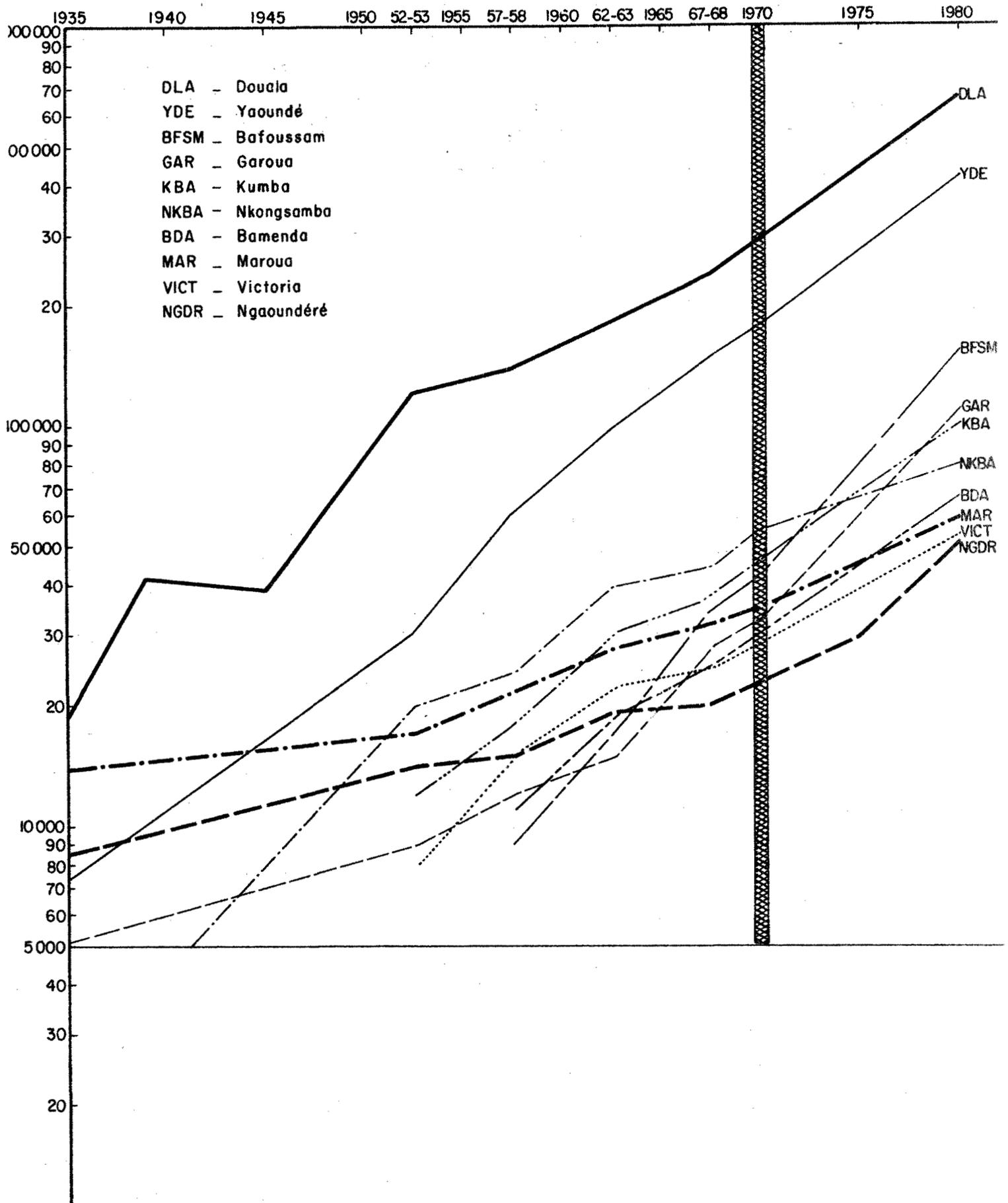
lumières -réelles ou trompeuses- du monde industrialisé. Il nous est donc permis de prolonger ces courbes de croissance dans l'avenir, comme nous l'indique notre graphique.

En 1975, Douala aura vraisemblablement atteint 450 000 habitants (1) et Yaoundé 250 ou 270 000; Bafoussam aura emporté nettement la troisième place, avec 80 000 âmes, devançant largement Nkongsamba, Garoua et Kumba qui se retrouveront vers 60-65000 ; Bamenda aura dépassé Victoria et rejoint Maroua autour de 45 000 citadins ; F'oumban et Ebolowa se cantonneront toujours dans les 30 000, dont Ngaoundéré commencera à décoller.

Si l'on peut aventurer une extrapolation sur dix ans (non que nos chiffres soient si hasardeux, mais tant d'imprévus peuvent advenir...), la population urbaine doublera une nouvelle fois, comme elle l'a fait dans la décennie écoulée, atteignant 1 600 000 habitants dans les douze plus grandes villes en 1980. Douala compterait alors de 600 à 650 000 âmes, et Yaoundé plus de 400 000 ; si apparemment énormes que soient ces chiffres, il faut probablement les tenir pour un minimum. Bafoussam atteindrait 150 000 citadins, Garoua et Kumba dépasseraient plus ou moins les 100 000. Nkongsamba, dont la capacité de croissance paraît -pour de multiples raisons- s'essouffler, ne devrait guère aller au-delà de 80 000, c'est-à-dire la sixième position ; Bamenda la suivra sans doute d'assez peu avec 60 ou 70 000 habitants ; Maroua et Victoria auront été rejointes autour de 50-60 000 par Ngaoundéré, vivement fouettée par son nouveau rôle de terminus ferroviaire ; Ebolowa et F'oumban, guère mieux favorisées que Nkongsamba par l'évolution actuelle, stagneront vraisemblablement à 40 000 habitants.

(1) En 1972, en vue d'une éradication totale du choléra, on a vacciné à Douala 360 000 personnes, alors qu'on en attendait 30 000 de moins ; les estimations que l'on fait sur la croissance des grandes métropoles se révèlent presque toujours inférieures à la réalité.

REPRESENTATION SCHEMATIQUE DE LA CROISSANCE
DES PRINCIPALES VILLES DE 1935 A 1980



Les éléments qui peuvent perturber ce schéma sont -outre un gonflement plus massif des deux grandes métropoles -une croissance plus rapide encore de Ngaoundéré et surtout de Bamenda et de Garoua, qui n'ont qu'à peine entamé leur réserves humaines potentielles : quelques 700 000 "Bamenda highlanders" dans la province du Nord-Ouest pour la première, plus d'un million de ruraux entre Bénoué et Logone pour la seconde, que l'exode rural n'a jusqu'ici qu'à peine effleurés, mais pour combien de temps encore ?

Cartes n° 2, 3 et 4

LES MIGRATIONS VERS LES VILLES

SOURCES : Y. MARGUERAT : "Analyse nuérique des migrations vers les villes du Cameroun", ORSTOM, Paris, 1974. (D'après le dépouillement du recensement général de 1966-69).

Le taux d'accroissement naturel des villes n'étant -au grand maximum- que de 2 à 3 %, l'essentiel du gonflement de la population urbaine est donc le fait des migrations qui poussent de plus en plus massivement les campagnards vers les cités.

Pour analyser ces déplacements, nous avons dépouillé les documents établis lors du recensement général exhaustif effectué de 1966 à 1969, en relevant dans une quarantaine de villes (1) l'origine des citadins, exprimée le plus souvent par la mention de leur arrondissement de naissance. Un dépouillement intégral n'était pas souhaitable, car les diverses couches de la population sont inégalement significatives. En effet, les enfants ne font que naître sur place (mais toute leur vie, l'opinion publique leur assignera comme origine la région d'où sont venus leurs parents) et les inclure fausserait complètement le rapport autochtones - immigrants ; les femmes -le plus souvent de la même ethnie que leur mari- ne viennent en ville que pour suivre ou rejoindre leur soutien économique (2), tout comme les vieux

(1) Les préfectures de 1967 (les nouvelles n'ont guère de consistance urbaine) et Loum, représentative des villes moyennes du Mungo.

(2) La réalité, naturellement, est plus complexe et les femmes, par exemple, ont aussi des cheminement migrations originaux, dont l'étude reste à faire.

parents, les "petits frères" en quête d'emploi ou les infirmes à charge... . Au total, seuls sont vraiment intéressants pour nous les adultes actifs, élément moteur des migrations, que les autres catégories ne font que suivre. Les fiches du recensement de 1967-69 étaient ainsi faites qu'il était très facile d'y repérer les habitants imposés par le fisc (1), c'est-à-dire la seule fraction économiquement active et socialement déterminante de la population urbaine : en gros les chefs de famille et les rares femmes et hôtes hébergés ayant un emploi régulièrement rémunéré. Ce sont donc les contribuables citadins dont nous avons analysé l'arrondissement de naissance.

Malheureusement, les documents de base que nous avons recueillis de préfecture en préfecture étaient de qualité inégale et parfois de formes diverses, et nos méthodes ont dû souvent s'adapter aux circonstances (2). Pour réduire les disparités qui en résultaient, il nous a fallu traduire nos données hétérogènes en une unité de compte commune, baptisée "unité conventionnelle de migration" (U.C.M.) dont la valeur théorique est approximativement égale à celle d'un citadin, quels que soient son âge ou sa fonction. Un bref exemple éclairera notre méthode : si dans une ville de 10 000 habitants, nous avons relevé que, parmi ses 2 000 contribuables, 65 % sont originaires de l'arrondissement A et 27 % de B, nous généraliserons ces chiffres en disant que cette ville renferme 6 500 "unités conventionnelles de migration" provenant de A et 2 700 de B. On le voit, cela revient à considérer les dépendants d'un adulte économiquement actif comme ayant même origine que lui - ce qui est généralement le cas. Le volume total des chiffres traités (près d'un million d'"U.C.M." reposant sur l'observation d'environ 200 000 contribuables) nous garantit que, si certains détails peuvent être contestables, les grandes masses sont significatives des mouvements principaux.

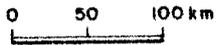
(1) Rappelons qu'il s'agit d'un impôt de capitation, variable dans son montant mais universel dans son principe. L'analyse de ville en ville montre une grande régularité dans le rapport 1 imposé pour 5 habitants, ce qui indique qu'aucune distorsion majeure dans le volume moyen des familles, d'un bout à l'autre du pays, ne vient gêner nos extrapolations.

(2) Voir Y. MARGUERAT, op. cit., I^o partie, méthodologie.

CAMEROUN

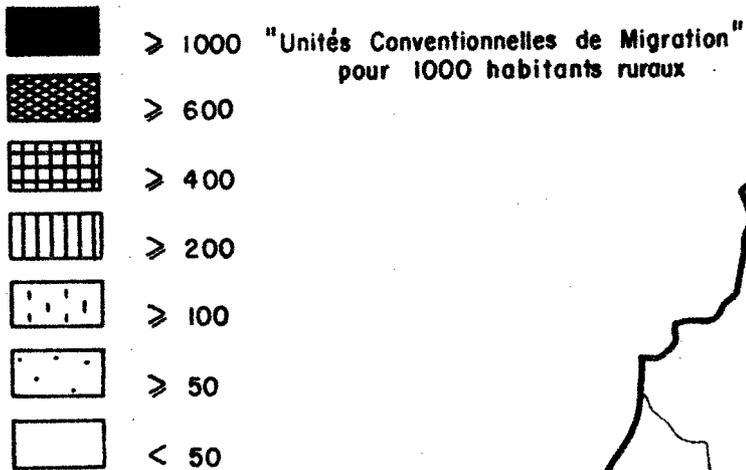
II A

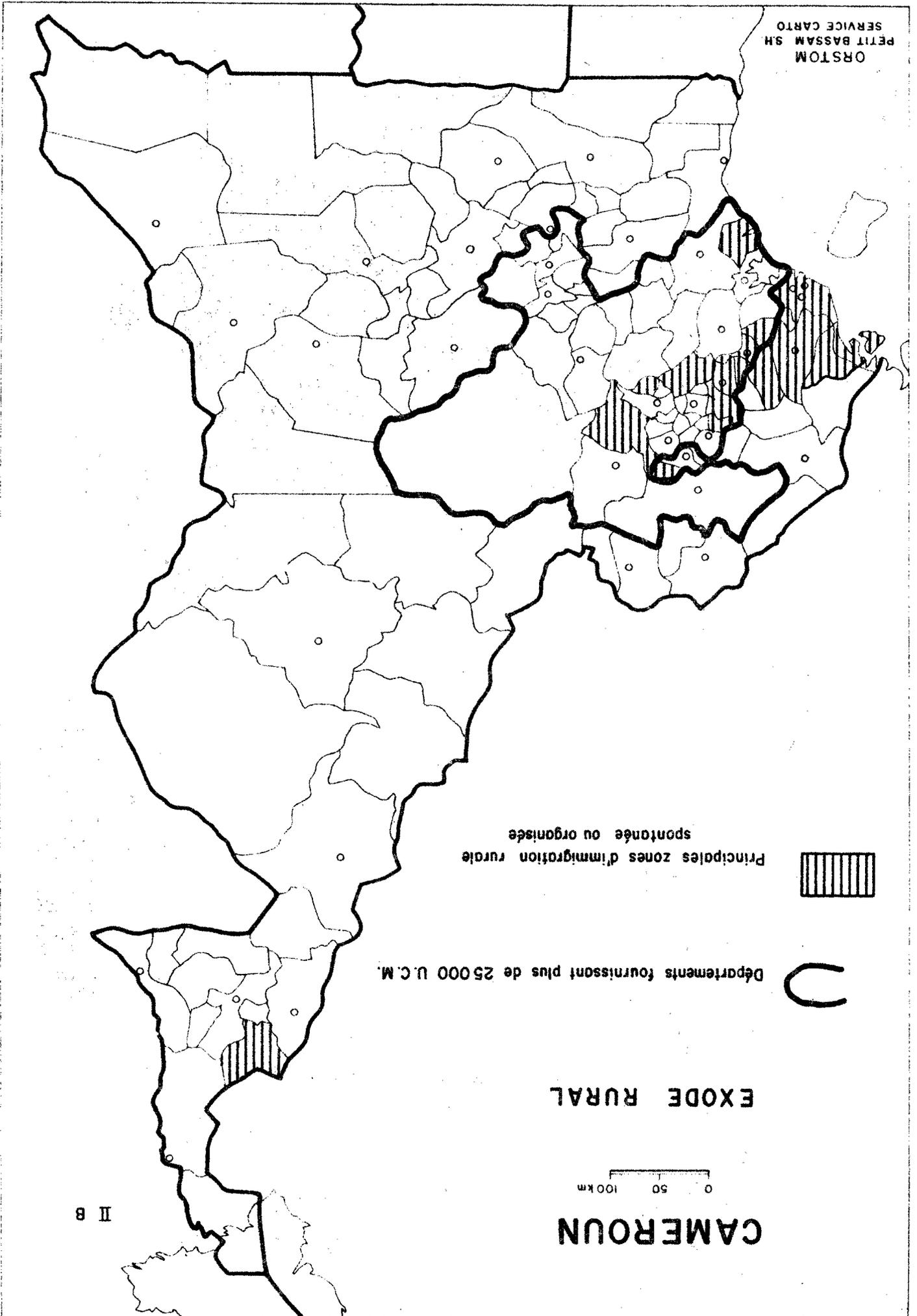
0 50 100 km



ÉXODE RURAL

PROPORTION PAR RAPPORT A LA POPULATION
RESTÉE SUR PLACE





Principales zones d'immigration rurale spontanée ou organisée



Départements fournissant plus de 25 000 U.C.M.



EXODE RURAL

0 50 100 km

CAMEROUN

La grande majorité de la population (adulte) des villes n'est pas née sur place. Pour savoir d'où proviennent ces centaines de milliers de néo-citadins, ramenons à leur département d'origine les "Unités Conventionnelles de Migration" que nous avons reconnues dans les villes. Des différences considérables se révèlent alors : sur un total de 950 000 U.C.M., le seul département de la Mifi en a vu naître 116 000, celui du Ndé 74 000, la Méfou 57 000, la vieille "Bamenda division" près de 50 000, la Haut Nkam, la Sanaga Maritime, le Mbam, le Bamoun environ 40 000, le Diamaré, la Ménoua, la Lékié, le Wouri une trentaine de milliers... A l'autre extrémité de l'échelle, la Donga-and-Mantung n'est revendiquée comme origine que par 5 000 unités citadines, le Logone-et-Chari par 3 300, la Boumba-Ngoko par 2 800 (1).

Les départements à très forte émigration sont peu nombreux (huit d'entre eux fournissent la moitié du total des migrants) et géographiquement bien groupés : pratiquement tous se trouvent dans la partie sud-occidentale du pays, plus précisément dans l'espace compris entre la chaîne des hauts sommets du Cameroun Occidental et la vallée du Nyong, alors que les régions avoisinantes ont des volumes d'émigration bien plus faibles, qui tendent à devenir nuls aux confins frontaliers les plus inaccessibles - en particulier à l'extrême-ouest, au sud-est et au nord, marges visiblement très mal intégrées à la vie nationale. L'essentiel de l'exode rural provient donc de la zone circonscrite approximativement par une ligne Victoria-Bamenda-Yaoundé-Kribi, cette région côtière renfermant, nous l'avons vu, la plupart des villes importantes.

(1) A la différence des Etats côtiers d'Afrique Occidentale, les étrangers sont peu nombreux : 60 000 environ, dont 33 000 Nigériens (pour la plupart au Cameroun anglophone, dont un tiers dans la ville de Kumba), 10 000 Tchadiens (60 % à Garoua), 10 000 Européens (pour les 2/3 à Douala), 4 000 Centrafricains (surtout à Ngaoundéré et à Yaoundé).

Plus instructif encore que ces chiffres bruts, recherchons leur importance en regard de la population rurale dont sont issus ces flots d'émigrants : la signification d'un fort courant sera naturellement tout à fait différente selon que celui-ci provient d'une région très peuplée ou bien d'une zone presque vide. Les contrastes ne sont pas moins grands : pour 1 000 ruraux dans l'unité de départ, on ne compte que 21 U.C.M. originaires du Margui-Wandala dans l'ensemble des villes du pays, contre 890 provenant du Ndé. Le niveau de l'arrondissement, comme nous l'indique la carte n° 2, est le plus riche d'enseignements. Les écarts s'y exacerbent : Bogo, Bamusso, Mindif, Poli, Nwa totalisent à peine une dizaine d'U.C.M. par milliers d'habitants (autrement dit, l'exode rural y est presque nul) ; Edéa, Bangou, Ngambé, Bafoussam avoisinent les 1 000, Bangangté les 1 500, Yabassi, Bafang, Douala les 2 000, ce qui signifie qu'ici le chiffre des émigrés est (très approximativement) égal ou supérieur -et même deux fois supérieur- à celui des habitants restés sur place, dans les campagnes. Cette formidable hémorragie humaine se marque dans les recensements par la décroissance d'année en année de la population dans le pays bamiléké méridional (Haut Nkam, Ndé) et dans le nord du pays bassa (Sanaga Maritime, en particulier la région babimbi, sur la rive droite du fleuve) ; le département du Nkam aurait même perdu depuis le début du siècle les trois-quarts de sa population.

Cependant cette région côtière est loin d'être homogène et des taches aux valeurs très faibles y sont très nettes ; inversement des arrondissements de forte émigration attirent l'attention dans le reste du pays. Les premières, les "creux" du sud-ouest, correspondent le plus souvent à des zones d'immigration rurale, spontanée ou organisée : plantations du Fako et du Mémé, "Opération Yabassi-Bafang" dans le nord du Nkam, colonisation bamiléké en tache d'huile dans la vallée du Noun, la plaine des Mbo, la région de Makénééné... (1) ; ici la population afflue bien plus

(1) Ces immigrants ruraux, encore très mal connus, semblent ne pas avoir nécessairement les mêmes origines que les migrants urbains. Ainsi les travailleurs des plantations du Fako proviennent-ils essentiellement des départements périphériques du Nord-Ouest (Momo, Mentchum, Donga-and-Mantung), c'est-à-dire précisément des zones où l'exode vers les villes est le plus faible. (voir G. COURADE, Atlas Régional Sud-Ouest 1).

qu'elle ne s'en va. Si la région côtière - fortement migratrice même dans ses zones les moins urbanisées - connaît des blancs, l'intérieur du pays - dans l'ensemble beaucoup plus stable - a aussi ses points forts. L'examen de la carte nous montre que ces foyers d'émigration sont systématiquement en rapport avec la présence de villes : ce sont les arrondissements les plus urbanisés qui subissent le plus fort exode rural. A deux exceptions près (l'arrondissement d'Edéa dépassé par celui de Ngambé, longtemps ravagé par la guerre civile, et celui d'Abong Mbang, préfecture bien peu urbaine, surclassé par Doumé, l'ancien chef-lieu), les arrondissements qui contiennent les chefs-lieux départementaux - nous l'avons vu, ce sont à peu près les seules villes dignes de ce nom - ont toujours un taux d'exode rural supérieur à celui des zones rurales qui les entourent, et ceci même dans la région côtière.

La proximité d'un centre urbain est donc un facteur géographique décisif dans le déclenchement de l'exode rural. Des analyses minutieuses de ces déplacements (1) nous autorise même à distinguer deux sortes de courants migratoires : ceux qui proviennent des zones rurales - peu importants numériquement - convergent vers leur chef-lieu ou la ville la plus proche ; au contraire les flux provenant des régions urbanisées - bien plus puissants - se répandent en masse dans toutes les directions, jusqu'à des villes fort éloignées de leur point de départ. Il n'y a que dans le domaine côtier que l'on voit un exode parti des régions purement rurales parcourir d'aussi longues distances que les migrants d'origine "péri-urbaine".

*

* *

Peut-on néanmoins essayer de trouver des raisons communes à un phénomène migratoire si divers ? Les principales études

(1) Voir Y. MARGUERAT, op. cit., II^o partie, chapitres 4 à 8.

entreprises en Afrique Noire sur les motivations des migrants (1) font ressortir le plus souvent une prépondérance des facteurs "répulsifs" des campagnes : mutations économiques déstructurant les sociétés traditionnelles et paupérisation relative due à l'affaîssement des revenus agricoles, gérontocraties immobilistes pesant lourdement sur une jeunesse déracinée par l'école et avide de changements impossibles à l'intérieur des cadres ancestraux... la mobilité spatiale est l'expression visible d'une aspiration à la mobilité sociale.

Mais, dans le détail, les phénomènes réels s'avèrent d'une extrême complexité. L'examen de la carte n° 2 ramène au premier plan les facteurs d'ordre géographique, ou plutôt certains d'entre eux : proximité de la ville, proximité de la côte. D'autres, que l'on pourrait croire décisifs, comme par exemple la surcharge démographique des campagnes, l'intensité de la scolarisation ou l'aisance des communications, paraissent peu efficaces : le Margui-Wandala, où se trouvent certaines des plus fortes densités du pays (supérieures parfois à 200 habitants au km²) est le moins "migrant" de tous les départements (2), alors qu'inversement le Nkam ou la Sanaga Maritime comptent parmi les moins peuplés ; le pays bamiléké voit s'opposer un nord (Ménoua, Bambouto, région de Bafoussam) très fortement habité (250 hab. km² à Baham) mais relativement peu migrateur - au contraire les densités rurales s'y alourdissent encore - et un sud (Haut Nkam, Ndé, Mifi méridionale) moins peuplé mais en cours de désertion. Il est vrai que les conditions agronomiques y sont beaucoup moins favorables : les graves troubles qui secouèrent la région il y a une douzaine d'années (et qui ont accentué l'exode rural) semblent avoir été

(1) Voir en particulier :

- Abdoulaye DIOP : "société toucouleur et immigration à Dakar", Dakar, IFAN, 1965 ;
- R. DENIEL : "De la savane à la ville", Paris, 1968 ;
- J. CALDWELL : "African urban-rural migration in Ghana", Londres, 1969 ;
- J.M. KOHLER : "les migrations des Mossi de l'Ouest", Paris, ORSTOM, 1972 ;
- A. FRANQUEVILLE : Travaux en cours sur la région de Yaoundé ;

(2) Il y a cependant des phénomènes de migrations rurales dans la région de Mora, mais ils restent numériquement marginaux. cf. J. BOUTRAIS. "La colonisation des plaines par les montagnards au Nord du Cameroun", Paris, ORSTOM, 1970.

essentiellement une conséquence d'un malaise rural profond et ancien, dont cette émigration, commencée il y a plusieurs décennies, est un autre révélateur.

La scolarisation (1) est certes globalement parallèle aux départs hors des campagnes : les régions les moins scolarisées sont aussi les moins migrantes, alors que les plus migrantes sont parmi les plus complètement scolarisées. Mais il y en a d'autres - en particulier autour de Yaoundé - où la fréquentation de l'école avoisine les 100 % et où la population reste remarquablement stable : scolarisation et exode rural sont deux aspects d'une même réalité - la modernisation des campagnes - mais on ne saurait établir entre eux une stricte relation de cause à effet.

Quant à l'accessibilité, naturellement fort importante(2), car les régions isolées sont en général moins soumises à l'émigration, elle offre de remarquables exceptions : l'exode rural est infiniment plus violent dans la région bambi (arrondissements de Ngambé et de Ndom, auxquels on peut joindre ceux de Yingui et de Ndikiniméki), très fortement enclavée, que dans le secteur Pouma-Botmakak, situé sur la route Douala-Yaoundé.

Cette mosaïque de situations contradictoires défie l'explication d'ensemble : c'est pratiquement au niveau de chaque unité humaine, de ses problèmes et de ses ressources, qu'il faut aller chercher les raisons de son comportement. Cependant, de façon très générale, l'exode rural paraît directement lié à la pénétration - plus ou moins ancienne, plus ou moins profonde - du monde moderne, de ses exigences économiques, de ses mutations sociales, de ses suggestions culturelles..., auxquelles les différentes sociétés réagissent de façon chaque fois originale en fonction de leur cohérence, de leurs tensions, de leur ressort

(1) Voir carte de la scolarisation primaire sur la planche XIXa de cet Atlas.

(2) Voir en particulier dans J. TISSANDIER : "Zengoaga, un village de la Haute Sanaga" (Paris, ORSTOM, 1969) les effets dépeuplants d'un grand axe routier.

CAMEROUN

0 50 100 km

II bis

RAPPEL : DENSITES RURALES

PAR ARRONDISSEMENTS ET DISTRICTS (Chefs-lieux exclus)



Supérieur à la moyenne nationale (11,6)



> 100 habitants/km²

> 50

> 25

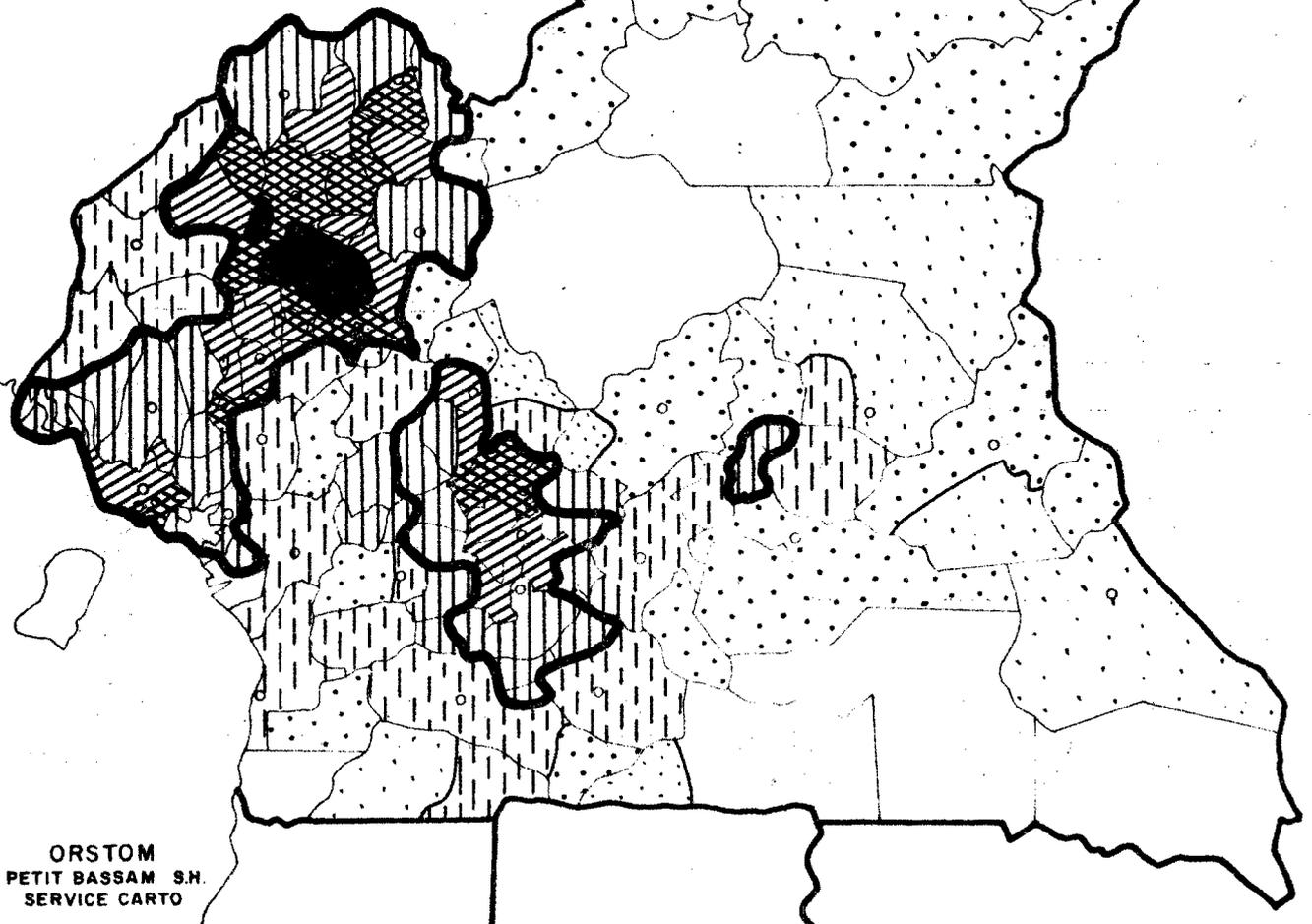
> 10

> 5

> 2,5

> 1

< 1



internes. C'est la côte qui a subi la première, pendant près d'un siècle, cette irruption étrangère, accompagnée, au début de la guerre, du travail forcé, des déplacements massifs de population, et aussi, très vite, des premières routes, des premières missions, des premières écoles.... De nos jours, c'est la ville qui est le lieu de transit naturel de cette modernité, maintenant pacifique mais non moins destructrice des systèmes traditionnels.

*
* *
*

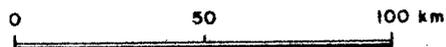
L'on va donc à la ville pour fuir son milieu natal, pour gagner de l'argent, pour accéder à une fonction prestigieuse, pour profiter du luxe et des plaisirs de la "civilisation" (nécessairement urbaine, pense-t-on dans les campagnes). Mais vers laquelle d'entre les villes va-t-on diriger ses pas ? Si les conditions socio-historiques rendent compte des différentes attitudes des régions face à l'exode rural, il faut en revenir à la distribution spatiale et à la hiérarchie des villes pour comprendre la destination de ces courants d'émigration, comme l'esquisse la carte suivante.

Carte n° 3 LES COURANTS MIGRATOIRES PRINCIPAUX.

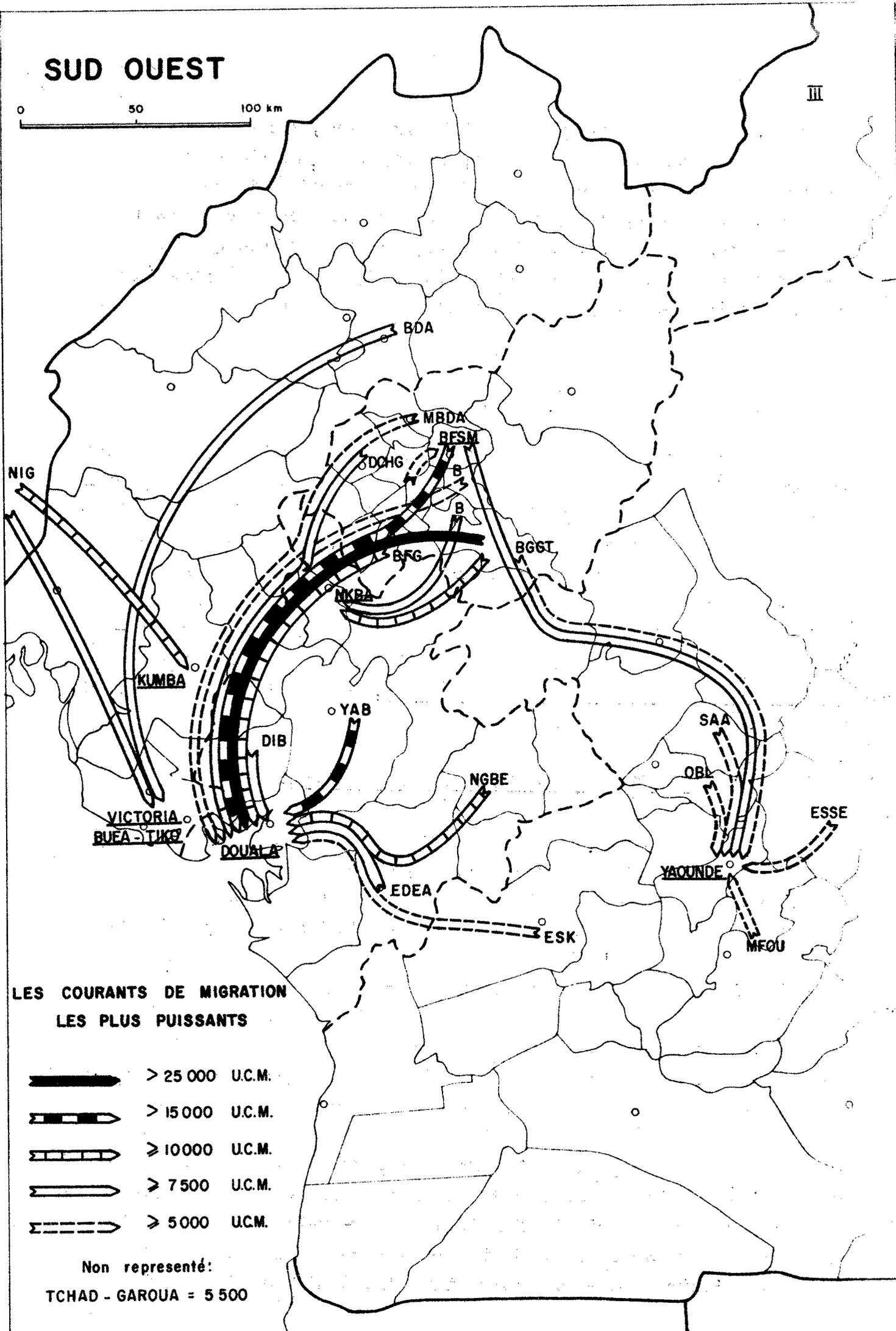
Les migrations les plus faibles, on l'a dit, se contentent de converger vers leur chef-lieu, mais les partants assez audacieux pour franchir les limites de leur département natal représentent les deux tiers du total. Ce chiffre, naturellement, varie d'une zone à l'autre : dans le Nord, moins de 40 % des néo-citadins l'ont fait (un quart seulement pour les originaires du Diamaré, dont l'essentiel se retrouve donc dans les murs de Maroua), contre 72 % dans l'Ouest (la majorité quittant même la province), voire 91 % pour le Ndé, où Bangangté se révèle bien incapable de retenir ceux qui fuient en masse ses campagnes.

En dehors, bien sûr, du Wouri, de la Méfou et du Fako, zones d'attraction, tous les départements fortement migrants du sud-ouest (y compris le Kribi, le Nyong-et-Kellé et la Haute Sanaga) voient partir la majorité - plus des trois-quarts pour beaucoup d'entre eux - de leurs migrants. Toutefois les hauts

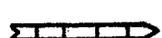
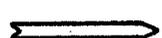
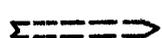
SUD OUEST



III



LES COURANTS DE MIGRATION LES PLUS PUISSANTS

-  > 25 000 U.C.M.
-  > 15 000 U.C.M.
-  ≥ 10 000 U.C.M.
-  > 7 500 U.C.M.
-  ≥ 5 000 U.C.M.

Non représenté:

TCHAD - GAROUA = 5 500

plateaux des Grassfields, avec leur nombreuses grosses villes : Bafoussam, Bamenda, Dschang... gardent une proportion un peu plus importante de leurs hommes, un bon tiers en général, sauf dans deux exceptions remarquables : le Bamoun et la Mentchum où les villes de Foumban et de Wum conservent les deux-tiers de leurs U.C.M.. Il s'agit en fait ici de citoyens nés sur place bien plus que de nouveaux venus dans ces villes à la structure très particulière ; en effet Wum n'est guère que la juxtaposition des villages de l'ethnie Aghem, qui se fédérèrent il y a fort longtemps et décidèrent de vivre groupés, et Foumban fut choisie au XVIII^e siècle comme capitale par la monarchie conquérante bamoun, dont l'idéal politique était de concentrer l'essentiel de son peuple en une seule ville fortifiée d'où le reste du territoire était étroitement contrôlé par une organisation spatiale en "rayons de bicyclette", toujours lisible sur une carte détaillée du département. Dans l'un et l'autre cas, la grande majorité de la population a conservé les activités et le genre de vie des campagnes (1).

*

* *

Vers quelles villes se dirigent donc ces courants migratoires ? La carte n° 3 retrace les plus notables. Les plus importants -et de beaucoup- convergent pratiquement tous sur Douala, qui reçoit ainsi 28 000 originaires du seul arrondissement de Bangangté, 18 000 de celui de Yabassi, 17 000 de Bafoussam, 13 000 de Bafang, et bien d'autres encore convergeant

(1) Ce genre de "villes rurales" se retrouve par exemple en Nigéria du Sud-Ouest, où les cités yoruba sont d'immenses regroupements précoloniaux de populations restées paysannes. Voir ainsi "Abeokuta" par C. CAMARA, Annales de Géographie, 1971, pp.257-287.

vers la métropole portuaire depuis l'Ouest (Dschang, Mbouda, Bangou, Foubot, Fouban,...) et les régions côtières (pays bassa, Kribi, Lolodorf) ou centrales (Bafia, Yaoundé...), Nkongsamba, bien qu'extérieure géographiquement au pays bamiléké, en est le deuxième réceptacle, en particulier pour la partie sud-orientale de celui-ci (Bangangté, Bazou, Bangou), tandis que les autochtones du Mungo, eux, se dirigent sur Douala. Yaoundé reçoit des immigrants de toutes les régions qui l'entourent, en particulier au nord et à l'est (Obala, Saa, Essé, Mfou, puis Okola, Nanga Eboko, Mbalmayo...) mais aussi un très important contingent de Bamiléké. Ces derniers qui forment, rappelons-le, la principale ethnie commerçante du Cameroun, sont en fait présents dans toutes les villes de quelque importance, formant par exemple un cinquième de la population de Sangmélima et un bon tiers de celle de Mbalmayo.

Douala se trouve donc peuplée d'environ 40 % de Bamiléké (1), 20 % de Bassa-Yabassi, 10 % d'autochtones douala, 5 % de Bafia-Yambassa, autant de Bamoun et Béti (2) de la région centrale. Ceux-ci forment à peu près 40 % de la population de Yaoundé (auxquels on peut ajouter les 3 % de Boulou et 3 % d'originaires de la Haute Sanaga et du Nyong-et-Mfoumou, qui leur sont apparentés), 20 % de Bamiléké, près de 10 % de Bassa, 7 % de gens du Mbam, 5 % de "Nordistes", 3 % provenant de l'Est... : les deux capitales ont donc un recrutement très diversifié, s'étendant sur l'ensemble du pays. Nkongsamba est beaucoup plus homogène, avec 80 % de sa population née dans les cinq départements bamiléké, tout comme les autres villes du Mungo qui comptent toutes, comme Loum (75 %), entre les deux-tiers et les quatre cinquièmes de Bamiléké (3). Les agglomérations des Grassfields, elles, sont pratiquement mono-ethniques (au minimum les deux tiers d'originaires de

(1) Chiffre minimum, puisque notre système d'observation ne peut pas tenir compte de ceux qui sont nés dans le Wouri ou le Mungo.

(2) Eton, Ewondo, Bané, Mbida-Bané...

(3) Selon des recensements de 1964.

leur propre département, en général 95 % environ de natifs de la province) : le dynamisme des Bamiléké et, symétriquement, celui de leurs parents anglophones, est tel qu'ils peuvent à la fois peupler les villes des autres et saturer complètement les leurs.

Les centres urbains des zones d'immigration du Sud-Ouest : Victoria, Buéa, Kumba, ... sont naturellement très diversifiés, avec une prépondérance des gens du Nord-Ouest (Momo, Mezam, Bui surtout) et d'importants effectifs nigériens et bamiléké installés là bien avant la Réunification : celle-ci, dans les années 66-69, n'avaient eu encore que bien peu d'effets sur les courants de migration. Les villes de la Forêt comptent assez régulièrement une moitié d'"étrangers", venant -en dehors des Bamiléké- surtout des départements voisins. Celles du Nord sont plus diverses : Mokolo et Fort Foureau sont aussi peuplées pour moitié d'autochtones, et Yagoua, encore moins attractive, aux trois quarts ; mais cette proportion tombe à 40 % à Garoua, dont la croissance rapide se nourrit d'apports lointains, parmi lesquels 35 % environ viennent du Sud (un quart de ceux-ci étant bamiléké) et autant du Tchad. Ngaoundéré (qui attire de nombreux centrafricains d'ethnie baya, comme les originaires de Meïganga et de Bétaré Oya) et surtout Maroua restent, elles, peuplées en majorité d'autochtones, qui sont, nous l'avons vu, citadins de fort longue date. Leurs "étrangers" eux-mêmes sont le plus souvent des Foulbé et des Haoussa (dans les villes, ces deux peuples sont devenus presque indissociables) provenant des autres grandes cités du Nord, entre lesquels ces commerçants, artisans et notables de vieille tradition urbaine, ont tissé des liens étroits.

*

* *

Notre documentation ne permet pas de reconstituer le cheminement de ces néo-citadins : sont-ils venus directement de leur brousse natale ou bien ont-ils transité par d'autres villes,

(1) Selon des recensements de 1964.

accédant par paliers aux métropoles ? Une brève enquête à Douala (1) nous a donné une proportion de 75 % de venues sans étape intermédiaire contre un quart avec des stations plus ou moins longues dans d'autres centres. Le raisonnement aussi nous fait penser que l'essentiel des courants principaux représente des volumes bien importants par rapport à la faible croissance observée dans les villes moyennes : celles-ci sont vraisemblablement court-circuitées par les flux les plus considérables. Sans doute retrouve-t-on là aussi, en schématisant, notre distinction entre migrations courtes et prudentes et exodes massifs et de longue portée, qui eux se dirigeraient en bloc vers les grandes villes.

Carte n° 4 : LES BASSINS MIGRATOIRES DES VILLES.

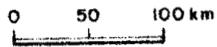
Chaque ville a son aire particulière de recrutement humain, son "bassin-versant", à l'instar des rivières. Ce drainage s'exerce plus ou moins loin, plus ou moins fort. Plusieurs attractions, bien sûr, peuvent se rencontrer sur un même espace ; dans ce cas, l'une d'elles l'emporte, ce qui nous permet de classer et de hiérarchiser influences principales et influences secondaires. La carte n° 4 décompose ainsi (de façon simplifiée) le territoire camerounais en "bassins migratoires" qui se juxtaposent et se chevauchent à la fois.

Certaines de nos villes, les moins attractives, ne disposent que d'une force de drainage fort restreinte tant en volume qu'en superficie. Quelques-unes exercent tout de même la plus forte des attractions sur leur environnement immédiat, (c'est-à-dire essentiellement leur propre arrondissement), comme Sangmélima, Akonolinga, Bertoua, Mokolo...

(1) Effectuée en Février 1973 dans les quartiers récents orientaux de Douala (Nylon, Tergal...), peuplés à 85 % de Bamiléké.

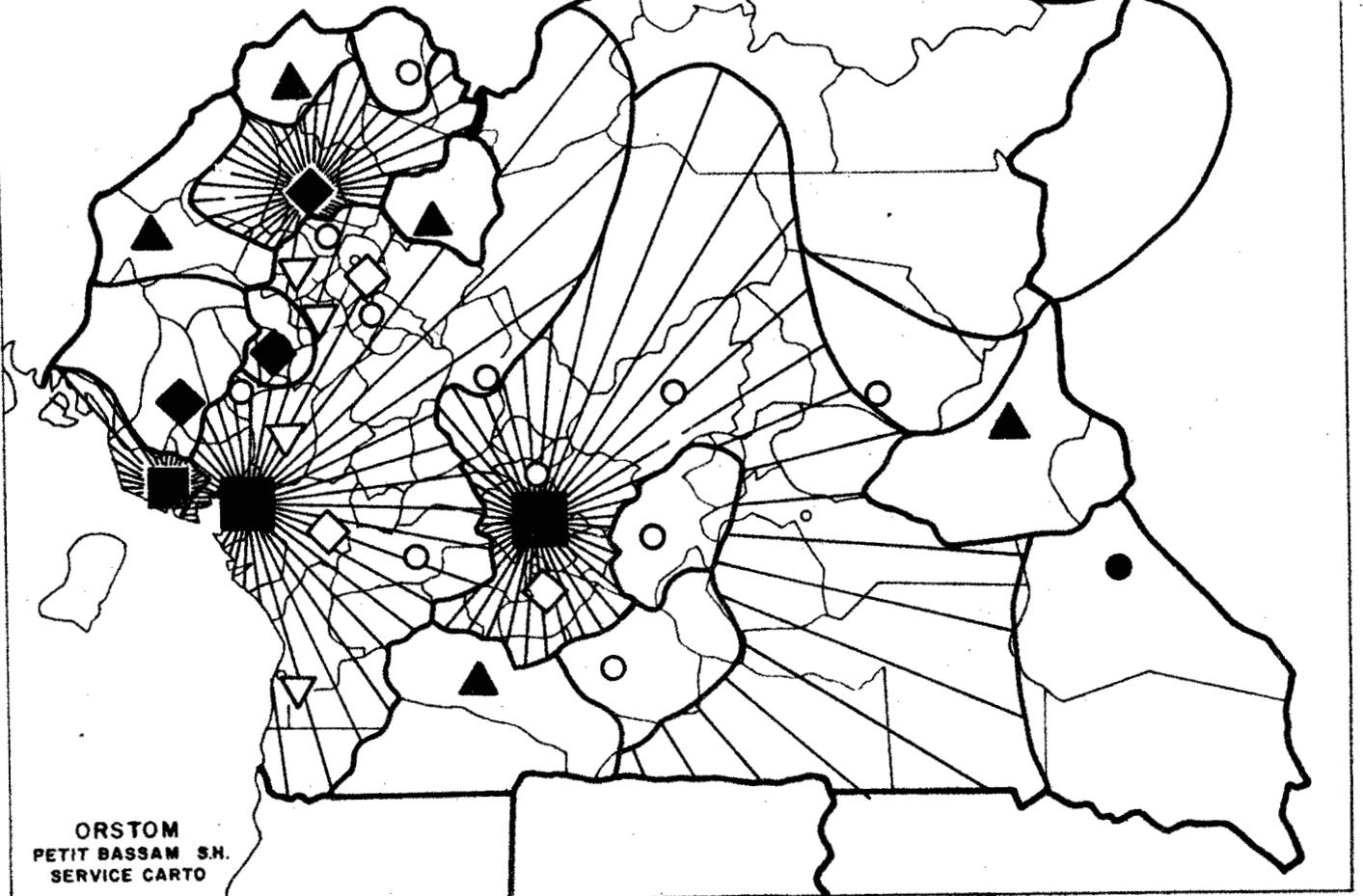
CAMEROUN

IV A



MIGRATIONS VERS LES VILLES

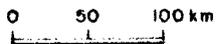
- Métropoles nationales
- Métropoles régionales
- ◆ Pôles régionaux
- ◇ Pôles régionaux secondaires
- ▲ Pôles locaux
- ▽ Pôles locaux secondaires
- Centre locaux
- Centres locaux isolés
- Zones d'attraction



CAMEROUN

IV B

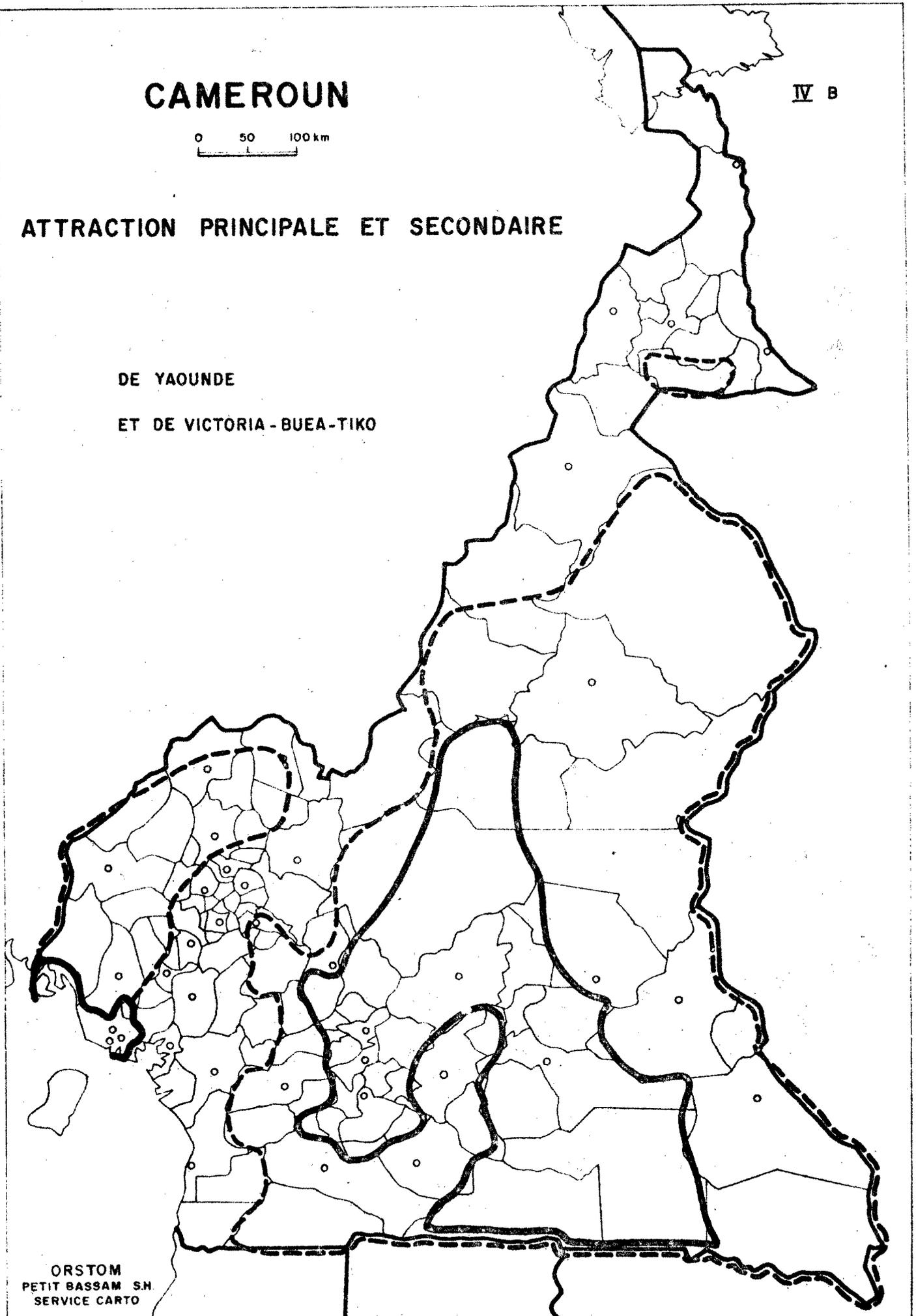
0 50 100 km



ATTRACTION PRINCIPALE ET SECONDAIRE

DE YAOUNDE

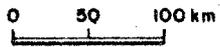
ET DE VICTORIA - BUEA - TIKO



ORSTOM
PETIT BASSAM S.H.
SERVICE CARTO

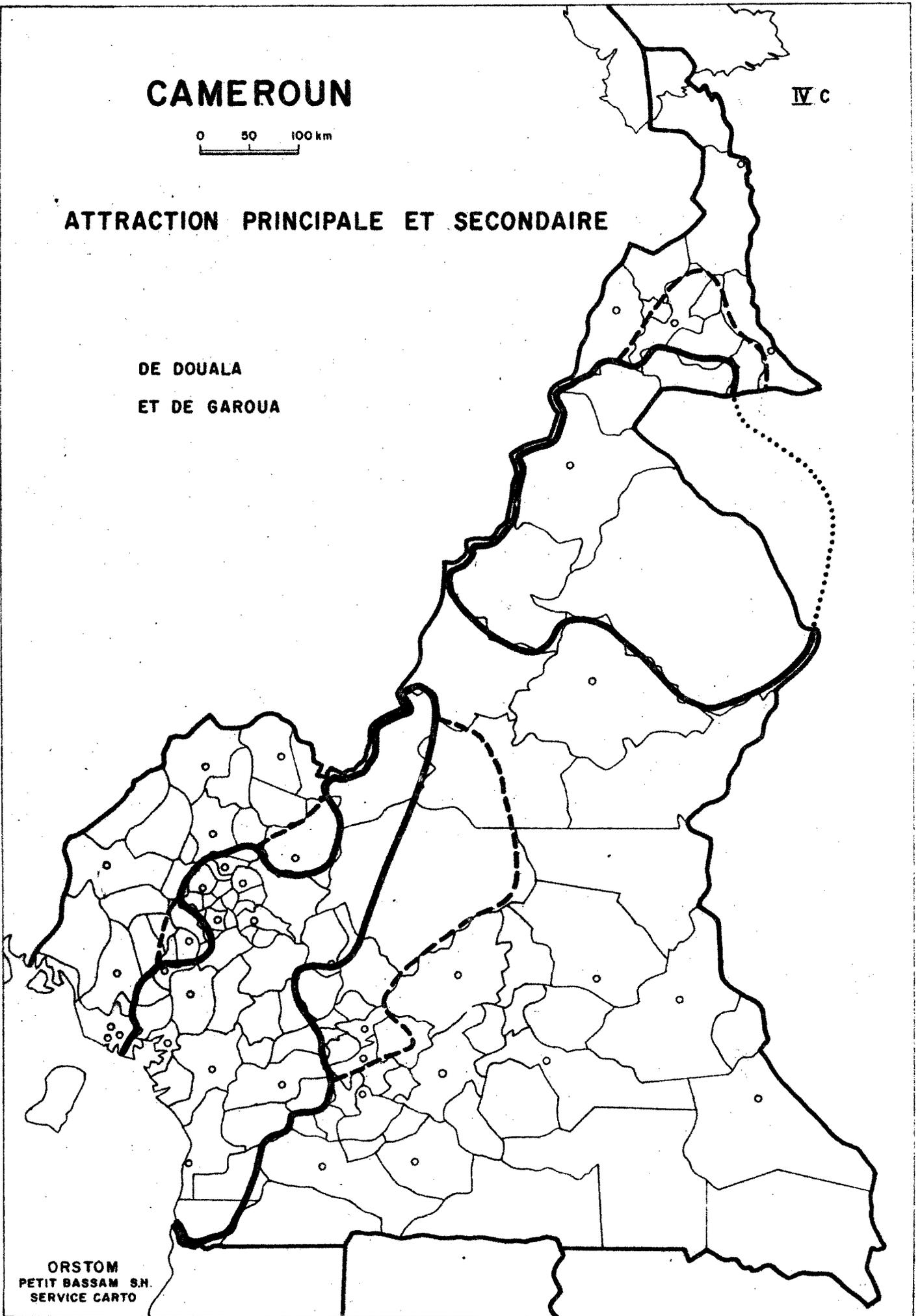
CAMEROUN

IV c



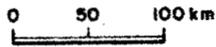
ATTRACTION PRINCIPALE ET SECONDAIRE

DE DOUALA
ET DE GAROUA



CAMEROUN

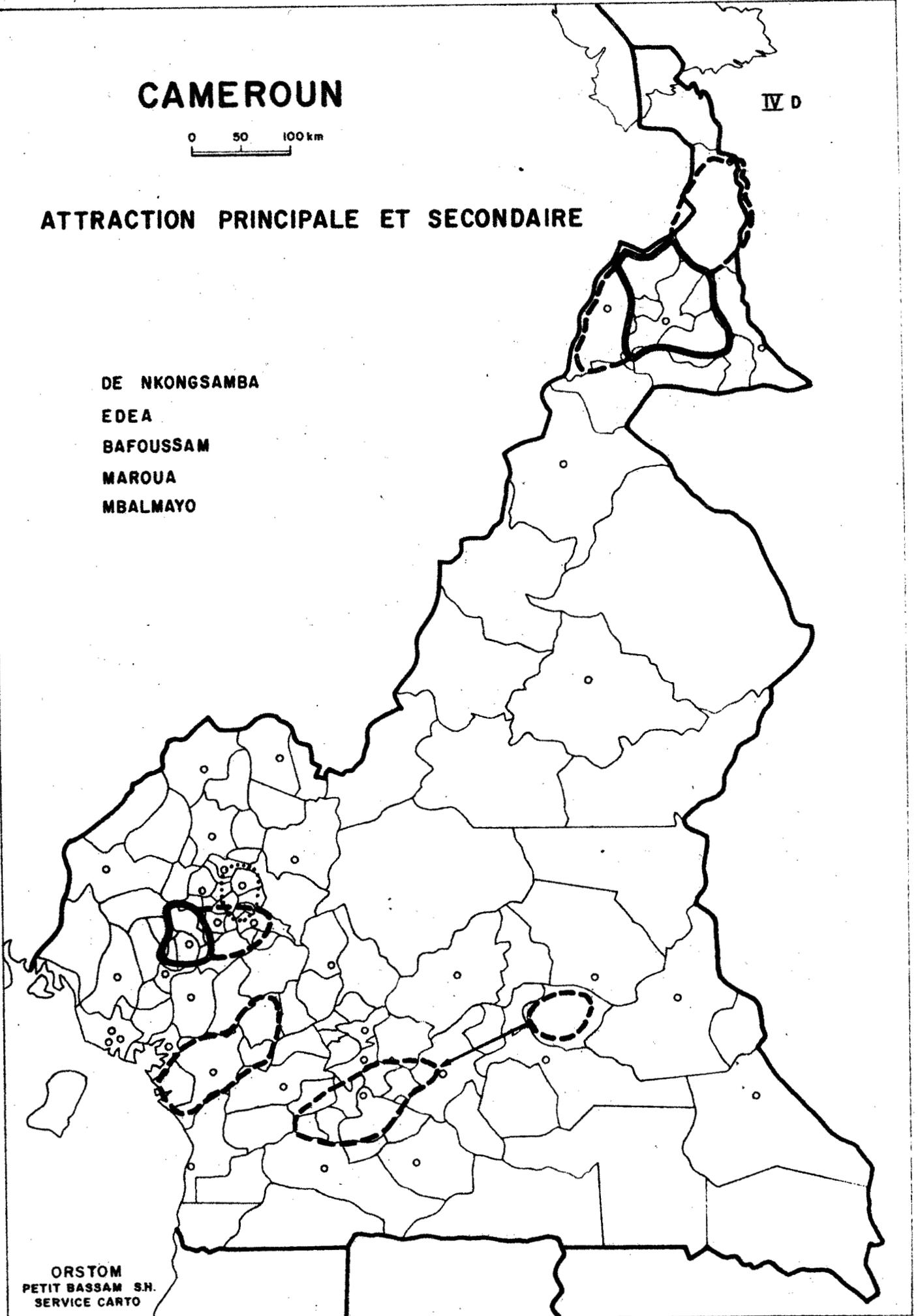
0 50 100 km



IV D

ATTRACTION PRINCIPALE ET SECONDAIRE

DE NKONGSAMBA
EDEA
BAFOUSSAM
MAROUA
MBALMAYO



ORSTOM
PETIT BASSAM S.H.
SERVICE CARTO

En revanche, d'autres de ces "centres locaux", de taille et de fonction équivalentes mais plus concurrencés, ne sont même pas maîtres chez eux : les originaires des arrondissements de Nanga Eboko ou d'Obala sont plus nombreux à Yaoundé que dans leur propre chef-lieu, ceux d'Esèka, Bafia, Bangangté, Mbouda... à Douala que sur place. Cependant trois de ces très petites villes méritent une mention particulière, non pour l'ampleur ou l'étendue de leur attraction, mais pour son exclusivité : Yokadouma, Yagoua et Fort Foureaux capitalisent dans leurs murs les trois quarts des migrants de leurs arrondissements respectifs. Ceci est dû au grand isolement de ces régions que les inondations de la Kadéï et du Logone coupent de long mois chaque année du reste du pays, avec lequel elles n'ont finalement guère de relations. D'où une marginalité économique et sociale qui explique une aussi faible intégration aux courants migratoires nationaux (1).

D'autres villes, d'importance moyenne cette fois-ci, ont un rayonnement plus vaste, portant sur leur département tout entier : les "pôles locaux". Nous avons déjà remarqué pour quelles raisons historiques Fouban et Wum exercent une emprise si forte sur leur région ; de même Ebolowa, Bertoua, Mamfé, Maroua attirent largement les migrants de leur propre département, avec ou non la primauté dans chacun de leurs arrondissements. Ainsi Maroua voit-elle celui de Kaélé lui échapper à peu près complètement, mais en revanche elle draine les émigrants de Mora (et secondairement de Mokolo). Certains de ces centres assez actifs sont cependant

(1) Notons que les gens du Mayo Danay tournent ostensiblement le dos aux villes du Nord et en particulier à Maroua, avec laquelle ils entretenirent de longues guerres au siècle dernier. S'ils se décident à quitter leur département natal (jamais en bien grand nombre), c'est pour aller carrément à Yaoundé ou à Douala. Même phénomène (atténué) pour les autochtones de Kaélé qui, après Garoua, vont moins volontiers à Maroua qu'à Yaoundé.

surclassés chez eux par l'attraction d'une métropole : Kribi, Yabassi, Bafang, Dschang n'arrivent qu'en seconde position dans leur propre zone de recrutement, malgré l'importance du pompage humain qu'elles exercent sur des régions qui, toutes, appartiennent à la "zone côtière", où le phénomène d'exode rural a, nous l'avons vu, pénétré si profondément les campagnes.

Un échelon au-dessus, nous trouvons des "pôles régionaux" dont l'influence, cette fois, s'exerce à l'échelle de plusieurs départements. Ainsi Nkongsamba sur le nord du Mungo et le pays bamiléké (surtout sa partie sud-est : Bangangté, Bangou, Bazou, Bamendjou, Tonga...) où son influence talonne celle de Douala ; Kumba, elle, recrute dans toute la partie centrale du Cameroun anglophone et même en Nigéria orientale ; Bamenda contrôle l'essentiel des hauts plateaux du Nord-Ouest et reçoit même des migrants de Banyo, à qui l'unissent certains courants de transhumance pastorale ; Ngaoundéré domine la plus grande partie de l'Adamaoua (et secondairement de la Bénoué) et aussi tout le pays baya : Méïganga, Bétaré Oya et la R.C.A. du nord-ouest. Là encore, des villes qui exercent une attraction démographique étendue sont complètement masquées par les grandes métropoles : Bafoussam attire les hommes de tout l'Ouest, mais surtout de la Mifi (1) ; Edéa, elle aussi presque mono-ethnique, est après Douala- le principal déversoir des Bassa, en particulier de la Sanaga Maritime ; Mbalmayo, dans l'ombre de Yaoundé, a un bassin qui coïncide avec celui du fleuve qui la baigne : tout le Nyong-et-Soo, les arrondissements voisins de Mvengué, Ngoumou et Mfou, et aussi ceux d'Akonolinga, d'Abong Mbang et surtout de Doumé,

(1) Un examen plus détaillé des migrations à l'intérieur de l'Ouest, grâce aux listes électorales qui indiquent la chefferie d'origine des citoyens, révèle qu'en gros chacune des préfectures est alimentée démographiquement par son propre département, avec des apports secondaires des autres, le plus souvent selon les axes de communication. Seule Bafoussam déborde franchement en mordant sur la Ménoua (Bansoa) et le Ndé occidental (Bangwa, Batchingou, Balengou...).

ce qui correspond à une ancienne unité de relation fondée sur le bief navigable du Nyong supérieur, qui était dans les premières décennies de ce siècle une voie de communication essentielle pour le Cameroun des Forêts (1).

Deux "métropoles régionales" méritent ce qualificatif en exerçant une emprise puissante sur deux vastes territoires complètement différents l'un de l'autre, mais tous deux caractérisés par une large autonomie vis-à-vis du reste du Cameroun. Garoua, capitale incontestée du Nord dans tous les domaines (comme nous le montreront les cartes suivantes) attire en masse les migrants de la Bénoué, du Diamaré et du Tchad voisin (Léré, Pala, Moundou), secondairement du Margui-Wandala et de l'Adamaoua, et même de Yaoundé et de Bertoua, sans parler des habituels Bamiléké. Le complexe urbain tripolaire Victoria-Buéa-Tiko, dont les trois têtes, proches d'une demi-heure d'automobile, se partagent les fonctions de commandement du Cameroun Occidental, est peuplé d'originaires de l'ensemble des deux provinces anglophones.

Enfin Douala et Yaoundé, "métropoles nationales", attirent chacune des migrants de l'ensemble du pays, mais leurs champs d'action préférentiels ne sont pas les mêmes : Douala recrute essentiellement dans la "zone côtière" au sens large, c'est-à-dire les provinces du littoral et de l'Ouest agrandies jusqu'à Kribi, Eséka, Bafia, Yoko et Banyo. Au delà de cette limite, qui dans sa partie centrale coïncide exactement avec la frontière ethnique entre Bassa et Béti, commence l'emprise de Yaoundé dont l'attraction principale ou secondaire couvre pratiquement toute la zone forestière et une bonne partie du

(1) Cet exemple (et d'autres indices autour de Doumé, de Bana...) nous indique que bien des traits de la géographie actuelle plongent leur racine dans l'épaisseur de la brève histoire coloniale et juste pré-coloniale. Nous en reparlerons abondamment avec la carte n° 6.

Nord. Ces aires migratoires composites valent donc aux deux villes une population bariolée à l'image du pays lui-même.

*

* *

Les mouvements migratoires vers les villes nous définissent donc une hiérarchie fort claire qui coïncide à peu près avec la classification qui se dégage de l'analyse des fonctions urbaines, comme nous allons maintenant le voir avec les cartes 5 à 11. Cette correspondance, qui semble à première vue logique, ne va pourtant pas d'elle-même, car on peut observer d'autres cas en Afrique Noire -en Côte d'Ivoire en particulier- où ces deux données fondamentales du rôle des villes sont complètement disjointes : les centres régionaux "fonctionnels" n'exercent qu'une très faible attraction démographique dans les zones où leurs services rayonnent. Cela tient (vraisemblablement) à ce que la prépondérance d'Abidjan est si écrasante qu'elle a empêché la formation de bassins migratoires régionaux : les campagnes se déversent toutes dans la capitale, tandis que les villes moyennes sont peuplées d'"étrangers" (1).

Au Cameroun au contraire, la séparation des fonctions entre Douala et Yaoundé a eu pour résultat la formation de deux grandes villes, dont les influences se neutralisent en partie, au lieu d'une métropole unique, "macrocéphale", cumulant tous les facteurs de domination, comme on en voit dans la plupart des Etats du continent (Sénégal, Guinée, Sierra Leone, Libéria, Côte d'Ivoire, Togo, Tchad, R.C.A., Zaïre, Tanzanie (2),...). D'autre

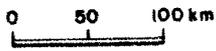
(1) Par exemple Bouaké -seconde ville du pays et capitale régionale du Centre- n'est peuplée d'autochtones baoulé qu'à raison de 24 %. Le fait que le modèle culturel historique chez les citadins soit celui du commerçant musulman, le "Dioula", accentue considérablement le contraste entre villes et campagnes.

(2) Laquelle a décidé en octobre 1973 de transférer sa capitale de Dar-Es-Salam à Dodoma, petit carrefour routier et station ferroviaire situé au centre géographique du pays. Cette intéressante expérience, qui doit s'étaler sur dix ans, méritera d'être suivie attentivement.

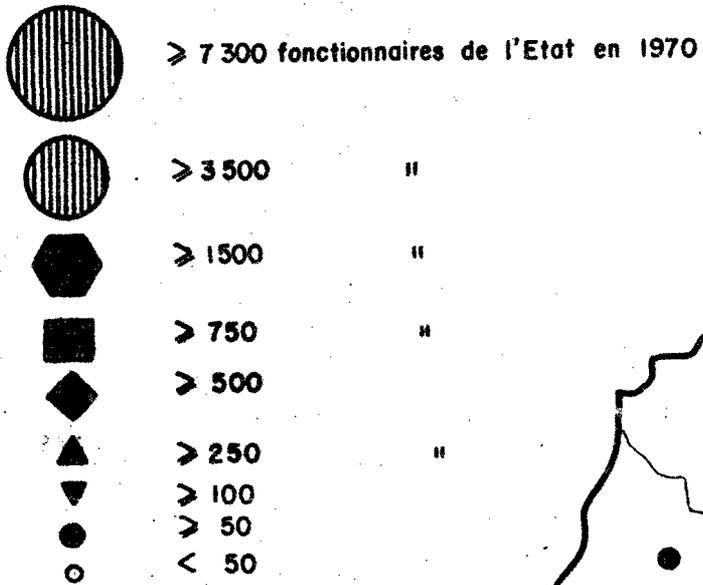
part, l'étendue et la complexité du pays, avec un Nord encore très marginal, une zone anglophone autonome dans bien des domaines et des régions aussi originales et particularistes que les Grassfields, ont favorisé l'éclosion de capitales régionales solidement enracinées dans leurs terroirs respectifs, intimement liées à eux par une trame complexe où relations humaines et rapports socio-économiques s'enchevêtrent et se renforcent mutuellement.

CAMEROUN

V A



FONCTIONS ADMINISTRATIVES



CAMEROUN

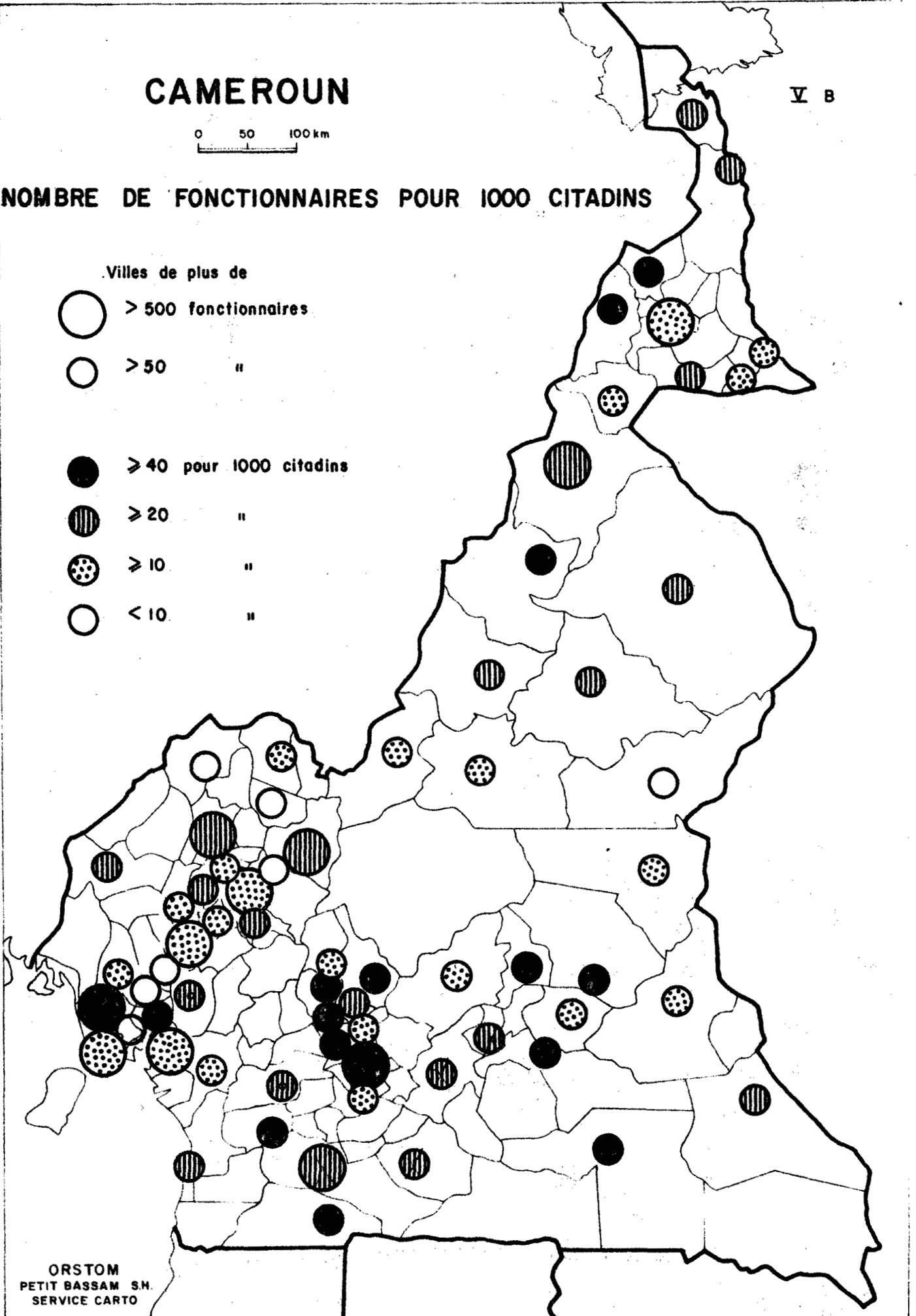
V B

0 50 100 km

NOMBRE DE FONCTIONNAIRES POUR 1000 CITADINS

Villes de plus de

-  > 500 fonctionnaires
-  > 50 "
-  ≥ 40 pour 1000 citadins
-  ≥ 20 "
-  ≥ 10 "
-  < 10 "



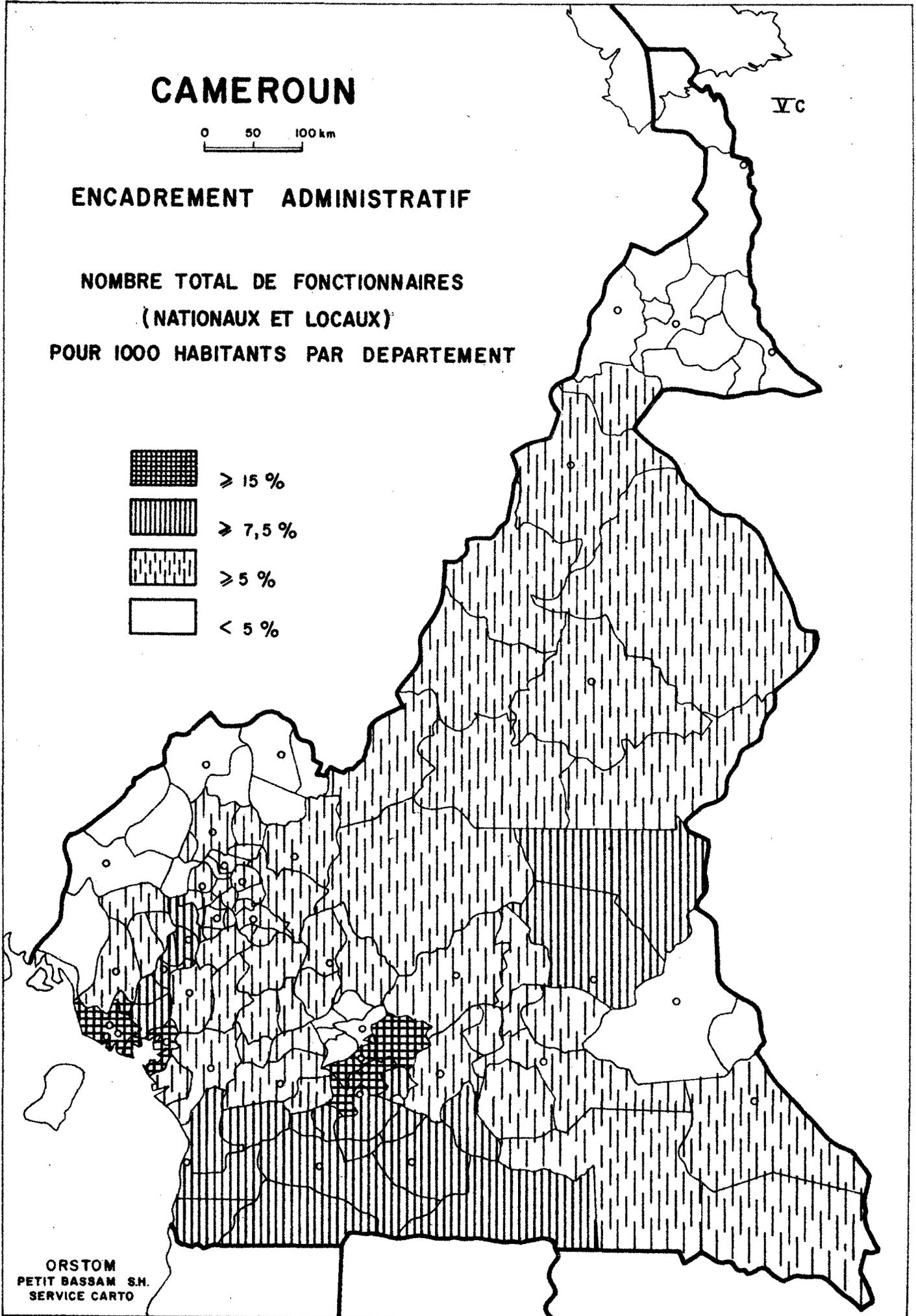
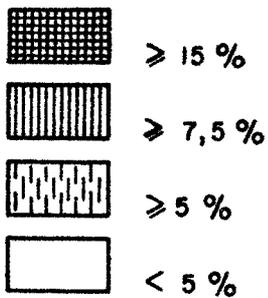
CAMEROUN

0 50 100 km

Yc

ENCADREMENT ADMINISTRATIF

NOMBRE TOTAL DE FONCTIONNAIRES
(NATIONAUX ET LOCAUX)
POUR 1000 HABITANTS PAR DEPARTEMENT



LES FONCTIONS ADMINISTRATIVES

SOURCES : document du Service Central de l'Informatique du Secrétariat Général à la Présidence de la République localisant les agents de l'Etat par arrondissement d'affectation au 15 mars 1970.

*

* *

C'est une caractéristique bien connue de l'histoire des villes de l'Afrique francophone que la fonction administrative -prise au sens le plus large- a le plus souvent été l'élément moteur de la croissance urbaine (1) : rares sont les cas où elle a simplement accompagné -et non précédé- le développement d'une ville, comme à Douala ; bien plus rares encore ceux où elle a suivi avec un net retard : il n'y a que Loum et Tiko qui étaient déjà des villes importantes quand elles reçurent la consécration sous-préfectorale. La mesure de cette fonction sera donc pour nous l'une des clés de la description de la hiérarchie urbaine.

Plutôt que de comptabiliser, en essayant d'en jauger l'importance par des coefficients théoriques, les nombreux services officiels (administration d'autorité, services économiques, organismes sociaux...), il est beaucoup plus simple et efficace de se fonder sur le nombre total des agents de l'Etat, qui exprime en un seul chiffre toute la puissance institutionnelle des unités du maillage administratif.

(1) Le phénomène en soi n'a cependant rien de propre à l'Afrique : on sait qu'après les tractations qui en 1790-1791 fixèrent la trame des départements français, le réseau administratif qui se dégagait, après d'âpres marchandages entre villes concurrentes, marqua profondément la hiérarchie urbaine de la France ; seuls le développement des chemins de fer au siècle suivant et, de nos jours, la concentration sur les métropoles retouchèrent ce schéma.

Deux réticences doivent cependant nuancer l'acceptation de ces données :

1°) La localisation de ces 28 000 agents de l'Etat (fédéraux et fédérés) nous est donnée par arrondissement de résidence (c'est-à-dire par bureau sous-préfectoral de paiement des salaires) et non strictement par ville : sauf pour Douala et Yaoundé, nos chiffres incluent donc un certain nombre de fonctionnaires présents dans les campagnes : instituteurs, moniteurs agricoles, infirmiers... Mais leur nombre est toujours faible, puisque dans les arrondissements purement ruraux on ne trouve généralement qu'une ou deux dizaines de fonctionnaires, et même moins encore dans les provinces du Nord et du Cameroun Occidental, où l'encadrement en zone rurale est nettement moins développé (doù le nombre relativement élevé de fonctionnaires dans de très petites sous-préfectures comme Tignère, Poli, Makary...). Cet inconvénient -qui ne saurait affecter les grandes lignes de la hiérarchie que notre document révèle- est d'ailleurs en partie compensé par l'élimination que nous avons faite des 12 000 agents locaux, fonctionnaires subalternes des "communes" francophones et des "local councils" anglophones, assez largement répandus en brousse mais présents aussi dans les villes ; toutefois ceux-ci sont généralement peu nombreux, sauf à Douala (1474 agents en 1969) et à Yaoundé (762). On en décèle ainsi, dans les "communes urbaines", 272 à Nkongsamba, 136 à Bafoussam, 120 à Garoua, une centaine à Edéa, Ngaoundéré, Foumban, Mbalmayo, moins d'une cinquantaine à Maroua, Ebolowa, Bafang... On peut donc considérer qu'agents nationaux dans les campagnes et agents communaux dans les villes s'équilibrent à peu près, sauf pour ce qui est des très grandes cités où les seconds accroissent encore le potentiel administratif.

2°) Ce document ne recense en principe que les agents civils de l'Etat. Or une confrontation minutieuse avec les chiffres équivalents de 1967 nous montre des mouvements (diminution dans toutes les sous-préfectures du Mungo, sauf Dibombari, et à Bafang, accroissement brutal à Ebolowa) qui ne peuvent s'expliquer que par la redistribution des forces armées consécutives au retour au calme complet des zones naguère troublées, en particulier le

transfert d'une importante unité militaire de Bafang à Ebolowa. Bien que les chiffres de Ngaoundéré et de Founban-Koutaba (les deux plus grandes garnisons du pays après Yaoundé) ne révèlent aucune anomalie apparente par rapport à des préfectures de même importance, notre hiérarchie est probablement légèrement gauchie par cette présence imprévue d'"agents de l'Etat" tout-à-fait étrangers à notre propos (1) ; c'est tout particulièrement le cas d'Ebolowa, qui n'a aucune raison logique d'être considérée comme la quatrième ville du pays dans l'ordre de la puissance administrative (2).

Ces réserves faites, nous voyons clairement se dessiner la hiérarchie administrative. La capitale Yaoundé, naturellement, trône loin devant Douala et Nkongsamba : 7345 agents (3) contre 3516 et 1054. Puis, sautée l'aberration d'Ebolowa en quatrième position avec 994 agents, on retrouve sans surprise Garoua (888), Bués (871), Bafoussam (746), Bamenda (628), c'est à dire les véritables capitales régionales (bien qu'à cette date, Bamenda n'eût pas encore accédé officiellement à ce rang). Ensuite viennent de grosses préfectures dont le rôle dépasse souvent les limites de leurs départements: Foumban (4), Maroua, Dschang, Victoria avec plus de 500 fonctionnaires, Ngaoundéré (4), Kumba, Bertoua - la plus petite des capitales de province - avec plus de 400. Au delà, ce sont naturellement les préfectures au rôle plus modeste mais néanmoins encore considérable (plus de 250 agents de l'Etat) : Bafang, Edéa, Sangmélima, Bangangté, Mamfé, Mbalmayo, Mokolo, Bafia ; puis, moins notables : Eséka, Kribi, Abong Mbang, Fort Foureau, Mbouda, Yagoua, etc... C'est dans ces valeurs-là, autour de 200 fonctionnaires, que l'on voit apparaître les plus grosses sous-préfectures : Kaélé (243), Mora (182), Guider (149), toutes

-
- (1) Mais une garnison est un élément appréciable (et recherché) pour l'activité commerciale d'une ville.
 - (2) Les chiffres de 1967 la situent à une beaucoup plus vraisemblable dixième place, avec 450 fonctionnaires au lieu de 990.
 - (3) Cette concentration sur la capitale n'est pas très forte comparée à celle d'Abidjan qui regroupe la moitié des 43 000 fonctionnaires ivoiriens.
 - (4) Mais peut-être ces chiffres de Foumban et de Ngaoundéré comprennent-ils aussi un certain nombre de militaires.

trois d'ailleurs promises au rang préfectoral à plus ou moins brève échéance. La moyenne des grosses sous-préfectures, assez régulièrement réparties sur tout le territoire, s'établit nettement plus bas : entre 50 et 100 fonctionnaires le plus souvent.

On observe cependant la nette sous-représentation du Cameroun Occidental, en dehors de ses plus grandes villes : des préfectures comme Wum, Nkambé, Kumbo ont à peine les effectifs des sous-préfectures orientales, et les chefs-lieux du Ndian et de la Momo, ainsi que ceux des arrondissements, n'ont que des chiffres absolument dérisoires : presque toujours moins de 10 agents nationaux. C'est que, jusqu'à ces dernières années, une grande partie de l'administration de la région (d'ailleurs globalement assez insuffisante) relevait des pouvoirs locaux ("local councils") et non du pouvoir central, mais celui-ci est en train d'appesentir son emprise : entre 1967 et 1970, le nombre des agents nationaux (fédéraux et fédérés) a pratiquement doublé à Buéa, Kumba, Mamfé et Bamenda, les amenant à leur rang actuel dans notre hiérarchie ; en 1970 ce mouvement n'a pas encore touché les centres urbains secondaires.

*

* *

Autre notion très riche d'interprétations du phénomène urbain : le poids de cette fonction administrative parmi les activités de la ville. Là encore nous emploierons une approche très simple du phénomène : divisons la population par le nombre d'agents de l'Etat pour obtenir le nombre de fonctionnaires pour 1 000 citadins : on voit immédiatement ressortir les villes où les fonctions d'encadrement national sont absolument prépondérantes : parmi les grandes villes, Yaoundé et Buéa bien sûr, les deux capitales d'Etat ; parmi les moyennes : Bartoua, Mokolo, Abong Mbang, préfectures bien peu pourvues en autres activités ; et parmi les petites, Monatéle -préfecture récente et encore bien artificielle- Okola, Ntui, Minta, Lomié, Lolodor... et bien d'autres encore de ces grosses bourgades administratives, nombreuses dans le Cameroun Forestier. Viennent ensuite celles où

ces fonctions sont fort importantes, mais accompagnées d'autres activités (comme nous le verrons plus loin) dans le tissu urbain : Garoua, Bamenda, Dschang, Foumban, Ebolowa et bon nombre de préfectures moyennes ; puis les villes où la place des services administratifs est proportionnellement moindre, qu'elle soit masquée par d'autres fonctions (Douala, Bafoussam, Edéa, Victoria, déclinante (Obala, Batouri) ou simplement peu développée par rapport à la taille de la ville (Kumba, Bafia, Nanga Eboko, Maroua, ...) ; enfin remarquons celles où visiblement la fonction administrative est un élément subalterne de la croissance urbaine : Méfinganga, en gonflement rapide, Garoua Boulay, carrefour routier, toute la série des grosses bourgades des plateaux de l'Ouest : Foumbot, Kumbo, Ndop, Ndu, Kékem, ... et surtout des deux rives du fleuve Mungo : Loum, Mbanga, Tombel, Muyuka, Tiko, ... dont les fonctions de desserte des plantations et de carrefour routier de la partie la plus active du pays n'ont pas attendu la consécration administrative pour fleurir en véritables villes. Mais le cas le plus extrême est certainement celui de Rey-Bouba, vieille capitale du plus puissant des états foubé précoloniaux, à qui les aléas de l'Histoire ont valu de ne pas se voir imposés les structures officielles des colonisateurs (toutes regroupées à Tcholliré), et forme une ville -bien engourdie, il est vrai- où les seules fonctions administratives sont celles d'un royaume traditionnel.

*

* *

Attardons-nous un instant sur l'homogénéité de l'encadrement administratif total du pays (nombre des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités locales : communes et "councils", rapportés à la population des départements qu'ils ont pour mission d'encadrer). Passée la prépondérance prévisible des départements détenteurs des capitales (y compris le Lom-et-Djerem), on remarque que le Mungo n'est finalement pas si mal pourvu, malgré l'importance de ses centres urbains, de même que l'ancienne région "Sud" (Kribi, Ntem, Dja et accessoirement Nyong-et-Soo),

tandis qu'à l'inverse les confins du pays, à l'extrême-nord et sur les marges occidentales, sont nettement défavorisés. Pour ce qui est des Bambouto, de la Lékié et de la Kadéï, l'explication de leur sous-encadrement est donnée par la proximité des centres très bien équipés en services des plus hauts niveaux qui fonctionnent aussi à leur profit. Cependant, dans l'ensemble, on observe une assez grande régularité en ce domaine sur toute l'étendue du territoire, ce qui était (et reste) l'un des objectifs majeurs des Pouvoirs Publics, dont l'organisation spatiale colle maintenant assez bien aux réalités du pays.

*

* *

Une autre "administration" renforce ou complète celle de l'Etat dans son rôle de structuration de l'espace autour des centres urbains : celle de l'Eglise Catholique dont la hiérarchie épiscopale a été de tout temps un phénomène citadin. Bien que nombre de grosses missions implantées en rase campagne disposent de services importants (écoles, dispensaires...), au point d'avoir parfois -assez rarement, à vrai dire- donné naissance à de véritables noyaux urbains, comme Njinikom ou Akono, un évêché, à l'instar d'une préfecture, correspond à un niveau supérieur d'équipement et de fonction : contrôle hiérarchique sur les paroisses de sa juridiction, séminaire montant plus ou moins haut dans le cursus studiorum, collèges, souvent hôpital, parfois centre d'apprentissage professionnel, voire garage, etc, qui en font, avec plusieurs dizaines de salariés (1) et une attraction active sur les ruraux avoisinants, un élément important du rayonnement d'une ville. C'est même le seul à Doumé, capitale de la région orientale à l'époque allemande, ruinée par sa destitution administrative en 1927, qui n'a survécu que grâce à l'évêché de l'Est (2). Mais en dehors de ce cas, la plupart des évêchés se

(1) le diocèse de Nkongsamba, avec ses nombreux collèges, en déclare plus de 1300 à l'Inspection du Travail !

(2) Ainsi son collège était-il jusqu'en 1971 le seul établissement de la province à dispenser un enseignement du second cycle.

sont installés dans les capitales régionales : Douala, Nkongsamba, Bafoussam, Bamenda, Garoua..., avec naturellement Yaoundé comme tête spirituelle, grâce à son archevêché et à son grand séminaire, dont le recrutement s'étend d'ailleurs sur toute l'Afrique Centrale.

Pour les églises protestantes, l'absence de structures aussi typées ne permet pas de parallèles (1), mais de très anciennes et très puissantes missions font jouer un rôle de centre religieux à Ebolowa pour les presbytériens (depuis 1895), à Ndoungué (près de Nkongsamba) pour les calvinistes depuis 1911, à Ndu pour les batistes, à Nanga Eboko pour les adventistes... ; là encore, ce sont des facteurs non négligeables d'activité polarisatrice pour ces villes.

(1) D'autant plus que les principales confessions protestantes se sont partagé à l'amiable le pays : le Sud au presbytériens, la Côte et l'Ouest aux calvinistes et aux baptistes, l'Adamaoua aux luthériens (américains à l'est, norvégiens à l'ouest), etc.

CAMEROUN

0 50 100 km

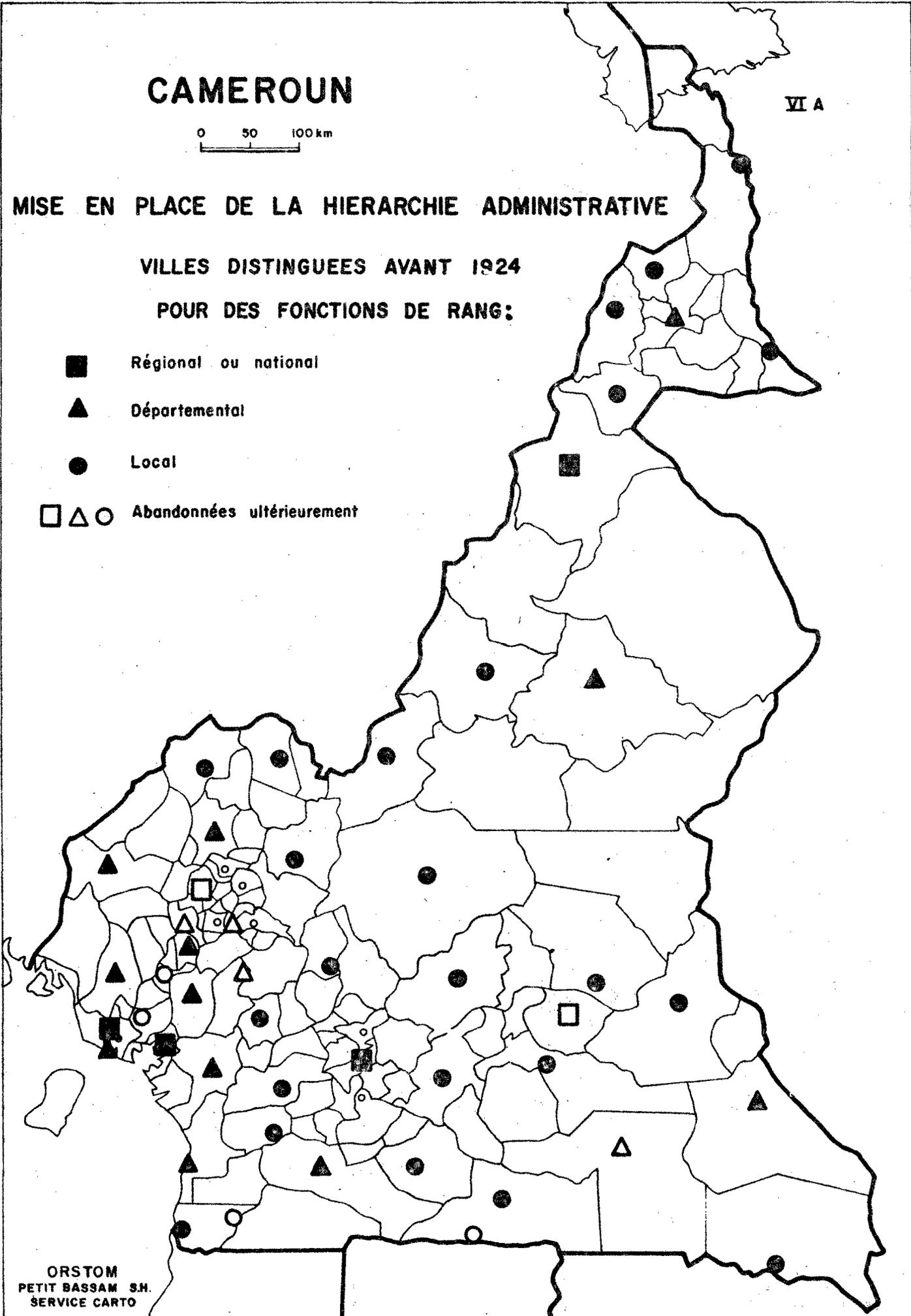
VI A

MISE EN PLACE DE LA HIERARCHIE ADMINISTRATIVE

VILLES DISTINGUEES AVANT 1924

POUR DES FONCTIONS DE RANG:

- Régional ou national
- ▲ Départemental
- Local
- △ ○ Abandonnées ultérieurement



CAMEROUN

0 50 100 km

VI B

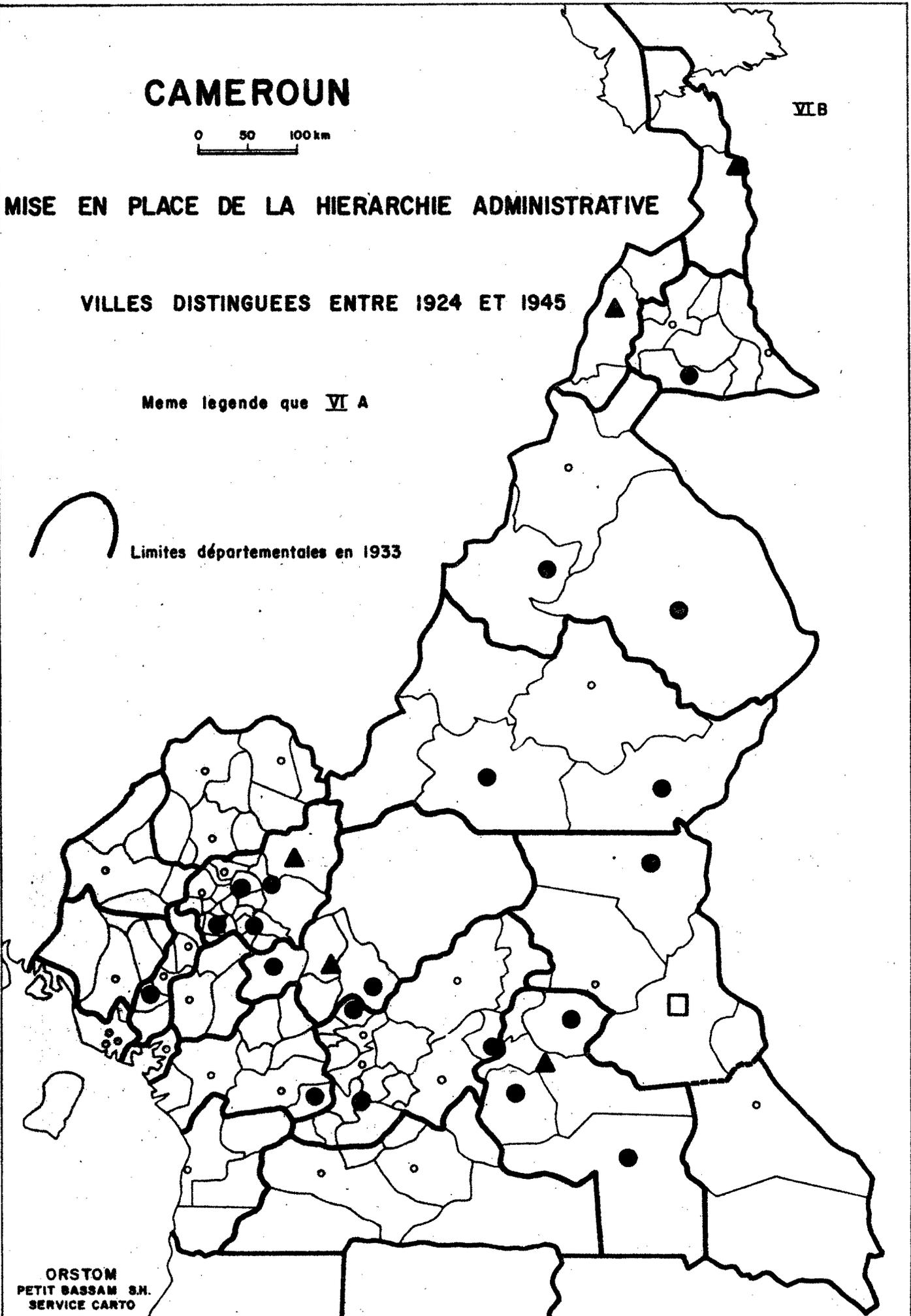
MISE EN PLACE DE LA HIERARCHIE ADMINISTRATIVE

VILLES DISTINGUEES ENTRE 1924 ET 1945

Meme legende que VI A



Limites départementales en 1933



CAMEROUN

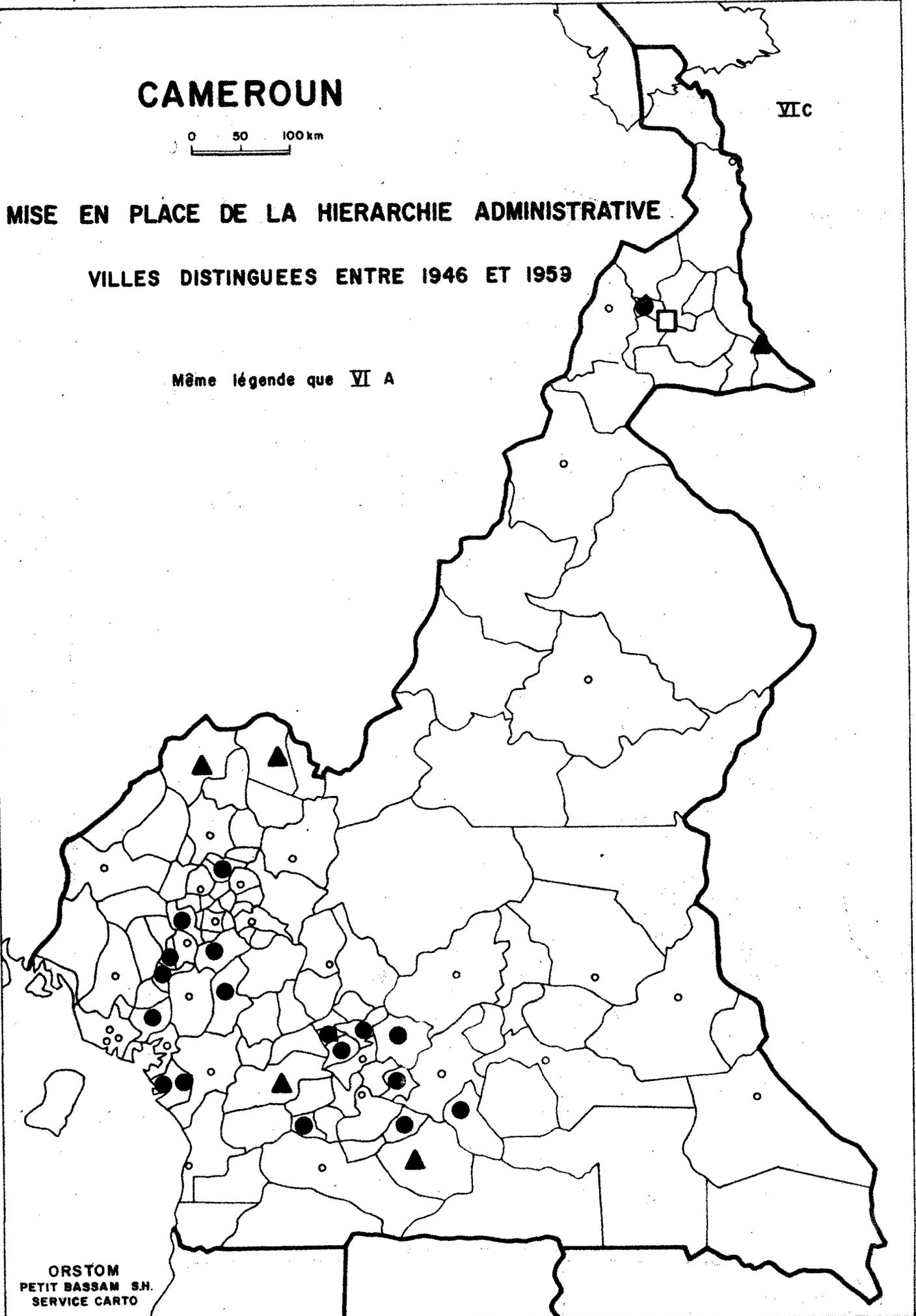
0 50 100 km

VIc

MISE EN PLACE DE LA HIERARCHIE ADMINISTRATIVE

VILLES DISTINGUEES ENTRE 1946 ET 1959

Même légende que VI A



CAMEROUN

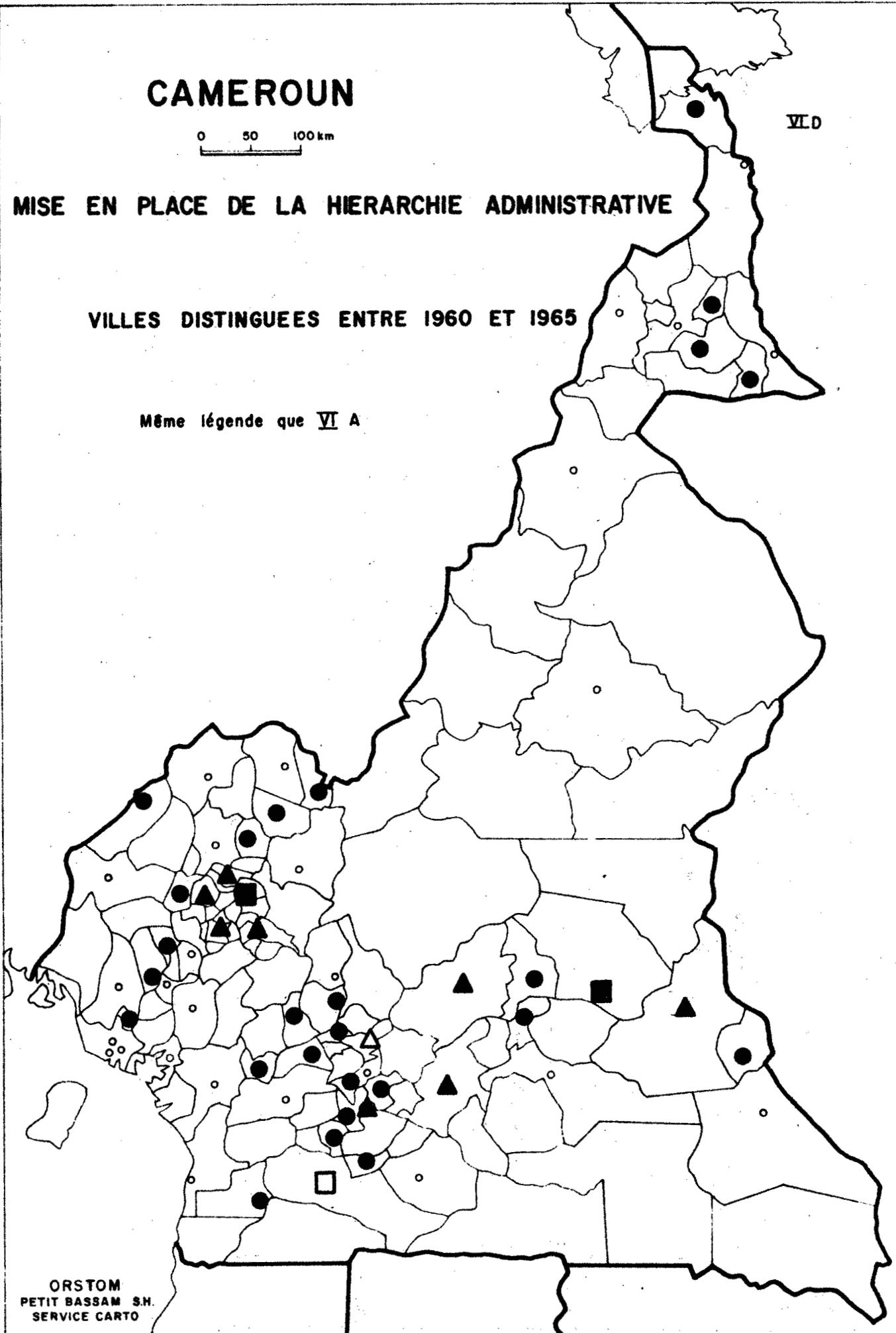
0 50 100km

VLD

MISE EN PLACE DE LA HIERARCHIE ADMINISTRATIVE

VILLES DISTINGUEES ENTRE 1960 ET 1965

Même légende que VI A



CAMEROUN

0 50 100 km

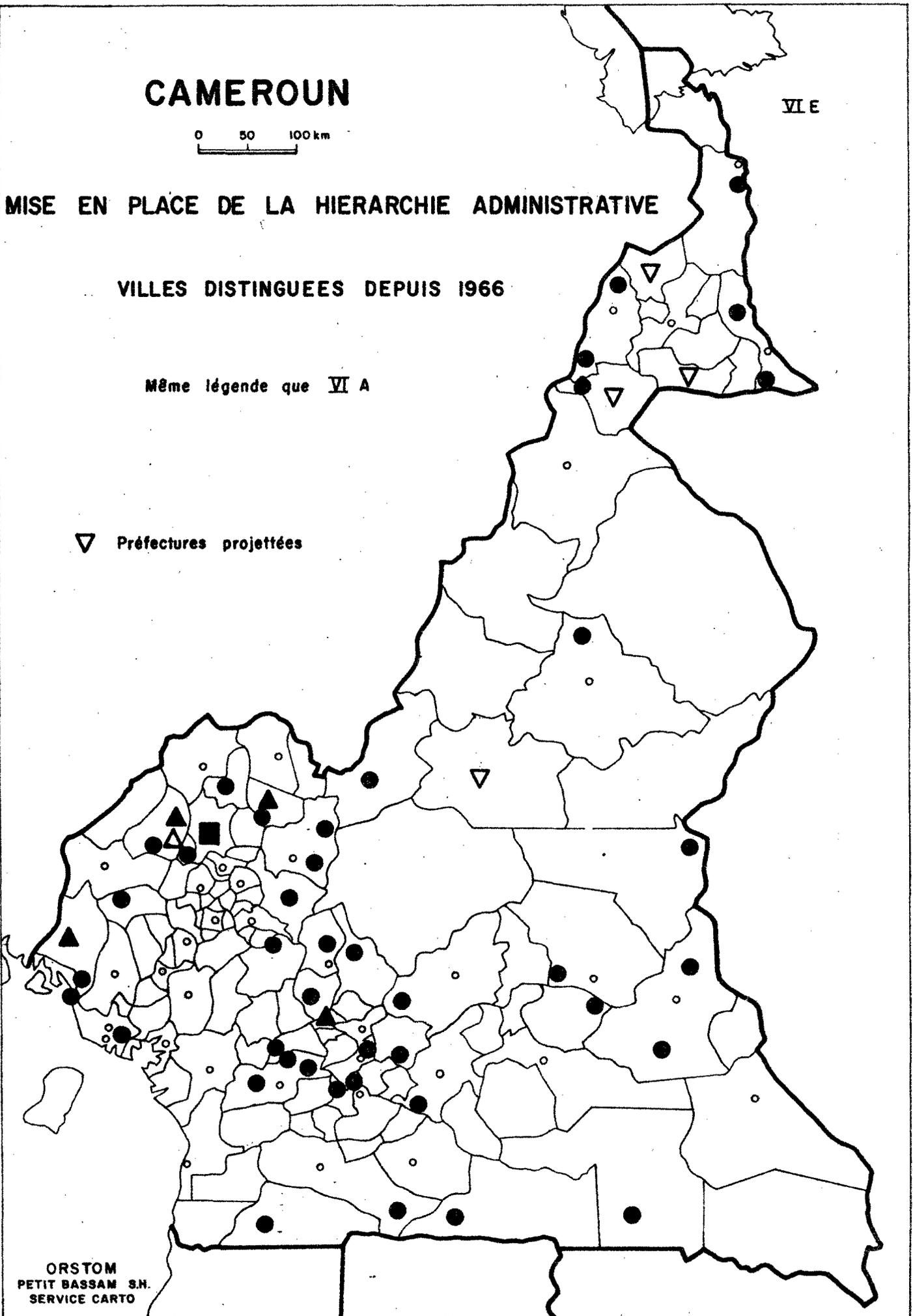
VI E

MISE EN PLACE DE LA HIERARCHIE ADMINISTRATIVE

VILLES DISTINGUEES DEPUIS 1966

Même légende que VI A

▽ Préfectures projetées



MISE EN PLACE DE LA HIERARCHIE ADMINISTRATIVE

SOURCES : "Journal Officiel" depuis 1916, cartes anciennes des Archives Nationales.

A première vue recueil d'anecdotes érudites, l'histoire administrative nous est en fait d'un grand secours pour comprendre la structuration de cette hiérarchie des fonctions officielles (dont nous venons de voir l'importance) par le biais de sa mise en place. En effet, plus ces fonctions sont anciennement établies dans un centre urbain, plus elles ont de chances de l'avoir fortement marqué, tant dans son rayonnement sur l'espace environnant que dans son paysage même, avec les vastes bâtiments et les nobles perspectives dont étaient friands les administrateurs coloniaux désireux d'imprimer leur sceau aux villes qu'ils faisaient sortir de terre (1). C'est ainsi que les premiers marchés, les premiers hôpitaux, les premiers lycées... ont toujours été implantés à

(1) La toute première de ces fonctions urbaines fut, aux débuts de la colonisation, essentiellement oppressive : les envahisseurs allemands jalonnèrent leur domination d'un réseau de forteresses rébarbatives, avec remparts, créneaux, mâchicoulis et échauguettes d'un néo-gothique typiquement wilhelminien. La plupart ont complètement disparu ; il ne reste que des vestiges discrets des puissantes citadelles de Yaoundé, de Mamfé, d'Ebolowa..., mais celles de Doumé ou de Bamenda (avec ses frontons rhénans en escalier) sont pratiquement intactes, aujourd'hui cocasse incongruité sous ce ciel tropical, mais témoignage de ce qu'à l'origine des cités coloniales fut la force.

Le cas de Bamenda est particulièrement significatif : à leur arrivée dans la région, les Allemands y trouvèrent les Bali - eux aussi envahisseurs de fraîche date - en butte à l'hostilité des autochtones et s'allièrent à eux, au point que le bali fut imposé comme langue officielle des Grassfields. Pour mater les "Bamenda Highlanders", une redoutable citadelle, avec compagnie d'infanterie et mitrailleuses (voir Deutsche Kolonial Lexicon, 1913, tome 3 page 320), fut édifiée sur la falaise de Bamenda, au coeur de la zone rebelle, dominant la plaine de Mankon où Allemands et Bali avaient essuyé en 1891 un sanglant échec qui retarda de dix ans la conquête des hauts plateaux. L'ironie du sort fit que la forteresse menaçante devint le coeur urbain de la région, tandis que Bali la fidèle restait un gros village.

l'ombre du plus puissant administrateur de la région (1), et ont donné aux centres premiers choisis une avance décisive dans la hiérarchie urbaine. Rappelons cependant que cela est nettement moins vrai en zone anglophone, car la tradition britannique, née sur les "campus" anglais, ne répugnait pas à répartir en rase campagne bon nombre de services sociaux (2), donnée essentielle pour comprendre la faible urbanisation du Cameroun Occidental.

La première trame hiérarchique imposée au pays tout entier fut évidemment celle de l'administration allemande, mise en place dans la première décennie de ce siècle (3). L'issue de la première guerre mondiale lui apporta des changements importants(4), avec le retour aux frontières orientales et méridionales d'avant

-
- (1) Une exception relative : Ayos, choisie en 1924 comme centre de la lutte contre la trypanosomiase qui ravageait tout l'est du pays, et affublée en même temps d'un poste administratif. L'hôpital d'Ayos, encore l'un des plus importants du pays et le principal centre de formation des infirmiers, reste l'élément moteur de la petite ville.
 - (2) En particulier les collèges appartenant aux missions, de loin les plus nombreux. Voir la planche XIX b "Enseignement secondaire" n° 1 de cet Atlas.
 - (3) On en trouvera la carte dans l'"Histoire du Cameroun" d'E. MVENG (Présence Africaine, Paris 1963), page 308. Mamfé y porte son ancien nom d'Ossidingué. Kumba (non figurée) s'appelait à l'époque Johann-Albrecht-Hoehe.
 - (4) La guerre précipita aussi l'avènement de Yaoundé au rôle de capitale. La ville était de toute façon promise aux fonctions de centre de gravité des régions intérieures du "Nouveau-Cameroun" de 1911, étiré vers l'est, mais comme les autorités allemandes, abandonnant Douala dès l'arrivée de la flotte anglaise, en septembre 1914, s'y replièrent pour organiser une résistance acharnée de quinze mois, Yaoundé devint l'objectif essentiel pour les armées alliées qui convergeaient sur elle depuis les quatre points cardinaux. Sa chute, en janvier 1916, mis pratiquement fin aux hostilités. Les vainqueurs furent fort surpris par l'allure ordonnée et coquette de la ville (cf. Général AYMERICH : "La conquête du Cameroun" Paris 1935). Dès 1921, séduite par les avantages de la situation et l'agrément du climat, l'administration française s'y installait à son tour.

1911 et l'opération chirurgicale attribuant à l'autorité britannique une longue lanière enlevée à la lisière occidentale du Cameroun, ligne de démarcation retouchée plusieurs fois entre 1916 et 1920 (dont la cession de Dschang, principal poste du pays bamiléké, à la zone française). Toutes ces modifications provoquent dans ces premières années de nombreux transferts, donnant parfois l'impression d'un véritable mouvement brownien : ainsi pour l'Ouest voit-on le premier chef-lieu français être installé à Foumban, déplacé quelques mois après à Bana, puis en 1920 transféré à Baré et enfin, la même année, à Dschang, Foumban redevenant chef-lieu de circonscription en 1922, perdant à nouveau ses fonctions en 1923, les retrouvant en 1939, quand fut rompue l'unité de la Région du Noun, ... ou bien dans le Bas-Mungo, c'est le chef-lieu de subdivision qui passe entre 1921 à 1923 de Nyombé à Kaké, de Kaké à Souza, de Souza à Mbanga... Il est évident que nous ne pouvons donner ici qu'une image très simplifiée d'une période aussi complexe.

Cette phase de mise en place peut être considérée comme close en 1923, avec l'abandon définitif de Baré au profit de Nkongsamba, jusqu'ici simple terminus du chemin de fer du Nord (cas rare, mais combien significatif, d'une victoire du rôle économique sur la fonction administrative) et celui de Somo au bénéfice du vieux poste de Yabassi, à cause du déclin total de l'axe Douala-Yabassi-Somo-Ndiki-Bafia. Par la suite n'interviendra plus qu'un seul grand remaniement : la réforme de 1927 qui renverse la vieille organisation tripolaire de l'Est : Doumé-Lomié-Yokadouma, en un nouveau triangle Abong Mbang (victoire ici d'un carrefour routier né de la tête de la navigation sur le Nyong, alors active) -Batouri-Yokadouma, cette dernière connaissant plusieurs éclipses qui en rattachaient l'administration à Batouri (au lieu de Lomié auparavant).

Les frontières des grandes unités territoriales du Cameroun français sont alors fixées définitivement, à l'exception de la région de Guider qui, dans les années 1930, passe tout à tour de la mouvance de Maroua à celle de Mokolo puis de Garoua,

et du district (pourtant peuplé d'Ewondo) de Mvengué détaché un peu plus tard du Nyong-et-Sanaga au profit de Kribi (1).

Les réformes ultérieures seront toutes le morcellement en unités plus restreintes de "circonscriptions" (on dira "régions" à partir de 1935 (2) et "départements" à la fin de la période coloniale) trop gigantesques pour être administrées efficacement, surtout en cas de troubles comme en pays bassa et bamiléké : l'intérêt géographique de ces mutations est que généralement l'influence de l'ancien chef-lieu persiste durablement sur le département nouvellement indépendant, en vertu de la règle que nous avons notée de la prépondérance des centres les plus anciens organisant l'espace à leur profit d'une manière presque indélébile. Ce fut donc en 1927 le détachement du vaste Mbam de la tutelle de Yaoundé ; en 1931 celui du Margui-Wandala de celle de Maroua ; en 1949, la création en zone anglaise des "divisions" de Wum et de Nkambé (3) : en 1951 le Dja-et-Lobo est enlevé à Ebolowa (4) ; en 1958 le Nyong-et-Kellé est coupé d'Edéa ; en 1959, c'est au tour de Mayo Danay de se séparer de Maroua.

-
- (1) Plus quelques retouches à la limite des arrondissements de Minta et de Bertoua dans la fin des années 1950 et entre ceux de Douala et de Dizangué vers 1970.
 - (2) Date à laquelle on leur attribua leurs noms actuels, tirés de la géographie physique. Les "divisions" du Cameroun anglophone ~~at~~ ~~avaient~~ ~~leur~~ ~~dénomination~~ jusqu'en 1969.
 - (3) Jusqu'à la Réunification, c'est pratiquement la seule retouche apportée par les Anglais à l'infrastructure allemande du "Southern Cameroons".
 - (4) Ebolowa aura fugitivement un rôle régional officiel avec la création de la "circonscription" (dite plus tard "Inspection Fédérale d'Administration") du Sud, vite rattachée à celle du Centre (chef-lieu Yaoundé). Elle garde encore de cette époque certains services -notamment l'Inspection du Travail- qui contrôle le Dja-et-Lobo et, plus rarement, le Kribi.

L'Indépendance, avec la volonté des nouvelles autorités de resserrer considérablement le maillage administratif, va amener une accélération brutale de ce phénomène de morcellement : en 1960, le "département bamiléké" éclate en cinq unités, et le chef-lieu est transféré à Bafoussam : c'est à vrai dire le seul cas où une ville de promotion récente (elle n'a été chef-lieu de subdivision qu'à partir de 1931) s'est vraiment développée et a totalement supplanté son ancienne capitale (mutation achevée en 1970 avec le transfert depuis Dschang de la cour d'appel de l'Ouest, et couronnée simultanément par sa promotion au rang d'évêché). En 1964, le gigantesque Nyong-et-Sanaga est brisé, lui aussi en cinq morceaux, autour des anciennes sous-préfectures de Nanga Eboko, Akonolinga, Mbalmayo (celle-ci établie seulement en 1930, comme terminus secondaire du chemin de fer du Centre) et Obala, cette dernière préférée à Saa, pourtant plus anciennement distinguée (1929 au lieu de 1951), probablement pour la commodité de son accès ; mais cette trop grande facilité de communication avec Yaoundé lui a finalement nuí, car elle la poussait à rester marginale par rapport à son département ; d'où le transfert autoritaire de la préfecture, en 1967, dans le petit bourg de Monatélé, à l'autre extrémité de la Lékié, qui depuis s'efforce péniblement de devenir une ville, tandis qu'Obala, soumise de plein fouet à la concurrence de Yaoundé, végète.

En 1965, c'est au tour du vaste Lom-et-Kadéí de se voir amputer de deux de ses arrondissements au profit de Bertoua, promue alors capitale de l'Inspection Fédérale d'Administration de l'Est (1), à qui d'importants investissements de l'Etat n'arrivent guère à donner un semblant de rôle économique régional. Puis, en 1968, un vaste remaniement bouleverse la géographie administrative du Cameroun Occidental, avec aussi quelques déplacements de limites et non seulement des fragmentations (2) ; l'arrondissement de Bamusso, enlevé à Victoria, est uni à celui d'Ekundu Titi (qui appartenait à Kumba) pour former le département du Ndian, chef-lieu

(1) Le terme d'"I.F.A." a été remplacé en 1972 par celui de "Province".

(2) La Manyu - fugitivement baptisée Gross River, comme l'indiquent encore certaines cartes - est alors amputée au sud au profit de l'arrondissement nouvellement créé de Nguti et plus largement au nord-est à celui du département de la Momo. Mais il s'agit de régions peu étendues et surtout si peu peuplées que l'on peut tenir ces transferts pour statistiquement négligeables.

Mundemba (simple faubourg de la vaste plantation de la PAMOL, seul pôle d'activité de la région) ; les deux ailes de l'immense "Bamenda division" sont transformées en départements de la Momo, chef-lieu Gwofon puis, deux ans (et quelques investissements) après, Mbengwi, berceau du premier ministère Occidental de l'époque, et de la Bui, chef-lieu Kumbo, ou plus exactement un quartier de la vaste nébuleuse plus villageoise qu'urbaine qui forme le coeur du puissant royaume des Nso. Cette réforme est parachevée en 1972 par la formation de la province du Nord-Ouest qui consacre officiellement la primauté de Bamenda sur toute la région de la "Ring Road".

L'autre caractéristique de ces années d'indépendance, c'est la profifération des nouveaux districts (1) et arrondissements qui quadrillent de plus en plus finement le pays. Ainsi les années 1970-71 ont-elles vu se subdiviser les arrondissements de Yagoua, Ngaoundéré, Banyo, Ambam, Mundemba, Mbengwi, Kumbo... On dépasse maintenant le chiffre de 160 unités administratives de base, et le mouvement est loin d'être achevé. Mais ces nouveaux chefs-lieux (et bon nombre de plus vieux) n'ont qu'un équipement trop rudimentaire pour être autre chose que de gros villages, au mieux de petits bourgs, plus ruraux encore que vraiment urbains.

Avec ces morcellements successifs, on ne trouve donc plus au Sud, hormis le Wouri et la Méfou où les deux capitales jouissent en fait d'un statut particulier, de grands départements autres que le Mbam (150 000 habitants) et le Haut Nyong (100 000), et surtout le Mungo (230 000) qu'il est maintenant question de diviser à son tour en implantant une préfecture à Mbanga. Par contre subsistent dans le Nord de véritables colosses de 200 000 à près de 400 000 habitants et de plus de 60 000 km² pour l'Adamaoua et la Bénoué (soit chacun 15 % de la superficie du Cameroun). C'est le trop petit nombre de fonctionnaires nordistes

(1) Rappelons qu'un district est un arrondissement incomplet, non doté encore de toutes les fonctions de celui-ci. La plupart des districts sont élevés au rang d'arrondissement au bout de quelques années. Rappelons encore que les attributions des préfets et sous-préfets diffèrent par la nature et non par le degré ; chaque préfecture contient donc également un sous-préfet.

compétents (puisqu'on s'efforce de faire diriger le Nord, si particulier à tous points de vue, par des fonctionnaires d'autorité originaires de la Province) -et aussi le coût de l'opération- qui a retenu jusqu'à présent l'érection en préfectures de Mora, Kaélé et Guider (dont les arrondissements ont chacun environ 120 000 habitants) et aussi de Tibati, moins grâce à un quelconque rôle polarisateur que pour sa position dans l'Adamaoua occidental. Mais ces réformes sont inéluctables et peut-être auront-elles déjà vu le jour quand paraîtra cet Atlas.

*

* *

Au total, résumons-nous : sur 40 villes à fonctions départementales ou provinciales (1), 16 étaient en place en 1923 (2) et 15 avaient alors un rang sous-préfectoral ; 4 dérivent de chefs-lieux de subdivisions créés avant 1940 (Bafoussam, Bafang, Bangangté et Mbalmayo) et une seule d'une sous-préfecture plus récente encore (Mbouda, enlevé à Dschang en 1950 seulement, et restée de loin la plus malingre des villes de l'Ouest) ; 4 enfin ont été créées depuis l'Indépendance (Monatéfé, Kumbo, Mbengwi, Mundemba -les deux dernières pratiquement ex-nihilo), mais elles ont visiblement les plus grandes peines du monde à se faire une place parmi les centres urbains dignes de ce nom.

Des régressions ont frappé certains centres administratifs : pour nombre de postes allemands abandonnés dans les années 1920, comme Baré (au profit de Nkongsamba), Bana (pour Dschang),

(1) 39 préfectures, plus Buéa, chef-lieu de Province après avoir été de 1961 à 1972 capitale de l'"Etat fédéré du Cameroun Occidental".

(2) Toutes, à l'exception de Nkongsamba, ayant été promues à l'époque allemande chefs-lieux de "Bezirk". Parmi leurs homologues d'avant 1914, seules Rio del Rey, Akoafim et Baré ont disparu de la carte administrative, Banyo, Doumé et Lomié stagnant au niveau sous-préfectoral.

Nyabessan (pour Ambam), Akoafim (pour Djoum), Deng-Deng (pour Bétaré Oya),..., ce fut la chute sans rémission : aucun village ne subsiste même plus à Somo ou à Akoafim, dont les ruines sont noyées dans l'océan de la forêt déserte. Un sort semblable attend Gwofon, alors que le gros bourg de Njinikom, délaissé récemment pour Fundong, survivra grâce à ses fonctions économiques, comme Nyombé ou Souza l'ont fait. Mais surtout remarquons l'ampleur de la déchéance -le déclin administratif accompagnant autant que provoquant la stagnation des autres activités- de vieilles cités comme Obala, Maroua, Dschang et Batouri, bien engourdis au milieu des vestiges de leur splendeur : si une promotion, surtout ancienne, est un atout majeur, la disgrâce est un handicap pratiquement irréparable (1).

*
* *
*

Nous avons vu avec la carte précédente que l'organisation spatiale de l'Eglise coïncide largement avec celle de l'Etat. Les écarts qui les distinguent s'expliquent là aussi par les étapes de la mise en place. Le premier vicariat apostolique (archevêché en 1955) s'installa à Yaoundé en même temps que les autorités gubernatoriales françaises (2). Dès 1931, il fut secondé par la promotion de Douala à la tête d'un diocèse comprenant le Littoral, l'Ouest et le pays boulo (Kribi, Ntem, Dja) et, en 1947, par celle de Garoua pour le Nord.

Ces gigantesques territoires se subdivisèrent progressivement. Dès 1934, le vicariat de Nkongsamba reçut son autonomie (3). Dépourvu alors de pont, le Wouri était un obstacle

-
- (1) C'est ce qui est entrain de se produire à Buéa, chutant du rang de capitale d'Etat fédéré à celui de simple chef-lieu provincial (après avoir été capitale de tout le Cameroun de 1901 à 1909).
 - (2) Pendant que Buéa devenait la capitale religieuse de la zone anglaise.
 - (3) Il eut d'abord pour siège Foumban, qui s'avéra trop peu accessible... et trop favorable à l'Islam, que les Bamoun embrassaient alors en masse.

important ; on en fit donc la limite du nouveau diocèse jusqu'à Yabassi qui, comme Bonabéri, relève de Nkongsamba, tandis que les villages de la rive gauche ressortissent de Douala. Dans les premières années de l'Indépendance, on émancipa le pays boulou avec l'évêché de Sangmélina (Ebolowa étant considérée comme la capitale religieuse des protestants, on préféra garder les distances), à qui furent confiés le Dja-et-Lobo, le Ntem et les arrondissements (de peuplement surtout pahouin) de Mvengué et de Lolodorf, le diocèse de Douala restant essentiellement celui des peuples côtiers (Wouri, Kribi occidentale) et de tous les Bassa (Sanaga Maritime, Nyong-et-Kellé, Nkam méridional).

Pendant ce temps, l'immense archi-diocèse de Yaoundé était démembré ; après la formation en 1955 du diocèse de Doumé, couvrant toute la province de l'Est, ce fut la fonction épiscopale accordée à Bafia pour le vaste Mbam, et à Mbalmayo pour le Nyong-et-Soo et le Nyong-et-Mfoumou, assemblage apparemment bicornu (1) mais qui, dans sa volonté de soulager Yaoundé (qui contrôle encore la Méfou, la Lékié et la Haute Sanaga, soit un demi-million d'habitants en large majorité catholique), reconstitue une ancienne unité humaine liée au bief navigable du Nyong, comme nous l'avions deviné dans le bassin migratoire de la ville de Mbalmayo.

Ces dernières années, le morcellement s'est accéléré : en 1970 fut constitué le diocèse de Bafoussam, couvrant tout l'Ouest (sauf le Haut Nkam et la plaine des Mbo, laissés à Nkongsamba) et un peu plus tard celui de Bamenda, égal à la nouvelle province du Nord-Ouest. En 1973, c'était au tour des jeunes vicariats apostoliques de Maroua (Diamaré et Margui-Wandala) et de Yagoua (Mayo Danay et Logone-et-Chari) d'accéder au même rang.

(1) Puisque le chemin de Mbalmayo à Akonolinga passe obligatoirement par Yaoundé.

Dernier avatar maintenant attendu, c'est le partage du diocèse de Doumé -vu son gigantisme- par la promotion de Bertoua, Doumé ne gardant sous sa juridiction que le Haut Nyong. Comme les structures administratives, l'organisation épiscopale a donc été amenée à affiner toujours plus ses découpages pour mieux se plier aux réalités humaines.

*

* *

Dernière note sur ces fonctions administratives : le fait urbain a été juridiquement reconnu au Cameroun sous tutelle française par la formation de municipalités avec un maire élu, à Douala et Yaoundé en 1941, à Nkongsamba en 1950 (les "trois anciennes communes") puis, à la fin de la période coloniale, dans une douzaine d'autres villes : Dschang, Bafoussam, Bafang, puis Esèka, Edéa, Bafia, Kribi, Ebolowa, Sangmélina et Mbalmayo accédant au rang de "Communes de plein exercice", Ngaoundéré, Garoua et Maroua à celui de "Communes Urbaines de Moyen Exercice" dont le maire (nommé) n'a pas de fonction d'officier d'état-civil. Depuis la réforme de 1967, ces distinctions entre communes n'ont pratiquement plus de signification, car tous les maires sont maintenant également nommés par l'Etat, les trois "anciennes communes" étant dirigées par un "Délégué du Gouvernement" que seconde un "président du conseil municipal". Ce recul de la vie collective locale est le reflet direct des graves problèmes que posent aux responsables le développement des grandes métropoles.

RAPPEL : LES AUTRES FONCTIONS SOCIALES

L'organisation administrative est la plus significative des influences autres qu'économiques exercées par une ville sur l'espace qui l'entoure, mais ce n'est évidemment pas la seule. Les fonctions sociales de la cité comprennent aussi tous les services culturels - et en particulier scolaires - et médicaux, généralement absents des campagnes, que les ruraux vont chercher dans celle des villes qu'ils ressentent comme la plus attractive. Cependant nous ne détaillerons pas ces aspects du problème, car ils sont analysés dans d'autres planches de cet Atlas.

1/ L'infrastructure médicale (voir planche IX)

est - sauf les installations dépendant des missions (1) - directement calquée sur l'organisation administrative : c'est le département (ou parfois le groupe de départements voisins (2) qui est l'unité fondamentale, comprenant un hôpital - principal ou, le plus souvent, unique - et les services techniques (médecine préventive, grandes endémies, protection maternelle et infantile...) situés dans la préfecture et, en brousse, un réseau plus ou moins serré de dispensaires et de centres de santé qui en dépendent hiérarchiquement.

L'aire de recrutement de ces hôpitaux, dont l'analyse est très fructueuse pour les monographies de ville, reste liée à ce cadre : chaque hôpital urbain -plus ou moins grand (de 80 à 200 lits presque toujours), plus ou moins bien équipé- draine les malades

-
- (1) Souvent situées en rase campagne, mais pas toujours : Ebolowa, Ngaoundéré, Kumbo ont des hôpitaux missionnaires plus importants que leurs établissements officiels. Les rares cliniques privées sont naturellement localisées là où se trouve une clientèle solvable, à Douala et Yaoundé essentiellement.
- (2) En particulier les départements du vieux Nyong-et-Sanaga longtemps maintenus autour de Yaoundé. Par contre le gigantesque Adamaoua a été divisé, le deuxième "secteur" étant basé à Tibati, future préfecture.

CAMEROUN

VI bis

0 50 100 km

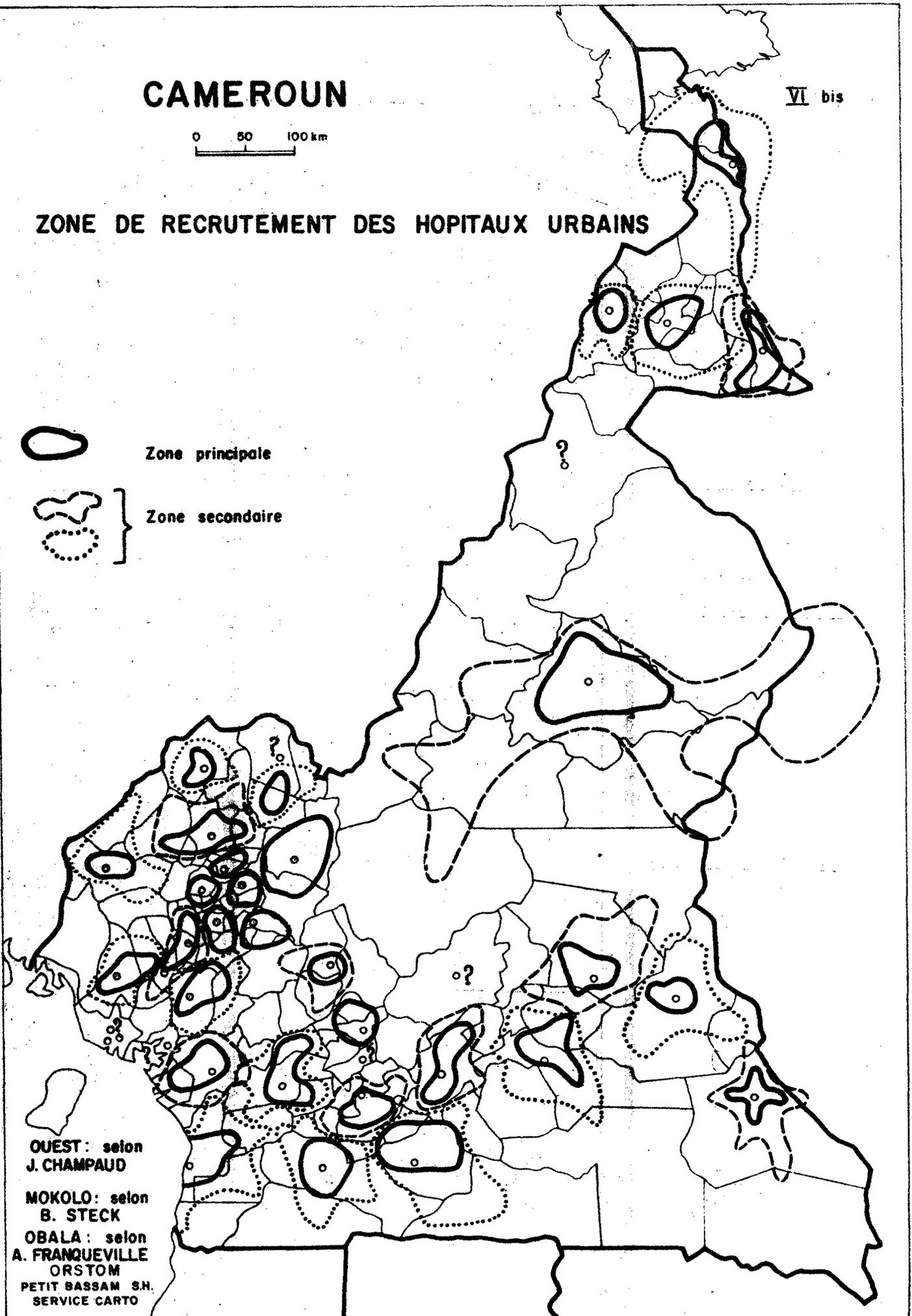
ZONE DE RECRUTEMENT DES HOPITAUX URBAINS



Zone principale



Zone secondaire



sur un espace de 20 à 40 kilomètres de rayon autour de lui, zone dont la forme s'explique évidemment dans le détail par l'assiette du peuplement et la disposition des voies de communication. Les aires d'attraction ne débordent presque jamais des limites départementales : elles ont même tendance à ne former qu'un chapelet d'îles au milieu des confins abandonnés à eux-mêmes.

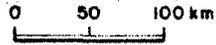
L'organisation médicale du territoire, dont l'objectif est d'obtenir une couverture homogène de toute l'étendue du pays(1), n'est donc pas une donnée significative de la hiérarchie des villes et de la structuration spatiale qu'elle commande.

2/ Les fonctions scolaires (voir planches XIX) sont une donnée plus riche d'informations. Non pas l'enseignement primaire, qui est lui aussi un service banal, théoriquement réparti aussi bien en brousse qu'en ville (ce n'est que dans les régions mal scolarisées du Nord que les villes sont nettement mieux équipées que les campagnes avoisinantes), mais l'enseignement secondaire et supérieur est très largement concentré dans les grandes villes : sur quelques 95 000 élèves et étudiants scolarisés en 1972, Douala en regroupe près de 18 000, soit 19 % et Yaoundé 17 000 -dont 5000 étudiants- soit 18 %. Nkongsamba (6400) et Bafoussam (4700) viennent loin derrière, suivies de Sangmélina (2900), Ebolowa (2800, dont 750 dans la plus grande école normale du pays), Bafang (2500), Mbalmayo (2400), Bamenda (2200), Dschang (2100), Kumba (1800) : ces onze villes totalisent à elles seules exactement les deux-tiers de tout l'effectif. C'est là que se trouvent les établissements les plus importants et les plus prestigieux, en particulier les grands lycées nationaux, et aussi les innombrables collèges privés "laïcs" attirés par l'énorme demande de diplômes -ou plutôt d'espoir de diplômes- que la population "évoluée" est prête à payer au prix fort, dût-elle se saigner aux quatre veines, pour assurer l'avenir de ses enfants. Les collèges des missions, par contre, sont souvent situés dans de petites villes comme Doumé, Makak ou Ndu, voire au milieu des champs, positions

(1) D'importants efforts ont été faits depuis cette carte IX (1967), en particulier dans le Nord-Ouest qui a aujourd'hui rattrapé son retard.

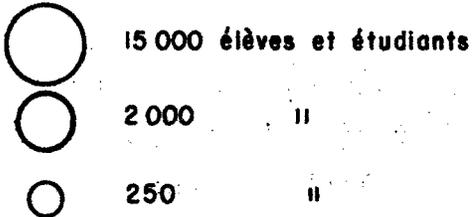
CAMEROUN

VI fer

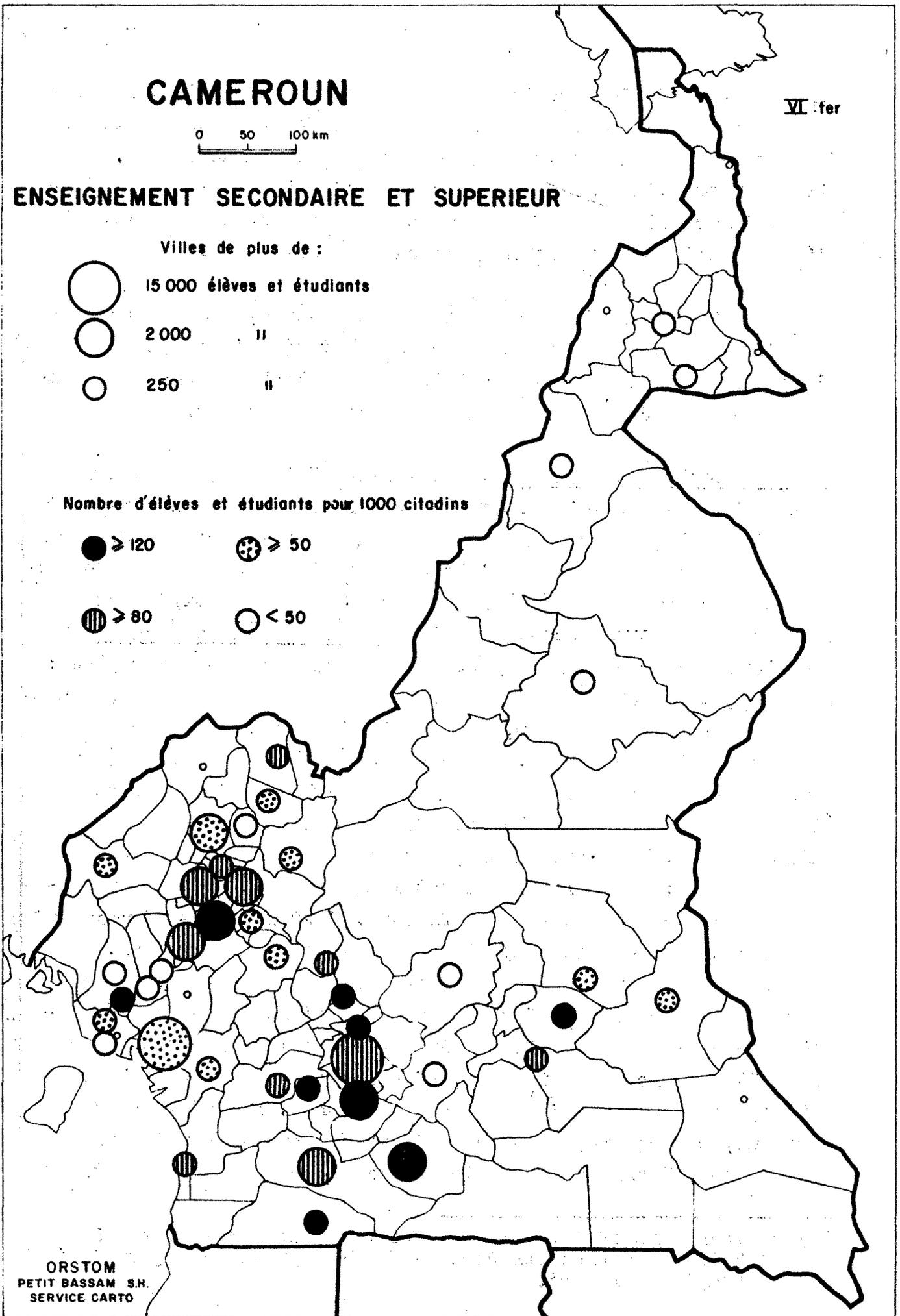
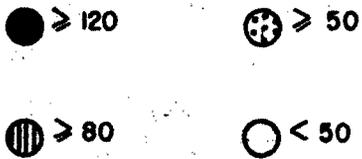


ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET SUPERIEUR

Villes de plus de :



Nombre d'élèves et étudiants pour 1000 citadins



rare au Cameroun francophone (EfoK, Bafou,...) mais presque générale dans les régions de culture anglaise, au détriment bien sûr du pouvoir centralisateur des villes.

Rapporter le nombre des élèves à la population urbaine permet de définir très nettement les villes où la fonction scolaire est particulièrement développée : ce sont évidemment les petites villes fortement équipées qui atteignent les taux les plus spectaculaires : 380 élèves pour 1000 citadins à Makak, 310 à Sangmélima, 300 à Saa, 160 à Muyuka, 140 à Doumé, 110 à Ndu : toutes ces petites cités doivent à leurs collèges activité et notoriété. Plusieurs villes moyennes sont également bien dotées sur ce plan : Mbalmayo (140 élèves pour 1000 habitants), Obala et Bafang (130), Bertoua et Bafia (120), Esèka, Ebolowa, Mbouda, Dschang, Abong Mbang de 100 à 110 ; alors que les grandes villes n'ont que des taux faibles : 100 à Nkongsamba, 90 à Bafoussam, 80 à Yaoundé, mais seulement 60 à Bamenda et Foumban, 50 à Douala, 40 à Kumba et Ngaoundéré, voire dérisoires : 20 à Garoua, 15 à Victoria et à Loum, 12 seulement à Maroua : la fonction scolaire, même importante, y est masquée par les autres activités, mais on voit aussi se révéler ainsi la sous-scolarisation profonde du Nord.

Cette répartition très inégale des fonctions scolaires, en particulier le sur-équipement de certaines villes, provoque évidemment des déplacements considérables : sur les 40 000 élèves scolarisés au Cameroun Oriental en 1969, les deux-tiers étudiaient à l'extérieur de leur département d'origine. Ces migrations (1) coïncident très largement avec celles qui peuplent les villes, ce qui n'a rien d'étonnant car les élèves d'extraction rurale (large majorité) vont étudier dans la ville où l'un de leurs parents déjà urbanisé pourra subvenir à leurs besoins. On retrouve donc les très vastes zones d'attraction de Douala et de Yaoundé et quelques taches isolées autour des principaux foyers urbains du reste du pays.

(1) Pour plus de détails, voir Y. MARGUERAT : "Problèmes géographiques de l'enseignement au Cameroun". ORSTOM Yaoundé 1970.

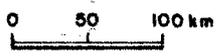
Ce phénomène de concentration, déjà très fort pour le second cycle, est évidemment maximum dans le cas de certains enseignements très spécialisés à recrutement national : hôpital-école d'Ayos, centre sportif de Dschang, école forestière de Mbalmayo... et surtout Université bilingue de Yaoundé qui, avec ses grandes écoles (démographie, journalisme, magistrature, armée), ses instituts pédagogiques, ses organismes de recherche scientifique, s'affirme avec éclat comme la capitale intellectuelle du pays.

3/ Les autres fonctions culturelles se réduisent en fait à peu de choses, car l'essentiel, la diffusion des idées, la circulation des innovations à partir de ces pôles de modernisme que sont les villes, est un phénomène à peu près insaisissable. Nous ne ferons donc que mentionner le rôle de l'animation culturelle stricto-sensu, presque exclusivement concentrée à Yaoundé, où la vie artistique et théâtrale est très active, mais à usage exclusivement interne, et le rôle de la presse, éditée à Douala, Yaoundé et Nkongsamba en français, à Victoria et Kumba en langue anglaise, avec diffusion dans les seules grandes villes. Les cinémas sont également un phénomène strictement urbain : une demi-douzaine de salles (dont certaines de grand luxe) à Douala et Yaoundé, une ou deux (ventilées ou carrément en plein air) à Victoria, Kumba, Nkongsamba, Bafoussam, Garoua...

Il y a un monde entre les loisirs que propose la ville et ceux que peut offrir la campagne, et les premiers sont, à n'en pas douter, un élément important de l'attrait que les grandes cités exercent sur ces espaces ruraux où se généralise insidieusement l'idée que "la brousse" est un milieu défavorisé, attardé, invivable, où nulle promotion personnelle n'est possible, et que ses éléments les plus dynamiques ne songent qu'à quitter.

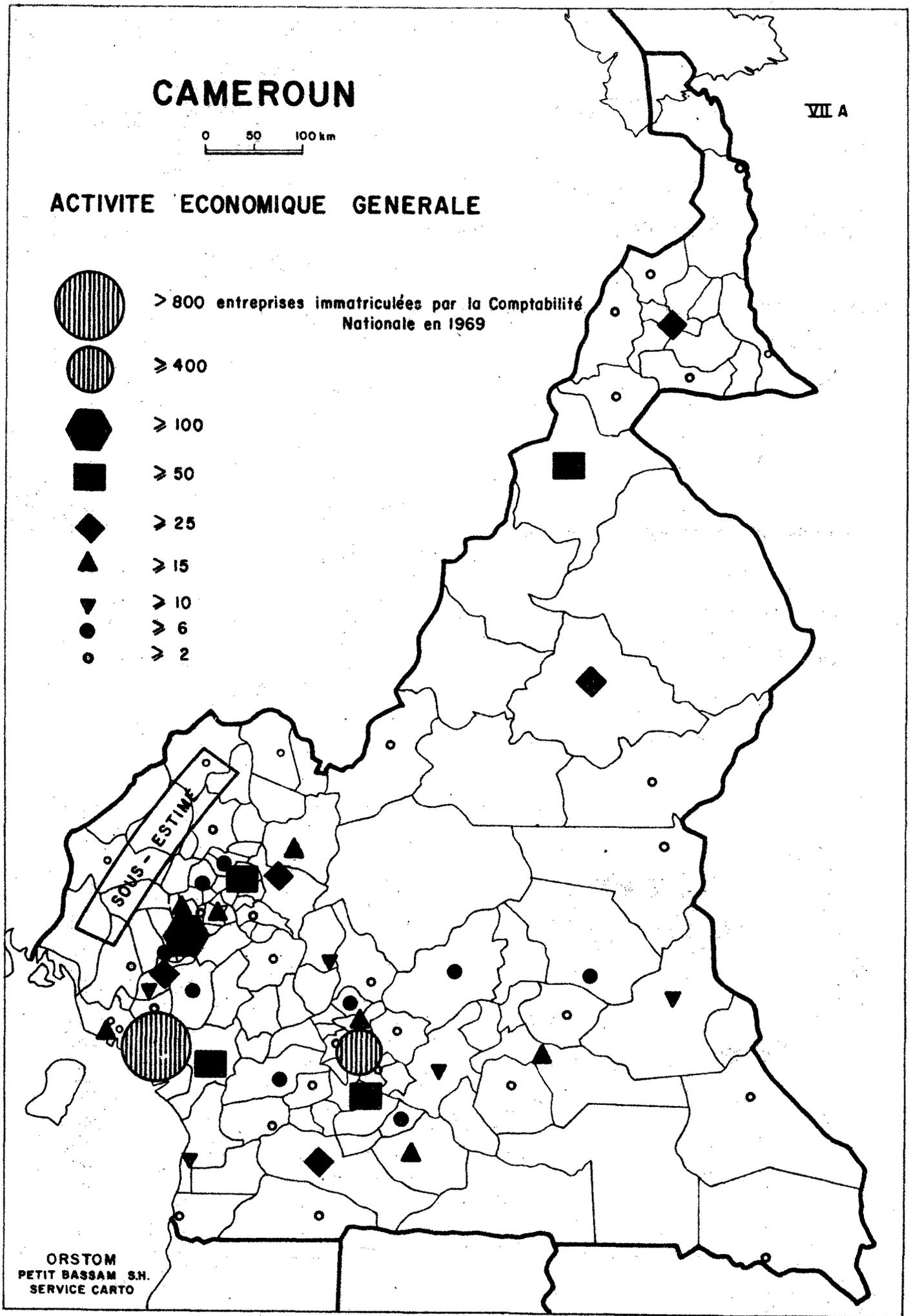
CAMEROUN

VII A



ACTIVITE ECONOMIQUE GENERALE

-  > 800 entreprises immatriculées par la Comptabilité Nationale en 1969
-  ≥ 400
-  ≥ 100
-  > 50
-  > 25
-  > 15
-  > 10
-  > 6
-  > 2



ORSTOM
PETIT BASSAM S.H.
SERVICE CARTO

CAMEROUN

VII B

0 50 100 km

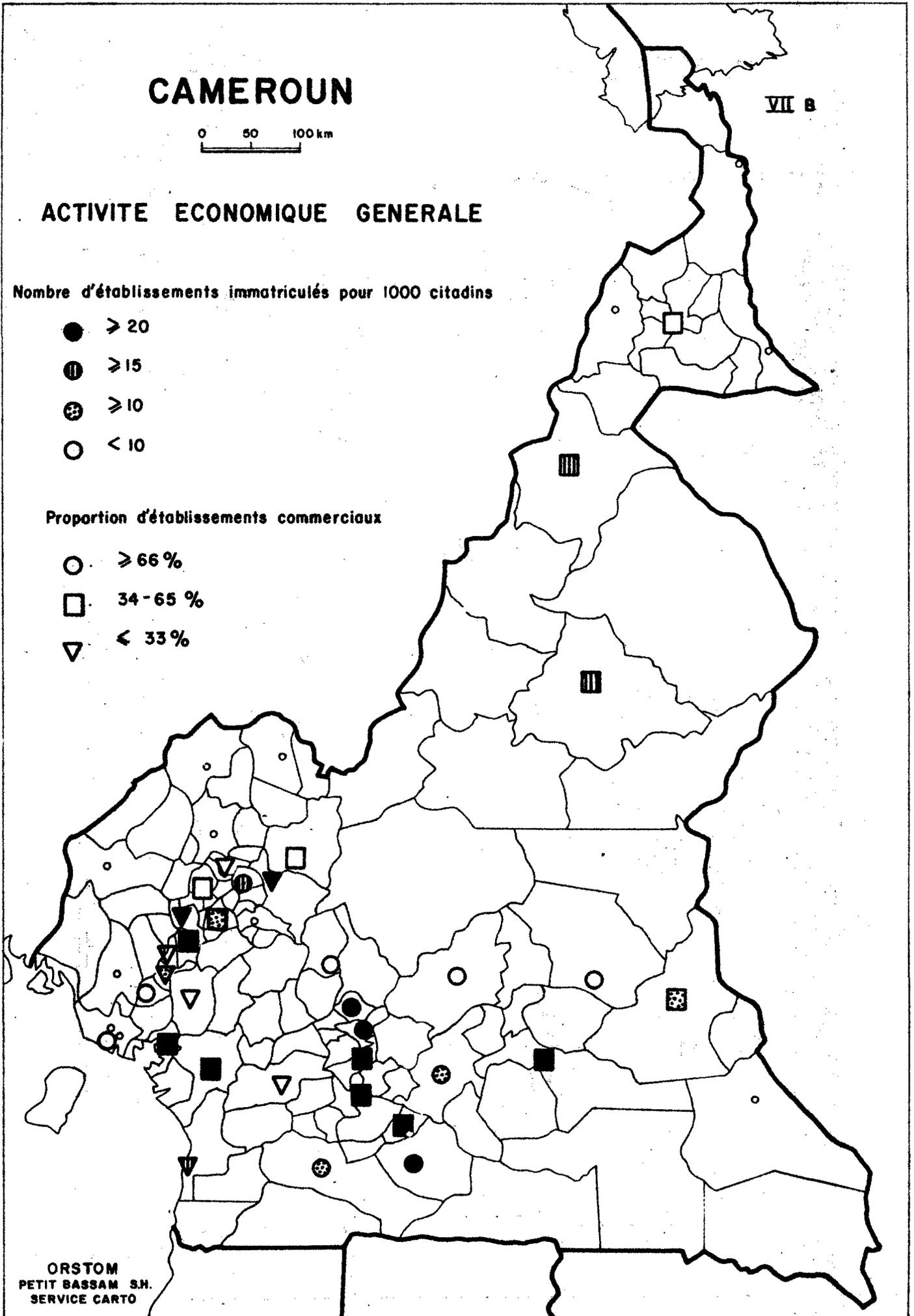
ACTIVITE ECONOMIQUE GENERALE

Nombre d'établissements immatriculés pour 1000 citadins

- > 20
- ⊙ ≥ 15
- ⊛ ≥ 10
- < 10

Proportion d'établissements commerciaux

- $\geq 66\%$
- $34-65\%$
- ▽ $< 33\%$



ACTIVITE ECONOMIQUE GENERALE

SOURCES : documents mécanographiques du Service Central de l'Informatique recensant les entreprises immatriculées par la Comptabilité Nationale.

*

* *

L'activité économique des villes est difficile à cerner avec précision. Pour cela, nous aurons recours à une série de documents de la Comptabilité Nationale, datés de novembre 1969, qui nous situent l'implantation de 2196 établissements économiques (agricoles, forestiers, industriels, commerciaux, etc...) appartenant à des firmes qui font au moins cinq millions de F. CFA de chiffre d'affaires annuel (1). Si précieuses que nous soient ces données, elles ne sont cependant pas parfaites, car une observation attentive montre de nombreuses discordances de détail entre les enregistrements officiels et la réalité concrète, qu'il s'agisse de firmes disparues restées inscrites ou de nouveaux établissements encore ignorés. Mais le plus gênant est la très grave sous-représentation du Cameroun Occidental (2) dont, jusqu'à l'unification complète de 1972, les statistiques ont toujours été défailtantes : seulement 33 établissements recensés (dont 22 à Victoria), pour la plupart d'ailleurs filiales d'entreprises "Orientales", ce qui n'est absolument pas significatif.

Néanmoins, pour le Cameroun Oriental, une classification très spectaculaire se dégage : Douala manifeste une prépondérance écrasante avec 875 établissements, soit 40 % du total, près du double de Yaoundé : 474 (22 %), huit fois le volume de Nkongsamba : 115 (5 %). Bien plus loin derrière apparaissent Bafoussam (64),

(1) En dessous de ce chiffre, c'est la catégorie de l'artisanat, dont le statut fiscal est celui de la patente - voir ci-dessous annexe I.

(2) N'oublions pas que l'unification économique officielle des deux Cameroun, avec la suppression des barrières douanières, ne remonte qu'à 1965-1966.

Garoua (60), Edéa (59) et Mbalmayo (53) ; un saut encore et nous trouvons, dans la trentaine d'unités, Ngaoundéré, Foubot, Loum - ces deux-ci grâce aux plantations qui les entourent - puis, dans les plus de vingt : Maroua, Ebolowa, Bafang, Obala, Sangmélina. Quatorze autres villes en comptent plus de 5 et vingt-quatre au moins 2, soit un total de 53 centres (Cameroun Occidental exclu), qui correspondent à toutes les villes de quelque importance, à l'exception de Yagoua. Mais, hormis les trois grandes cités du Nord, toutes les valeurs fortes se retrouvent autour de Yaoundé, dans la principale région cacaoyère (Abong Mbang seule dépasse les 15 unités dans l'Est) et surtout dans les provinces du Littoral et de l'Ouest - d'Edéa à Fouban - qui sont, comme chacun sait, la partie de loin la plus active du pays. De simples sous-préfectures, comme Foubot, Mélong, Loum, Mbanga... y font preuve d'une remarquable vitalité économique : il s'agit certes d'activités essentiellement rurales, mais ces petites villes ont centralisé à leur profit les transformations agro-industrielles (décorticage du café surtout) et les services que ces plantations induisent.

Nous disposons de données équivalentes pour le mois de janvier 1965. En cinq ans, le total des établissements immatriculés a augmenté de 12 %. Cet accroissement s'est essentiellement produit à Douala (117 unités supplémentaires, soit 16 % de plus), qui est ainsi passée de 38 à 40 % du total, et à Garoua (+ 15 %), ainsi que - dans une moindre mesure - à Yaoundé et à Bafoussam (+ 9 % et + 8 %) alors qu'Edéa stagnait et se voyait dépassée par Garoua, et que Nkongsamba connaissait un net recul (- 18 %, 25 établissements disparus), déclin qui a sévit aussi, mais de manière bien plus bénigne, à Loum, Ebolowa, Batouri et Yokadouma, qui ont chacune perdu quelques unités.

*

* *

Rapporter ces activités économiques à la population des villes où elles sont enregistrées nous dessine une image instructive des fonctions urbaines. Bien sûr, les très petites villes viennent en

tête : Abong Mbang, seul centre bien équipé de l'Est, Mélong, au coeur de la zone caféière, Zoétélé qu'entourent les exploitations forestières, doivent à leur taille dérisoire de compter plus de 30 établissements enregistrés pour 10 000 habitants ; mais parmi les grandes villes, on voit surtout se confirmer la puissance économique de Douala, Edéa et Mbalmayo (29 firmes pour 10 000 citoyens) devançant d'assez peu Yaoundé (26), Sangmélina (23) et Nkong-samba (21). Bafoussam, Garoua, Ngaoundéré, Kribi obtiennent un score honorable (de 15 à 20) ; Loum, Bafang, Ebolowa, Akonolinga, Batouri une valeur médiocre (moins de 15), tandis que Maroua, Foumban, Dschang, Bafia, Esèka, Nanga Eboko, Bertoua... font un total si faible qu'on peut dire que les activités économiques de type moderne n'ont guère compté dans leur urbanisation, ce qui n'a rien de bien étonnant de la part des villes des provinces du Nord et de l'Est, dont le retard dans l'évolution économique et sociale est une constante de l'organisation de l'espace camerounais, mais aussi des villes moyennes de l'Ouest et du Mungo où les métropoles régionales concentrent à leur profit le plus gros des activités de transformations et d'échanges.

*

* *

Enfin, précisons les caractéristiques économiques de nos villes en distinguant les services commerciaux (et assimilés : hôtellerie, banque, transports...) des activités agricoles, forestières ou industrielles. Sur nos 2200 établissements enregistrés, 59 % sont des entreprises commerciales. On retrouve cette valeur avec une remarquable constance dans les grandes villes : 61 % à Douala, 57 % à Yaoundé, 63 % à Nkongsamba, 60 % à Mbalmayo ; l'écart est à peine plus fort à Ngaoundéré : 65 % et à Garoua : 55 %, ou à Edéa : 49 %, ville où les entreprises agro-industrielles ont un certain poids. Bafoussam est une exception notable avec 81 % d'établissements de négoce, affirmant ainsi sa prépondérance commerciale sur l'Ouest, tout comme -dans une moindre mesure- Mbanga dans le Mungo central, alors que dans toutes les villes de ces régions côtières, jusqu'aux alentours de Yaoundé, ce sont

les autres activités : grosses plantations, chantiers forestiers, traitement des produits locaux d'exportation (en particulier le décorticage du café, très fréquent dans toutes les villes du Mungo), usines plus ou moins puissantes..., qui constituent l'essentiel du potentiel économique. A l'inverse, toutes les villes petites et moyennes situées dans les régions orientales et septentrionales n'ont pratiquement d'activités importantes que commerciales, (à l'exception des installations pour le traitement du tabac à Batouri et Bétaré Oya et du coton à Kaélé et Mora) car, dans ces régions, la production agricole d'exportation (cacao, café, tabac, arachide, coton...) est l'oeuvre de plantations familiales et reste loin en deçà du stade de la production industrielle.

*

* *

Annexe : LES PATENTES

Nous avons également obtenu des services mécanographiques un relevé des patentes par arrondissement -c'est à dire des entreprises commerciales et artisanales faisant moins de cinq millions CFA de chiffre d'affaires annuel - mais celui-ci est malheureusement assez incomplet : il nous manque des centres importants comme Ebolowa, Obala, Bafia, Nanga Eboko,... et surtout tout le Cameroun Occidental, qui obéissait alors à d'autres règles fiscales.

On peut néanmoins faire quelques observations significatives : sur une douzaine de milliers de patentes (mais ce chiffre n'est-il pas sous-évalué ?), Douala en regroupe 1152 (soit 4 pour 1000 habitants), ce qui est à peine supérieur aux 947 de Yaoundé (5 pour 1000 habitants) et aux 877 de Bafoussam (21 pour 1000 habitants) qui confirme ainsi son rôle commercial. Loum vient en quatrième position (576 patentes : 27 pour 1000 habitants), suivie de Nkongsamba, (576), Dschang (537), puis Maroua, Bafang, Edéa, Mbalmayo, Foumban, et en dessous des 300, Saa, Batouri, Manjo, Sangmélina, Foumbot, Mélong, Ngaoundéré, Abong Mbang...

On a donc là une classification originale - avec les réserves dues à ce que bon nombre des patentes correspondent à des activités situées dans les villages, en milieu rural - qui nous montre que la répartition du petit négoce n'est pas exactement celle du grand commerce (que la carte suivante va nous décrire). Derrière la primauté -faiblement marquée cette fois-ci des deux capitales, ce sont surtout le Mungo (près de 2000 patentes au total), et les départements de l'Ouest (plus de 1000 pour la Mifi, plus de 600 pour la Ménoua, le Haut Nkam et le Bamoun) qui témoignent d'une grande activité d'échanges. Mais dans les autres régions, dont la faible monétarisation n'attire pas (ou plus exactement : n'a pas pu conserver) les grandes compagnies modernes, le nombre élevé des patentes nous suggère un phénomène de relais (ou de substitution ?) par le petit négoce local dans des villes qui étaient il y a vingt ans d'importants centres commerciaux régionaux : Mbalmayo, Saa, Abong Mbang, Batouri, Ngaoundéré et surtout Maroua sont encore la base d'action de nombreux petits commerçants qui animent les marchés de brousse.

RAPPEL : LE ROLE DES INDUSTRIES ET DES
ACTIVITES D'AGRO-EXPORTATION.

Les industries du Cameroun (traitées en détail dans les planches XIII, XIV et XV de cet Atlas), caractéristiques d'une économie extravertie, c'est-à-dire dépendante du monde développé (1) pour ses capitaux, ses débouchés et sa technologie (accessoirement ses techniciens), présentent encore un caractère très incomplet. Deux catégories d'entreprises, seulement, sont bien représentées : les activités de transformation des matières premières locales - surtout agricoles (2) - en vue de l'exportation (ce sont les plus anciennes), et la fabrication sur place de biens naguère importés. Les industries travaillant pour les besoins des autres entreprises et celles valorisant les matériaux locaux pour le marché intérieur (coton, sucre, ciment) sont rares, celles qui exportent (3) des produits finis à peu près inexistantes.

-
- (1) De France essentiellement, d'où sont venus les deux-tiers des capitaux. Les entreprises camerounaises privées sont encore peu nombreuses, mais appelées à se développer assez vite, les Bamiléké commençant à investir dans l'industrie l'argent amassé dans le commerce et les transports. La spéculation immobilière à Douala (et secondairement à Yaoundé) serait naturellement un placement plus fructueux, mais les autochtones ont réussi à s'en garder le quasi-monopole, d'où le démarrage de l'industrie bamiléké à Douala dans les années 1970, avec aussi quelques investissements à Bafoussam, qui ont plus un caractère "social" (c'est-à-dire de recherche du prestige social) que de forte rentabilité.
 - (2) On peut inclure ici dans le raisonnement le secteur capitaliste de production agricole (grandes plantations et organismes de promotion d'un produit d'exportation, voir ci-dessous) et d'exploitation forestière, qui obéit à la même logique économique (financement, compétitivité, gestion rationnelle, perfectionnement technologique,...).
 - (3) Hors de l'U.D.E.A.C. (marché commun de l'Afrique Centrale), qui élargit l'espace commercial des firmes du Cameroun mais n'en diversifie guère le marché : elle ne représente que 6 % des échanges extérieurs du pays et n'a eu jusqu'ici guère de rôle sur la localisation des entreprises.

Qu'elles traitent une matière première importée ou exportable (1), les entreprises motrices ont donc une tendance irrésistible à s'agglutiner dans les ports, ou du moins dans celui ou ceux d'entre eux qui sont équipés de la manière la plus efficace (2). A ce principe de concentration s'en ajoute un second non moins puissant, l'économie d'échelle : un foyer industriel déjà actif et diversifié permet à une nouvelle entreprise de trouver sur place des fournisseurs (éventuellement des clients), des organismes gestionnaires de haut niveau (publicité, assurances, comptabilité...), une main d'oeuvre abondante et de qualification diversifiée, un marché d'autant plus vaste que la ville est plus grande.

C'est donc tout naturellement - et de très loin - Douala qui concentre l'essentiel des activités industrielles, avec une centaine d'entreprises, de toutes les branches : alimentaires (les plus importantes pour le chiffre d'affaires global), textiles (les premières par le volume de la main d'oeuvre), chimiques (pratiquement toute la chimie du pays), mécaniques lourdes et légères, constructions, traitement des produits d'exportation..., représentant au total 24 milliards de F. CFA. d'investissements, employant 15 000 salariés, réalisant un chiffre d'affaires total 30 milliards (3), soit environ les trois-quarts du potentiel national, en tout cas les firmes les plus importantes et la majorité des sièges sociaux (4). Symétriquement, mais à une échelle bien

(1) Sauf quelques unes traitées sur les lieux mêmes de la production (hévéa) ou à proximité (coton, huile de palme)...

(2) On sait que les transports maritimes sont beaucoup plus économiques que les transports continentaux, surtout pour les produits pondéreux. Rappelons qu'immobiliser un navire à quai coûte fort cher et que donc la sélection naturelle est très puissante en faveur des ports les mieux outillés. D'où une concentration massive et précoce, dont nous reparlerons plus loin **en analysant le rôle des divers types de transport.**

(3) En 1970. Le taux de croissance annuelle peut être estimé à 10 %.

(4) D'où un commandement vigoureux sur l'ensemble du pays, notamment par les réseaux de vente des firmes de la ville (BATA, SIPEC,...). Le groupe des BRASSERIES DU CAMEROUN dispose même d'une série d'usines (Yaoundé, Bafoussam, Ombé, Bamenda et Garoua) qui se répartissent les marchés régionaux.

inférieure, Victoria, secondée par la nouvelle zone industrielle d'Ombé, est le centre industriel portuaire du Cameroun Occidental (25 établissements, dont deux grosses usines textiles, 2800 ouvriers, 2,2 milliards de chiffre d'affaires) ; son faubourg de Bota est le siège de la CAMEROUN DEVELOPMENT CORPORATION, organisme d'Etat dirigeant la majorité des grandes plantations du Sud-Ouest.

Les autres villes ont un petit équipement industriel en rapport avec leur taille et le marché solvable qu'elles représentent. Nkongsamba, Bafoussam, Kumba, Bamenda, Ngaoundéré disposent ainsi d'une infrastructure minimale composée de petites entreprises alimentaires, d'imprimeries, de scieries et de fabriques de meubles, d'ateliers de mécanique ou de gros garages qui en font office... Elles fournissent à ces villes moyennes les prestations banales qu'il serait plus onéreux d'aller chercher ailleurs. Garoua cependant fait exception, car elle ajoute à cette panoplie commune un certain nombre de firmes d'envergure régionale (brasseries, travaux publics) et surtout d'importantes activités liées au coton local : deux usines d'égrenage, un complexe de filature-tissage (dont la production est ensuite imprimée à Douala, où se trouve le principal débouché), une toute récente fabrique de draps... Au total 1500 emplois et 2,5 milliards de chiffre d'affaires.

Yaoundé, de même, a été autant favorisée par sa fonction de capitale que par la masse de sa population et sa position au coeur de la zone cacaoyère : pour les firmes qui vivent des commandes de l'Etat, il est indispensables d'être à proximité immédiate des centres de décision. C'est pourquoi, à côté d'un équipement industriel assez complet (à l'exception de la chimie, absente, et de la métallurgie, mineure), Yaoundé a attiré de puissantes entreprises de construction et de travaux publics, qui font à peu près la moitié de ses 5000 salariés et de ses 10 milliards de chiffre d'affaires.

*
* *

L'essentiel des industries d'import-substitution se trouve donc à Douala. Il en est de même pour nombre d'entreprises conditionnant les produits locaux en vue de l'exportation. Mais naturellement beaucoup d'entre elles sont fixées par la force des choses sur les lieux mêmes de production, donnant parfois naissance à de petites villes. Ainsi les activités minières - peu importantes (1) car dans ce domaine le Cameroun n'est guère favorisé - sont-elles à l'origine des bourgades de Mayo Darlé (étain, presque épuisé), de Figuil (calcaire, en plein essor depuis la construction d'une cimenterie destinée à ravitailler le Nord et le Tchad) et de Bétaré Oya (or, épuisé depuis longtemps). La mise en exploitation du vaste gisement de bauxite de Minim-Martap, dont la mise en service du chemin de fer Transcamerounais va enfin rompre l'isolement, entrainera la création d'un centre important dont les administrations compétentes préparent déjà l'urbanisation (2).

De même, c'est l'énergie hydro-électrique du barrage de la Sanaga qui a provoqué, il y a vingt ans, l'implantation à Edéa d'un formidable complexe aluminurgique, longtemps le plus puissant d'Afrique, qui donne à la ville - où se trouvent par ailleurs d'importantes activités de traitement des produits agricoles et forestiers - le troisième rang national pour le chiffre d'affaires (7 milliards) et le quatrième pour le nombre de salariés (1700). Mais à vrai dire, l'usine ALUCAM, isolée sur une île du fleuve et disposant de tous les services sociaux sur place (logements, collège, hôpital, hôtel,...) n'a guère de rapports avec la ville : elle reçoit directement de Douala l'alumine importée de

(1) A la différence de la Nigéria, du Zaïre, de la Zambie... où les activités extractives ont fait surgir du sol des villes considérables.

(2) En se fondant sur l'estimation 1 salaire = 10 habitants, ce qui nous semble un peu fort : 1 pour 6 ou 7 paraît un maximum pour une ville sans fonctions régionales.

Guinée et lui réexpédie l'aluminium brut (1) et les tôles. Edéa -dont on a vu qu'elle a l'un des taux de croissance les plus faibles du pays- ne reçoit donc que les retombées des 700 salaires versés à une main d'oeuvre dont la moitié seulement est bassa : ALUCAM est bien plus un annexe de Douala qu'un pôle industriel autonome avec effets d'entraînement régionaux (2).

Les productions agricoles connaissent un sort varié, selon leur mode d'organisation et le fait qu'elles sont ou non transportables dans leur état initial. Ainsi le cacao (3), d'exploitation presque uniquement familiale, est-il tout simplement travaillé (beurre, chocolat...) à Yaoundé et à Douala, où le groupement commerçants et coopératives. Le café robusta, lui, est décortiqué dans les petites villes des régions productrices (Abong Mbang, Batouri, et surtout les cités moyennes du Mungo : Loum, Manjo, Mélong et bien sûr Nkongsamba) et c'est là l'un des éléments par lesquels ces villes étendent leur contrôle sur les campagnes avoisinantes (4).

Inversement, les grandes plantations de type industriel ont presque toujours leurs propres usines sur place et se contentent de transmettre directement leur production au port exportateur - c'est-à-dire Douala et Victoria (5). Bien que

-
- (1) Un quart de la production y est transformé pour le marché local (outillage, ustensiles ménagers,....)
 - (2) Cela pourrait se modifier avec la création projetée d'une grande usine de pâte à papier, qui exigerait un véritable réaménagement sylvicole de la région.
 - (3) A lui seul, rappelons-le, 28 % de la valeur totale des exportations, dont un cinquième après traitement sur place. Le café en représente 25 % (1971).
 - (4) Processus classique de la prise de domination sur la campagne par une ville et par sa classe dirigeante. Voir par exemple les régions viticoles (Languedoc, Bordelais) ou bien dans le Brésil du Nord-Est le rôle des "senhores de engenho" contrôlant indirectement toute la production sucrière en tenant le point de passage obligé qu'est le premier conditionnement industriel.
 - (5) Victoria reçoit par cabotage l'huile de palme des plantations du Ndian, de Mbongué-Lobé et des côtes occidentales du Mont Cameroun. Tiko a cessé toute activité en 1969.

fréquemment une petite fonction administrative leur ait été accolée (Mundemba, Ekundu Titi, Tombel, Dizangué...), elles restent, nous l'avons dit, un corps étranger à leur environnement régional. Une seule d'entre elles - la seule aussi à travailler pour le marché intérieur - évolue véritablement en petite ville : le complexe sucrier de Mbandjock, dont les 1200 travailleurs - non logés par la SOSUCAM - ont fondé d'eux-mêmes une bourgade, vite couronnée de l'habitude sous-préfecture (1). Sa situation sur la voie ferrée et la grande route, à 100 km de Yaoundé, a permis un vif développement des cultures vivrières pour le marché urbain, grâce notamment aux femmes des ouvriers.

Plus complexe, et plus importante pour la structure spatiale, est l'organisation des cultures familiales d'exportation encadrées par un organisme officiel de promotion, de transformation et de commercialisation : ainsi le riz du Mayo Danay (par le SEMRY), le café arabica - produit de haute valeur - des Grassfields (par la puissante UCCAO pour l'Ouest et son homologue de Bamenda pour le Nord-Ouest), le tabac de l'Est (SFCT) et surtout le coton du Nord (CFDT). Chacun de ces organismes dispose d'un réseau serré de moniteurs et de surveillants, de dépôts et centres de regroupement, et surtout d'usines pour conditionner la production : rizerie à Yagoua, triage électronique du café à Bafoussam, séchage du tabac à Bertoua, Bétaré Oya et surtout Batouri (avec de très gros effectifs de main d'oeuvre saisonnière). La CFDT est celle qui exerce l'emprise la plus autoritaire, tant sur la vie rurale du Nord que sur son développement urbain. Elle s'est implantée à Kaélé, il y a vingt ans, pour des raisons accidentelles de bon accueil de l'administration locale ; elle en fit donc sa capitale, avec ses bureaux, ses entrepôts, ses ateliers, sa plus grosse usine d'égrenage et son huilerie, fructueuse activité de récupération alimentaire des graines de coton : au total

(1) Les premières tentatives, en 1968-69, pour imposer à Mbandjock un urbanisme planifié - trop ambitieux - furent un échec retentissant, mais ce rejet des contraintes est loin d'avoir empêché la petite cité de prospérer.

un demi millier de salariés permanents et autant de saisonniers. Elle a par la suite élargi son champ d'action, implantant dans les années suivantes d'autres usines d'égrenage, plus petites, à Touboro (sud-est de l'arrondissement de Tcholliré), Garoua, Mora-Kourgui, puis Maroua et, ces derniers temps, d'autres établissements plus puissants, cette fois -notons-le - attirés par les grandes villes : Garoua, Maroua (qui a reçu aussi récemment la seconde huilerie) et en 1973, Guider.

Les bois, ont un sort varié (voir planche XVI de cet Atlas) : les industries de transformation et les bases fixes des chantiers sont souvent installées dans de petites villes : Yabassi, Edéa, Kribi, Esèka, Sangmélima..., (1), mais aussi parfois en pleine forêt, où elles font germer des bourgades, comme Badjob ou surtout Dimako, auxquelles l'abondance de constructions en bonnes planches donne un cachet urbain absent de bien des centres plus notables. Les implantations les plus puissantes et les plus élaborées (encore que Dimako dispose d'une usine de déroulage et d'une fabrique de liteaux ultra-modernes) sont cependant regroupées dans les grandes villes : Douala et Yaoundé, mais aussi dans deux petits centres spécialisés : Muyuka et surtout Mbalmayo, qui dispose même d'une usine de contre-plaqué.

Mais l'exploitation forestière est une activité prédatrice, donc passagère, et son interruption peut être une catastrophe pour des régions que les investissements imposés par les cahiers de charge aux entreprises avaient temporairement vivifiées. Il en est de même pour les villes et Esèka en a fait la cruelle expérience. Dans la dernière décennie coloniale y fonctionnait une énorme usine de préfabriqués qui drainait des matières premières de toute l'Afrique Centrale. Les bouleversements douaniers consécutifs aux indépendances et un incendie la firent

(1) Souvent en fait à la périphérie de ces villes, à prudente distance de leurs tentations et de leurs délégués syndicaux... (d'où, naturellement, peu d'effets d'entraînement urbains).

brutalement fermer en 1960, sans qu'aucune autre activité ne vînt compenser la perte catastrophique de mille salaires d'un seul coup. Et ce qui restait d'activités forestières sur place s'en éloigne progressivement en glissant vers la mer, à travers les forêts intactes du Nyong inférieur, abandonnant Esèka à sa torpeur.

*

* *

Récapitulons le poids de l'industrie dans les villes par un critère très simple : le nombre d'ouvriers pour 100 citoyens. Ce chiffre dépasse les 80 pour Victoria et Edéa (mais on a vu pour cette dernière que sa plus puissante entreprise - 40 % de sa main d'oeuvre - lui est fort étrangère), atteint les 60 à Kaélé : ce sont les trois seules "villes industrielles". On ne compte que 50 ouvriers pour 1000 habitants à Douala, 45 à Garoua et Muyuka, 35 à Mbalmayo, à peine 30 à Yaoundé, ce qui est peu, enfin moins de 20 à Nkongsamba et Bafoussam, valeur insignifiante.

*

* *

Les industries ont donc un assez faible pouvoir urbanisant : elles ont tendance à suivre le développement des villes plutôt qu'à le provoquer, quitte à faire boule de neige dans les plus vastes métropoles. C'est que ces entreprises, pour la plupart très mal articulées entre elles, n'ont guère d'effets induits que par les salaires distribués.

Seules celles qui participent à la valorisation d'une ressource régionale en organisant sa production sont autre chose que des flots de modernisme sans rapports avec l'espace environnant.

*

* *

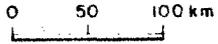
L'artisanat urbain est un secteur très mal connu, car composé d'éléments si ténus qu'ils échappent aux mailles de tous les filets statistiques. Un recensement exhaustif de la ville

de Lomé par Mme E. ANTHEAUME (1) en dénombrait environ 3500, pour une population urbaine de 160 000 habitants. On peut donc estimer très grossièrement que Yaoundé en compte à peu près autant et Douala le double, ce qui n'a rien de négligeable dans l'éventail d'emplois qu'offrent les grandes villes.

(1) D.E.S. de Géographie (Nanterre 1970) - ORSTOM Lomé 1973.

CAMEROUN

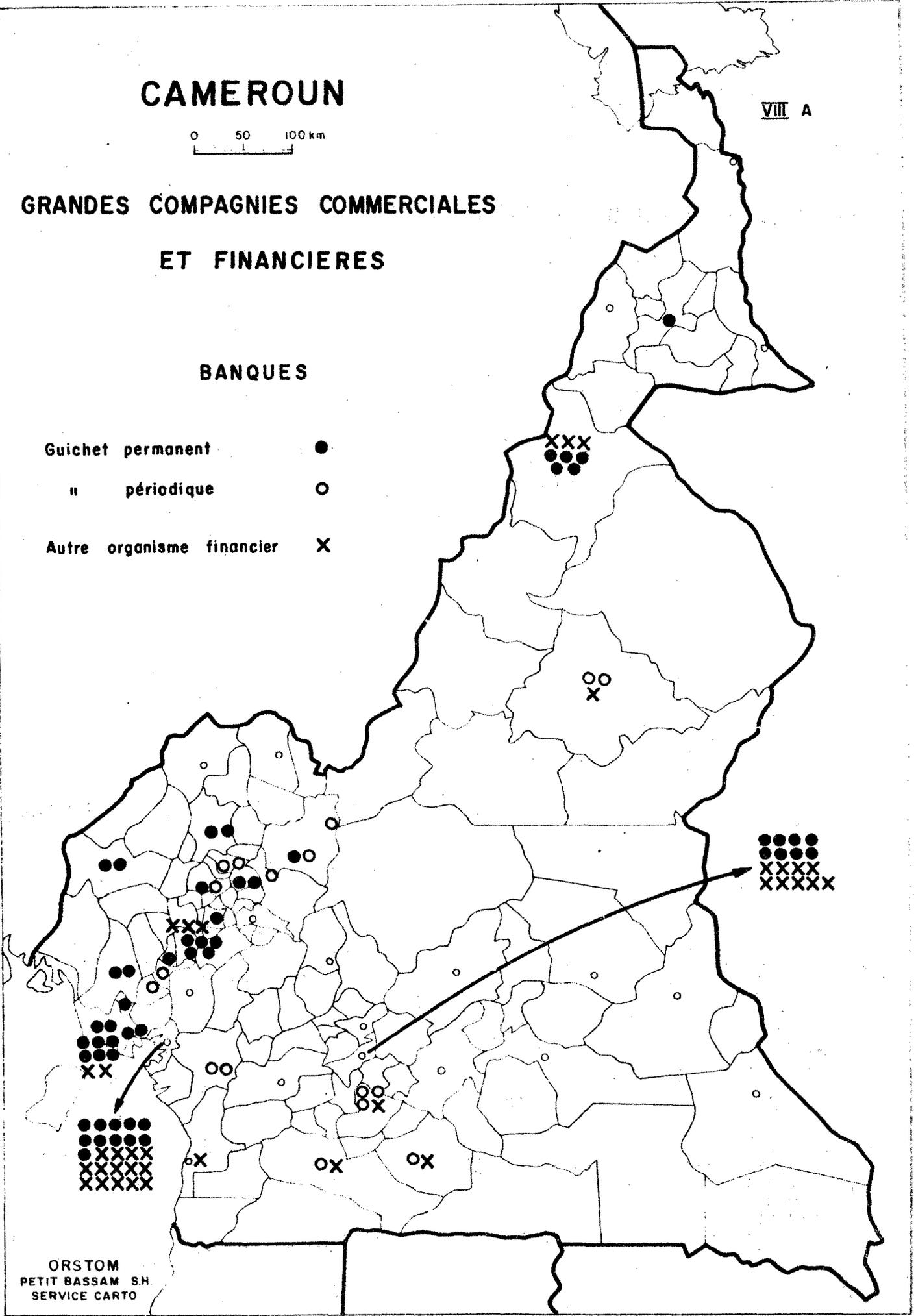
VIII A



GRANDES COMPAGNIES COMMERCIALES ET FINANCIERES

BANQUES

- Guichet permanent ●
- „ périodique ○
- Autre organisme financier X



ORSTOM
PETIT BASSAM S.H.
SERVICE CARTO

CAMEROUN

VIII B

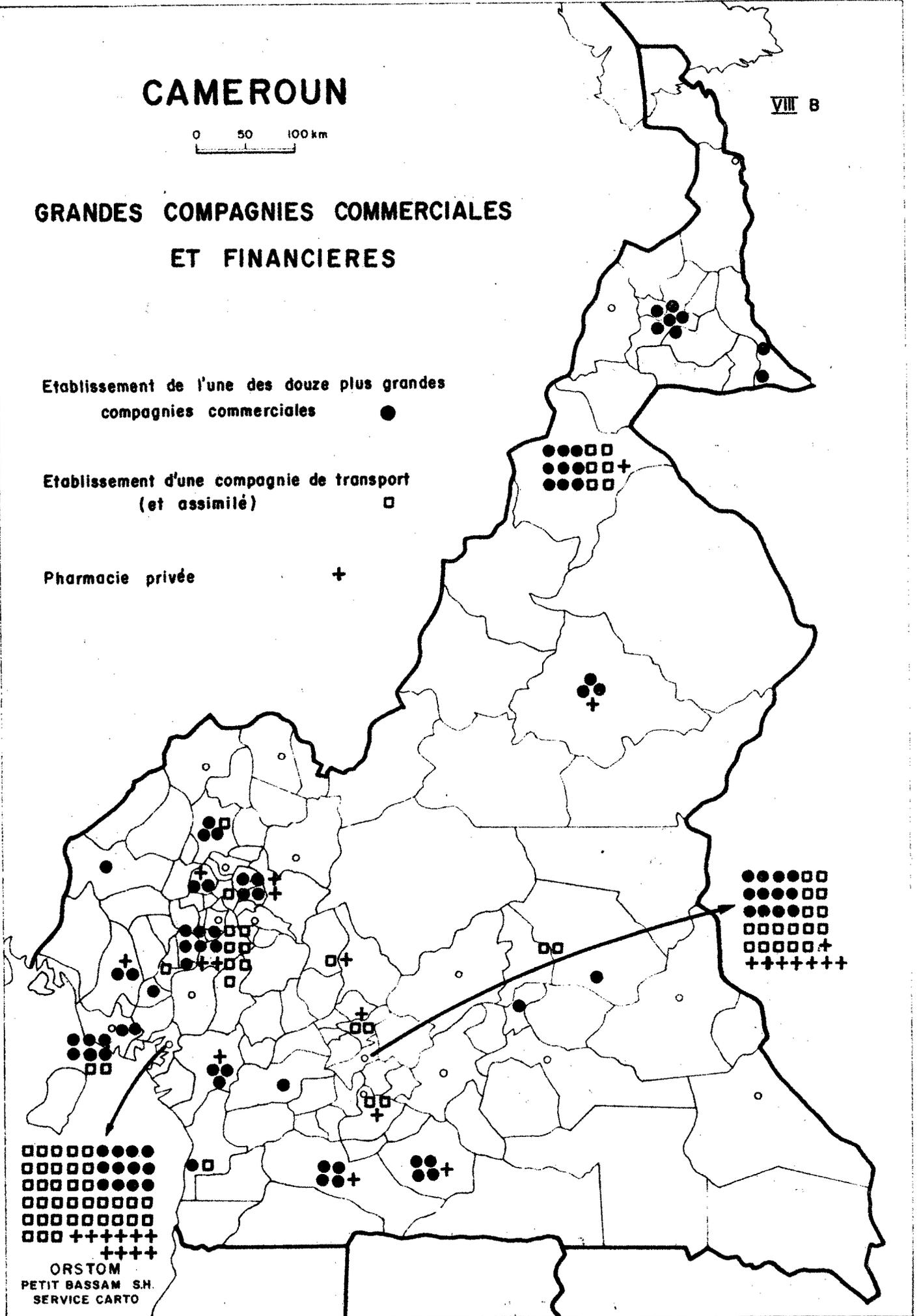
0 50 100 km

GRANDES COMPAGNIES COMMERCIALES ET FINANCIERES

Etablissement de l'une des douze plus grandes
compagnies commerciales ●

Etablissement d'une compagnie de transport
(et assimilé) □

Pharmacie privée +



GRANDES COMPAGNIES COMMERCIALES ET FINANCIERES

SOURCES : Enquête auprès des firmes elles-mêmes.

Après le schéma d'ensemble que nous venons de brosser, il est temps de mieux caractériser les "places" commerciales et financières qui structurent effectivement l'espace camerounais, en ne prenant en considération cette fois-ci que les implantations des entreprises les plus puissantes, donc les plus significatives.

Nous avons retenu sur cette carte la localisation :

- des agences (permanentes ou périodiques) des banques (six banques privées, par ordre de nombre d'agences décroissant : BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE AU CAMEROUN (1), SOCIETE CAMEROUNAISE DE BANQUE, BANQUE INTERNATIONALE POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST, SOCIETE GENERALE DE BANQUES AU CAMEROUN, BANK OF WEST AFRICA, BANQUE COMMERCIALE AFRICAINE et trois institutions d'Etat : BANQUE CENTRALE, BANQUE CAMEROUNAISE DE DEVELOPEMENT et, pour le Cameroun anglophone, CAMEROON BANK Ltd) ;
- des autres organismes financiers : une quinzaine d'établissements de crédits, de cabinets fiscaux ou comptables, d'agences immobilières, des sociétés d'assurances... ;
- des services de transport terrestres, aériens et maritimes : transitaires, transporteurs routiers, agences des grandes compagnies étrangères, ravitaillement, entretien et remorquages de navire,... mais sur les trente-six firmes recensées, une demi-douzaine seulement sont vraiment importantes ;
- des douze plus puissantes compagnies commerciales (2) : les deux géants R. et W. KING et COMPAGNIE COMMERCIALE HOLLANDO-AFRICAINE, les huit grandes compagnies plus ou moins spécialisées dans la

(1) Qui a hérité de l'important réseau au Cameroun Occidental de la vieille BARCLAYS, devenue son associée.

(2) On n'a compté que pour une seule implantation les villes où une même compagnie utilise plusieurs points de vente ou d'achat.

collecte des "produits" (sous-entendu : locaux) et la diffusion des "marchandises" (sous-entendu : manufacturées) : PATERSON-ZOCHONIS, SCOA, CFAO, SHO, SOUDANAISE, UNION TRADING CAMEROUN et la compagnie nationale SONAC (1), enfin les réseaux de distribution de deux sociétés industrielles : les BRASSERIES DU CAMEROUN et les chaussures BATA ;

- finalement, des pharmacies privées inscrites à l'Ordre des pharmacies (2), qui témoignent par leur présence d'un marché solvable important, car, bien qu'il ne s'agisse que d'une activité marginale, elles brassent des chiffres d'affaires considérables.

Douala vient naturellement en tête, avec 83 implantations (sur un total de 298, donc 28 %) : toutes les banques, et depuis longtemps (3), certaines étant plusieurs fois représentées, tous les organismes financiers, toutes les grandes compagnies commerciales, le plus grand nombre des transporteurs, dix pharmaciens sur trente-deux. Evidemment, la grande majorité des sièges sociaux ou des directions s'y regroupent, avec généralement une représentation à Yaoundé (quand le siège social est à Yaoundé - SONAC, SCB, SGBC - il y a bien sûr toujours une délégation à Douala).

-
- (1) Supprimée -pour cause de déficit chronique- en 1972. Elle était la seule grande société commerciale à desservir Kribi, Mamfé, Yagoua, Guibi et Nguélémendouka. Rappelons que les autres compagnies sont françaises, anglaises (KING, PZ, UTC) ou hollandaises (CCHA).
 - (2) Peut-être y a-t-il à nouveau sous-évaluation du Cameroun Occidental, en particulier à Victoria. Dans les autres villes, les médicaments sont distribués par les dépôts des hôpitaux.
 - (3) Sauf la Cameroon Bank. La première banque implantée au Cameroun, la BAO, noyau de l'actuelle BIAO, le fut à Douala en 1921 ; la BCA s'y installe en 1924, la BNCI -future BICIC- en 1944. Yaoundé attendra 1944 (BCA) puis 1947 (BAO), Nkongsamba 1948 (BAO). En 1960, Douala et Yaoundé comptaient chacune 5 banques, Nkongsamba 3, Dschang, Edéa et Garoua 2.

Yaoundé ne compte que 54 présences (18 %), les contractions les plus sensibles se faisant dans le domaine des finances : (8 banques au lieu de 11 -ce sont les "anglophones" qui manquent-, 9 autres organismes au lieu de 14), et surtout des transports (17 firmes contre 36), mais ce sont toujours les compagnies les plus importantes qui s'y sont installées, comme nos douze sociétés commerciales, ainsi que huit pharmacies.

Nkongsamba (27) et Garoua (24), puis Victoria (16) suivent d'assez loin. Toutes ont 5 ou 6 banques -toujours permanentes-, 2 ou 3 assurances ou autres organismes financiers, une dizaine des grandes compagnies commerciales (6 seulement à Victoria, moins intégrée dans les réseaux "Orientaux"), une ou deux pharmacies. Bafoussam fait encore bonne figure avec 9 implantations, suivie (à 7) de Maroua, Ngaoundéré, Mbalmayo, Ebolowa, Sangmélina, puis (à 6) Bamenda et Edéa ; Dschang, Kumba, Tiko sont encore notables avec 4 ou 5 présences.

Nous avons postulé que tous ces établissements étaient égaux. En fait, plus la ville est importante, plus l'activité de l'agence est considérable et, naturellement, plus l'équipement de celle-ci est développé. Si nous comptabilisons le personnel employé par les quarante plus grandes firmes commerciales et financières, nous voyons que sur un total de 9300 agents, 5600 sont employés à Douala, soit 61 % (dont 1600 pour les deux plus gros transitaires) et 2200 à Yaoundé (24 %). Les autres centres n'ont que des effectifs bien moindres : 450 à Nkongsamba, 350 à Garoua, 320 à Victoria, une centaine à Mbalmayo, Bamenda, Bafoussam et Bélabo (toujours les transitaires), une soixantaine à Kumba et Ebolowa, une quarantaine à Maroua et Sangmélina, 25 à Edéa, moins de 20 partout ailleurs, ce qui nous donne une image plus réaliste du rapport de force entre les villes.

*

* *

L'assiette de nos différents secteurs n'est pas toujours la même. Ainsi les banques sont-elles, à l'exception de Garoua et de Yaoundé, essentiellement regroupées dans l'axe Wouri-Grassfields, de Douala et Victoria à Bamenda et Foumban, avec de

nombreux bureaux isolés dans d'assez petites villes (permanents à Muyuka, Loum, Bafang, Fouban, périodiques à Mbanga, Penja, Mbouda, Foubot, Magba,...) qui témoignent de l'importance de la monétarisation dans cette riche région de plantations, de commerce et de transports (1). A l'inverse, dans le Cameroun des Forêts, seule Yaoundé dispose de guichets permanents : ceux de Mbalmayo, Sangmélina, Ebolowa et Edéa n'ont qu'une activité hebdomadaire, mais surtout saisonnière, lors de la récolte du cacao, qui est de loin la principale source d'argent liquide de ces contrées (2). Quant aux autres organismes financiers, bien que plus médiocrement dispersés, on en trouve trace dans presque toutes les villes importantes.

Les établissements de transports sont largement distribués dans les villes moyennes, les ports : Victoria et Kribi, les têtes de chemin de fer : Nkongsamba, Mbalmayo, Bélabo, les grands carrefours : Garoua, Loum, et même Obala... Mais on aura remarqué leur faiblesse à Bafoussam et à Bamenda, leur absence dans tout le Nord en dehors de Garoua, les grassfields en général, dans les villes du Sud et de l'Est : Ebolowa, Sangmélina, Bertoua... Il s'agit là de villes fortement "dominées" puisqu'elles n'ont aucun contrôle sur leur propre desserte, qu'elles sont obligées de faire appel à plus importante qu'elles pour entrer en contact avec le monde extérieur : même d'importants points de passage, comme Ngaoundéré ou Bertoua, ou des villes qui sont connues comme centre de redistribution, comme Maroua, n'ont sur ce plan aucune autonomie et dépendent des quatre grands "noeuds" de la vie de relation : Douala, Yaoundé, Nkongsamba et Garoua.

Les pharmacies privées se regroupent toutes -en dehors de Garoua et Ngaoundéré- dans la partie sud-occidentale du pays, la seule bien intégrée aux activités modernes.

-
- (1) Depuis, de 1971 à 1973, ce réseau s'est encore enrichi par le renforcement de l'équipement bancaire de Nkongsamba, Bafoussam, Bafang, Foubot, Penja et Kumba, et de nouvelles implantations à Mélong, Kékem et Bansa.
 - (2) Le réseau du Centre s'est lui aussi amélioré par l'installation d'agences à Sangmélina, Monatélé, Bafia et -première de l'Est-Bertoua.

Quant aux compagnies commerciales, les plus largement dispersées, elles attirent l'attention par leur faible implantation dans deux zones un peu inattendues à première vue : d'une part la région du Mungo et des Grassfields (en dehors de Nkong-samba et secondairement de Bafoussam) : 3 présences à Bamenda, 2 à Dschang et à Kumba, 1 à Mbanga... - c'est que le petit commerce local y est si puissant qu'il leur rend la vie difficile, alors que dans toutes les autres villes ce sont elles qui tiennent la haut du pavé (d'où leur importance à Maroua, Ngaoundéré, Sangmélina, Ebolowa, Edéa...) ; d'autre part les villes toutes proches de Yaoundé : Mbalmayo et Obala (1), où leur absence complète est pour nous la première illustration visible de la concurrence économique que se font les villes, phénomène qui entraîne une perpétuelle évolution du réseau commercial, comme nous allons maintenant le montrer.

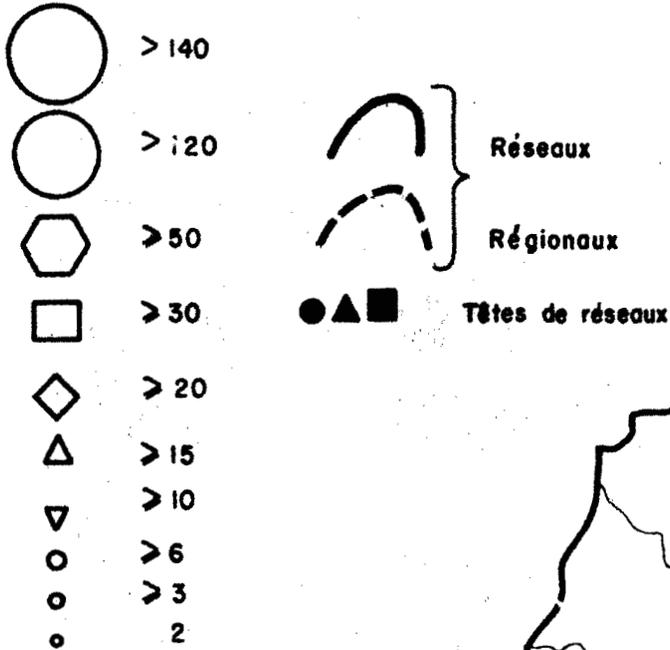
(1) Le cas de Bafia, qui dispose d'un important commerce grec et libanais, se rapproche plutôt de celui des villes de l'Ouest.

CAMEROUN

IX A

EVOLUTION DU RESEAU COMMERCIAL

NOMBRE D'ETABLISSEMENTS DES SOCIETES COMMERCIALES A SUCCURSALES MULTIPLES



Têtes des réseaux

- 1 GAROUA
- 2 NKONGSAMBA
- 3 BAFOUSSAM
- 4 OBALA
- 5 MBALMAYO
- 6 AKONOLINGA
- 7 ABONG MBANG
- 8 KRIBI
- 9 VICTORIA
- 10 KUMBA
- 11 BAMENDA

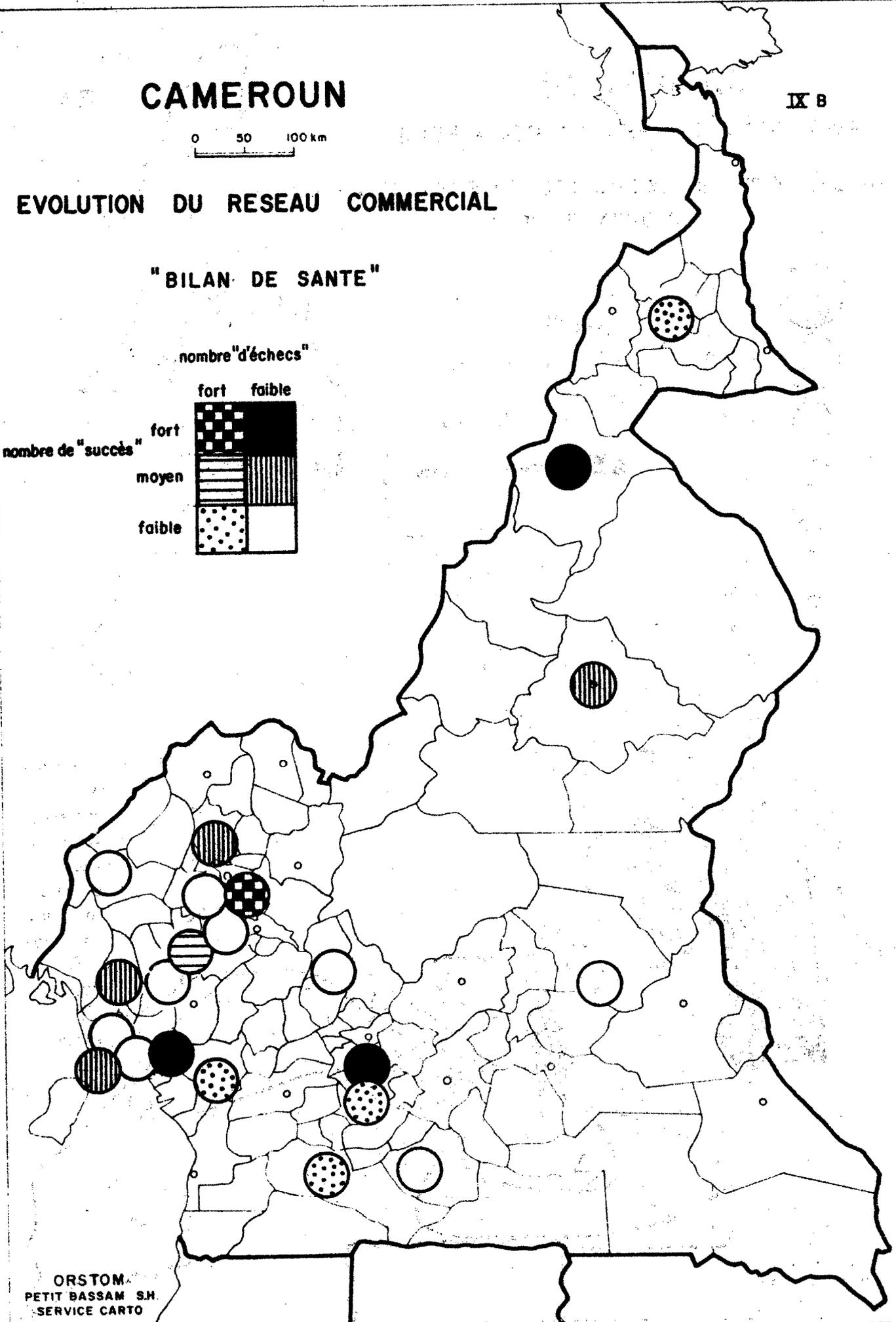
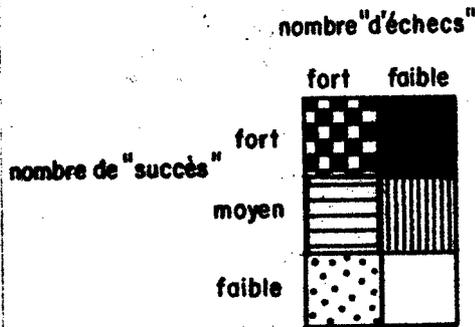
CAMEROUN

IX B

0 50 100 km

EVOLUTION DU RESEAU COMMERCIAL

"BILAN DE SANTE"



CAMEROUN

0 50 100 km

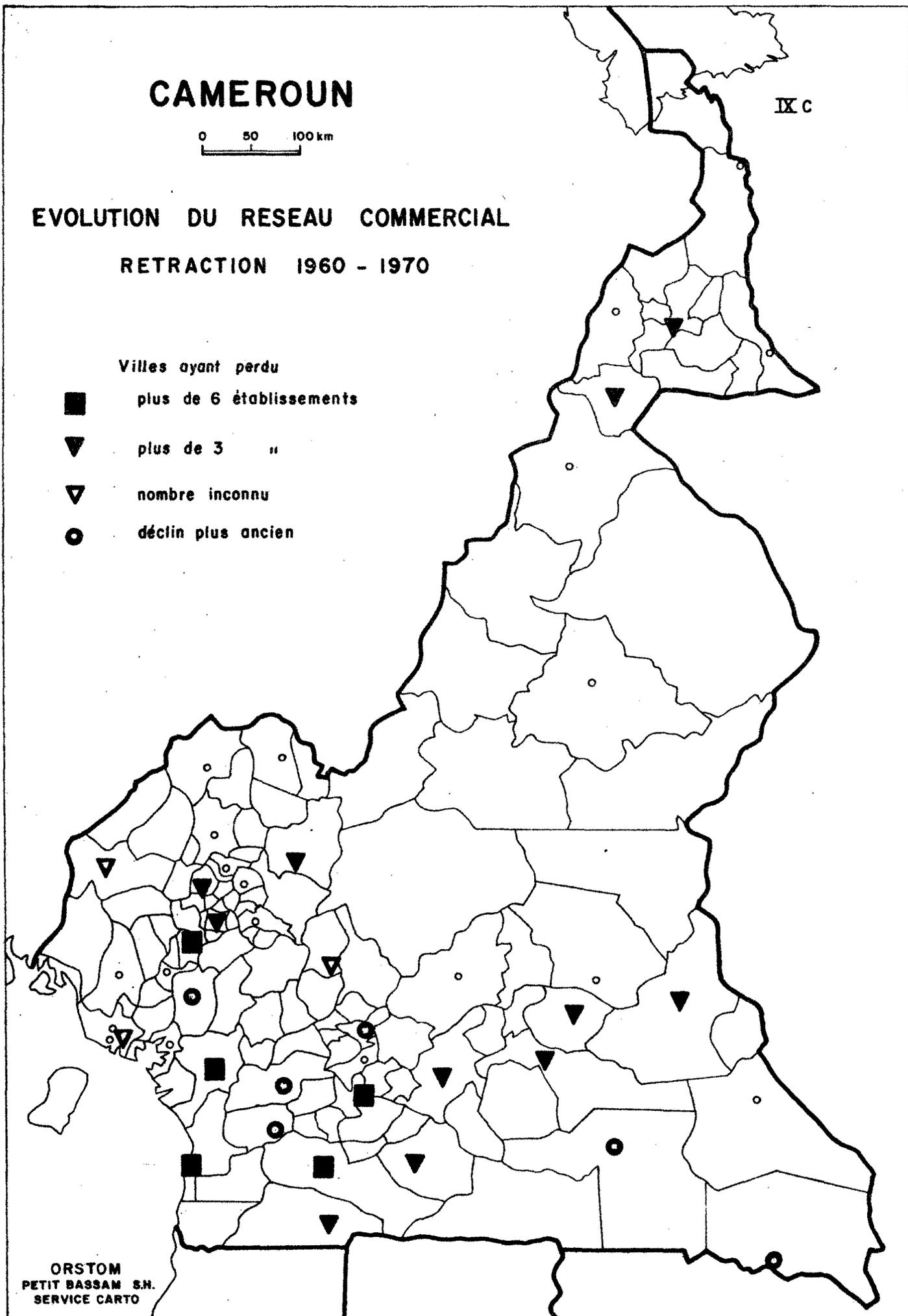
IX c

EVOLUTION DU RESEAU COMMERCIAL

RETRACTION 1960 - 1970

Villes ayant perdu

- plus de 6 établissements
- ▼ plus de 3 " "
- ▽ nombre inconnu
- déclin plus ancien



LE RESEAU COMMERCIAL ET SON EVOLUTION

SOURCES : Comme les deux cartes précédentes.

L'analyse des implantations des grandes compagnies commerciales et financières a fait ressortir avec vigueur la prééminence économique des métropoles, mais elle nivelle de façon un peu brutale la spécificité des villes plus petites. Pour mieux caractériser celles-ci, il nous faut changer d'échelle et descendre au niveau des firmes d'importance moyenne que nous définirons comme celles qui ont en plus de leur siège principal une ou plusieurs succursales dans d'autres villes, c'est-à-dire atteignant un niveau d'organisation plus élaboré -et pour nous bien plus significatif- que les négociants à implantation unique, même si le chiffre d'affaires réalisé n'est pas bien considérable.

177 sociétés commerciales (y compris les douze grandes firmes de distribution décrites dans la carte précédente) et 18 organismes financiers totalisent donc 582 établissements à travers le pays.

Comme d'habitude, Douala et Yaoundé viennent loin en tête : respectivement 143 et 127 implantations (soit 24 % et 22 % du total). L'écart entre les deux villes est assez faible car, sur les quelques 130 de ces firmes installées dans l'une des deux métropoles, une centaine ont un pied dans l'autre. Toujours en troisième position, Nkongsamba totalise 53 filiales : Garoua (36), Victoria (35) et Bafoussam (33) forment un niveau intermédiaire bien typé, qui précède nettement le stade inférieur de Mbalmayo (25), Bamenda (20), Kumba (18), Ebolowa, Maroua... Treize autres villes dépassent les 5 implantations et dix-huit en ont au moins deux. Malgré la concentration des fortes valeurs (sauf Garoua) dans le sud-ouest du pays, nous observons tout de même (au moins plus que sur la carte précédente) une répartition spatiale relativement régulière, à l'exception bien sûr des zones sous-peuplées du sud-est et des plaines et plateaux entre Sanaga et Bénoué.

*

* * *

A côté des entreprises d'envergure nationale, dont les directions se trouvent toujours à Douala ou (plus rarement) à Yaoundé, existent près de quatre-vingts firmes d'importance régionale dont une cinquantaine ont leur siège dans une ville moyenne et ne rayonnent que sur les départements voisins. Une quinzaine de ces compagnies d'importance secondaire sont présentes à Douala mais pas à Yaoundé ; dans ce cas, leurs succursales se trouvent essentiellement à Nkongsamba et dans les villes moyennes du Mungo : Mbanga et Loum, dans les principaux centres de l'Ouest : Bafang, Dschang, Bafoussam, à Edéa et, plus rarement, à Victoria, Tiko et Kumba (mais ces implantations inter-Etats ont tendance à se multiplier). Un nombre à peu près égal de firmes sont installées à Yaoundé mais pas à Douala ; leurs filiales se rencontrent alors surtout dans le Centre : Mbalmayo, Essé, Obala, Saa, Bafia..., l'Est : Bertoua, Batouri, un peu le Nord ; Garoua, Maroua, et aussi l'Ouest : Bafoussam, Nkongsamba -mais dans ce cas, il s'agit de chaînes commerciales bamiléké et non d'une véritable attraction de Yaoundé, car cette région, comme tout l'espace situé à l'Ouest d'une ligne Banyo-Bafia-Esèka-Kribi, relève de l'influence dominante de Douala, le reste du pays dépendant, avec des intensités bien moindres, de l'action de Yaoundé.

A côté ou à l'intérieur de ces zones d'influence régionale des deux grandes métropoles, d'autres structurations de l'espace sont décelables autour des villes moyennes. C'est en particulier le cas du Cameroun Occidental, où une dizaine de firmes (mais bien d'autres ont échappé à nos recensements) établissent un réseau fortement charpenté entre Victoria, Kumba et Bamenda, avec des points d'appui secondaires à Buéa, Tiko, Manfé et Kumbo. Ce système commercial se caractérise d'une part par son autonomie vis à vis des activités du Cameroun Oriental (du moins dans les années 1960), d'autre part par le relatif équilibre entre ses trois pôles : si Victoria est en position dominante grâce à ses fonctions portuaires et industrielles, Kumba et

surtout Bamenda gardent une indiscutable autonomie régionale, découpant l'Etat en trois zones qui, toutes, entrent lentement dans l'orbite de Douala.

Grâce à l'énorme distance (1200 km par la route entre Yaoundé et Garoua), le Nord conserve aussi une organisation particulière, centrée sur Garoua, dont le champ d'action (moins actif que ceux du Sud, évidemment) s'étend avec autorité jusqu'à Mokolo, Maroua, Kaélé et aussi -de façon occulte- sur l'extrême-ouest du Tchad : Léré, Pala, voire même Moundou. L'Adamaoua quant à lui, assez bien structuré autour de Ngaoundéré, forme une marche frontière entre Nord et Sud. Nkongsamba, qui vit dans l'ombre de Douala, a de la peine à se tailler un espace autonome : le rayon d'action de ses entreprises commerciales ne descend guère sur le Moyen Mungo au delà de Manjo, mais il conserve une certaine influence sur le pays bamiléké (Bafang, Bafoussam) et la région de Foumbot, dont la gare de Nkongsamba a toujours été l'exutoire essentiel. Bafoussam, appuyé sur Bafang, lui a ravi le rôle de métropole des Grassfields francophones, et pousse ses tentacules jusqu'à NdiKiniméki, Nkongsamba et même, furtivement, Banyo ; son influence contrebalance celle de Nkongsamba à Dschang, Bafang et Bangangté.

Autour de Yaoundé s'étendent des zones d'influences dont la forme est, de façon remarquablement typique, celle de "queue de comète" se déployant à l'ombre des villes moyennes : les firmes d'Obala rayonnent sur Saa, Ntui, Bafia, Nanga Eboko, celles d'Akonolinga sur Ayos, Nguélémendouka, Méssanéna, celles -assez nombreuses- de Mbalmayo sur Akono, Ngomédzap, Ebolowa, Sangmélina, Zoétélé et -accident lié à l'axe que représente la vallée du Nyong- Akonolinga. Plus à l'est, Abong Mbang tient encore la tête d'un petit réseau qui connut ses heures de gloire entre les deux guerres mondiales : Akonolinga, Doumé, Bertoua, Batouri, Yokadouma, mais il s'agit de bien petites entreprises qui ne pèsent guère devant l'attraction de Yaoundé et ne font en aucun cas d'Abong Mbang une "capitale régionale". Kribi, enfin, qui n'est plus que l'ombre de la grande plaque tournante commerciale qu'elle fut à

l'époque allemande et au début de la période française (1), garde encore une influence régionale certaine grâce à une entreprise commerciale unique mais fort puissante : les Etablissements A. KRITIKOS, dont les camions desservent tout le Sud, jusqu'à Mbalmayo, Zoétéélé, Sangmélima, Djoum, Ambam. Cette aire d'action coïncide d'ailleurs avec celle des entreprises forestières installées à Kribi, mais on a le sentiment, devant ce vaste bassin commercial d'un aussi petit port, d'être en face d'un anachronisme (2).

*

* *

C'est à des exemples comme ceux-ci que l'on se rend compte qu'une description statique des réseaux commerciaux est insuffisante et qu'il est nécessaire d'essayer d'appréhender le mouvement qui les maintient en perpétuelle évolution. En effet, à l'inverse des implantations administratives, dont nous avons vu la grande stabilité, l'organisation économique du secteur privé est extrêmement sensible aux variations de la conjoncture : qu'un "boom" advienne sur un produit d'exportation, ou au contraire qu'une modification du marché ôte toute valeur spéculative à une activité locale, et le réseau commercial, très vite, en tirera les conséquences, se renforcera ou s'étiolera, car, ne l'oublions pas, il s'agit le plus souvent de compagnies étrangères (au pays ou à la région) qui n'ont aucune raison sentimentale ou politique d'y rester sans bénéfices.

Ainsi l'Est, aujourd'hui fort délaissé, connut ses heures de fortune quand le caoutchouc sauvage extrait de ses forêts rapportait de fortes sommes pour de faibles volumes ;

(1) C'est à Kribi que s'est installé, en 1925, le premier établissement de la CCHA, qui n'y est plus représentée aujourd'hui : jusqu'à l'Indépendance, Kribi desservait largement l'extrême-nord du Gabon.

(2) D'autres influences peuvent être décelées : d'Ebolowa sur Ambam et Lolodorf, d'Esèka sur Makak, de Bafoussam sur Banyo, de Maroua sur Mokolo... mais leur observation ne repose que sur une ou deux petites entreprises.

mais quand vint la concurrence des plantations d'hévéas, les prix s'effondrèrent (1) ; on s'efforça de relancer l'activité de la région par le café, puis le tabac (entraînant d'ailleurs un déplacement du centre d'activité de la zone Lomié-Yokadouma-Moloundou vers les marges de la forêt : Abong Mbang-Bertoua-Batouri), mais l'Est ne se remit jamais de ce coup et toutes ses villes, depuis, végètent.

A côté de ces mutations brusques, des évolutions de longue durée sont sensibles : aux débuts de l'époque coloniale, ce fut, nous l'avons vu, l'installation aux principaux points de communications terrestres ou fluviaux ; dans les années 1950, on vit l'implantation massive sur les zones de production riche : le cacao du Centre-Sud, le café de l'Ouest, la banane du Mungo ; depuis une quinzaine d'années, avec l'accroissement formidable du parc des véhicules utilitaires, c'est la concentration sur les métropoles qui aboutit à une retraction spectaculaire des réseaux commerciaux où les belles hiérarchies pyramidales (grands ports-villes moyennes à vocation régionale- petite centres locaux) s'estompent progressivement au profit d'une organisation beaucoup plus simple : une ou un tout petit nombre de métropoles "macrocéphales" dominant une poussière de villes subalternes dont les services sont réduits au strict minimum nécessaire à une desserte concurrentielle de leur environnement, (2), pratiquement toutes égales face à la prépondérance du ou des grands centres (3).

Ceci affirmé, reste à le démontrer. Nous avons pour cela mené une enquête auprès des quarante plus importantes compagnies commerciales et financières pour analyser l'évolution de leur

(1) Ils chutèrent de 75 % dans la seule année 1921.

(2) Ce qui n'empêche pas, si l'essor de la région s'y prête, une hausse régulière des chiffres d'affaires.

(3) Le Cameroun, avec son organisation bipolaire née du tandem Douala-Yaoundé et toute la complexité qu'y ajoute l'autonomie relative du Nord et du Cameroun Occidental, est en Afrique un cas exceptionnel : dans la plupart des Etats (Sénégal, Côte d'Ivoire, Togo, Tchad, Congo...), c'est une métropole unique qui concentre la grande majorité des activités modernes. Le Zaïre et la Nigéria doivent à leur gigantisme leur organisation plus complexe. Seul le Ghana possède, semble-t-il, une structure multipolaire un peu comparable à celle du Cameroun.

réseau. Nous leur demandions de nous préciser si, selon elles, chacune de leurs succursales était en progrès, stagnante ou en déclin, quels étaient leurs projets ou leurs espoirs de nouvelles implantations, enfin quelles étaient les filiales qu'elles avaient fermées dans les années précédentes, afin d'établir en regroupant ces informations (1) un "bilan de santé" des places commerciales. Chaque réponse, comme à l'école, fut affectée d'un coefficient : 3 "bons points" pour une expansion qualifiée de très rapide ou un projet ferme d'ouverture (2), 2 pour une hausse normale, 1 pour un simple souhait d'installation ; 1 "mauvais point" pour une filiale stagnante, 2 pour une qui régresse, 3 pour une succursale fermée(3) Douala se trouve ainsi créditée de 40 "bons points" et de 6 "mauvais", Yaoundé de 54 et 9, Nkongsamba de 12 et 16, Garoua de 25 et 4, etc... Ces valeurs sont assez fortement concentrées, puisque sur 275 "bons points", quatre villes (Yaoundé, Douala, Garoua et Bafoussam) en regroupent 51 %, et sur 135 "mauvais points", six villes (Nkongsamba, Ebolowa, Maroua, Edéa, Mbalmayo, Bafoussam) 51 % également. Les valeurs négatives sont d'ailleurs soit fortes (supérieures ou égales à 10), soit faibles (moins de 7), mais jamais moyennes (de 7 à 10). Mettre en parallèle ces deux cotations, comme nous le montre le tableau ci-dessous, donne des résultats passionnants.

"bons points"	"mauvais points"					
	≥ 15	≥ 10	≥ 7	≥ 4	≥ 2	< 2
≥ 50				Yaoundé		
≥ 40				Douala		
≥ 20		Bafoussam		Garoua		
≥ 12	Nkongsamba			Victoria	Ngaoundéré	
≥ 8				Bamenda	Kumba	Kribi
≥ 4		Edéa, Maroua		Sangmélina		Bafang
		Mbalmayo		Mamfé		Dschang
≥ 2		Ebolowa		Foumban	Bertoua	Mbanga
					Eséka	Loum, Buéa
						Bafia
< 2				Abong Mbang	Yabassi	Tiko
					Akonolinga	

- (1) Au nombre de 215, que l'on peut donc tenir pour significatif.
- (2) Il s'agit surtout de banques qui ont beaucoup diversifié leurs réseaux ces dernières années.
- (3) Ne prêtons pas trop d'attention à ces coefficients, nécessairement arbitraires : les choisir différents aboutit de toute façon à un résultat semblable.

Douala, Yaoundé et Garoua se caractérisent vigoureusement par des nombres de "bons points" -disons de "succès"- très élevés et de "mauvais points" -d'"échecs"- faibles, ce qui témoigne d'une santé économique on ne peut plus florissante : les affaires marchent bien, et on a l'espoir de les voir s'améliorer encore. Victoria principalement, Bamenda, Ngaoundéré, Kumba et dans une moindre mesure Kribi (grâce à des projets d'implantations nouvelles) connaissent également le bonheur d'un succès honorable, entaché de peu d'échecs : il s'agit surtout pour les villes-clé du Cameroun anglophone de la pénétration massive des entreprises Orientales, et pour Ngaoundéré de la préparation de son rôle de tête du chemin de fer Transcamerounais.

La plupart des villes moyennes connaissent peu d'échecs, mais aussi peu de succès : Sangmélina, Mamfé, Bertoua, Esèka stagnent dans un équilibre médiocre, Foumban, Abong Mbang, Yabassi, Akonolinga déclinent doucement... Une régression spectaculaire frappe Edéa, Mbalmayo, Maroua et surtout Ebolowa, mais c'est Nkongssamba qui totalise le plus grand nombre d'échecs malgré une proportion de succès non négligeable. Dans toutes ces villes, stagnations, marasme, abandons de succursale... sont le leitmotiv entendu dans la majorité des cas, ce qui n'empêche pas de recueillir de temps en temps l'écho contraire. Bafoussam est dans une situation très originale, où succès et échecs, les uns et les autres remarquablement nombreux, se contrebalancent avec une certaine prépondérance des éléments positifs : c'est que, si le dynamisme de la jeune capitale de l'Ouest attire vivement les implantations nouvelles des grandes firmes commerciales, la redoutable concurrence qu'est capable de leur opposer le négoce local (1) leur provoque bien des déboires : pour les entreprises non-bamiléké, Bafoussam a les attraits et les périls du fruit défendu.

Mais, sans recours à leurs archives, la mémoire des chefs d'entreprise est généralement assez courte et peu d'entre eux se sont souvenus de fermetures d'agences plus anciennes que quatre ou cinq ans. Aussi avons-nous essayé de reconstituer à partir de

(1) En particulier en se coalisant pour pratiquer un dumping capable de venir à bout de l'intrus.

divers annuaires économiques anciens la situation autour de 1960. Les succursales commerciales étaient alors remarquablement nombreuses dans les villes moyennes et petites du Cameroun méridional: c'est sans doute à cette époque, entre 1955 et 1960, que s'est situé le plus grand épanouissement du réseau urbain finement hiérarchisé que nous avons évoqué tout à l'heure et que la prépondérance des grandes métropoles est en train de déstructurer. La centaine de sociétés qui travaillaient il y a une décennie ont depuis créé une cinquantaine de nouvelles implantations (principalement à Victoria, Bafoussam, Sangmélina, Garoua), mais, dans le même temps, elles en ont fermé au moins 124 ; au total, seules Victoria et Bafoussam ont amélioré leur bilan, les autres villes ont connu des réductions d'infrastructure commerciale considérables : 11 fermetures à Ebolowa, 8 à Nkongsamba et Kribi, 7 à Edéa et Mbalmayo, de 3 à 6 à Batouri, Abong Mbang, Akoloninga, Sangmélina, Ambam, Bafang, Dschang, Foumban, et aussi à Guider et Maroua, anciennes capitales économiques du Nord.

D'autres cas sont plus difficiles à mesurer : Bafia a vu disparaître un grand nombre de ses commerçants indépendants qui faisaient du chef-lieu du Mbam un centre de négoce assez autonome, Tiko souffre de l'arrêt de son trafic portuaire, Mamfé qui était jadis la porte du Cameroun britannique est aujourd'hui un cul-de-sac... Toutes ces villes présentent au visiteur le morne spectacle de longues rues sans vie, bordées de boutiques fermées, irrémédiablement à l'abandon.

Si l'on remonte plus loin encore dans le temps, selon les informations que l'on peut glaner de-ci de-là (1) -et surtout sur place- concernant la période 1900-1940, on s'aperçoit que si, sur la côte, Douala, Victoria, Kribi, Edéa, et, dans l'intérieur, Yaoundé et Ebolowa dès le début du siècle, Mbalmayo, Abong Mbang, Batouri dans les années 1930, Obala ultérieurement (et pour moins longtemps) étaient déjà des places commerciales importantes, d'autres cités occupaient alors une position éminente, têt disparue : ports avortés de Campo, Grand Batanga ou Rio del Rey, tête

(1) Voir en particulier la synthèse d'histoire économique de F. ETOGA-EILY "Sur les chemins du développement" Yaoundé CEPMAE 1971.

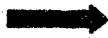
de navigation à Yabassi, terminus provisoire du chemin de fer à Esèka, carrefour routier à Lolodorf, forteresse contrôlant la zone caoutchoutière à Lomié, port fluvial sur la Ngoko à Moloundou, longtemps exutoire de l'Est... Ce ne sont plus que des villes mortes, éteintes, parfois un champ de ruines, comme dans le centre de Yabassi, où le quartier commercial complètement abandonné cerne toujours de ses façades béantes le petit marché qui continue, ponctuellement depuis trois quarts de siècle, à s'y tenir chaque semaine entre les herbes folles et les murs croulants de ce fantôme de ville. C'est donc dès l'origine que le réseau commercial est en continuelle mutation, mais aucun bouleversement n'a été aussi profond, aussi rapide, aussi radical que l'actuelle concentration sur un tout petit nombre des points forts de la nouvelle armature urbaine.

CAMEROUN

0 50 100 km

X A

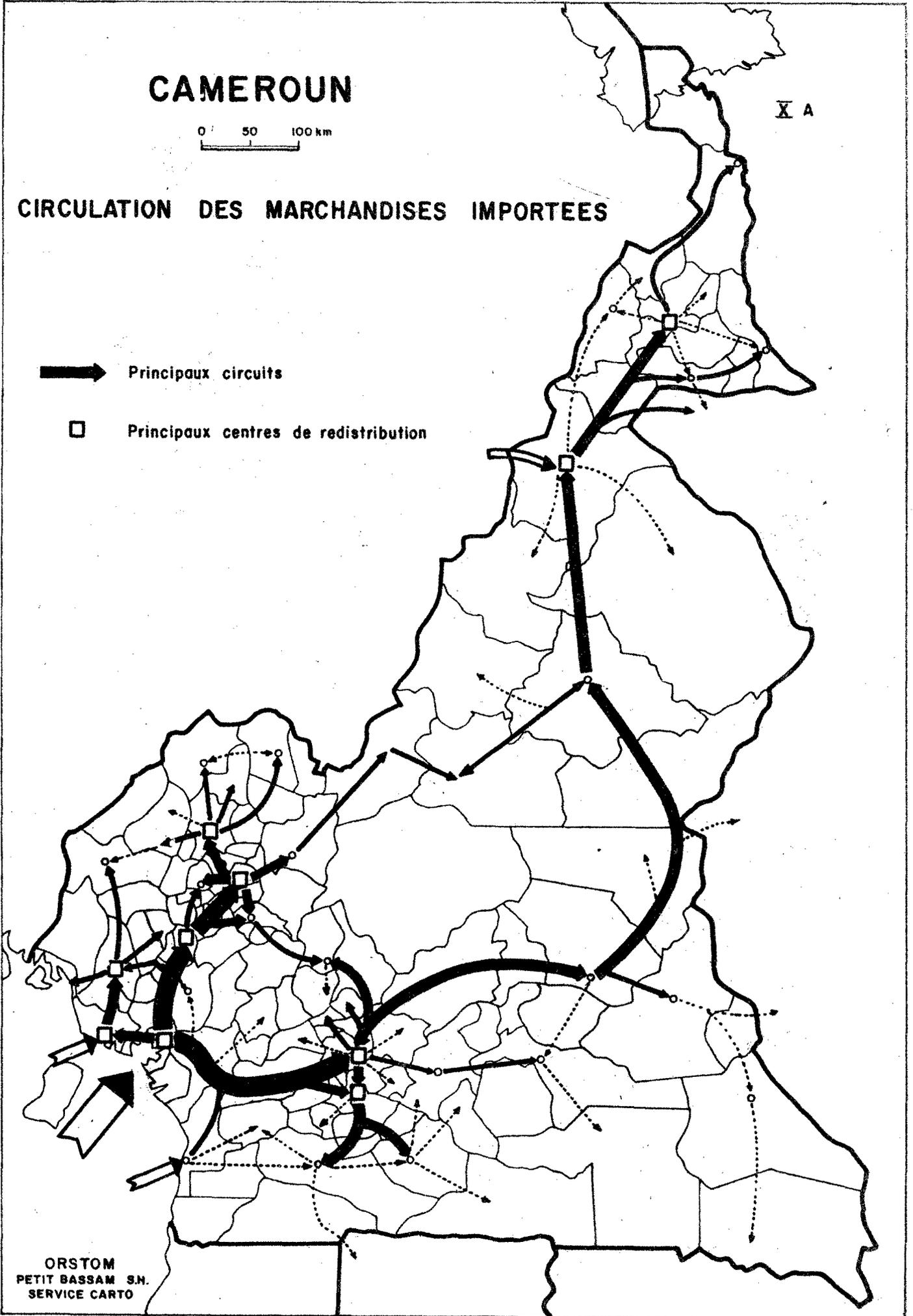
CIRCULATION DES MARCHANDISES IMPORTEES



Principaux circuits

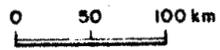


Principaux centres de redistribution



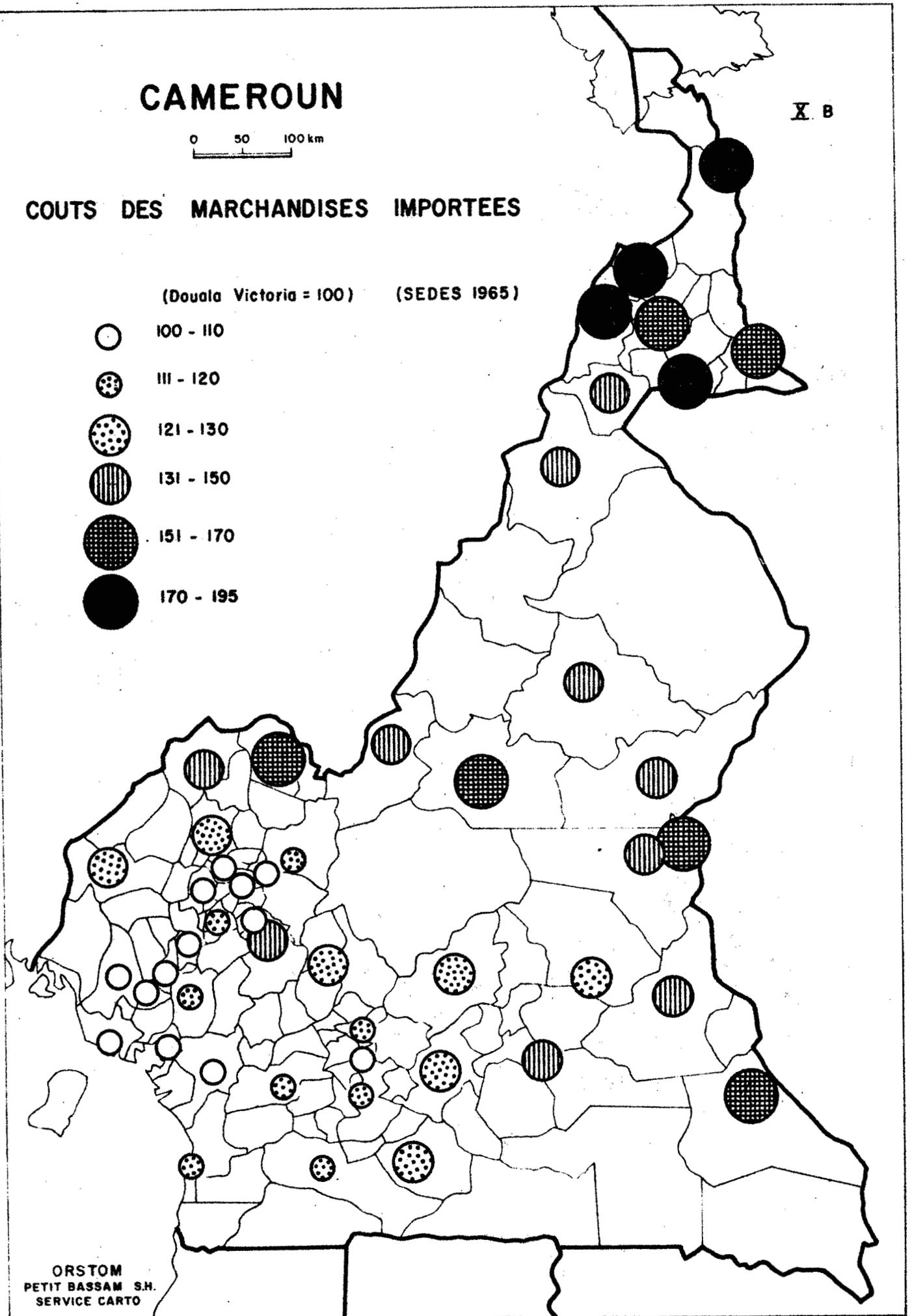
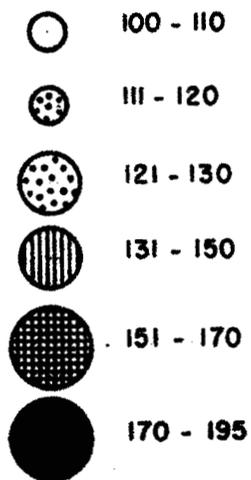
CAMEROUN

X. B



COUTS DES MARCHANDISES IMPORTEES

(Douala Victoria = 100) (SEDES 1965)



CIRCULATION ET COUTS
DES MARCHANDISES IMPORTEES

SOURCES : Enquête SEDES 1965 et comptages routiers du Ministère des Transports.

Nous avons déjà maintes fois évoqué le rapport étroit qui unit le réseau des transports et le système commercial. Cette carte-ci va nous permettre de mieux mettre en évidence cette liaison en juxtaposant d'une part les flux de communication qui diffusent dans le pays les marchandises que Douala et Victoria importent (ou fabriquent) et d'autre part les coûts que celles-ci atteignent dans les différentes villes, coûts dont l'accroissement est évidemment un handicap majeur à la promotion des régions mal desservies.

Le réseau de diffusion des marchandises importées (celui de collecte des produits d'exportation est grosso-modo semblable, puisque ceux-ci servent à financer celles-là : les régions qui n'exportent guère n'importent pas d'avantage) n'est connu que de façon approximative, faute d'enquêtes détaillées. La représentation que nous en donnons ici est donc une reconstitution relativement subjective.

Deux grands axes forment l'ossature du pays : Wouri-Grassfields et Douala-Yaoundé- le Nord. Le premier se compose d'un axe ferroviaire, de Douala à Nkongsamba, et d'un faisceau de routes finement ramifié au sud (liaisons en quadrilatère Douala-Victoria-Kumba-Loum) et au nord (pays bamiléké) par où l'on rejoint au nord-ouest la "Ring Road" qui draine à partir de Bamenda toute la partie active des hauts plateaux Nord-Occidentaux ; au nord-est, Banyo et de là Ngaoundéré puis le grand axe Nord-Sud : malgré sa viabilité généralement exécrable, cet itinéraire (nettement plus court que le trajet par Yaoundé et Bertoua) est emprunté par un petit tiers (1) du trafic qui dessert le Nord ; par le sud-est enfin, on gagne la région de Yaoundé

(1) Sondage effectué à Garoua en juillet 1969.

via Bafia. On remarque que le trafic entre le nord et le sud du Cameroun Occidental délaisse de plus en plus la voie normale Kumba-Mamfé-Bamenda (de qualité souvent médiocre au delà de Mamfé) au profit de l'axe bitumé Kumba-Loum-Bafoussam, d'où l'on atteint Bamenda par le col de Santa, en cours de goudronnage.

L'autre grand courant monte de Douala à Yaoundé par le chemin de fer (1), dont Edéa et surtout Eséka ne profitent guère. Un court embranchement ferroviaire explique le rôle de centre de redistribution que s'est arrogé Mbalmayo sur les villes du Sud : Ebolowa et Sangmélima, qui à leur tour rayonnent sur les confins méridionaux. De nombreuses pistes disposées en étoile autour de Yaoundé assurent son commandement sur toute la région des Forêts, province de l'Est comprise, où aucune ville n'est capable de lui faire contre-poids. De Yaoundé, par Obala, Nanga Eboko et Bertoua, un véritable cordon ombilical relie la métropole du Sud à Garoua, capitale du Nord, qui ne peut être ravitaillée autrement, outre la route de Banyo, que par la très aléatoire navigation sur la Bénoué (praticable au mieux deux mois par an), par les airs ou par la contrebande venue de Nigéria. Maroua est certes admirablement placée pour servir de centre de redistribution à toute la partie la plus peuplée du Nord, des monts du Mandara à la vallée du Logone (2), mais la prépondérance administrative de Garoua et le fait qu'elle est l'étape obligatoire pour toute marchandise venant du Sud la renforce toujours plus dans son rôle de plaque tournante de la région. Une ombre cependant à son avenir : l'ouverture du terminus du chemin de fer Transcamerounais à Ngaoundéré en 1974 drainera sur cette dernière bon nombre des fonctions de redistribution commerciale.

*

* *

Transporter les marchandises revient évidemment à les renchérir en fonction de la distance, mais aussi de la commodité des liaisons et de l'efficacité de l'équipement de redistribution,

(1) La route Edéa-Yaoundé est en principe interdite aux poids lourds.

(2) Ainsi qu'au bas Chari, grâce à la nouvelle route sur digue Maroua-Mora-Fort Foureau.

ainsi que va nous le montrer l'analyse des coûts moyens par rapport aux prix de Douala et Victoria (1) qui nous serviront d'indice 100. Nous les calculerons à partir des enquêtes faites par la SEDES en 1965 (si les prix ont évidemment évolué depuis, il est douteux que leurs proportions respectives aient beaucoup changé) sur une douzaine de produits essentiels : sel, sucre, farine de froment, riz, bière, vin, pétrole lampant, textiles (pagnes de fancy et de wax), bicyclettes, ciment en sac et tôles galvanisées.

Les écarts sont d'une ampleur impressionnante : de l'indice 100 à Douala, on grimpe à 109 à Yaoundé, 128 à Bertoua, 131 à Ngaoundéré, 140 à Garoua, 153 à Maroua, 193 -soit presque le double- à Fort Foureau, 1500 km plus au nord à vol d'oiseau. Par contre, l'axe Mungo-Ouest, très aisément desservi, ne connaît qu'une croissance modérée : 105 à Nkongsamba (moins cher que Mbanga, Loum et Kumba), 110 à Bafoussam -à 300 km de Douala- soit un ou deux "points" de plus que dans les autres villes de l'Ouest, vraisemblablement à cause de sa croissance rapide.

De grandes zones de prix se dessinent donc : de 100 à 120 dans les régions proches de la côte, de 110 à 130 autour de Yaoundé, de 130 à 150 dans l'Est, l'Adamaoua et la Bénoué, davantage au delà. Mais ce crescendo apparemment régulier est fortement compliqué dans le détail par deux facteurs :

- La présence sur un axe important et surtout, à l'inverse, l'éloignement, la position en cul-de-sac, expliquent de fortes variations sur de courtes distances : Abong Mbang, de 100 km moins éloignée de Yaoundé que Bertoua, compte 5 points de plus qu'elle ; Yabassi, toute proche de Douala, monte à 118 ; Bétaré Oya, éloignée de 12 km de la grande route, atteint les 143 ; Tonga, située sur la "ligne de partage" des trafics entre l'Ouest et le Centre, culmine à 144, de même Tibati (154) est aussi mal desservie par Banyo que par Ngaoundéré ; Yokadouma et Nkambé dépassent les 150, Yagoua les 160, alors qu'au long du grand axe Nord-Sud, nous l'avons vu, la hausse des coûts est relativement lente : il n'y a que 16 points d'écart entre Bertoua

(1) A cette époque les deux Cameroun n'étaient pas encore tout à fait unifiés économiquement (il persistait des douanes entre eux) et leurs prix n'étaient donc pas comparables, d'où le recours à deux séries d'indices parallèles.

et Guider, distantes de plus de 900 km...

- Mais il ne suffit pas pour une ville d'être située sur un itinéraire bien fréquenté, encore faut-il que le trafic s'y arrête : Esèka (112) est plus onéreuse qu'Edéa et Yaoundé, Bafang (119) plus que Nkongsamba et Bafoussam, Garoua Boulay - pourtant carrefour important grâce au principal accès routier à la R.C.A.- bien davantage (161) que Bertoua et Méïganga, cette dernière (139) supérieure à Ngaoundéré... C'est que dans ces villes, pourtant dotées de tout l'équipement des grandes étapes routières (pompes à essence, garages, hôtels...), aucune infrastructure commerciale importante ne justifie une rupture de charge : faute de la présence des grandes compagnies et de leurs entrepôts, ces villes se trouvent vis-à-vis des marchandises qui défilent toute la journée sous leurs yeux aussi défavorisées que celles qui sont perdues au fond de la brousse.

RAPPEL : LE ROLE DES TRANSPORTS

Bien avant cette dernière carte, nous avons déjà mentionné à maintes reprises l'importance des systèmes de communication, dont on trouvera une analyse détaillée dans les planches XVIII. Reprenons leurs conclusions principales.

1/. Les transports routiers sont naturellement, par leur généralité, leur ubiquité, les plus décisifs pour l'animation d'un réseau urbain.

a) Les informations que nous apportent les comptages routiers sont malheureusement insuffisantes en nombre, en précision et en fiabilité. Il ressort néanmoins très nettement de leur analyse la prépondérance très marquée des grands axes (généralement goudronnés) : plus de 1000 véhicules par jour (1) en moyenne sur la grande artère Douala-Foumban (avec des pointes à plus de 2000 dans sa partie centrale, de part et d'autre de Nkongsamba), plus de 500 sur les bretelles qui s'en détachent vers Dschang, Bangangté, Kumba, Edéa et Tiko, par où l'on rejoint le "trinôme" Victoria-Buéa-Tiko entre lesquelles les 2000 véhicules par jour sont de nouveau atteints ; plus de 500 également sur les principales routes quittant Yaoundé dans toutes les directions, mais surtout vers Mbalmayo (1500) et Obala (1800).

Les grands itinéraires de jonctions ont évidemment un trafic moindre que les abords immédiats des villes : on compte de 200 à 300 véhicules quotidiens entre Bafoussam et Yaoundé par Bafia, entre Obala et Bertoua, entre Garoua et Maroua, de Mbalmayo à Ebolowa et à Sangmélina. Le grand axe du Nord, de Bertoua à Garoua voit passer chaque jour 150 camions et voitures, contre une centaine seulement sur la piste reliant Edéa à Yaoundé (l'essentiel du trafic utilisant le chemin de fer) ou sur celles qui entourent Ebolowa, Bamenda, Maroua... Une cinquantaine à peine parcourent chaque jour les trajets Foumban-Banyo-Ngaoundéré et Maroua-Mora-Fort Foureau.

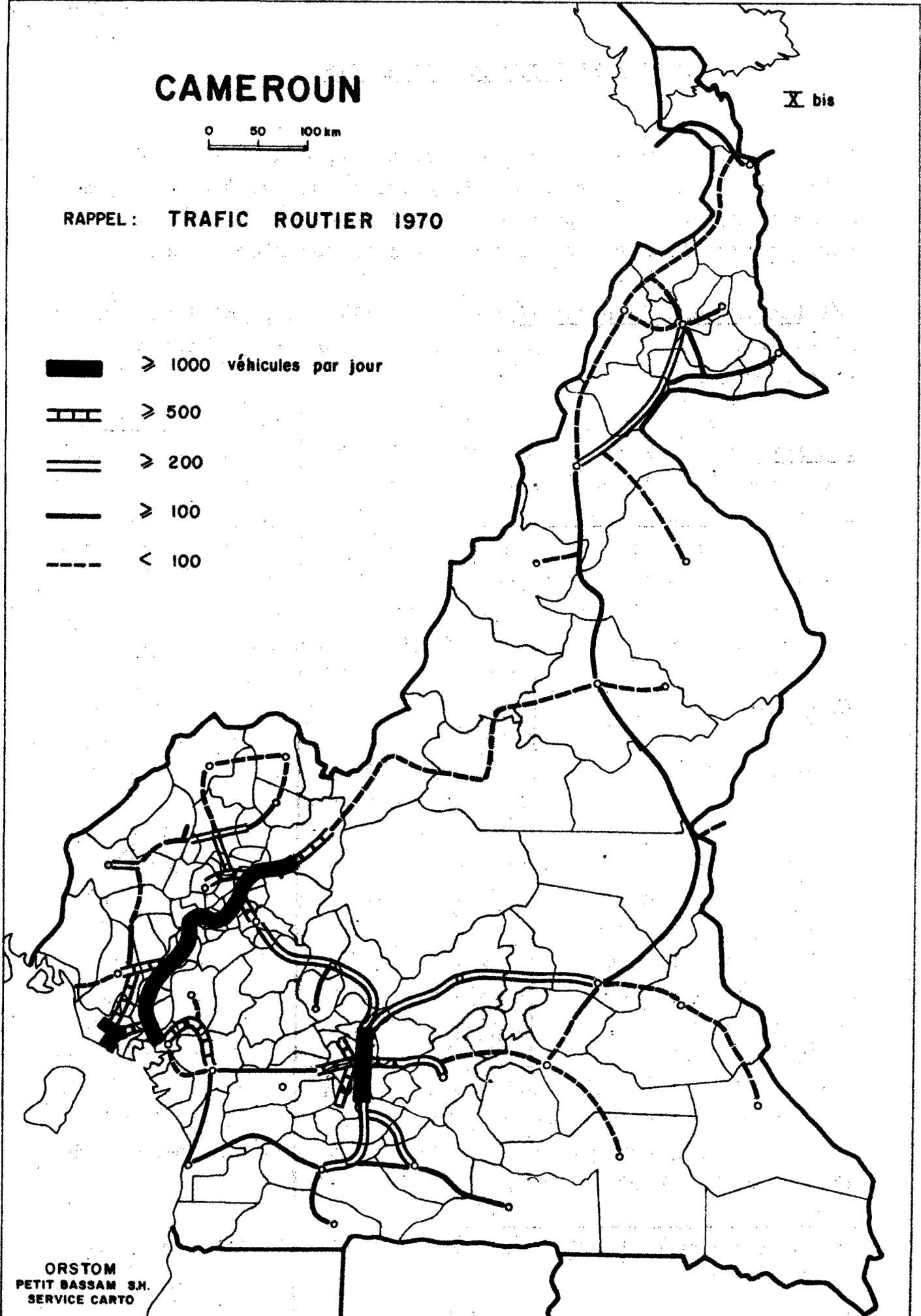
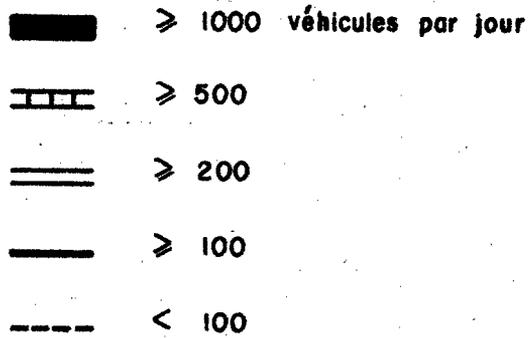
(1) Ce qui est le trafic d'une route européenne d'importance moyenne.

CAMEROUN

0 50 100 km

X bis

RAPPEL : TRAFIC ROUTIER 1970



ORSTOM
PETIT BASSAM S.H.
SERVICE CARTO

Parmi ces véhicules, isoler les seuls poids lourds donne des résultats moins contrastés : la mobilité des hommes étant beaucoup plus variable que celle des marchandises, le nombre des camions diminue nettement moins que celui des transports de passagers sur les itinéraires peu fréquentés. On comptabilise ainsi plus de 300 camions par jour entre Douala et Bafoussam (plus de 400 aux portes de Nkongsamba, qui s'affirme donc comme le coeur incontesté de la riche région agricole qui s'étend de Loum à Bafang), plus de 150 aux sorties nord et sud de Yaoundé (jusqu'à Sangmélina), 80 entre Obala et Bafoussam ainsi que sur l'axe du Nord, jusqu'à Maroua, de 30 à 60 sur les autres itinéraires (Muyuka-Kumba-Mamfé, Kribi-Edéa-Sangmélina, Yaoundé-Akonolinga-Abong Mbang, Banyo-Ngaoundéré, Maroua-Fort Foureau...) : nous retrouvons là les caractéristiques de la carte des prix.

b) Les licences de transport des "taxis-brousse" (1) sont également une mine d'informations. Rappelons qu'un candidat-transporteur doit demander l'autorisation (qui n'est pratiquement jamais refusée) de desservir un certain nombre de villes, qui ne forment pas nécessairement un itinéraire précis. Rien ne forcera le transporteur à les fréquenter s'il ne le veut plus, ni ne l'empêchera de s'arrêter aussi dans les cités intermédiaires qu'il n'avait pas demandées initialement : les 200 licences enregistrées en 1970 au Ministère des Transports (valables pour 600 véhicules) nous donne une image de l'intérêt que les transporteurs attribuent aux quelques soixante villes communément demandées, appréciation subjective mais venant des hommes qui connaissent le plus directement les réalités routières du pays.

Six villes s'affirment donc comme les "noeuds" essentiels du trafic routier : Yaoundé, Mbalmayo, Douala, Bafoussam, Ebolowa, Obala, et trois autres : Nkongsamba (2), Ngaoundéré, Sangmélina (3), comme des pôles un peu moins puissants. A eux neuf,

(1) Législation valable seulement pour Cameroun Oriental.

(2) Celle-ci est également le siège d'une intense activité de taxix urbains qui la relie aux gros bourgs du Mungo septentrional.

(3) On remarque l'absence de Garoua, liée au très faible développement des transports de passagers dans le Nord. Au Cameroun Occidental, les noeuds de ce type seraient certainement Victoria, Kumba et Bamenda.

ces centres concentrent 75 % des licences, 82 % des véhicules (dont 63 % pour les seuls Yaoundé, Mbalmayo, Ebolowa et Douala), les trois quarts des demandes de desserte... Les seules autres villes notables sont celles qui, étant situées sur un itinéraire très fréquenté, sont souvent demandées, mais sans avoir elles-mêmes un potentiel de transport important : Bafia, Bangangté, Bertoua, ... ne sont que des lieux de passage, sans pouvoirs sur les flux qui les traversent.

Les itinéraires demandés par chaque ville sont parfaitement révélateurs de leurs affinités régionales : les transporteurs de Yaoundé (auxquels ceux de Mbalmayo collent comme une ombre) ont ainsi demandé à desservir toutes les villes et bourgades dans un rayon de 200 km, avec des tentacules s'étirant vers Edéa et Douala, vers Abong Mbang, vers Bertoua puis les villes de l'Est ou celles du Nord, et surtout vers Bafoussam et les autres villes de l'Ouest. Ceux de Douala, de Nkongsamba et de Bafoussam parcourent intensément l'axe Douala-Foumban, avec des pointes vers Edéa, Yabassi, Ndiakiniméki et de là Yaoundé. Ceux d'Ebolowa et Sangmélina sont attirés surtout par Mbalmayo (dont l'influence est prépondérante au sud du Nyong) et par Yaoundé, mais aussi par toutes les petites villes du Sud : Kribi, Ambam, Zoétélé, Djoum..., tout comme les transporteurs d'Obala sont spécialisés dans la desserte des petites villes de la prospère Lékié, où leur rôle n'égale cependant pas celui de Yaoundé. Ceux de Ngaoundéré enfin assurent l'essentiel du trafic Nord-Sud, de Yaoundé à Fort Foureau, où se situe un petit "noeud" secondaire, actif dans l'Extrême-Nord et pour les échanges entre Tchad et Nigéria.

Additionner tous ces courants nous donne les liens préférentiels de ville à ville (exemple : les transporteurs de Yaoundé ont demandé 29 fois Mbalmayo, ceux de Mbalmayo 32 fois Yaoundé, d'où 61 "liaisons"). Un écheveau très serré se dessine alors autour de Yaoundé dans toutes les directions, la reliant surtout à Mbalmayo, Ebolowa et Sangmélina (toutes trois solidement jointes les unes aux autres), à Akonolinga et Esèka, à Obala, Nanga Eboko et aux villes de l'Est (qui, par contre, n'ont pratiquement pas de liaisons entre elles), à Ngaoundéré, à Bafia,

Bangangté et Fouban, où son influence vient rencontrer l'autre grand faisceau de relations, qui associe les unes aux autres toutes les villes du Wouri, du Mungo et de l'Ouest, en particulier Douala, Nkongsamba, Bafang, Bafoussam et Fouban qu'unissent deux à deux toujours plus de 15 liaisons, image donc très suggestive des deux grands réseaux urbains du pays, l'un en étoile, l'autre linéaire.

c) Pour mieux comprendre l'organisation relationnelle du système urbain de Douala, nous avons effectué en avril 1970 une brève enquête portant sur l'origine et la destination des véhicules. On a ainsi découvert que près du quart des passagers quittant Douala ou Nkongsamba se dirigeaient vers Loum, ce qui nous met enfin en pleine lumière le rôle de carrefour de cette ville, rôle qui s'impose fortement à l'esprit quand on la visite. Les autres passagers de Douala vont surtout vers Nkongsamba, vers Tiko-Victoria, vers Dibombari (15 % chaque fois) et vers Bafoussam (10 %) ; des contingents bien plus faibles -mais non négligeables- ont pour destination Edéa, Yabassi ou Mbanga. Les camions de Douala ont un champ d'action comparable, bien que certaines aillent nettement plus loin (Kribi, Yaoundé, Ngaoundéré, Garoua,...). Les proches environs à l'est et au nord (jusqu'à Edéa et Mbanga) en reçoivent un petit tiers, le Mungo septentrional un cinquième, l'Ouest un sixième, mais Kumba en attire 10 % et les villes du Fako (Tiko devançant Victoria) deux fois plus (1) : avec ce qui descend de Bamenda, ce n'est pas loind du tiers de son trafic routier de marchandises que Douala échange avec le Cameroun anglophone.

Nkongsamba s'affirme à nouveau comme la capitale de la petite unité régionale qui s'étend de Loum à Bafang, avec laquelle elle échange 70 % de ses passagers (contre 12 % avec Douala et 10 % avec Bafoussam) et 77 % de ses camions. Bafoussam diffuse l'essentiel de son trafic (les deux tiers de ses passagers, les trois quarts de ses camions) en étoile sur toute la province de l'Ouest, avec une importance remarquable des bourgs ruraux et des grosses chefferies du sud de son département, (Bandjoun, Batié, Bayangam, Bangou,...), terre nourricière d'où la ville tire sa force.

(1) Ceci un an seulement après l'ouverture de la "route de la Réunification" de Douala à Tiko.

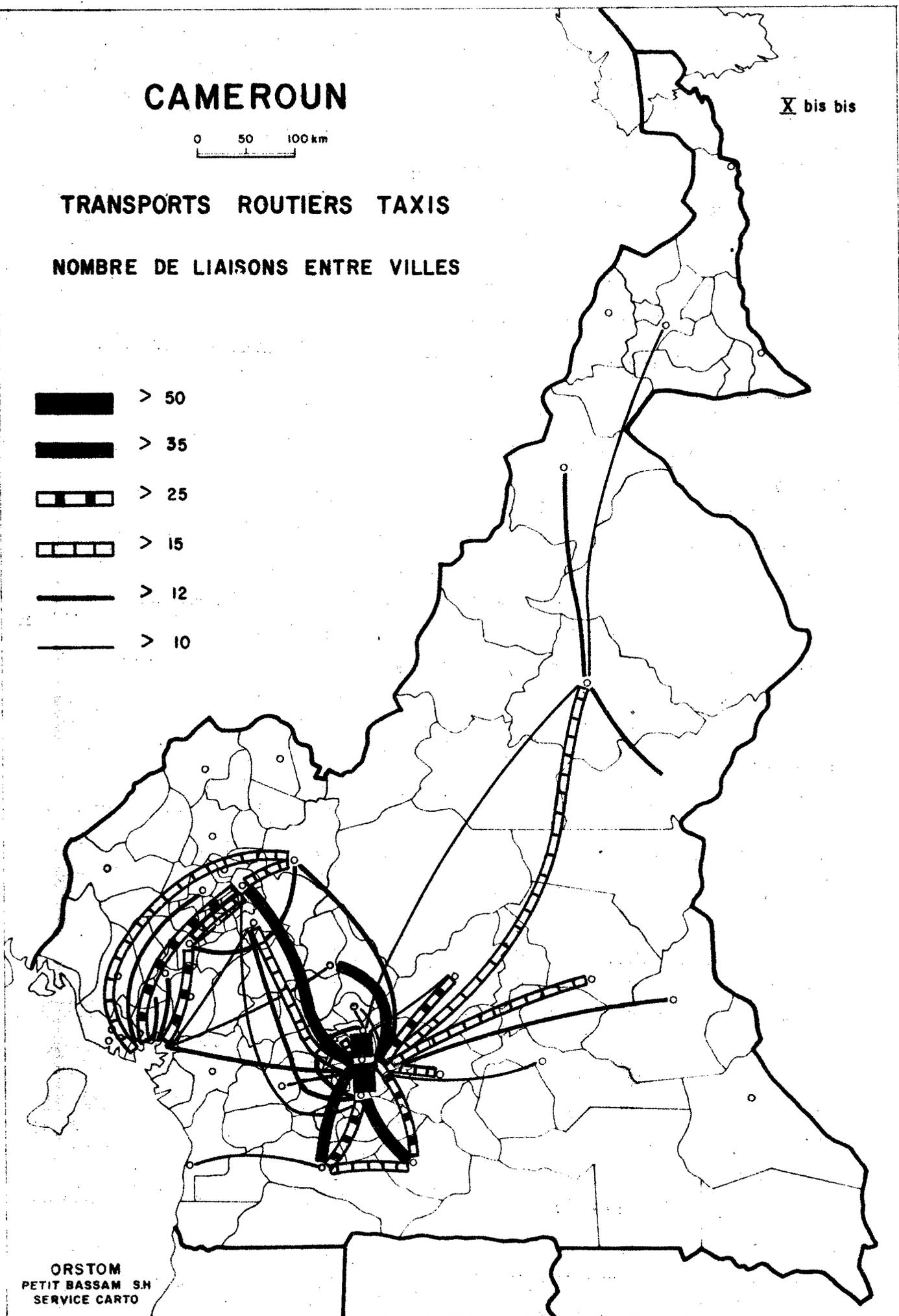
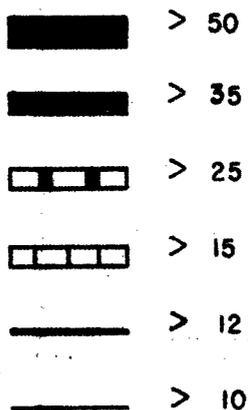
CAMEROUN

X bis bis

0 50 100 km

TRANSPORTS ROUTIERS TAXIS

NOMBRE DE LIAISONS ENTRE VILLES



ORSTOM
PETIT BASSAM S.H
SERVICE CARTO

On voit donc qu'en dessous de la prépondérance globale de Douala se dessinent clairement d'autres régions urbaines subordonnées, fortement charpentées par une intense circulation routière.

2/. Les chemins de fer n'ont plus aujourd'hui le quasi-monopole des transports économiques qui fit leur importance décisive pendant la première moitié du siècle, mais l'organisation spatiale qui en résultait reste profondément inscrite dans la géographie camerounaise. Instrument décisif de la mise en valeur des régions que traversent les deux lignes ("Nord" de Douala à Nkongsamba, et "Centre" de Douala à Yaoundé et Mbalmayo), le chemin de fer a été un grand créateur de villes, nous l'avons déjà vu : terminus accidentels (Nkongsamba, Esèka) ou planifiés (ex-nihilo : Mbalmayo, Bélabo, et villes déjà existantes : Yaoundé, Kumba, bientôt Ngaoundéré) sont devenus, par le lieu privilégié de transbordement et d'échanges ainsi créés, des centres urbains importants, même si cet âge d'or est aujourd'hui révolu. Mais les voies ferrées ont eu un rôle encore plus fondamental : ce sont elles qui ont fait Douala. Bien sûr la ville -si l'on peut ainsi baptiser le gros village devant lequel venaient jeter l'ancre les navires qui faisaient le troc sur les côtes d'Afrique- était un centre de négoce suffisamment notable depuis le XVII^e siècle pour que sa prise de possession officielle par les Allemands en 1884 marquât urbi et orbi leur domination sur le futur territoire auquel la ville (appelée alors "Kamerun", comme tout l'estuaire du Mouri) allait même donner son nom. Cependant, dans les deux décennies suivantes, la prépondérance de Douala fut battue en brèche car, malgré l'excellence de son havre, l'arrière-pays était fort limité : le pays bamiléké n'était pas encore pacifié et la région de Bamenda, qui fournissait déjà de la main d'oeuvre aux plantations de Victoria, était jointe par un itinéraire partant de Kumba et abordant les plateaux par l'ouest (et non par l'actuel Mungo) ; la navigation sur le Wouri s'achevait en cul-de-sac sur une région presque impraticable ; le pays bassa, dont la farouche anarchie excluait d'en finir en une seule campagne suivie d'une capitulation en bonne et due forme, resta infranchissable jusque vers 1905 ; enfin les Douala eux-mêmes résistaient opiniâtrement

aux tentatives des Blancs pour les évincer du fructueux commerce entre la côte et l'intérieur qui faisait leur puissance depuis plus de deux siècles.

Kribi était alors bien mieux placée, malgré la rébellion qui secoua brutalement le pays boulou en 1899-1901 et vint même un moment battre ses murs. Le petit port s'était donc arrogé l'essentiel du trafic vers l'intérieur, tant vers Lolodorf, Yaoundé et Nguila (1) que vers Ebolowa, Lomié et Moloundou. En 1901, la fonction de capitale est ravie à "Kamerunstadt" au profit de Puéa, dont les 1000 mètres d'altitude offraient un climat bien meilleur et qui surveillait de près la plaine de Victoria-Tiko où florissait l'un des plus beaux ensembles de plantations du monde tropical.

Sans les voies ferrées, Douala aurait donc regressé vers l'obscurité où végètent aujourd'hui Saint Louis, Cape Coast, Porto Novo, ou même Grand-Bassam et Anécho, toutes capitales déchues. Mais en 1907, date qui correspond pour les colonies allemandes à un tournant décisif, celui d'une mise en valeur de grande envergure, on entreprit la construction du "Nordbahn" qui devait relier Douala au lac Tchad par le plus court chemin. L'obstacle des hauts plateaux des Grassfields s'avérant infranchissable (d'où l'abandon des travaux à Nkongsamba en 1911), on chercha une autre voie d'accès, par le "centre" cette fois-ci, le "Mittellandbahn". La chambre de Commerce de Kribi, qui était -avec les planteurs de Victoria- le plus agressif des groupes de pression coloniaux, fit des pieds et des mains (2) pour obtenir que la nouvelle voie partît de Kribi. En vain : Berlin trancha en faveur du meilleur port. Dès lors, tout était joué. Kribi tenta de résister en se dotant d'un réseau routier : des pistes

(1) Village, près de Ntui, qui était la capitale des Vouté (ou Babouté), alors puissance militaire considérable contrôlant l'accès au Nord.

(2) Pour se rendre compte de l'âpreté de la controverse et des méthodes employées, voir F. ETOGA EILY "Sur les chemins du développement", pages 274 et 599.

carrossables furent percées jusqu'à Yaoundé, puis Ebolowa, mais en cette époque où les véhicules automobiles se comptaient sur les doigts de la main, la concurrence ne jouait pas en faveur de la route. Quand, après la guerre, on mit aux enchères les biens allemands saisis, ceux de Douala se vendirent comme des petits pains, ceux de Kribi eurent bien de la peine à trouver acquéreur.

Gare et port, comme le sont Dakar, Abidjan, Lagos..., Douala grandit désormais sans problèmes. L'achèvement du tronçon Mbangha-Kumba en 1969 et celui du Transcamerounais en 1974 consacrent son emprise sur les provinces les plus lointaines et renforcent son rôle de poumon quasi-exclusif par lequel respire tout le pays.

Autre impact historique du réseau ferroviaire, c'est la présence (depuis 1927) d'une tête de ligne à Yaoundé, protégée par le mauvais état de la piste d'Edéa et par l'interdiction faite aux poids lourds de l'emprunter, qui a été décisive dans la formation d'un réseau urbain centré sur une ville de l'hinterland et non directement, comme presque partout ailleurs, sur la métropole portuaire : tout le ravitaillement de l'arrière-pays arrive groupé à la gare de Yaoundé. La puissance commerciale (et routière) de la ville est née de cette fonction de redistribution, qui, sans cela n'aurait pu résister à la concurrence directe des services plus puissants de Douala (1).

*

* *

Le trafic des marchandises circule essentiellement entre Douala d'une part, toutes les autres gares d'autre part : en dehors des produits vivriers descendant de Nanga Eboko à Yaoundé et surtout de Nkongsamba sur Edéa et Yaoundé, presque tous les échanges ont Douala comme origine ou comme destination. Ses cinq gares totalisent ainsi 39 % des marchandises expédiées,

(1) De la même manière qu'ils ont surclassé complètement ceux de Nkongsamba, proche de deux heures de route. Même rôle du chemin de fer à Madagascar, où Tamatave n'est qu'un lieu de transbordement : elle reçoit son ravitaillement après redistribution par Tananarive, capitale économique autant que politique. cf. Atlas de Madagascar et travaux de P. LEBOURDIEC.

45 % du tonnage réceptionné, soit, avec un tonnage global de 850 000 tonnes en 1971-72, environ 40 % de l'ensemble du trafic. Yaoundé n'en fait pas la moitié : 350 000 tonnes, dont deux tiers de marchandises reçues et un tiers de produits d'exportation embarqués.

Bélabo, exutoire provisoire du Nord, s'est en deux ans taillé une brillante troisième place (200 000 tonnes), dépassant Edéa (190 000 tonnes mais dont 140 000 pour la seule usine ALUCAM). Mbalmayo vient loin derrière, avec une centaine de milliers de tonnes (85 % à l'expédition), loin devant Nkongsamba (30 000) et Mbandjock (25 000 tonnes à cause de sa sucrerie). Les cinq gares les plus importantes représentent donc 80 % du trafic total, ce qui exprime bien la massivité de la circulation ferroviaire, qui transporte en bloc d'un point à un autre, sans avoir beaucoup d'impact sur les régions traversées, à la différence du trafic routier qui peut s'arrêter n'importe où.

Chaque gare a naturellement ses spécialités dans les produits qu'elle embarque : sur 230 000 tonnes de bois, Mbalmayo en charge le tiers (elle a fait mieux naguère) -soit 85 % de son activité-, Bélabo le quart, Yaoundé deux fois moins ; sur 70 000 tonnes de cacao, Yaoundé en traite 78 % et Mbalmayo 20 % ; sur 50 000 de bananes, Penja en prend 20 000, Djungo (près de Nyombé) 14 000 et Loum 10 000 ; Bélabo charge 98 % du coton, Nkongsamba 75 % du café (l'arabica de l'Ouest) et Yaoundé 15 % (le robusta de l'Est)...

De l'achèvement du Transcamerounais en 1974, on peut attendre pour la gare de Ngaoundéré le quasi-monopole du chargement du coton (25 000 tonnes environ) et du bétail (qui actuellement descend à pied vers les villes du Sud) et, dans l'autre sens, une centaine de milliers de tonnes de marchandises manufacturées et d'hydrocarbures (au strict minimum), ce qui la situera en troisième rang, éclipsant Bélabo qui subsistera comme centre d'embarquement des bois de l'Est.

Le trafic des voyageurs est nettement plus diversifié : sur près de deux millions de personnes prises en charge en 1971-72, Douala n'en a compté que 32 % -mais ce chiffre contient une part de circulation interne entre les gares de la ville-, Yaoundé 15 %, Nkongsamba 6 %, Kumba et Edéa 4 % ; viennent ensuite, avec des valeurs bien plus faibles, Mbanga, Mbalmayo, Eséka, Bélabo... On remarquera surtout que la ligne du Nord, peu active pour les marchandises, est utilisée par 400 000 passagers -le cinquième du total- (malgré la concurrence aiguë de la route, plus rapide mais plus onéreuse) et qu'en trois ans de fonctionnement, la gare de Kumba s'est hissée au quatrième rang, témoignant de son entrée inéluctable dans l'orbite de Douala.

3/. Les transports aériens sont un élément important de l'organisation de l'espace, car l'ampleur des distances et la médiocrité des communications terrestres (1500 km entre Yaoundé et Maroua, dont moins de 200 goudronnés), a provoqué la naissance d'un réseau intérieur exceptionnellement actif : on ne compte pas moins de 10 vols hebdomadaires par avion à réaction entre Yaoundé et Garoua et de 42 entre Yaoundé et Douala (1). Sur les huit aéroports régulièrement desservis, trois ne comptent guère : Batouri, Foumban -Koutaba et Yagoua ne voient passer que deux avions par semaine ; mais Ngaoundéré (9300 passagers locaux en 1970), Maroua (12 400) et surtout Garoua (19 200) ont des vols tous les jours et un trafic très honorable, dont un frêt de 1600-1700 tonnes chacun, ce qui n'est pas négligeable pour le ravitaillement du Nord en produits de haute valeur. Les aéroports de Yaoundé et de Douala sont, eux, de classe internationale : avec 200 000 passagers locaux, Douala se classe au deuxième rang de ceux des pays francophones, au sixième de toute l'Afrique Noire (2), et Yaoundé au douzième (sixième pour les seuls francophones) avec 100 000 passagers. Pour le frêt, Douala avec 21 000 tonnes vient en troisième position en Afrique (3), Yaoundé en dix-septième avec 2500 tonnes.

(1) A titre de comparaison, on compte 16 vols hebdomadaires seulement entre Tananarive et Tamatave, 12 entre Abidjan et Bouaké, 12 entre Conakry et Kankan, mais 36 entre Accra et Kumassi.

(2) Derrière Nairobi, Kinshasa, Dar-Es-Salam, Abidjan et Accra.

(3) Derrière Kinshasa et Fort Lamy.

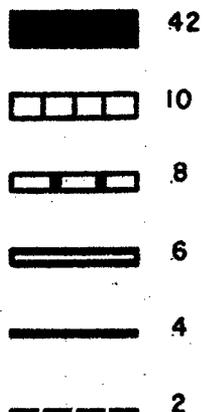
CAMEROUN

X ter

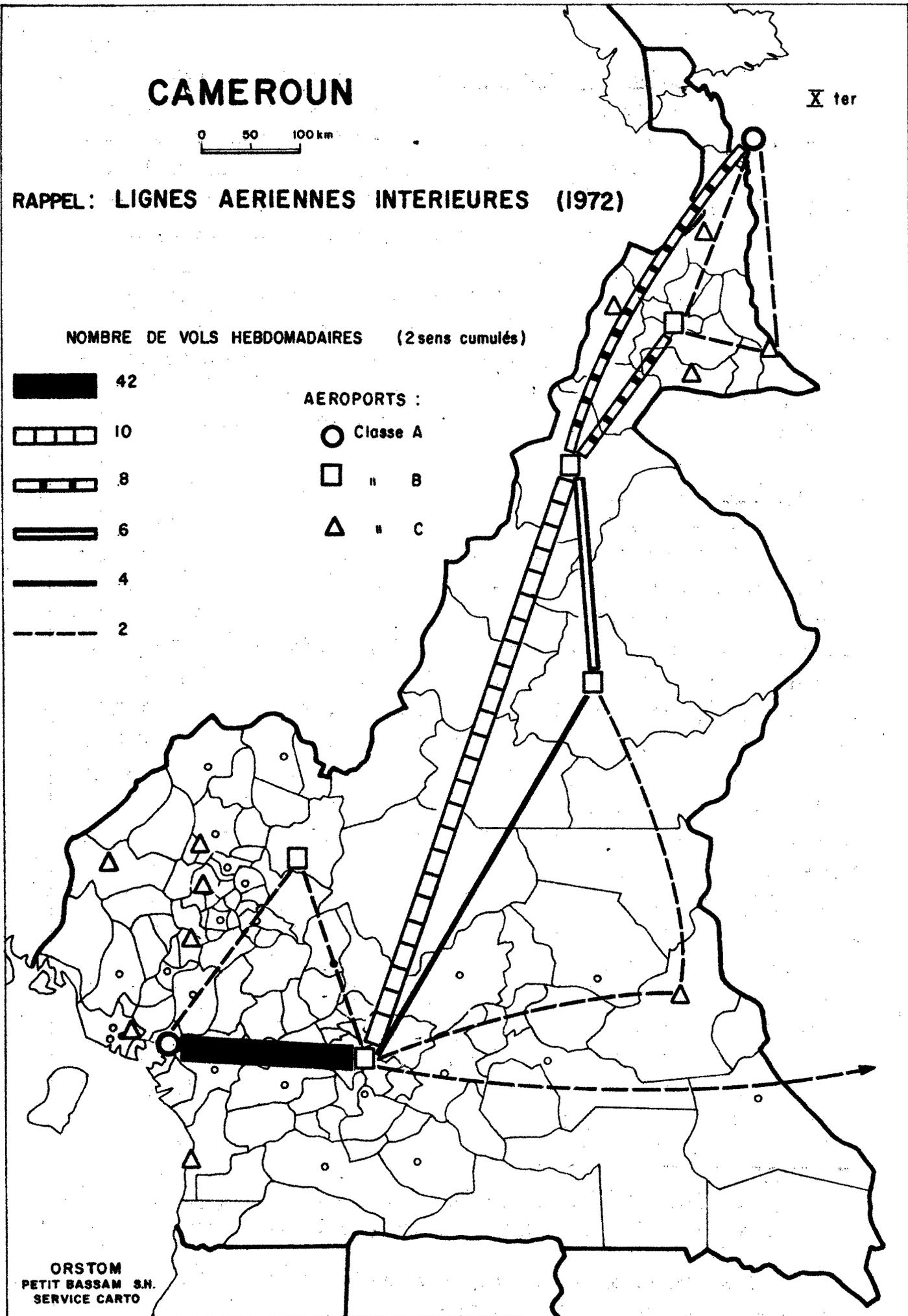
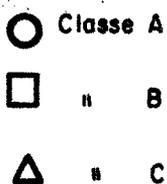
0 50 100 km

RAPPEL: LIGNES AERIENNES INTERIEURES (1972)

NOMBRE DE VOLS HEBDOMADAIRES (2 sens cumulés)



AEROPORTS :



Mais il faut surtout noter la spécialisation entre les deux villes : à l'exception d'un vol hebdomadaire vers Bangui et des lignes du Nord qui continuent sur Fort Lamy, toutes les lignes internationales (provenant de Paris, Rome, New York, Abidjan, Brazzaville, Lusaka, Addis-Abéba...) arrivent à Douala ; toutes les lignes intérieures partent de Yaoundé, seul centre de "dispatching" pour tout l'intérieur du pays.

4/. Les transports maritimes, enfin, nous résumant de façon tautologique la primauté écrasante de Douala. Nous venons de le voir, les transports aériens concernent une vingtaine de milliers de tonnes. Les douanes en ont enregistrées une quarantaine de mille aux postes-frontières terrestres. Tout le reste, soit deux millions de tonnes en 1970, passe par la mer, à raison de 130 000 pour le port de Kribi, 75 000 pour celui de Victoria, en déclin régulier (1), 20 000 pour le port fluvial de Garoua, qui redémarrait après trois années d'interruption dûes à la guerre du Biafra, et enfin 1 850 000 tonnes pour Douala -soit 88 % de l'ensemble des échanges extérieurs du pays- transportées par près de 2000 navires qui entretiennent à Douala une activité constante.

Car un grand port représente un investissement fort lourd, qu'il faut emprunter sur le marché extérieur, et qui doit donc assurer le maximum de rentabilité : les ports de moindre efficacité, exclus de toute modernisation importante, sont condamnés à une élimination plus ou moins totale, quelles qu'en puissent être les conséquences régionales, d'un bien faible poids en balance des grandes orientations d'une économie "extravertie" qui ne s'analyse qu'à l'échelle internationale. Douala tire donc sa force d'être le lieu privilégié de tous les échanges avec l'extérieur, et les agrandissements projetés (extensions sur place et appendice pétrolier à Victoria) accentuent encore cette prépondérance qui drainera aussi, avec l'achèvement du Transcamerounais, une part importante du trafic tchadien et centrafricain.

(1) Le port de Tiko, qui était spécialisé dans l'exportation des produits de plantation, a cessé toute activité en 1969. Dans l'un et l'autre cas, il s'agit d'un détournement de trafic vers Douala. L'activité de Kribi (bois et importations pour la firme commerciale KRITIKOS) se maintient.

CAMEROUN

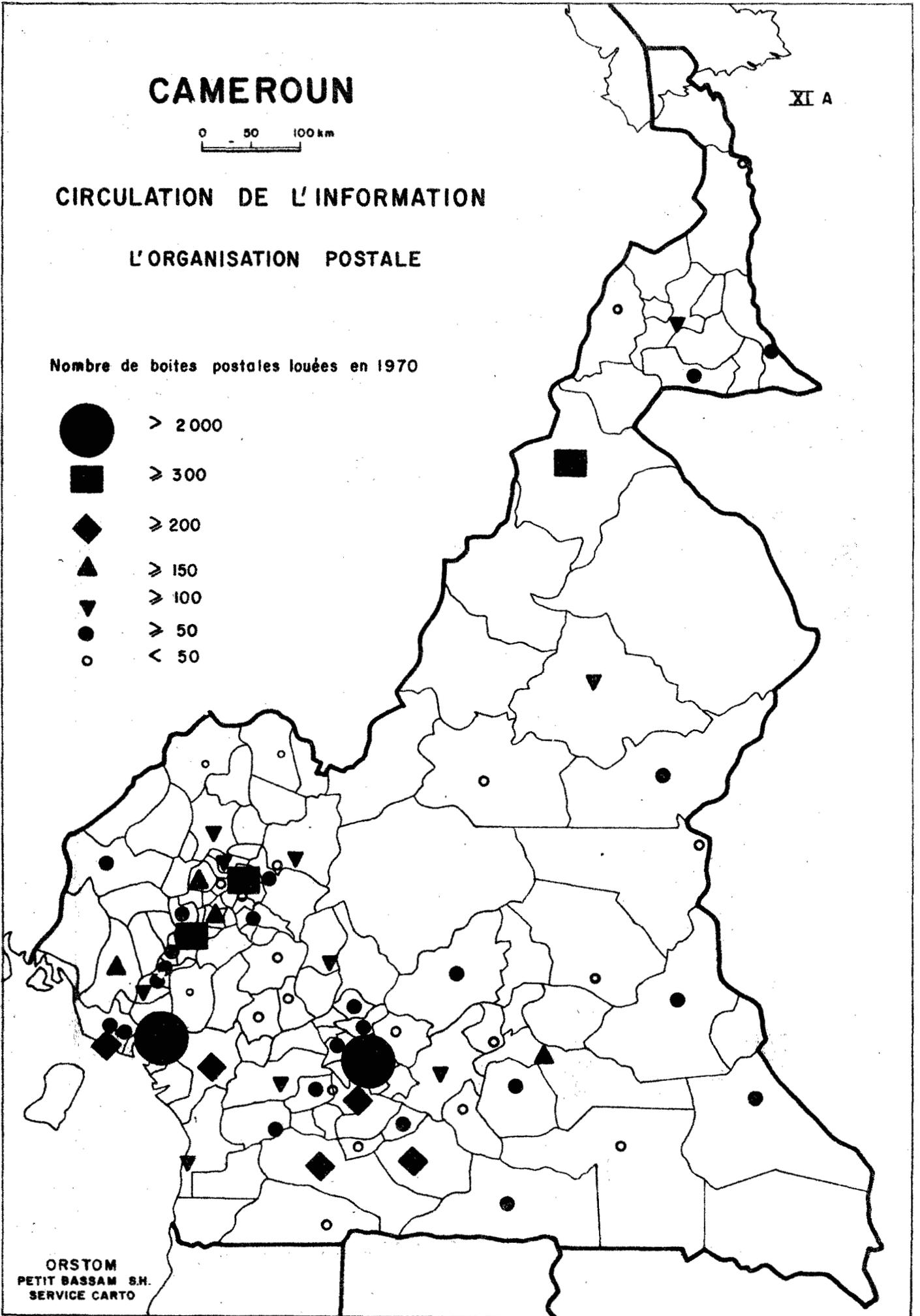
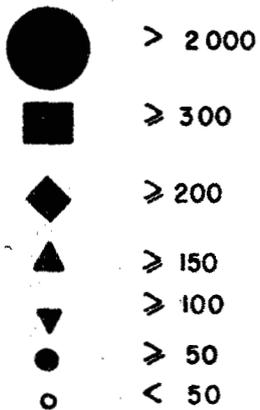
XI A

0 50 100 km

CIRCULATION DE L'INFORMATION

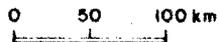
L'ORGANISATION POSTALE

Nombre de boites postales louées en 1970



ORSTOM
PETIT BASSAM S.H.
SERVICE CARTO

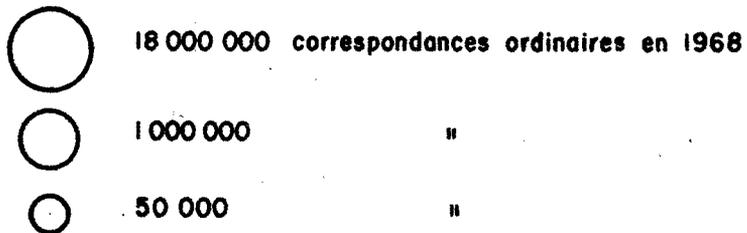
CAMEROUN



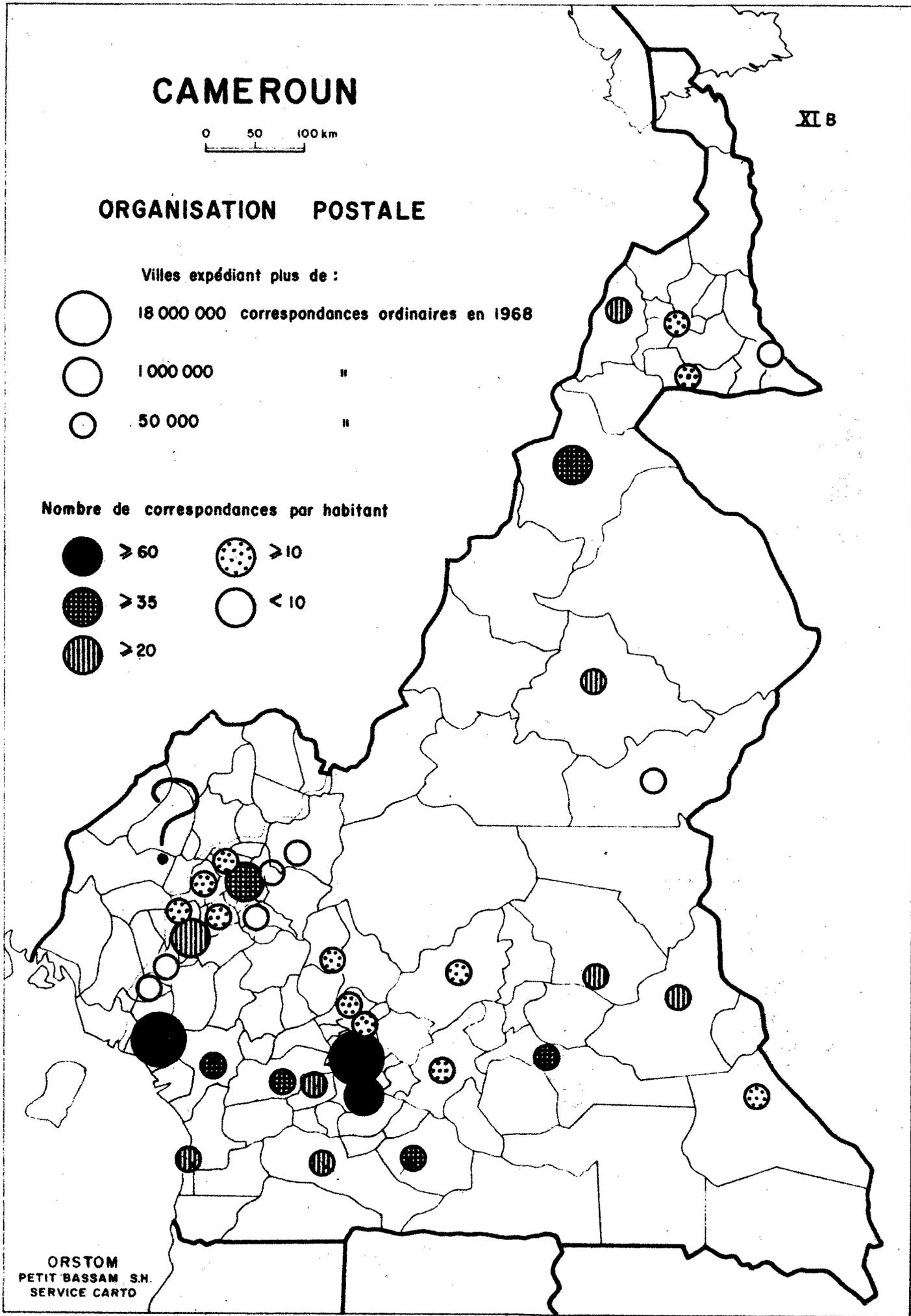
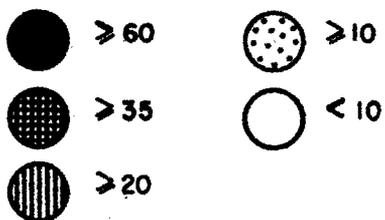
XI B

ORGANISATION POSTALE

Villes expédiant plus de :



Nombre de correspondances par habitant



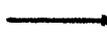
CAMEROUN

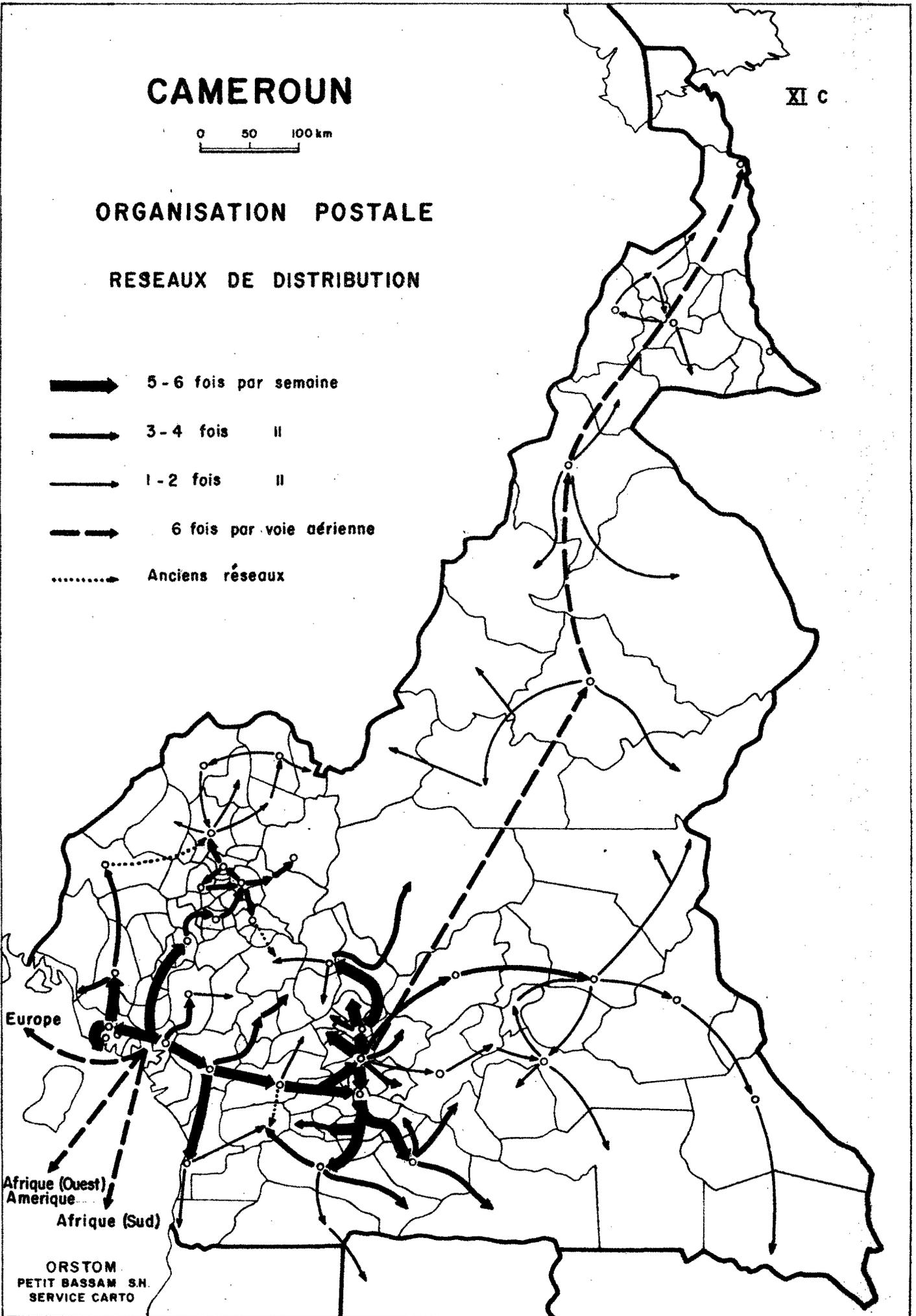
XI c

0 50 100 km

ORGANISATION POSTALE

RESEAUX DE DISTRIBUTION

-  5 - 6 fois par semaine
-  3 - 4 fois II
-  1 - 2 fois II
-  6 fois par voie aérienne
-  Anciens réseaux



Europe

Afrique (Ouest)
Amérique

Afrique (Sud)

ORSTOM
PETIT BASSAM S.H.
SERVICE CARTO

LA CIRCULATION DE L'INFORMATION :
L'ORGANISATION POSTALE

SOURCES : - documentation du Ministère des Postes et Télécommunications,
- enquête directe auprès des bureaux de poste des préfectures.

Après le foisonnement des multiples activités urbaines que nous venons de décrire, il nous faut, pour reprendre à la fois notre souffle et quelque hauteur de vue, tenter de classer toutes nos villes selon un critère unique rassemblant toutes les fonctions sociales et économiques. Ce révélateur universel, nous le demanderons à l'organisation postale (1) : en effet toutes les relations qu'une cité entretient avec le monde extérieur, de quelque genre qu'elles soient (en dehors des liaisons banales, a-typiques, avec son environnement immédiat), finissent tôt ou tard par des échanges de lettres, de coups de téléphone, de mandats, de télex..., dans l'un des 120 bureaux de poste du pays. Tous les mouvements de personnes et de biens sont doublés par les échanges d'informations que matérialise l'activité des postes et des télécommunications.

Parmi les nombreuses données dont nous pourrions faire l'analyse, nous n'en retiendrons que quatre (2).

1/. Le nombre des boîtes postales louées nous signifie clairement combien d'individus ou de collectivités ont, dans la ville ou ses environs proches, une activité assez largement tournée vers

(1) D'autant plus volontiers que les P.T.T. (comme les chemins de fer et l'Education Nationale) ont traditionnellement d'excellentes statistiques.

(2) L'étude des mandats postaux s'est révélée fort décevante, car ils ne concernent qu'une partie non significative des échanges d'argent.

l'extérieur pour justifier les frais de location d'une boîte postale (1). On voit donc se dessiner brutalement la hiérarchie des villes : Douala et Yaoundé dominant avec 2400 et 2100 boîtes en mars 1970, précédant de très loin Nkongsamba (500), puis Bafoussam et Garoua (300), Edéa (270), Victoria, Sangmélina, Ebolowa et Mbalmayo (de 200 à 220), que suit la troupe des préfectures ordinaires, généralement dotées de 100 à 150 boîtes. La première sous-préfecture arrive au vingt-et-unième rang, c'est Mbanga avec 100 boîtes ; la suivent d'assez près les villes moyennes du Mungo (Manjo, Loum, Penja, Mélong) et les gros bourgs de la région qui entoure Yaoundé (Saa, Zoétélé, Okola, Makak,...). L'Est est fort mal pourvu, en particulier sa capitale régionale : 47 B.P. seulement à Bertoua (contre 63 à Batouri), à l'exception d'Abong Mbang (près de 200), expression de l'activité générale du plus peuplé des départements de la province. Il en est de même pour le Nord, en dehors de ses trois grandes citées, et pour la province anglophone du Nord-Ouest où, malgré l'implantation de nouveaux bureaux à Kumbo et à Gwofon, seule Bamenda fait vraiment figure urbaine.

2/. Comment cet équipement est-il utilisé ? Pour mesurer l'intensité du trafic postal, et donc de la vie de relation des villes, nous ferons appel à un document qui nous donne le nombre total des correspondances ordinaires expédiées et reçues par chacun des bureaux de poste (du Cameroun Oriental seulement, hélas) durant l'année 1967-68. La capitale économique et la capitale politique se trouvent alors réunies très loin au dessus de la masse des autres villes : avec 18,9 et 18,4 millions de correspondances, elles représentent 71 % du total. Bafoussam (1,8 million, soit 3,5 %),

(1) Le nombre total des boîtes disponibles est moins intéressant, car il est fixé empiriquement par l'administration des postes. Un grand nombre de boîtes vacantes signifie soit une toute récente modernisation (Bafoussam), soit une mauvaise évaluation des besoins (Bangangté n'utilise que 50 de ses 300 boîtes), soit une régression (Batchenga a 130 boîtes libres depuis le déclin de sa plantation).

Garoua (1,7) et Mbalmayo (1,5) devancent Nkongsamba (1,2), qui précède nettement Edéa (0,8), Ebolowa et Ngaoundéré (0,5), Maroua, Sangmélina et Dschang (0,4) : les fonctions économiques sont donc ici visiblement l'élément moteur. Pour mettre encore mieux en valeur le niveau d'activité des villes, rapportons ce volume des correspondances au nombre des citadins : on en trouve ainsi 102 par habitant à Yaoundé, suivie de son habituelle seconde en influence régionale, Mbalmayo (81) et de Douala (63 seulement). Garoua (54) -seule du Nord-Sangmélina (48), Bafoussam (44) -seule de l'Ouest-, Edéa (41) se distinguent nettement de la masse des villes aux valeurs beaucoup plus basses : 21 à Ebolowa, 13 à Bafang, 7 à Foumban... qui n'ont donc que bien peu de relations avec le monde extérieur. Cependant les valeurs étonnement faibles des cités du Mungo (Nkongsamba : 22, Mbanga : 6, Loum : 4...), qui n'ont pourtant rien de repliées sur elles-mêmes, s'expliquent peut-être par la trop grande facilité des communications sur l'axe Douala-Nkongsamba : sans doute les gens préfèrent-ils se déplacer en personne plutôt que de confier leurs problèmes à un courrier pas toujours bien rapide.

3/. L'organisation du réseau de distribution du courrier, ses directions, sa fréquence nous sont également un bon indicateur des structurations spatiales. Douala et Yaoundé en sont les deux plaques tournantes, au coeur chacune d'un écheciveau de circuits dont les principaux sont desservis tous les jours ouvrables et dont les autres voient leur fréquence diminuer à mesure que croît l'éloignement : Lomié, Moloundou, Nwa, Tcholliré... ne sont même atteintes qu'une seule fois par semaine. Buéa, Nkongsamba et Mbalmayo font figure de relais de première importance ; Kumba, Bafoussam, Bamenda, Edéa, Bafia, Ebolowa, Sangmélina, Bertoua, Abong Mbang et les trois villes du Nord (touchées quotidiennement par avion), redistribuent le courrier deux à trois fois par semaine dans leurs régions respectives.

Ce circuit est périodiquement modifié pour mieux coller aux exigences de la réalité ; la principale réadaptation faite dans les années 1970 a concerné la desserte de Bamenda, effectuée maintenant depuis Bafoussam et non plus par Mamfé, étape très

caractéristique du passage progressif des régions anglophones (naguère médiocrement liées les unes aux autres) dans le réseau urbain hiérarchisé que domine Douala.

4/. Enfin, puisque bien rares sont les renseignements que nous avons sur les aspects régionaux des questions financières, jetons un coup d'oeil sur le rôle de caisse d'épargne que remplissent les bureaux de poste. Sur 650 millions de francs CFA collectés en 1968, Douala en a recueilli 255 (40 %) et Yaoundé 202 (31 %), alors que Nkongsamba n'en encaissait que 29, Dschang 26, Bafoussam 22, Edéa 19, Ebolowa et Sangnéliema une quinzaine chacune, Bangangté, Mbalmayo, Garoua, Bafang et Obala une petite douzaine. Hormis la capitale du Nord, ce sont donc uniquement les villes des régions sud-occidentales du pays - en particulier celles de l'Ouest et des environs de Yaoundé - qui drainent une épargne notable, significative à la fois de l'importance de la circulation monétaire et de la pénétration des habitudes économiques de type moderne.

*

* *

Rappelons que dans ce pays où les gens sont dépourvus d'adresse individuelle, une part importante des communications personnelles (convocation des fonctionnaires, résultats des examens...) utilise, comme les informations générales, le canal de la radio. Yaoundé, siège de la radiodiffusion nationale, est naturellement privilégiée, ainsi que Douala, Buéa, Garoua... dotées d'émetteurs régionaux (qui font quelques émissions en langues vernaculaires). Les autres villes n'ont évidemment guère de moyens de se faire entendre.

CAMEROUN

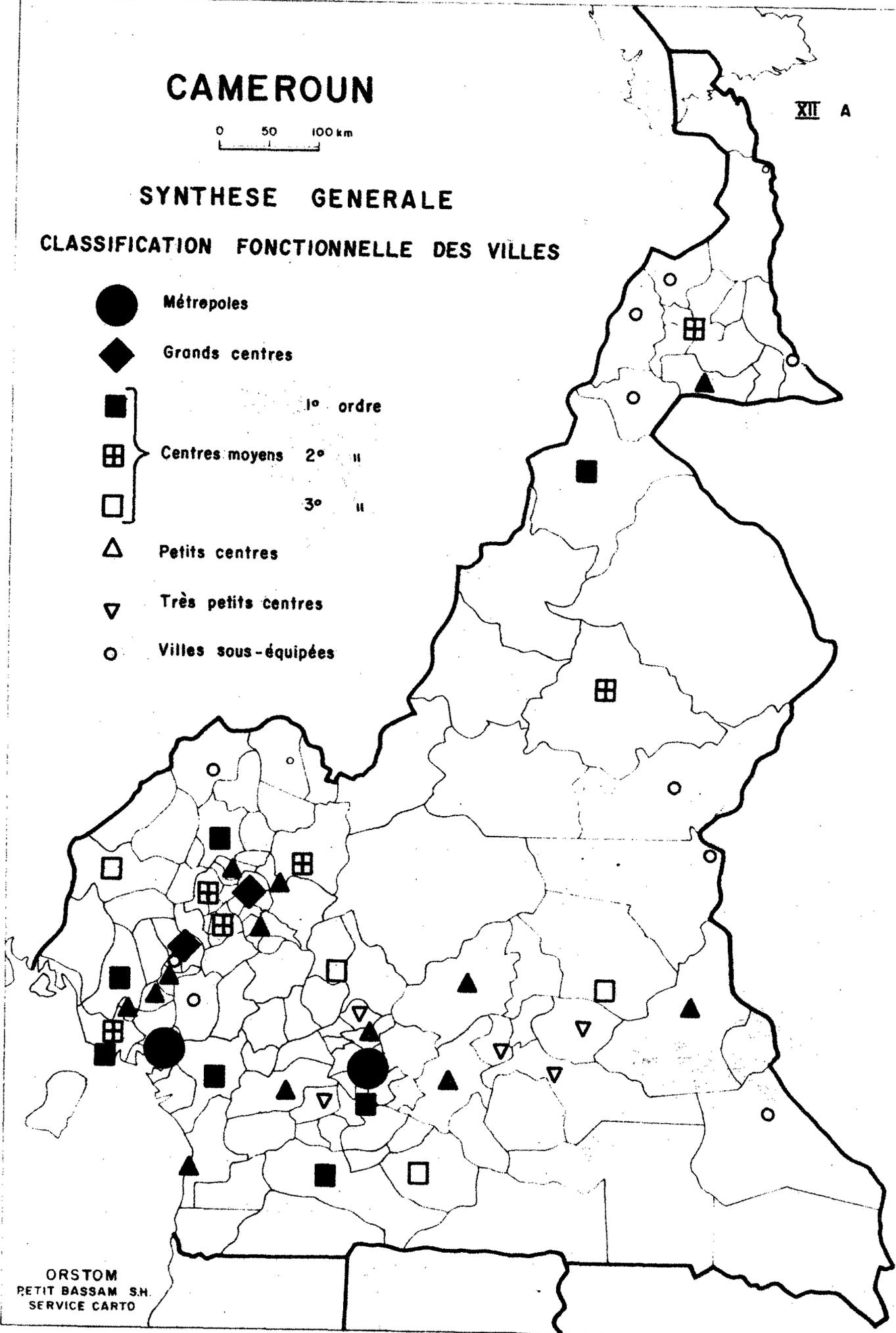
0 50 100 km

XII A

SYNTHESE GENERALE

CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES VILLES

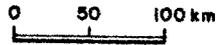
- Métropoles
- ◆ Grands centres
- } 1^o ordre
- ⊞ } Centres moyens 2^o "
- } 3^o "
- △ Petits centres
- ▽ Très petits centres
- Villes sous-équipées



CAMEROUN

XII B

0 50 100 km

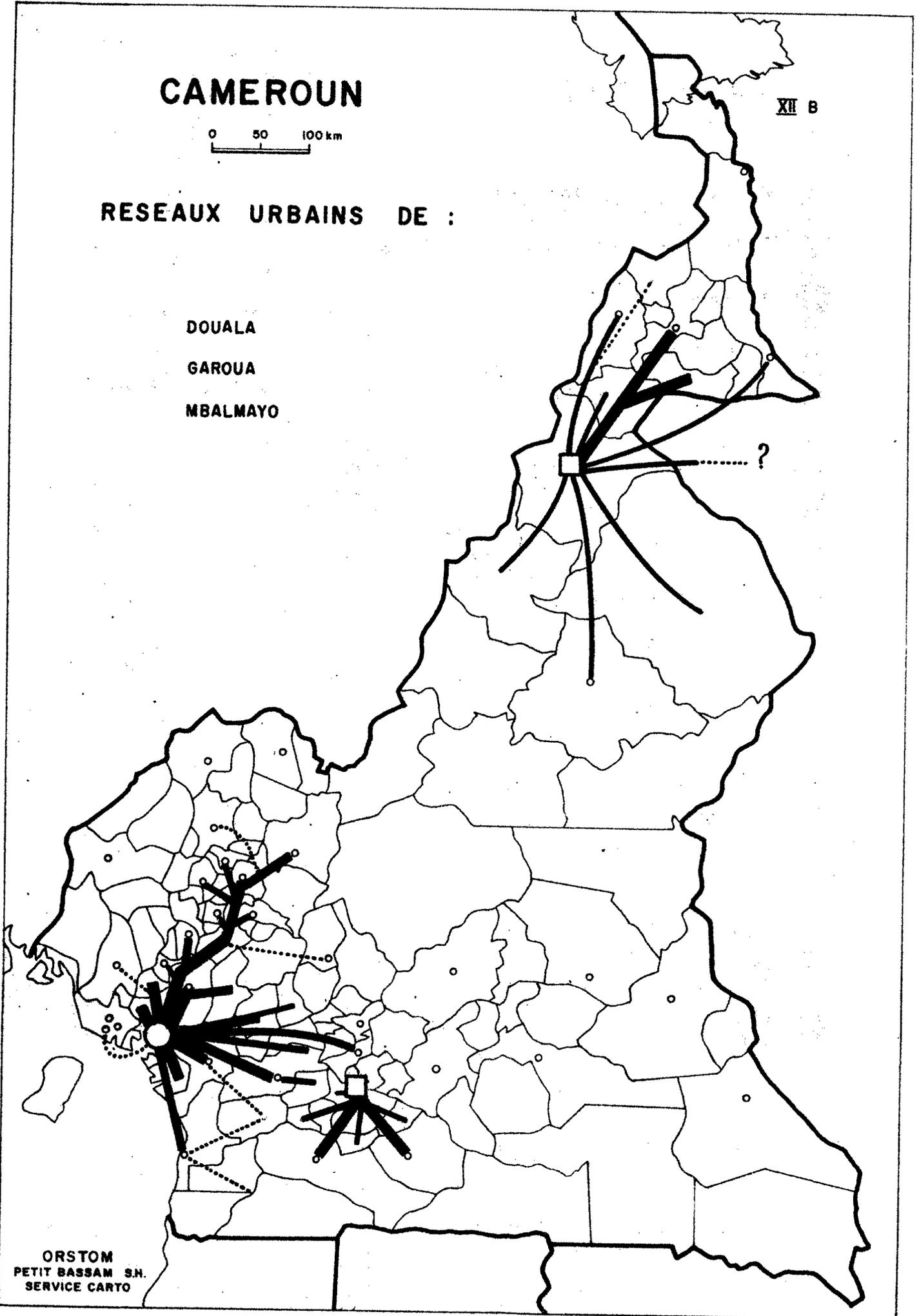


RESEAUX URBAINS DE :

DOUALA

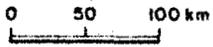
GAROUA

MBALMAYO



ORSTOM
PETIT BASSAM S.H.
SERVICE CARTO

CAMEROUN



XII c

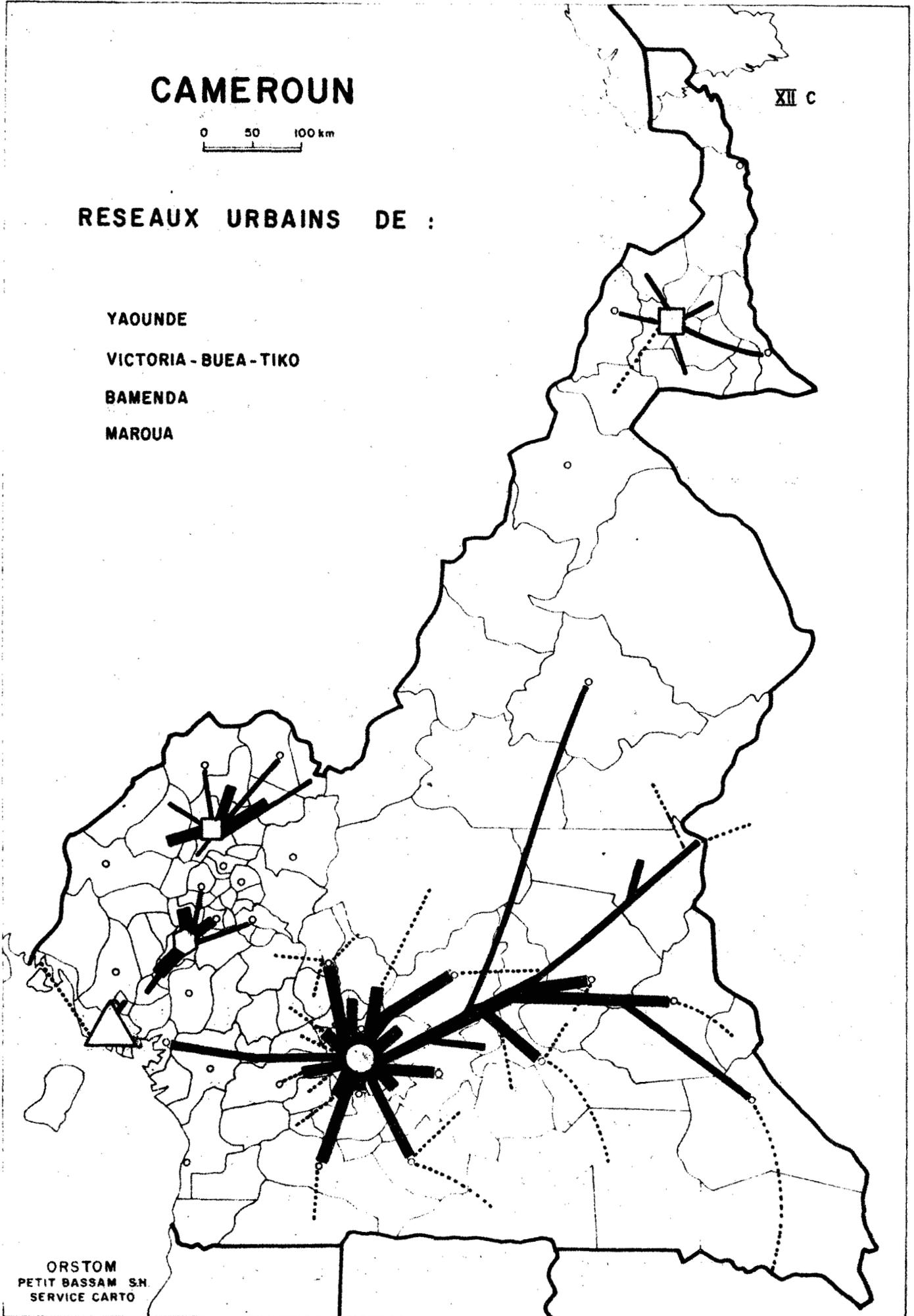
RESEAUX URBAINS DE :

YAOUNDE

VICTORIA - BUEA - TIKO

BAMENDA

MAROUA



ORSTOM
PETIT BASSAM S.H.
SERVICE CARTO

CAMEROUN

0 50 100 km

XII D

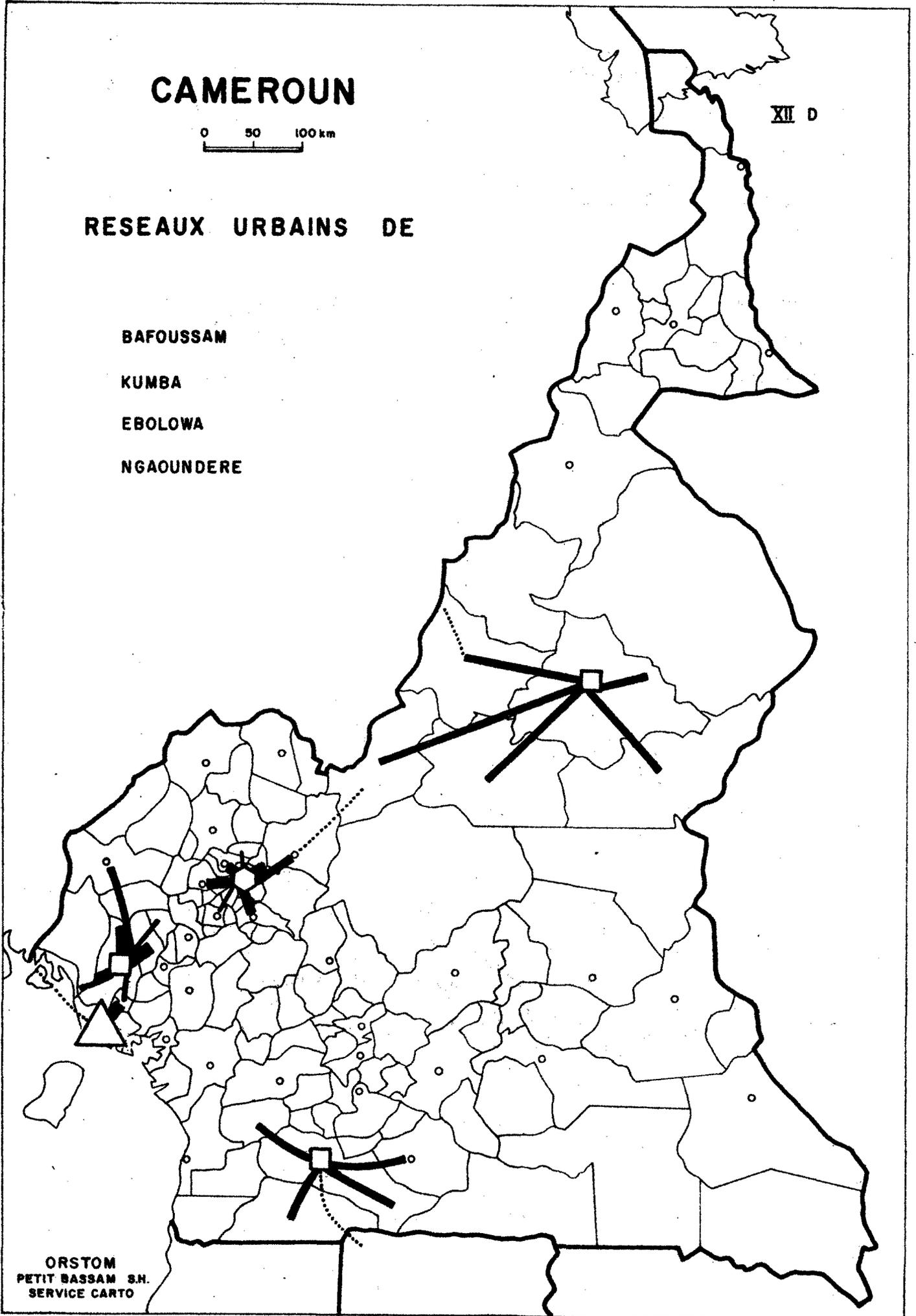
RESEAUX URBAINS DE

BAFOUSSAM

KUMBA

EBOLWA

NGAOUNDERE



ORSTOM
PETIT BASSAM S.H.
SERVICE CARTO

ESSAI DE SYNTHÈSE

Depuis le temps que nous jonglons avec les catégories de villes, le lecteur qui se sentirait un peu désorienté aurait quelques excuses à cela. En effet, si Douala et Yaoundé sont régulièrement venues en tête -tantôt l'une, tantôt l'autre- et si certains noms ont été très souvent cités : Nkongsamba, Victoria, Garoua, Bafoussam..., la plupart des villes apparaissent ici, disparaissent là sans qu'il nous soit possible d'en retenir une image d'ensemble. Cet effort indispensable de classification synthétique nous contraint donc à chercher un dénominateur commun à des variables aussi disparates que des lits d'hôpitaux, un nombre de fonctionnaires et un volume de chiffre d'affaires. Mais ce que nous recherchons dans cette impensable comparaison, ce sont moins les valeurs absolues que les écarts relatifs, le rapport avec les autres villes. D'où l'idée pour chacune de nos séries, d'en confronter les chiffres avec ceux de la ville la mieux classée : celle-ci recevra un indice 100, les autres centres se voyant crédités d'un nombre de points correspondant à leur pourcentage de cette donnée maximale. Ainsi, par exemple, en ce qui concerne la population urbaine, aura-t-on Douala marquée 100, Yaoundé 60, Nkongsamba 18, Kumba 15, Bafoussam 14, Maroua 12, Garoua 11, Bamenda 10, et ainsi de suite.

Nous allons donc essayer de calculer ainsi un coefficient d'importance relative pour chacune des principales fonctions urbaines en nous appuyant sur celles des séries chiffrées qui sont à la fois significatives, complètes et fiables. Que l'on ne nous cherche pas querelle sur cette sélection -liée à des contraintes pratiques- car nos tâtonnements préliminaires montrent que l'utilisation d'autres valeurs ne nous donne pas des résultats bien différents, à quelques nuances près. Pour les fonctions sociales, nous avons retenu dans chaque ville le nombre de fonctionnaires et celui de ses élèves de l'enseignement secondaire et supérieur (1). Yaoundé arrive en tête dans la

(1) Les hôpitaux, trop standardisés, sont ici peu instructifs. On tiendra compte du cas particulier d'Ayos en lui attribuant deux points dans la synthèse générale.

première série (indice 100, contre 48 à Douala), en second dans l'autre (96 points contre 100 à Douala). Totaliser les deux séries et les ramener à une seule, où une métropole unique et omnipotente aurait 100, nous donner une moyenne de 98 à Yaoundé et 74 à Douala, puis 25 à Nkongsamba, 18 à Bafoussam, 14 à Ebolowa, 11 à Buéa...

Concernant les fonctions économiques, nous avons retenu empiriquement quatre données : l'ensemble des entreprises économiques immatriculées, les agences des grandes compagnies commerciales et financières, le nombre des salariés du grand commerce et enfin le chiffre d'affaires industriel par ville, ce qui équilibre à peu près les divers types d'activité. Douala est ici chaque fois prépondérante : 100 points. Yaoundé n'en vaut que la moitié : 54 et les villes suivantes beaucoup moins : 15 à Nkongsamba et Bafoussam, 13 à Victoria, 11 à Garoua, 9,7 à Mbalmayo... Enfin pour les fonctions "relationnelles", nous avons pris en compte d'une part les services de transports (licences de taxis de brousse, gares ferroviaires, aéroports, et une donnée que nous n'avions pas encore employée ici mais qui donne une excellente idée du trafic routier de chaque ville : le nombre des pompes à essence, grosso-modo proportionnel à la consommation de carburant), d'autre part la circulation de l'information, grâce aux boîtes postales et au volume des correspondances (1). Douala, surclassée quant au nombre des taxis de brousse, l'emporte finalement : 92 points contre 78 à Yaoundé et -comme toujours loin derrière- 15 à Nkongsamba, 10 à Bafoussam, 9,6 à Mbalmayo, 9,1 à Victoria...

Additionnons tout simplement ces trois données qui se pondèrent l'une l'autre. Une capitale théorique "macrocéphale" jouirait de 300 points ; Douala et Yaoundé, qui se partagent les fonctions de commandement du pays, en recueillent respectivement 266 et 230. Un grand vide les sépare de Nkongsamba, obstinée troisième (55), et plus encore de Bafoussam (43), pourtant toutes

(1) Ce dernier chiffre, comme celui des "entreprises immatriculées" nous manque pour le Cameroun Occidental. On y a remédié pragmatiquement en dédoublant une autre valeur significative : boîtes postales et agences des grandes compagnies. Malgré tout, les villes anglophones restent probablement sous-évaluées.

deux nettement échappées du gros peloton des villes moyennes, dont huit comptent de 20 à 30 points, dix de 10 à 19, quinze de 5 à 9, ces derniers indices signifiant donc une panoplie de fonctions équivalant à 2 ou 3 % de celles des métropoles. Parmi ces trente-sept villes, on retrouve les sept capitales de province, vingt-trois préfectures, plus une déchue (Obala), et six sous-préfectures (1).

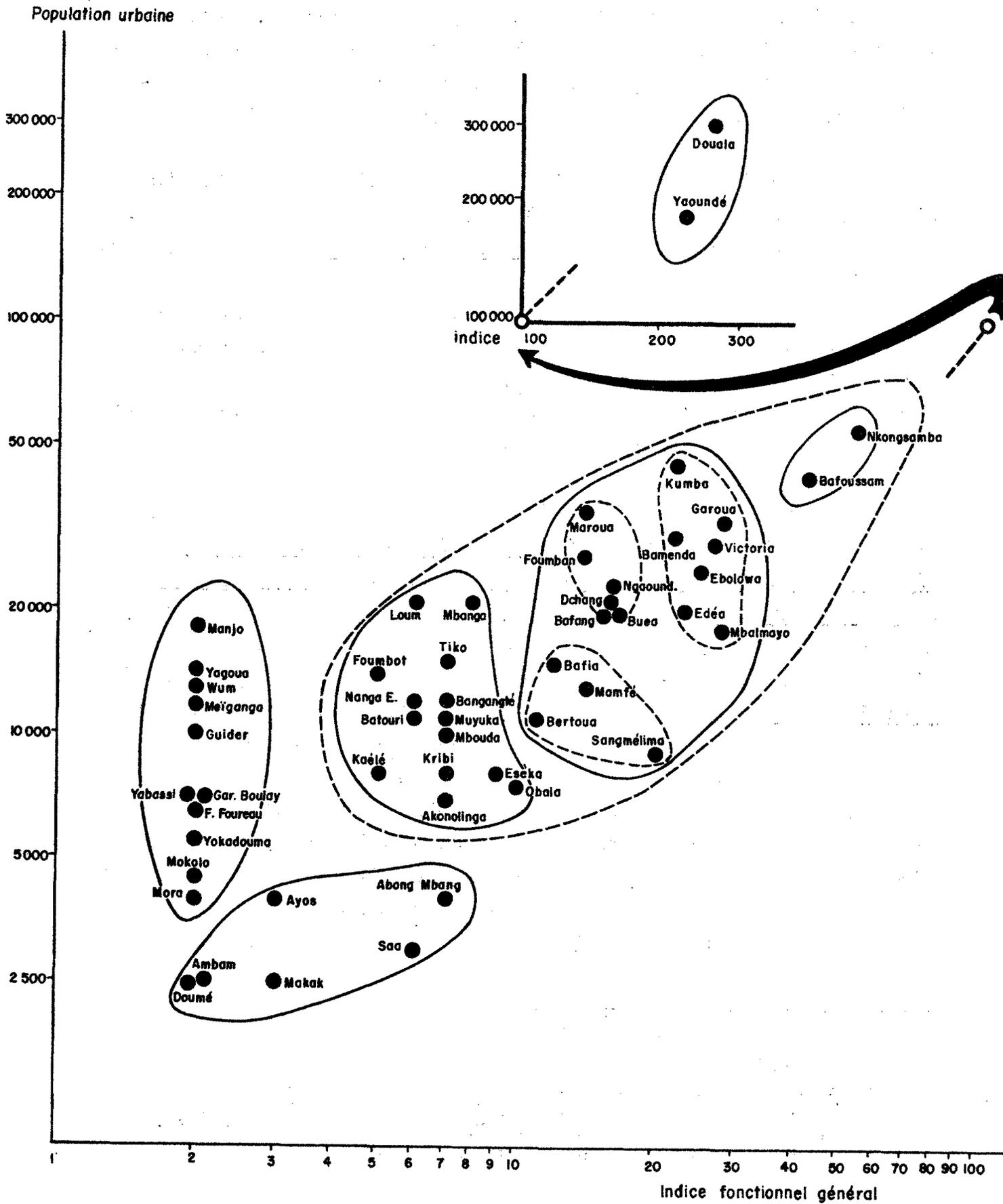
Dès les premières lignes de ce texte, avant d'insister si longuement sur l'aspect fonctionnaliste du phénomène urbain, nous avons rappelé combien la taille des villes était une donnée essentielle. Pour vérifier la corrélation des deux critères, croisons-les sur le schéma ci-dessous (2). Une forme très nette de fuseau se dessine, s'élargissant depuis son extrême pointe, où se situent les villes qui sont à la fois les plus peuplées et les plus actives, jusqu'à sa base où divergent de plus en plus petits centres dynamiques et grosses villes sous-équipées.

Cette fois-ci, nous avons entre les mains un instrument de mesure globale significatif. Un véritable fossé marque la différence de nature qui sépare les deux métropoles de l'ensemble des villes moyennes. Celles-ci peuvent se subdiviser en grands, moyens et petits "centres", ce mot exprimant la forte concentration d'hommes et de services que ces villes ont accumulés. Deux "grands" centres, nous l'avons vu, se distinguent clairement : Nkongssamba et Bafoussam, cette dernière bien partie dans tous les domaines pour rattrapper et dépasser la vieille troisième cité du pays. Parmi les centres moyens, il faut distinguer trois catégories ; ceux de premier ordre (Garoua, Bamenda, Kumba, Victoria, Edéa, Ebolowa, Mbalmayo) ont des activités relativement intenses : indices compris entre 20 et 30 points, et une assez forte population : de 20 à 35 000 habitants en général ; les

(1) Aucune de ces dernières ne dépasse les 8 points.

(2) Vu la manière dont sont calculés ces chiffres, il serait évidemment vain de prétendre les soumettre à un quelconque traitement mathématique. On comparera cette méthode et ses résultats à ceux de Mlle A.M. COTTEN sur la Côte d'Ivoire dans l'Atlas National de ce pays.

Schéma n° 2



centres moyens de deuxième grandeur (Maroua, Ngaoundéré, Foumban, Dschang, Bafang et Buéa) ont des chiffres de population comparables, mais des indices fonctionnels plus faibles, tandis que ceux de troisième ordre (Mamfé, Bafia, Bertoua et Sangmélina) ont la même activité que ces dernières mais avec une population bien moindre. Les petits centres, fort nombreux (ce sont la plupart des autres préfectures, plus les sous-préfectures de Mbanga, Loum, Tiko, Muyuka, Pombot et Kaélé) forment le niveau inférieur des catégories incontestablement urbaines.

Viennent enfin deux groupes tout-à-fait dissemblables : quelques "très petits centres" (Abong Mbang, Doumé, Ayoa, Saa, Makak) que distinguent quelques fonctions-scolaires le plus souvent - malgré leur très faible poids numérique, et un bon nombre de "villes sous-équipées" que leur grande taille oblige à prendre en considération malgré des indices fonctionnels atteignant péniblement les deux points (Mokolo, Yokadouma, Mora, Fort Foureau, Garoua Boulay) et même moins encore chez les plus grosses (Guider, Wum, Meiganga, Yagoua ou Manjo). Quant aux autres agglomérations, les villes pré-coloniales (Tibati, Banyo...), les gros bourgs agricoles (Kékem, Ndop, Njinikom) ou les plus ou moins évanescentes nouvelles préfectures du Cameroun Occidental, elles n'émergent pratiquement pas du monde rural qui les baigne.

*

* *

Classer les villes, c'est attribuer à chacune une étiquette qualificative, et non la situer concrètement dans ses rapports avec les autres cités. Il nous faut maintenant esquisser les formes du réseau urbain qui les associe et les hiérarchise. Pour cela, appelons à la rescousse nos données concernant l'exode rural, les systèmes commerciaux, l'organisation des transports -en particulier routiers- et toutes les informations sur les relations entre villes que nous avons pu glaner ici ou là. Représentons (carte n° 12) les liaisons ainsi déterminées par des axes symboliques, dont la répartition d'ensemble dessine un jeu de "noeuds" plus ou moins complexes qui sont les points forts du maillage urbain.

Douala et Yaoundé ont naturellement une place fondamentale, l'une maîtresse de l'essentiel des relations avec le monde extérieur, l'autre pierre angulaire de toutes les fonctions dépendant de l'Etat. Pour des raisons de lisibilité, nous avons escamoté ce rôle national (1), ne laissant donc en évidence que les relations des deux métropoles avec leur environnement régional. Celui de Douala comprend l'essentiel de la zone côtière : le Mungo méridional, en particulier le bassin "viticole" (2) de Dibombari, le Nkam, dont les villages riverains du Wouri fournissent aussi une bonne part de l'approvisionnement vivrier de la grande ville, le pays bassa avec ses exploitations forestières et ses plantations et surtout la ville d'Edéa, dont le gros de la puissance industrielle n'est en fait qu'un appendice de la capitale économique, enfin - plus faiblement - Kribi et son arrière-pays, dont les bois et le tourisme sont les ressources principales. A cet espace contrôlé directement s'ajoute naturellement la forte influence exercée sur les contrées voisines par l'intermédiaire des centres régionaux dominés par Douala, en particulier les villes de l'Ouest et Nkongsamba. Celle-ci s'est néanmoins taillé une emprise rigoureuse sur le Mungo septentrional, de la forêt de Kompina jusqu'aux falaises abruptes qui dominent la plaine des Mbo ; son influence y est relayée par de grosses bourgades très rapprochées (Mbanga, Loum, Manjo, Melong et même Kékem), faiblement équipées en services tertiaires mais bien enracinées dans cette opulente et dynamique région de cultures vivrières et exportatrices (3), comme en témoigne l'intensité

(1) En indiquant simplement leur relation réciproque, signifiant que, par exemple, le ravitaillement de Yaoundé vient du grand port mais que le contrôle de l'urbanisme de Douala dépend entièrement des bureaux de la capitale.

(2) Il s'y est produit un véritable détournement de plantation, les paysans élaiculteurs ayant complètement abandonné l'exploitation de l'huile au profit de celle du vin de palme destiné aux 300 000 gosiers de Douala.

(3) Le café en particulier, nous l'avons dit, dont le décorticage mécanique, le groupage commercial et le transport sont pour l'essentiel entre les mains de la puissante bourgeoisie bamilé-ké, surtout de celle de Nkongsamba. La domination de Nkongsamba sur les villes du Mungo central reproduit - à l'échelon inférieur - celle des deux métropoles sur les centres moyens du pays.

du trafic sur l'axe routier que contrôle la troisième ville du Cameroun. Son aire d'action s'étend aussi sur le sud-ouest du pays bamiléké, prépondérante à Bafang mais, de plus en plus, surclassée à Dschang et à Bangagté par celle de Bafoussam. Car celle-ci, depuis l'Indépendance, a connu un essor prodigieux (nous avons vu que sa population a quadruplé en dix ans) qui en fait la plus dynamique des capitales régionales, drainant intensément hommes, vivres, café, capitaux de ses proches environs : la Mifi, Mbouda, Foumbot, mais aussi, chaque année d'avantage, de tout l'Ouest. Elle s'affirme maintenant comme la métropole de tous les Bamiléké ; ceux qui ont fait fortune dans les chemins de l'émigration reviennent y investir en entreprises et surtout en immeubles de rapport, dont la prolifération donne une allure de ville-champignon aux quartiers méridionaux de Bafoussam, alors que ceux du nord, peuplés d'autochtones, sont restés par le paysage et le genre de vie beaucoup plus ruraux. Cette flambée urbaine, fruit et symbole du dynamisme du pays bamiléké, ne permet évidemment pas aux autres villes de l'Ouest de s'affirmer, en dehors de Mbouda, laquelle ne partait pas de grand'chose : Bangagté et Foumbot restent de gros bourgs agricoles ; Dschang et Foumban somnolent sous les ombrages de leur splendeur ancienne ; Bafang, coincée entre Nkongsamba et Bafoussam et privée de sa fonction stratégique par le retour de la paix civile, exhibe ses bâtiments inachevés hérissés de fers à béton, signe visible d'un espoir de croissance évanoui.

Le Cameroun Occidental se présentait encore, à la fin de la première décennie de la Réunification, comme éclaté en trois ensembles régionaux faiblement liés les uns aux autres. Au sud, entremêlé parmi les gigantesques plantations du pied du Mont Cameroun qui ont fait la richesse et l'originalité du département du Fako, c'est le complexe urbain composé d'une part de trois villes -plutôt des nébuleuses de quartiers mal articulés - qui se partagent les fonctions de commandement : Victoria, centre des affaires, de l'industrie et de l'administration locale, Buéa, capitale politique régionale, et Tiko, ancien port (maintenant supplanté par Douala) et active place de petit commerce pour les milliers de travailleurs des plantations qui l'entourent, d'autre

part de petits bourgs intercalaires, parmi lesquels la tradition anti-centralisatrice des Britanniques a éparpillé de nombreuses fonctions sociales et économiques : Mutenguéné, Ekona, Bolifamba et, depuis quelques années, Ombé, nouvelle zone industrielle. Entre tous ces noyaux urbains, espacés le plus souvent de moins d'une dizaine de kilomètres l'un de l'autre, se font des échanges assez intensifs pour que l'on puisse parler de conurbation. S'y rattachent la région de Muyuka, prospère de ses exploitations forestières et de ses nombreux collèges, et - de façon beaucoup plus ténue - la côte occidentale avec ses pêcheries et ses plantations industrielles accessibles seulement par bateau.

Au centre domine la grosse ville de Kumba, elle aussi dépourvue de véritable allure urbaine, avec ses constructions basses et ses quartiers dispersés comme au hasard, au coeur d'une plantureuse région agricole où sont exploités avec autant de bonheur produits vivriers pour les marchés urbains (Douala en particulier) et grandes plantations d'exportation (Tombel, Ikiliwindi, Mbongué-Lobé,...). Kumba contrôle également, mais d'assez loin le bassin de Mamfé, fertile et assez bien peuplé, mais aujourd'hui fortement marginal, alors que c'était autrefois la porte de la Nigéria. Les hauts plateaux du Nord-Ouest, quant à eux, encore très faiblement urbanisés, sont sous la dépendance étroite de Bamenda, seule véritable ville et capitale inconstable de la région; elle jouit d'une forte autonomie grâce à ses commerçants, à ses hommes d'affaires, à son élite politique qui ont donné l'impulsion à ses nombreuses activités économiques et sociales (collèges techniques, hôtels, coopératives, imprimeries et autres petites entreprises...) et qui lui manifestent un intérêt égal à l'attrait éprouvé par les Bamiléké envers Bafoussam, ville symétrique bien plus que concurrente.

Ces trois régions, jusqu'ici assez isolées, sont en train de basculer à vitesse croissante dans l'orbite de Douala, en particulier depuis l'ouverture (en 1969) de la route directe Douala - Tiko (1) et du chemin de fer Mbanga - Kumba, qui permettent enfin une circulation aisée et massive des hommes, des

(1) La réalisation projetée d'un avant-port pour hydrocarbures et pondéreux dans la baie de Victoria accélèra beaucoup son intégration à Douala (analogue à celle que l'on peut voir entre Accra et Tèma, mais ici sur une distance d'une centaine de kilomètres au lieu de vingt).

biens, de l'argent ; le premier effet de cette satellisation a été le déclin des ports de Tiko et de Victoria. Mais Bamenda, isolée dans ses montagnes, n'a jusqu'ici guère concédé de son indépendance.

Dans l'hinterland trône Yaoundé, seule. C'est d'ailleurs en vue de cette fonction de commandement des régions forestières qu'elle avait été distinguée par les administrateurs allemands ; son excellente position entre Sanaga et Nyong, au pied du col le plus aisément franchissable des monts de la Lékié méridionale, en plein coeur de la région la plus peuplée, lui a permis dès le début du siècle de distancer pour toujours Ebolowa qui se posait alors en rivale. Son influence s'exerce très fortement sur les régions qui l'entourent : elle contrebalance celle de Douala dans l'est du pays bassa (Makak, Matomb, Botmakak) et domine le Mbam, la Haute Sanaga, le Nyong-et-Mfoumou, dont les chefs-lieux n'arrivent pas à s'affirmer ; elle écrase la Lékié et ses bourgades, où Obala a perdu depuis vingt-cinq ans tout rôle économique autre que strictement local et n'a même plus sa fonction préfectorale pour se défendre.

Plus compliquées sont les relations avec Mbalmayo. Incontestablement, la concurrence de la métropole est très dure et rogne d'année en année le potentiel régional de la petite ville : avant le goudronnement (à la fin des années cinquante) de la route qui les relie, l'influence de Yaoundé ne pénétrait guère sur la rive gauche du Nyong, dont la gare de Mbalmayo était l'exutoire naturel ; maintenant les transporteurs venant du Sud n'ont qu'une heure de route supplémentaire pour arriver dans une ville infiniment mieux équipée en services de toutes sortes. Mais Mbalmayo a encore quelques atouts pour éviter le court-circuitage complet : sa gare, ses industries, son école supérieure spécialisée en font la capitale du bois, et son réseau routier lui assure encore quelque autorité sur la petite mais vivante Sangmélima et sur Ebolowa, vieille capitale du pays boulou (et même du Woleu-Ntem gabonais), dont l'apogée et le déclin furent ceux de la culture du cacao dans la région.

L'Est, quant à lui, est complètement dépourvu de réseau urbain autonome : en dehors de l'aspect administratif, aucune de ses villes, qui contrôlent d'ailleurs assez mal leurs environs respectifs, n'exerce vraiment d'autorité sur ses homologues, car tout dépend directement de Yaoundé (1).

Le Nord, par contre, grâce aux distances qui préservent sa **spécificité** mais limitent sa cohésion, est structuré par Garoua, capitale politique jouissant d'une assez large autonomie administrative vis à vis de Yaoundé (2), plaque tournante commerciale et jeune foyer industriel, principal bénéficiaire de l'exode rural dans la région. Mais son autorité ne s'exerce directement que dans la partie centrale de la province : au sud, le plateau de l'Adamaoua est - faiblement - organisé par Ngaoundéré, centre jusqu'ici bien peu dynamique, dont les influences modernisantes ne sont aucunement repercutées par les vieilles principautés foubé (Banyo, Tibati, Tignère, Kontcha...), complètement léthargiques, tandis que le relatif essor de Méfinganga paraît surtout lié au grand axe routier Nord-Sud et à l'expansion démographique des Baya. Au nord, entre les monts du Mandara et la vallée du Logone, s'étale le rayonnement de Maroua, admirablement située pour desservir ces régions complémentaires, mais qui vivent encore largement dans l'univers clos des sociétés traditionnelles. Maroua, vénérable et indolente citadelle foubé comme Ngaoundéré, repliée sur elle-même dans le silence tout bruissant de ses ruelles ombreuses, n'a pas su profiter de ses chances : le contrôle du coton - seule ressource importante du Nord - lui a échappé au profit de Kaélé et la concurrence agressive de Garoua - l'avenir face au passé - lui retire progressivement toutes ses prérogatives commerciales, donc son influence sur les gros bourgs de la région : Mokolo, Mora, Guider, Yagoua... Maroua et Ebolowa sont parmi les villes jadis importantes celles dont la décadence actuelle est la plus spectaculaire.

(1) Par exemple, le ravitaillement de Bétaré Oya est fait par Yaoundé, Bertoua n'ayant ni grossistes, ni transporteurs. Le "réseau commercial" d'Abong Mbang n'est plus qu'un vestige.

(2) Finances provinciales, organisation de la scolarité, fonction publique de fait autonome,...

A l'Extrême-Nord enfin, Fort Foureau se caractérise par le peu de relations qu'elle entretient avec le reste du pays, dont elle était jusqu'en 1970 isolée la moitié de l'année par les débordements saisonniers du Logone. Elle a surtout pour fonction, outre la desserte des vieilles bourgades kotoko (1), de servir de pont entre Fort Lamy et la Nigéria.

*

* *

Le Cameroun présente donc une organisation urbaine générale fortement déséquilibrée. Au sud-ouest, la capitale économique domine un ensemble de cinq centres régionaux, dont trois (Nkongsamba, Victoria et Kumba) lui sont de plus en plus étroitement soumis alors que les deux autres (Bafoussam et Bamenda) affirment ou confortent leur autonomie, permise par leur isolement et le dynamisme de leurs bourgeoisies autochtones ; son flanc oriental est trop peu peuplé pour donner un rôle quelconque à Edéa. Au centre, Yaoundé l'emporte de très haut sur toute la zone forestière intérieure accompagnée discrètement au sud de Mbalmayo et d'Ebolowa qui pâlissent dans son ombre. Au nord, Garoua domine, mais sur une échelle bien plus faible, les distances et le faible degré d'évolution de la région permettant la survie de centres régionaux secondaires à Ngaoundéré et à Maroua. Enfin, presque toutes les zones frontalières se caractérisent par une marginalité profonde, que n'a jusqu'ici guère altérée le pouvoir intégrateur du rayonnement urbain.

(1) Le petit peuple des Kotoko connaît depuis le XVII^e siècle une véritable civilisation citadine, vivant en symbiose avec les Arabes Cho'a qui occupent les campagnes ; mais ces villes, n'ayant pas eu de relais moderne (sauf Kousséri, devenue Fort Foureau), ont périclité : Logone Birni, capitale de la grande principauté du sud, n'a plus guère qu'un millier d'habitants, soit dix fois moins qu'au siècle dernier, et flotte dans ses remparts croulants. Voir A. LEBOEUF : "Les principautés Kotoko" CNRS, Paris 1969.

CONCLUSION

Ainsi donc le réseau urbain du Cameroun actuel - assimilable, mutatis mutandis, à celui des autres Etats africains francophones (1) - est-il l'aboutissement d'une évolution que l'on peut décomposer en trois étapes :

- l'époque "proto-coloniale", de la fin du XIX^e siècle au milieu du XX^e, où le développement urbain est encore extrêmement faible, tout comme l'activité économique elle-même. Les rares villes atteignant quelques milliers d'habitants sont d'une part le ou les ports maritimes, quelques têtes de chemin de fer et d'autre part les plus importantes des anciennes cités précoloniales, pour lesquelles bien peu de choses ont changé.

- l'apogée de la période coloniale, approximativement de 1945 à 1960, a correspondu au véritable démarrage de la mise en valeur, avec les investissements massifs des plans F.I.D.E.S (1947-1957) et la flambée des cours mondiaux des produits d'exportation, qui irriguent le pays d'un flot vivifiant de capitaux et de réalisations. A mesure que l'activité générale s'éveille et s'intensifie, que les échanges se dégèlent, comme en témoigne le trafic sans cesse croissant (2) sur les toutes nouvelles infrastructures de transport, les "stations" administratives qui

(1) Les pays de langue anglaise se différencient de ce schéma par l'ancienneté de leur mise en valeur (dès le début du siècle) et par une centralisation urbaine moins systématique. Le résultat d'ensemble et l'évolution contemporaine vers la macrocéphalie y sont néanmoins à peu près les mêmes. Pour le réseau urbain de la Côte d'Ivoire, voir les travaux de Mlle A.M. COTTEN; pour celui du Sénégal, les recherches de Mme NGUYEN VAN CHIBONNARDEL.

(2) Le nombre des véhicules passe ainsi de 6000 en 1949 à 20 000 en 1955. La part des crédits FIDES (dont le Cameroun reçut près de 20 %, soit autant que toute l'A.E.F.) consacrée aux infrastructures de communication fut des deux tiers pour le premier plan et de la moitié pour le second (cf. J. SURET-CANALE "De la colonisation aux indépendances" Paris 1972). A partir des années 1954-55 commence l'arrivée -encore timides capitaux privés, métropolitains ou originaires d'Afrique du Nord et surtout d'Indochine, avec lesquels débute l'industrialisation.

parsèment les provinces s'animent et bourgeonnent en petites villes pleines de vitalité.

- l'époque post-coloniale (néo-coloniale sous certains aspects) enfin, se caractérise par le gonflement massif, proportionnellement monstrueux, d'un tout petit nombre de très grandes cités - d'une unique métropole dans la plupart des pays - et par le déclin (absolu ou relatif) des autres villes, dont l'agencement antérieur en réseau finement hiérarchisé se désorganise progressivement : tous les centres moyens tendent à se réduire au même niveau élémentaire face au rayonnement desséchant des capitales.

Toutefois il serait un peu simpliste de s'en tenir à un contraste brutal entre un processus colonial où l'autorité politique directe s'exprimait par l'enracinement diffus de nombreux petits postes de commandement, et un processus néo-colonial où la domination extérieure ne se fait plus sentir que dans le domaine économique, celui-ci étant caractérisé par la multiplication accélérée des échanges (biens, capitaux, techniques...) qui n'ont besoin que d'un seul relais : la métropole portuaire.

En effet, l'instance politique n'a nullement disparu : les divers appareils d'Etat, gestionnaires, idéologiques, répressifs... ont changé de drapeau, non de nature, et leur présence se fait même de plus en plus insistante dans la vie des espaces régionaux à mesure qu'ils se répandent davantage au coeur des campagnes (mais par cela même, ces services officiels cessent d'être un privilège des villes). Ce qui a changé, c'est l'émergence progressive et maintenant la prépondérance de l'instance économique, qui s'est épanouie avec la croissance cumulative des fonctions de production, d'échange et d'organisation dont la ville est le lieu privilégié, entretenant avec elles des rapports dialectiques de création et d'induction.

Plus les activités industrielles se développent, plus elles sont, rappelons-le, soumises à des exigences d'échelle : potentiel d'achat du marché, disponibilité en main d'oeuvre,

sophistication de l'environnement technologique, gestionnaire et financier font que -sauf impératifs techniques ou politiques précis - la tendance naturelle des entreprises est à la concentration dans les plus grandes cités, en particulier les ports, puisque leurs activités sont fondamentalement liées soit aux exportations, soit aux importations. Ces foyers d'animation, dont les échanges internes font la puissance, attirent massivement les nouveaux établissements, les demandeurs d'emplois et toutes les activités grandes ou petites, créatrices ou parasitaires, induites par la masse salariale distribuée. Ces mécanismes d'économie d'échelle, où la grande taille et la complexité sont des facteurs décisifs d'efficacité et d'entraînement en "boule de neige" (1), jouent de la même manière pour les services tertiaires, y compris le commerce qui n'a besoin de la proximité immédiate de la clientèle qu'à son stade final, celui du détail, lequel, par sa banalité même, est le moins structurant pour l'espace (2).

En effet, nous l'avons vu, l'aisance et la rapidité sans cesse croissante des communications intérieures ont rendu inutile la fonction de relais régional des centres moyens, en même temps qu'elles supprimaient entre ceux-ci et les grandes métropoles l'écran protecteur de la distance : leurs maigres services ont été incapables de soutenir la concurrence, et de plus en plus leur rôle se limite à une desserte d'importance strictement locale. Si l'on pousse à son terme le modèle théorique, on aboutit à n'avoir plus qu'un espace unique, avec une capitale démesurée rayonnant sans intermédiaires sur un semis de petites villes à peu près égales les unes aux autres dans leur insignifiance.

-
- (1) Corollaire : toute politique de dispersion des industries à des fins d'aménagement du territoire aboutit à freiner le mouvement d'industrialisation. C'est un choix à faire en pleine connaissance de cause.
- (2) On observe dans ce domaine-là également une perte de la spécificité urbaine avec le pullulement des marchés de brousse, en particulier dans le Cameroun Forestier où le négoce, pratiquement inconnu à l'époque précoloniale, a été très longtemps un monopole des marchés "officiels" implantés dans les centres administratifs.

Ce phénomène de concentration sur une métropole géante qui stérilise les noyaux urbains avoisinants n'a rien de particulier à l'Afrique Noire (cf. l'Argentine, le Mexique, la Thaïlande...), ni même au Tiers Monde : n'est-ce pas aussi le cas de la Grèce, de la Suède ou de la Pologne, et surtout de la France où, selon une formule célèbre, Paris s'oppose au "désert français"(1) ? On trouve même dans les pays industrialisés des exemples caractéristiques de macrocéphalie, comme en Hongrie, en Autriche ou au Danemark, où Copenhague - métropole portuaire excentrée - ne regroupe pas moins de 28 % de la population du pays. Les cas de court-circuitage par évolution des systèmes de transport y sont légion : que l'on songe ainsi aux formidables mutations provoquées dans le réseau urbain français par la généralisation des chemins de fer jadis (2) et aujourd'hui celles des autoroutes (3).

Ce qui est propre au Tiers Monde (4), c'est la rapidité, la brutalité du phénomène d'urbanisation "galopante" de métropoles tentaculaires drainant toutes les forces vives de pays profondément déséquilibrés. Il s'agit là de l'une des plus spectaculaires (et des plus inquiétantes) de ces distorsions généralisées et

-
- (1) Les écarts entre Paris et Lyon ou Marseille, dans tous les domaines, ne sont pas inférieurs - toutes proportions gardées, naturellement - à ceux qui séparent Douala et Yaoundé de Nkongsamba ou Abidjan de Bouaké : de 1 à 9 pour le poids démographique, de 1 à 26 pour le nombre d'employés dépendant des sièges sociaux (Paris distribue 40 % des salaires français) cf. J. LABASSE : "L'organisation de l'espace", Paris, 1966.
 - (2) Par exemple : décadence brutale d'Orléans, longtemps seconde ville du royaume grâce à l'intensité du trafic fluvial sur la Loire, mais essor de Dijon, plaque tournante ferroviaire.
 - (3) Essoufflement de Dijon, regain d'Orléans qui devient grande banlieue de Paris. Rappelons que le réseau urbain antérieur aux chemins de fer était un produit direct de la formation des départements en 1790 : toujours la primauté chronologique du facteur administratif... Cf. M. ROCHEFORT : "L'organisation urbaine de l'Alsace", Strasbourg, 1960, et Y. BABONAUX : "les villes du Val de Loire", 1966.
 - (4) Les cas de l'Amérique Latine et de l'Asie méridionale sont ici particulièrement remarquables, leur urbanisation massive ayant plusieurs décennies d'avance sur celle de l'Afrique, et leurs villes un bon nombre de millions d'habitants de plus.

cumulatives qui sont la caractéristique du sous-développement, état auquel sont acculées les sociétés traditionnelles désorganisées par l'impact d'une domination extérieure, directe ou indirecte, qui imprime sa marque dans tous les domaines - y compris l'espace - bien plus puissamment que ne peuvent le faire les forces locales. La forme, que l'on peut dire pathologique vu l'acuité des problèmes qu'elle pose, prise par les systèmes urbains (1) de ces pays est l'un des reflets de cette situation de dépendance (2) et de dislocation (3).

L'action des pouvoirs internes de ces pays apporte cependant d'intéressantes nuances à ce schéma global, et c'est là où le cas des villes camerounaises est particulièrement instructif, avec les "anomalies" que sont vis-à-vis de la règle théorique que nous venons d'énoncer le dynamisme urbain de Bafoussam, de Bamenda et, dans une moindre mesure, de Garoua. En effet, dans cette interprétation concrète des phénomènes généraux, il s'agit moins de l'intervention des autorités gouvernementales (dont les stratégies d'aménagement volontaire du territoire, généralement récentes et encore timides, appuyées sur des moyens limités, n'ont

-
- (1) La morphologie interne des villes étant, bien sûr, l'autre face de ces problèmes ; cf. les bidonvilles.
 - (2) Cette notion de "dépendance" ne signifie pas - comme cela est trop généralement admis - une domination d'une "nation" entière sur une autre, en bloc. Chaque groupe humain s'articule en catégories dominante (s) et dominée (s) : dans les pays développés, la classe fondamentalement dirigeante est interne à la société ; dans les autres, elle est extérieure, car il s'agit en fait de la même. C'est cette unité de la structure de pouvoir (qu'accentue rapidement le mouvement de "dénationalisation" de l'autorité économique par la prolifération des entreprises multinationales) qui explique l'intégration toujours plus poussée de l'ensemble du monde capitaliste : le "néo-colonialisme" peut donc être considéré comme une variante locale (sans doute appelée à perdre sa spécificité) du capitalisme monopoliste international.
 - (3) Expression à prendre aussi dans son sens étymologique : discontinuités structurelles et spatiales s'y additionnent et s'y combinent.

encore eu dans la plupart des Etats africains que des effets ponctuels) que des pouvoirs locaux, notion qui ne pouvait surgir toute seule de nos analyses successives des fonctions urbaines, mais qui s'est imposée d'elle-même dans la synthèse que nous avons tenté d'en déduire. Ces "pouvoirs locaux" ne peuvent être vraiment les fonctionnaires d'autorité, tôt ou tard mutés, ni les commerçants et entrepreneurs étrangers (au pays ou à la région), qui plient bagage au moindre changement de conjoncture (1), mais d'une véritable classe dirigeante autochtone, qui ait effectivement quelque chose à perdre au déclin de sa ville, et qui ait la volonté - et les moyens - de la défendre.

De nombreuses et excellentes études détaillées du poids des villes dans leurs espaces régionaux respectifs (2) ont bien mis en évidence ce rôle non pas, certes, décisif, mais influent des "bourgeoisies" urbaines - cette expression n'est-elle d'ailleurs pas un pléonasme, comme l'indique l'étymologie ? Une classe dirigeante dont le pouvoir est à fondement économique a presque toujours - sinon une origine - du moins une assise urbaine (3).

-
- (1) Le repli massif des Européens qui étaient nombreux dans les petites villes du Cameroun à la fin de la période coloniale a été pour elles un facteur supplémentaire de déclin, car leur grand train de vie (domesticité nombreuse, commerce de luxe,..) que leurs successeurs africains n'ont pu tenir, entretenait d'importantes activités induites et un "standing" urbain certain. Il y a une dizaine d'années, on trouvait à Maroua des huitres, de la dinde et de la langouste (venues de France par avion, naturellement), dont la disparition est ressentie comme une amère déchéance par les rares survivants.
 - (2) Nous pensons en particulier, pour la finesse de leur analyse sociale, à R. DUGRAND : "Villes et Campagnes du Bas Languedoc", Paris, 1963, et Y. BARONAUX : op. cit.
 - (3) Le problème est d'autant plus simple au Cameroun qu'il n'y existe pratiquement pas de bourgeoisie agraire (juste quelques embryons, avec le démarrage d'une agriculture capitaliste dans le Mungo et le Diamaré) ; il en est de même dans la plus grande partie de l'Afrique Noire, avec quelques exceptions comme la Côte d'Ivoire et le Ghana, où les riches planteurs forment un groupe puissant, parfois maître de l'Etat (cas des présidents Houphouët Boigny et Koffi Busia). La propriété foncière, le plus souvent très archaïsante (particulièrement en Amérique Latine) ne représente qu'une forme de pouvoir dépassée, encore efficace parfois, mais condamnée à l'éviction des leviers de commande si elle ne se reconvertit pas à temps à des activités plus puissamment productives (comparer déjà le déclin de la féodalité foubé du Nord à la vitalité de la chefferie bamiléké).

Ce n'est pas "la ville" qui commande la campagne, c'est une catégorie sociale précise, contrôlant l'une et l'autre, pour laquelle le fait urbain est à la fois source, instrument et symbole du pouvoir (1). Ce sont ces groupes de puissance locaux, capables de peser sur les décisions à l'échelle nationale ou du moins régionale (que l'on se remémore la manière dont les municipalités européennes ou américaines savent conduire des empoignades homériques pour obtenir usines, universités, autoroutes... (2)) qui sont le plus souvent absents des villes du Tiers Monde, et en particulier en Afrique Noire, où les élites en place tiennent leur autorité d'une cooptation bureaucratique en association étroite avec les grandes puissances économiques. Si Ebolowa végète, si Mbalmayo s'essouffle, si Maroua périclite, qui donc - précisons cyniquement : parmi les gens qui comptent - qui donc s'en souciera ?

Naturellement, la pratique concrète des réalités est moins simple que ce schéma de principe. L'intervention de l'Etat, quand il s'en donne les moyens, n'est pas un facteur négligeable : ses investissements propres (comme à Bertoua) et la contrainte qu'il peut exercer sur la localisation des entreprises privées sont capables de renforcer considérablement le poids de certaines villes (3). Il y a aussi l'action des hommes politiques, qui cherchent souvent à favoriser leur ville d'origine (dont la mairie peut être l'une des bases de leur puissance (4)) en orientant vers

-
- (1) Pour une approche théorique rigoureuse de cette problématique, voir M. CASTELLS "La question urbaine", Paris, 1972.
 - (2) Voire des aménagements régionaux de beaucoup plus grande ampleur, comme la défense (victorieuse) par la ville d'Amsterdam de son rôle maritime en creusant elle-même le canal la reliant à son avant-port artificiel d'IJmuiden.
 - (3) Mais ce sont là des opérations terriblement onéreuses : ainsi en Côte d'Ivoire le coût de la construction de la ville nouvelle de San Pedro et de l'aménagement de la région qu'elle doit vivifier s'élève-t-il à une quarantaine de milliards CFA.
 - (4) Mais la plupart des hommes d'Etat sont d'origine rurale. Ainsi recherchent-ils par exemple - et obtiennent souvent - l'érection de leur village d'origine en sous-préfecture (Ngoumou, Ngok Mapubi, Nguti,...), voire en préfecture (Mbengwi).

elle l'action des pouvoirs publics (on trouverait mille exemples de cette attitude dans l'Europe d'hier et d'aujourd'hui), mais le pouvoir est chose fragile, et la disgrâce des déçus s'abat aussi sur la cité naguère choyée (Ebolowa, Nkongsamba, Njinikom en savent quelque chose).

Plus durable certainement est l'influence que peuvent avoir des personnages de moindre stature, mais plus stables et plus nombreux : on voit de plus en plus se regrouper les fonctionnaires de même origine afin de concentrer leurs efforts envers leur région natale, en pesant - si faire se peut - sur les choix de l'Etat, mais surtout en investissant eux-mêmes. Comme la grande majorité d'entre eux sont encore d'extraction rurale, l'action de ce qu'on appelle parfois les "sociétés locales de développement" s'exerce surtout au profit des campagnes (excellente chose) mais, de plus en plus, avec l'atout que représente pour les villes du Cameroun l'unité humaine qu'elles ont avec leur environnement, c'est vers leur cité tutélaire que les "grands types" - comme on dit sur place - vont tourner leur attention, à mesure que la caste bureaucratique se transformera en véritable bourgeoisie. Mais ceci ne peut être - et pour longtemps encore - qu'assez marginal par rapport à l'extraversion fondamentale de presque toutes ces villes.

Le rôle de capitale régionale de Bafoussam (qui supplante en cela Nkongsamba, extérieure au pays bamiléké) et plus encore de Bamenda, tire donc son origine de la structure sociale des Bamiléké (1) et de leurs cousins anglophones (renforcées pour ces derniers par les conditions originales de la colonisation britannique). De même pour Garoua, l'atout de l'éloignement par rapport au Sud est renforcé par la spécificité de la classe dirigeante du Nord (caste politique homogène directement issue

(1) Voir J. HURAUULT : "La structure sociale des Bamiléké", Paris 1962 et plus encore J.C. BARBIER : "L'Opération Yabassi-Bafang" - ORSTOM, Yaoundé, 1971.

- au moins culturellement - de la vieille bourgeoisie citadine musulmane) qui jouit d'une assez large autonomie vis-à-vis du reste de l'Etat camerounais. Il n'y a que dans ces villes-là que l'on rencontre une "bourgeoisie" capable d'initiatives et d'intervention dans les rapports de force régionaux ou nationaux, donc apte à défendre et à promouvoir les cités où elle a investi pouvoir et honneur (1). Quand - ainsi qu'on le voit partout ailleurs - l'ensemble des leviers de commande échappe aux hommes de la ville, celle-ci n'est qu'une fragile baudruche soumise aux vents capricieux d'une conjoncture qui se détermine hors de la région, hors du pays, hors du continent.

Les réseaux urbains tronqués des pays du Tiers Monde sont donc l'exacte transcription spatiale du problème le plus décisif de ces sociétés en plein déséquilibre : la désarticulation des systèmes de pouvoir, coeur du sous-développement.

*

* *

Dans ces conditions, où l'avenir urbain du Cameroun s'annonce comme un renforcement constant des deux capitales, avec une affirmation (nécessairement bien plus modeste) de Bafoussam, Bamenda et Garoua, alors que la tendance générale des autres villes sera à une réduction à un niveau élémentaire, que conseiller aux autorités soucieuses d'aménagement ? Le parti pris qui a été choisi par elles de s'efforcer de promouvoir les villes moyennes (afin de combattre la macrocéphalie avant qu'elle ne soit écrasante) est naturellement le seul possible ; encore que le résultat

(1) On en rencontre cependant quelques exemples ailleurs, en particulier dans les villes haoussa et surtout yoruba de Nigéria, voire au Togo où les "nanas Benz" (riches commerçantes qui roulent en Mercedes) tiennent la mairie de Lomé ; de même probablement Kumassi pour les Ashanti. Les problèmes de pouvoir local sont encore très mal connus - dans tous les pays - et offrent un champ de recherches illimité et passionnant.

de ce choix ne soit pas de résoudre le problème, mais d'en faciliter la solution en le fractionnant, ce qui est d'excellente méthode cartésienne : il est plus facile de contrôler des cités de 50 ou 100 000 habitants que des monstres d'un million d'âmes, seuil au delà duquel tous les efforts d'aménagement urbanistique ne font que courir loin derrière la croissance emballée des besoins. Mais le véritable noeud du problème est dans les campagnes, afin de sortir celles-ci de leur impasse économique (ce qui est difficile) et sociale (problème encore autrement ardu).

Cette politique de renforcement des villes moyennes aura donc pour objectifs, par ordre de difficulté croissante :

- accompagner la croissance de Bamenda et de Bafoussam en leur fournissant en temps utile les équipements nécessaires au renforcement de leur poids régional ;
- assurer une intégration harmonieuse de Victoria et de Kumba dans leur nouveau rôle de satellites de Douala ;
- veiller à ce que la croissance de Ngaoundéré, tête du Trans-camerounais, ne nuise pas trop à celle de Garoua, dont le développement ne sera plus aussi naturel qu'auparavant ;
- contrebalancer la croissance excessive de Yaoundé (malsaine car trop rapide pour les ressources régionales et les possibilités de création d'emplois) par la promotion volontaire de pôles secondaires. La géographie en impose trois : naturellement Bertoua à l'est, pour laquelle l'Etat a déjà consenti des efforts considérables, Ebolowa au sud, mieux située que Sangmélima et déjà dotée d'importants équipements urbains que l'on peut valoriser, enfin Bafia au nord-ouest, afin de créer un foyer d'attraction dans ce vaste département du Mbam, si riche en potentialités diverses mais jusqu'ici complètement écartelé entre les influences divergentes de Yaoundé et des villes occidentales.

Prétendre créer ainsi, ex-nihilo (ou à peu près), des centres régionaux est aller à l'encontre de l'évolution spontanée. Cela exigera donc un volume considérable de capitaux, et plus encore de volonté, d'imagination et de tenacité, aussi longtemps que les villes n'auront pas pris en charge elles-mêmes leur propre avenir.

Abidjan

Juin-novembre 1973.

TABLEAU RECAPITULATIF

VILLES	Popula- tion (1970)	Fonc- tion- naire (1970)	(*)	Elèves second. et sup. (1972)	Entre- pre- nari- ales (1969)	Agen- ces comm. et fin. (1970)	Patentes (1970)	Chif- fre d'aff. (* *) (1970) en mil- lions CFA)	Boîtes Postales (1970)
DOUALA	300 000	3516	G	17 727	875	143	1152	31 800	2416
YAOUNDE	180 000	7345	G	16 791	474	127	947	10 500	2092
ABONG MBANG	4 000	222	P	387	15	5	202	100	197
AKONOLINGA	7 000	157	P	532	10	5	97	50	105
AMBAM	2 500	113	S	472	3	-	93	-	48
AYOS	4 000	113	S	-	-	3	?	-	42
BAFANG	20 000	353	P	2 511	23	6	464	-	188
BAFIA	15 000	258	P	1 473	13	6	?	-	140
BAFOUSSAM	42 000	746	G	4 698	64	33	877	2 850	307
BAMENDA	30 000	628	G	2 205	5?	20	?	300	115
BANGANGTE	12 000	313	P	727	2	2	?	-	50
BATOURI	11 000	163	P	550	14	6	275	150	63
BERTOUA	11 000	428	G	1 289	6	8	160	100	47
BUEA	20 000	871	G	1 556	?	6	?	600	91
DOUME	2 500	47	S	351	3	4	100	-	16
DSCHANG	21 000	554	P	2 090	9	7	537	800	190
EBOLOWA	25 000	994	P	2 766	25	17	?	-	211
EDEA	20 000	325	P	1 504	59	12	446	6 650	271
ESEKA	8 000	234	P	920	6	3	66	600	132
FORT FOUREAU	7 000	209	P	147	2	-	43	-	47
FOUMBAN	26 000	618	P	1 483	15	5	354	200	108
FOUMBOT	14 000	67	S	61	33	4	229	1 450	68
GAROUA	33 000	888	G	775	60	36	192	2 500	306
GAROUA BOULAY	7 000	35?	D	-	-	-	40?	-	29
GUIDER	10 000	149	S	155	3	-	113	-	20
KAELE	8 000	243	S	379	4	1	?	800	63
KRIBI	8 000	223	P	658	13	3	17	300	142
KUMBA	45 000	468	P	1 820	5?	18	?	150	150
LOUM	21 000	57	S	284	30	4	576	350	50
MAKAK	2 500	35	S	955	2	1	?	-	56
MAMFE	13 000	295	P	901	1?	7	?	-	50
MANJO	16 000	20?	S	-	7	-	242	100	90

VILLES	Popul.	Fonct.	(*)	Elèves	Entrep	Agen- ces	Patentes	Ch.d'affaires	B.P.
MAROUA	35 000	560	P	454	26	16	475	700	119
MBALMAYO	18 000	291	P	2 364	53	25	375	750	206
MBANGA	21 000	101	S	744	12	7	81	100	100
MBOUDA	10 000	198	P	1 115	7	3	199	200	103
MEIGANGA	13 000	115	S	28	3	1	163	50	75
MOKOLO	4 500	260	P	159	2	2	61	-	34
MORA	4 000	182	S	16	2	-	?	250	10
MUYUKA	11 000	21	S	1 712	?	-	?	350	31
NANGA EBOKO	12 000	129	P	537	9	2	?	250	53
NGAOUNDERE	23 000	489	P	882	34	12	216	450	148
NKONGSAMBA	55 000	1054	P	6 392	115	53	575	900	496
OBALA	7 500	131	S	958	22	6	?	-	98
SAA	3 000	85	S	915	9	3	292	-	93
SANGMELIMA	9 000	321	P	2 854	21	10	230	500	215
TIKO	15 000	101	S	-	?	8	?	850	91
VICTORIA	29 000	516	P	488	22?	35	?	1 750	221
WUM	12 000	68	P	-	?	-	??	-	20
YABASSI	7 000	151	P	222	6	-	?	150	39
YAGOUA	14 000	176	P	42	1	1	5	150	51
YOKADOUMA	5 500	145	P	210	4	3	132	-	50

(*) Rang administratif : G = gouvernorat de région, P = préfecture, S = sous-préfecture, D = chef-lieu de district.

(**) Chiffres d'affaires du secteur moderne : industries, grandes plantations, exploitations forestières...

Bibliographie sélective (1)

sur les villes du Cameroun.

René GOUELLAIN "New Bell (Douala), enquête sociologique".
(multigr.), ORSTOM, Yaoundé, 1956.

Roland DIZIAIN et Andrée CAMBON. "Etude sur la population du quartier
New Bell à Douala" - Recherches et Etudes Camerou-
naises, 1960, n° III.

Bernard NKUISSI "Nkongsamba, des origines à 1927" (multigr.)
Lille, FLSH, 1967.

André FRANQUEVILLE "Les paysages urbains de Yaoundé" (*)
Cahiers d'Outre-Mer, n° 82-1968 (p. 113-154).

Colloque sur "la croissance urbaine en Afrique Noire et à Madagascar".
Bordeaux 1970. édité par le CNRS en 1972.
Communications de :

- Bernard BIYONG : "La croissance urbaine au Cameroun". p. 339-356
- Jacques CHAMPAUD : "L'équipement tertiaire des villes de l'Ouest"
(*) p. 401-414.
- Georges COURADE : "L'espace urbain de Buéa" p. 475-492 (*).
- André FRANQUEVILLE : "Les immigrés de la Briquetterie à
Yaoundé" p. 567-590 (*).
- Philippe HAERINGER : "L'urbanisation de masse en question "
(Abidjan, Douala, Brazzaville, San Pedro)
p. 625-652.
- Yves MARGUERAT : "La décadence des villes secondaires". p. 841-846(*).
- Jean TISSANDIER : "Relations villes-campagnes dans la Haute
Sanaga" p. 1029-1046 (*).
- René ZE NGUELE : "La croissance démographique de Yaoundé" p. 1089-
1104.

André FRANQUEVILLE : "Deux essais sur les relations villes -campagnes
au nord de Yaoundé" (multigr.) ORSTOM, Yaoundé,
1971.

Vincent PASSELANDE : "Le ravitaillement vivrier de Douala par le
chemin de fer", CEGET, Bordeaux 1972, (trav. et
doc. n° 7) p. 207-216.

(1) Le répertoire le plus complet se trouve dans la "Bibliographie sur
la croissance urbaine en Afrique Noire" du CEGET (Travaux et doc.
n° 6, p. 179-185) Bordeaux 1972

(*) Ces articles ont été repris dans le document intitulé "Etudes de
Géographie urbaine au Cameroun"- (multigr.) ORSTOM, Yaoundé, 1970.

Cahiers ORSTOM (Série Sciences Humaines) 1972 n° 3, articles de MM. :

- Jacques CHAMPAUD : "Genèse et typologie des villes du Cameroun de l'Ouest" p. 325-336.
- Benjamin STECK : "Mokolo dans ses relations avec l'espace rural environnant" p. 287-309.

Philippe HAERINGER : "Propriété foncière et politique urbaines à Douala". Cahiers d'Etudes Africaines n° 51 - 1973 - (p. 469-496).

René GOUELLAIN : "Sociologie d'une ville coloniale : Douala". Paris, 1974.

Yves MARGUERAT : "Analyse numérique des migrations vers les villes du Cameroun". ORSTOM, Paris, 1974.

*

* *

On trouvera à la bibliothèque du département de géographie, à l'Université de Yaoundé, un certain nombre de travaux d'étudiants sur Douala, Bamenda, Mbouda, Esèka,...

INDEX DE LOCALISATION

Chiffres = départements

Lettres = arrondissements (A = préfecture)

PROVINCES

NORD : 1 : LOGONE-ET-CHARI
 2 : MARGUI-WANDALA
 3 : DIAMARE
 4 : MAYO DANAY
 5 : BENOUE
 6 : ADAMAOUA

OUEST : 20 : MIFI
 (2) 21 : BAMBOUTO
 22 : MENOUA
 23 : HAUT NKAM
 24 : NDE
 25 : BAMOUN

NORD-OUEST :

(1) (2)

7 : DONGA-AND-MANTUNG
 8 : MENTCHUM
 9 : BUI
 10 : MEZAM
 11 : MOMO

CENTRE-SUD :

26 : MBAM
 27 : HAUTE SANAGA
 28 : MEFOU
 29 : LEKIE
 30 : NYONG-ET-KELLE
 31 : KRIBI (3)
 32 : NTEM (3)
 33 : DJA-ET-LOBO (3)
 34 : NYONG-ET-SOO
 35 : NYONG-ET-MFOUMOU

SUD-OUEST :

(1)

12 : MANYU
 13 : NDIAN
 14 : MEME
 15 : FAKO

EST :

LITTORAL :

16 : WOURI
 17 : MUNGO
 18 : NKAM
 19 : SANAGA MARITIME
 36 : HAUT NYONG
 37 : LOM-ET-DJEREM
 38 : KADEI
 39 : BOUMBA-NGOKO

-
- (1) Les Provinces Nord-Ouest et Sud-Ouest ont formé de 1961 à 1972 le Cameroun Occidental (anglophone).
- (2) Les hauts plateaux des provinces Nord-Ouest (anglophone) et Ouest (francophone) forment la région appelée communément les "Grassiélds" (=hautes terres herbeuses).
- (3) Les départements Kribi, Ntem et Dja ont formé en 1963 la région Sud (chef-lieu Ebolowa), réunie ensuite à la région Centre (chef-lieu Yaoundé).

VILLES ET DEPARTEMENTS

Abong Mbang : 36 A
 ADAMAOUA : 6
 Akoafim : 33 D
 Akono : 28 B
 Akonolinga : 35 A
 Akwéto : 7 A
 Ambam : 32 C
 Ayos : 35 B
 Babadjou : 21 A
 BABIMBI = Ngambé + Ndom
 Badjob : 30 E
 Bafang : 23 A
 Bafia : 26 A
 Bafoussam : 20 A
 Baham : 20 E
 Bali : 10 C
 BAMBOUTO : 21
 Bamenda : 10 A
 Bamendjou : 20 D
 BAMOUN : 25
 Bamusso : 13 B
 Bana : 23 D
 Bangang : 21 B
 Bangangté : 24
 Bangem : 14 B
 Bangou : 20 C
 Bankim : 6 F
 Bansoa : 22 B
 Banyo : 6 E
 Baré : 17 A
 Batibo : 11 B
 Batouri : 38 A
 Bazou : 24 B
 Bélabo : 37 E
 BENOUE : 5
 Bertoua : 37 A
 Bétaré Oya : 37 B
 Bogo : 3 C
 Bolifamba : 15 A
 Bonabéri = Douala
 Botmakak : 30 B
 BOUMBA-NGOKO : 39
 Buéa : 15 A
 BUI : 9
 Campo : 31 E
 CROSS RIVER = MANYU
 Deng Deng : 37 A
 DIAMARE : 3
 Dibombari : 17 F
 Dimako : 36 F
 Dizangué : 19 B
 DJA-ET-LOBO : 33
 Djoum : 33 D
 Djungo : 17 E
 DONGA-AND-MANTUNG : 7
 Douala : 16
 Doukoula : 4 B
 Doulo : 2 B
 Doumé : 36 B
 Dschang : 22 A
 Ebolowa : 32 A
 Edéa : 19 A
 Ekona : 15 A
 Ekundu Titi : 13 C
 Eséka : 30 A
 Essé : 28 D
 FAKO : 15
 Figuil : 5 B
 Fort Foureau : 1 A
 Foumban : 25 A
 Foubot : 25 B
 Garoua : 5 A
 Garoua Boulay : 37 C
 Grand Batanga : 31 A
 GRASSFIELDS = provinces de l'Ouest
 et du Nord-Ouest.
 Guider : 5 B
 Gwofon : 11 A
 Ikiliwindi : 14 A
 Jakiri : 9 B
 KADEI : 38
 Kaélé : 3 E
 Kakar : 7 A
 Kaké : 17 F
 Kar Hay : = Doukoula
 Kékem : 23 C
 Kompina : 17 F
 Kontcha : 6 B
 Kousséri = Fort Foureau
 Koutaba : 25 A
 KRIBI : 31
 Kribi : 31 A
 Kumba : 14 A
 Kumbo : 9 A
 LEKIE : 29
 Lobé = Ekundu Tiki
 Logone Birni : 1 C
 LOGONE-ET-CHARI : 1
 Lolodorf : 31 B
 LOM-ET-DJEREM : 37
 Lomié : 36 E
 Loum : 17 D
 Magba : 25 C
 Makak : 30 C

Makary : 1 B
Makénéne : 26 H
Mamfé : 12 A
Manjo : 17 C
MANYU : 12
MARGUI-WANDALA : 2
Maroua : 3 A
Matomb : 30 D
MAYO DANAY : 4
Mayo Darlé : 6 E
Mbalmayo : 34 A
MBAM : 26
Mbandjock : 27 C
Mbanga : 17 E
Mbengwi : 11 A
MBO (Plaine des) : 17 B
Mbongué : 14 A
Mbot : 7 A
Mbouda : 21 A
Mbyé : 7 A
MEFOU : 28
Meiganga : 6 D
Mélong : 17 B
MEME : 14
MENOUA : 22
MENTCHUM : 8
Mérid : 3 B
Messaréna : 36 D
MEZAM : 10
Mfou : 28 C
MIFI : 20
Mindif : 3 D
Minim-Martap : 6 A
Minta : 27 B
Mokolo : 2 A
Moloundou : 39 B
MOMO : 11
Monatéle : 29 A
Mora : 2 B
Moundeck : 17 E
Mundemba : 13 A
MUNGO : 17
Mutenguéné : 15 A
Muyuka : 15 B
Mvengué : 31 C
Nanga Eboko : 27 A
NDE : 24
NDIAN : 13
Ndikiniméki : 26 C
Ndom : 19 D
Ndop : 10 B

Ndoungué = Nkongsamba
Ndu : 7 A
Ngambé : 19 C
Ngaoundéré : 6 A
Ngomédzap : 34 C
Nguélémendouka : 36 C
Njinikom : 8 B
NKAM : 18
NKAM (HAUT) : 23
Nkambé : 7 A
Nkongsamba : 17 A
NTEM : 32
Ntui : 26 D
Nwa : 7 B
Nyabessan : 32 D
Nyombé : 17 D
NYONG (HAUT) : 36
NYONG-ET-KELLE : 30
NYONG-ET-MFOUMOU : 35
NYONG-ET-SOO : 34
Obala : 29 C
Okola : 29 E
Ombé : 15 A
Ombessa : 26 F
Penja : 17 D
Poli : 5 D
Pouma : 19 E
Rey Bouba : 5 E
Rio del Rey : 13 B
Saa : 29 B
SANAGA (HAUTE) : 27
SANAGA MARITIME : 19
Sangmélina : 33 A
Souza : 17 F
Tcholliré : 5 E
Tibati : 6 C
Tignère : 6 B
Tiko : 15 C
Tombel : 14 B
Tonga : 24 C
Touboro : 5 E
Victoria : 15 A
WOURI : 16
Wum : 8 A
Yabassi : 18 A
Yagoua : 4 A
Yaoundé : 28 A
Yingui : 18 B
Yokadouma : 39 A
Yoko : 26 E
Zoétéle : 33 B

CAMEROUN

0 50 100 km

INDEX DE LOCALISATION

